

Publications périodiques

Comptes annuels

LLOYDS BANK PLC

(anciennement Lloyds TSB Bank plc)
Société de droit étranger.

Siège à l'étranger : 25 Gresham Street, London EC2V 7HN. Registered in England no 2065
Siège social : 21, rue Balzac 75008 Paris, France
TVA : FR 26484283692
484 283 692 R.C.S. Paris

Exercice clôturé le 31 décembre 2016

Rapport de gestion et états financiers 2016

Membre du groupe Lloyds Banking

Rapports des commissaires aux comptes aux membres de Lloyds Bank Plc**Rapports relatifs aux états financiers***Notre opinion*

A notre avis :

- Les états financiers présentés plus loin reflètent de manière sincère et véritable la situation financière du Groupe et des affaires de la Banque à la date du 31 décembre 2015 ainsi que celle des bénéfices du Groupe et de la trésorerie du Groupe et de la Banque pour l'exercice en question ;
- Les états financiers du Groupe ont été dûment préparés conformément aux Normes Internationales de Reporting Financier [International Financial Reporting Standards] ("IFRS") adoptées par l'Union Européenne ;
- Les états financiers de la Banque ont été dûment préparés selon les IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et appliquées selon les termes du *Companies Act 2006* ; et
- Les états financiers ont été préparés selon les règles prévues par le *Companies Act 2006* et, en ce qui concerne les états financiers du Groupe, à l'Article 4 de la Norme IAS.

Objet de nos vérifications

Les états financiers du Groupe et les états financiers de la Banque (les "états financiers"), préparés par Lloyds Bank plc comprennent :

- Le Bilan au 31 décembre 2016 ;
- Le Compte de résultat consolidé et le Compte de résultat global de l'exercice en question ;
- L'état des flux de trésorerie de l'exercice ;
- L'Etat des variations des fonds propres de l'exercice ; et
- Les notes relatives aux comptes, incluant une synthèse des politiques comptables significatives et d'autres explications.

Le cadre de reporting financier appliqué dans la présentation des présents états financiers est constitué par la législation applicable et par les normes IFRS telle qu'adoptées par l'Union Européenne et, en ce qui concerne les états financiers de la Banque, telles qu'appliquées selon les termes du *Companies Act 2006*.

Dans l'application du cadre de reporting financier, les administrateurs ont formulé une série de jugements subjectifs, notamment en ce qui concerne certaines estimations comptables. Dans la formulation desdites estimations, ils ont émis des hypothèses et pris en considération de futurs événements.

Opinions sur les autres questions exigées par le Companies Act 2006

A notre avis :

- Les informations contenues dans le Rapport Stratégique et le Rapport des administrateurs concernant l'exercice financiers faisant l'objet des présents états financiers sont conformes aux états financiers.
- Le Rapport Stratégique et le Rapports des Administrateurs ont été rédigés conformément aux normes applicables

Autres questions sur lesquelles nous sommes tenus de formuler notre opinion concernant les exceptions*Adéquation des écritures comptables et des explications et informations reçues*

Selon le *Companies Act 2006* nous sommes tenus de vous signaler :

- Si nous n'avons pas reçu toutes les informations et les explications requises pour la réalisation de notre audit ; ou
 - Si le Groupe ou la Banque n'a pas tenu une comptabilité adéquate, ou si des déclarations requises pour notre audit n'ont pas été reçues de la part des succursales que nous n'avons pas visitées personnellement ; ou
 - Si les états financiers du Groupe ou de la Banque ne sont pas conformes aux écritures comptables et aux déclarations
- Nous n'avons aucune exception à signaler en vertu de cette obligation.

Rémunération des administrateurs

Selon le *Companies Act 2006* nous sommes tenus de vous signaler si, à notre avis, certaines données relatives à la rémunération des administrateurs exigées par la loi n'ont pas été déclarées. Nous n'avons aucune exception à signaler en vertu de cette obligation.

Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit*Nos responsabilités et celles des administrateurs*

Comme expliqué de manière plus détaillée dans la déclaration des responsabilités des administrateurs, page 8, les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers et de la vérification de leur sincérité.

Notre responsabilité consiste à vérifier et à formuler une opinion sur les états financiers conformément à la législation applicable et aux Normes Internationales d'Audit (Royaume Uni & Irlande) ("ISA (UK & Ireland)"), lesquelles exigent que nous nous conformions aux Normes d'éthique à l'usage des auditeurs de l'Auditing Practices Board.

Le présent rapport et les opinions qu'il contient ont été élaborés exclusivement pour et dans l'intérêt des membres du Groupe et de la Banque, en tant qu'organe, selon les termes du Chapitre 3 de la Partie 16 du *Companies Act 2006*, à l'exclusion de toute autre finalité. Dans la formulation de nos opinions, nous déclinons d'ores et déjà toute responsabilité liée à d'autres finalités ou vis-à-vis d'autres personnes ou entités auxquelles le présent rapport serait présenté ou entre les mains desquelles il pourrait se trouver, sauf accord écrit préalable de notre part.

Aspects faisant l'objet de notre audit des états financiers

Nous avons mené notre audit conformément aux ISA (UK & Ireland). L'audit implique l'obtention d'éléments probants suffisants concernant les montants et les déclarations contenus dans les états financiers pour obtenir une assurance raisonnable relative à l'absence, dans les états financiers, de toute inexactitude significative, due à des erreurs ou à une fraude. Ceci inclut l'évaluation des éléments suivants, à savoir :

- Si les politiques comptables adoptées sont adaptées à la situation du Groupe et de la Banque et si elles ont été appliquées de manière cohérente et déclarées de manière adéquate et ;

- Si les estimations comptables effectuées par les administrateurs sont raisonnables ; et
- Si la présentation globale des comptes est conforme.

Nous nous sommes principalement concentrés sur ces éléments dans notre évaluation des jugements formulés par les administrateurs par rapport aux éléments probants disponibles, en formulant nos propres opinions et en évaluant les données qui figurent dans les états financiers. Nous testons et examinons les informations par des sondages et d'autres techniques d'audit, dans la mesure où nous l'estimons nécessaire afin d'obtenir une base pour la formulation de nos propres opinions. Nous obtenons des informations probantes en testant l'efficacité des contrôles, par des procédures de corroboration ou les deux.

De plus, nous lisons toutes les informations financières et non-financières contenues dans le Rapport et dans les Comptes afin de détecter toute incohérence significative par rapport aux états financiers vérifiés et d'identifier toute information apparemment incorrecte ou présentant une incohérence significative, par rapport aux connaissances que nous avons acquises dans le cadre de la réalisation de l'audit. Si nous constatons une information manifestement erronée ou une incohérence significative, nous en évaluons l'impact pour notre rapport.

Mark Hannam (Commissaire aux Comptes Principal)
Pour PricewaterhouseCoopers LLP
Chartered Accountants and Statutory Auditors Londres
Le 9 mars 2017

- a) La mise à jour et l'intégrité du site web de Lloyds Banking Group plc relèvent de la responsabilité des administrateurs ; le travail réalisé par les auditeurs n'impliquant pas la prise en compte de ces aspects, les auditeurs déclinent d'ores et déjà toute responsabilité pour les éventuelles modifications qui pourraient avoir été apportées aux états financiers depuis leur date de présentation initiale sur le site web
- b) La législation britannique en matière de préparation et diffusion des états financiers peut différer de celle en vigueur dans d'autres pays.

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 avant impôt s'élève à £1,977.

La banque a versé durant l'exercice un acompte sur dividende de £2,430 million et £3,040 million, soit un montant total de £3,040 million. Le Conseil d'administration réuni le 9 mars 2017 a décidé de ne pas verser de dividende complémentaire.

Compte de résultat consolidé

De l'exercice au 31 décembre 2016

	Note	2016 millions £	2015 millions £
Intérêts et revenus similaires		16 671	17 655
Intérêts et dépenses similaires		-5 477	-6 641
Intérêts créditeurs nets	5	11 194	11 014
Recettes des frais et commissions		2844	3078
Dépenses relatives aux frais et commissions		-943	-988
Recettes nettes des frais et commissions	6	1 901	2 090
Intérêts créditeurs nets	7	942	1 528
Autre revenu d'exploitation	8	443	1 587
Autre produit		3 286	5 205
Produit total		14 480	16 219
Provisions réglementaires		-2 271	-4 732
Autres frais d'exploitation		-9 480	-9 870
Total frais d'exploitation	9	-11 751	-14 602
Excédent des opérations de négociation		2 729	1 617
Dépréciation	10	-752	-390
Bénéfice avant impôt - activités poursuivies		1 977	1 227
Imposition	11	-947	-694
Bénéfice après impôt - activités poursuivies		1 030	533
Bénéfice après impôt - activités non poursuivies	12	173	226
Bénéfice de l'exercice		1 203	759
Bénéfices attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires		983	663
Bénéfices attribuables aux autres actionnaires		119	-
Bénéfices attribuables aux actionnaires		1 102	663
Bénéfices attribuables aux actionnaires minoritaires		101	96
Bénéfice de l'exercice		1 203	759

(1) Le bénéfice après impôt attribuable aux autres détenteurs de fonds propres, qui s'élève à £119 millions (2015 : £zéro), est partiellement compensé dans les réserves par un crédit d'impôt attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de £33 million (2015 : £zéro).

Compte de résultat global

De l'exercice au 31 décembre 2016

Groupe	2016 Million £s	2015 million £
Bénéfice de l'exercice	1 203	759
Autres éléments du résultat global		
Postes qui ne seront pas reclassés par la suite dans le compte de résultat		

Réévaluation du régime de retraite à prestations déterminées		
Réévaluation avant impôt	-1 348	-274
Imposition	320	59
	-1 028	-215
<i>Eléments qui seront ensuite reclassés dans le compte de résultat</i>		
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles		
Ajustements sur les transferts effectués à partir des portefeuilles détenus jusqu'à l'échéance	1 544	
Variations de la juste valeur	356	-313
Transfert des cessions au compte de résultat	-575	-51
Transfert des dépréciations au compte de résultat	173	4
Imposition	-301	-9
	1 197	-369
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie		
Part efficace des variations de la juste valeur aux autres éléments du résultat global	2 284	524
Transferts du compte de résultat net	-531	-983
Imposition	-444	17
	1 309	-442
Ecarts de conversion de devises	-9	-44
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt	1 469	-1,070
Résultat global total de l'exercice	2 672	-311
Résultat global total imputable aux actionnaires ordinaires résultant des activités poursuivies	2 342	-609
Résultat global total imputable aux actionnaires ordinaires résultant des activités non poursuivies	110	202
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	2 452	-407
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'autres actions	119	-
Résultat global total attribuable aux actionnaires	2 571	-407
Résultat global total attribuable aux actionnaires minoritaires	101	96
Résultat global total de l'exercice	2 672	-311

Banque	2016 millions £	2015 million £
Bénéfice de l'exercice	1 953	10 911
Autres éléments du résultat global		
<i>Postes qui ne seront pas reclassés par la suite dans le compte de résultat</i>		
Réévaluation du régime de retraite à prestations déterminées		
Réévaluation avant impôt	-682	31
Imposition	184	-1
	-498	30
<i>Eléments qui seront ensuite reclassés dans le compte de résultat</i>		
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles		
Ajustements sur les transferts effectués à partir des portefeuilles détenus jusqu'à l'échéance	1 544	-
Variations de la juste valeur	268	-300
Transfert des cessions au compte de résultat	-507	-14
Transfert des dépréciations au compte de résultat	172	1
Imposition	-269	-17
	1 208	-330
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie		
Part efficace des variations de la juste valeur aux autres éléments du résultat global	1 290	294
Transferts du compte de résultat net	-241	-421
Imposition	-258	-76
	791	-203
Ecarts de conversion de devises -impôt : zéro	19	-13
Autres éléments du résultat global de l'exercice, après impôt	1 520	-516
Résultat global total de l'exercice	3 473	10 395
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	3 354	10 395
Résultat global total attribuable aux détenteurs d'autres actions	119	-
Résultat global total de l'exercice	3 473	10 395

Bilan**Au 31 décembre 2016**

Actif	Note	Groupe		Banque	
		2016 millions £	2015 millions £	2016 millions £	2015 millions £
En-caisse et soldes détenus auprès de banques centrales		47 452	58 417	44 595	55 919
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques		706	697	512	518

Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	13	51 198	141 149	48 309	52 064
Instruments financiers dérivés	14	33 859	28 922	36 714	30 992
Prêts et créances					
Prêts et avances aux banques	15	5 583	25 117	4 379	2 625
Prêts et avances aux clients	16	451 282	455 175	161 161	158 117
Titres obligataires		3 397	4 191	2 818	2 865
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking		5 624	11 630	152 260	132 784
		465 886	496 113	320 618	296 391
Actif financier cessible	20	56 524	33 032	55 122	32 476
Investissements détenus jusqu'à l'échéance		–	19 808	–	19 808
Goodwill	21	180	2 016	–	–
Valeur des activités de portefeuille	22	–	4 596	–	–
Autre actif incorporel	23	1 520	1 838	893	720
Immobilisations corporelles	24	9 294	12 979	3 644	3 522
Impôt à court terme recouvrable		28	44	420	250
Actif d'impôt différé	36	3 603	4 018	2 286	3 490
Investissement dans des filiales	25	–	–	31 135	39 241
Actif des prestations de retraite	35	342	901	254	402
Actif du groupe cessible détenu en vue de sa vente	12, 25	158 194	–	7 622	–
Autre actif	26	2 141	13 959	1 168	916
Total actif		830 927	818 489	553 292	536 709

(1) Cf. note 1

Fonds propres et passif	Note	Groupe		Banque	
		2016 millions £	2015 millions £	2016 millions £	2015 millions £
Passif					
Dépôts de banques	27	15 690	16 925	9 450	13 614
Dépôts de clients	28	415 460	418 326	213 135	205 717
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking		5 444	5 926	86 803	70 656
Éléments en cours de transmission aux banques		548	717	292	326
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	29	54 504	51 863	55 776	56 332
Instruments financiers dérivés	14	33 896	26 347	38 591	31 040
Effets en circulation		1 402	1 112	–	–
Titres obligataires en émission	30	74 733	82 056	74 366	78 430
Passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation	31	–	80 317	–	–
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation	33	–	22 777	–	–
Passif du groupe cessible détenu en vue de sa vente	12	150 938	–	–	–
Autre passif	34	4 732	30 197	3 295	2 988
Obligations relatives aux prestations de retraite	35	692	365	399	148
Passif d'impôt à court terme		446	298	3	–
Passif d'impôt différé	36	–	33	–	–
Autres provisions	37	4 933	5 687	2 833	3 421
Passif subordonné	38	17 258	28 190	10 575	19 709
Total passif		780 676	771 136	495 518	482 381
Capital					
Capital-actions	39	1 574	1 574	1 574	1 574
Compte de primes de souscription	40	–	35 533	–	35 533
Autres réserves	41	8 484	5 987	2 593	575
Bénéfices non distribués	42	36 231	3 868	50 390	16 646
Fonds propres		46 289	46 962	54 557	54 328
Autres instruments de fonds propres	43	3 217	–	3 217	–
Total fonds propres sauf participations minoritaires		49 506	46 962	57 774	54 328
Participations minoritaires		745	391	–	–
Total fonds propres		50 251	47 353	57 774	54 328
Total fonds propres et passif		830 927	818 489	553 292	536 709

(1) Cf. note 1

(2) La Banque a enregistré un bénéfice après impôt pour l'exercice, de £1,953 millions (2015 : £10,911 millions).

(3) La Banque a enregistré un bénéfice après impôt pour l'exercice, de £1,953 millions (2015 : £10,911 millions).

Les administrateurs ont approuvé les états financiers le 9 mars 2017

Lord Blackwell
Président

António Horta-Osório
Directeur Général

George Culmer
Directeur Financier

Etat des variations des fonds propres

Exercice clos le 31 décembre 2016

Groupe	Attribuable aux actionnaires				Autres instruments de fonds propres millions £	Participations minoritaires millions £	Total millions £
	Capital et primes millions £	Autres Réserves millions £	Bénéfices non affectés millions £	Total millions £			
Bilan au 1er janvier 2015	37 107	6 842	4 828	48 777	-	1 213	49 990
Résultat global							
Bénéfice de l'exercice	-	-	663	663	-	96	759
<i>Autres éléments du résultat global</i>							
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées, après impôt	-	-	-215	-215	-	-	-215
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, après impôt	-	-369	-	-369	-	-	-369
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie, après impôt	-	-442	-	-442	-	-	-442
Ecarts de conversion de devises (impôt : zéro)	-	-44	-	-44	-	-	-44
Total autres éléments du résultat global	-	-855	-215	-1 070	-	-	-1 070
Total résultat global	-	-855	448	-407	-	96	-311
Transactions avec les propriétaires							
Dividendes (note 44)	-	-	-1 080	-1 080	-	-52	-1 132
Valeur de l'ancienneté du salarié	-	-	1	1	-	-	1
Apport en capital reçu	-	-	271	271	-	-	271
Retour d'apports en capital	-	-	-600	-600	-	-	-600
Ajustement sur la vente de participations dans TSB Banking Group PLC (TSB)	-	-	-	-	-	-825	-825
Autres variations dans les participations minoritaires	-	-	-	-	-	-41	-41
Total transactions avec les propriétaires	-	-	-1 408	-1 408	-	-918	-2 326
Solde au 31 décembre 2015	37 107	5 987	3 868	46 962	-	391	47 353
Résultat global							
Bénéfice de l'exercice	-	-	1 102	-	-	101	1 203
<i>Autres éléments du résultat global</i>							
Réévaluation du régime de retraite à prestations déterminées, après impôt	-	-	-1 028	-1 028	-	-	-1 028
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles (impôt : zéro)	-	1 197	-	1 197	-	-	1 197
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie, après impôt	-	1 309	-	1 309	-	-	1 309
Ecarts de conversion de devises (impôt : zéro)	-	-9	-	-9	-	-	-9
Total autres éléments du résultat global	-	2 497	-1 028	1 469	-	-	1 469
Total résultat global	-	2 497	74	2 571	-	101	2 672
Transactions avec les propriétaires							
Dividendes (note 44)	-	-	-3 040	-3 040	-	-29	-3 069
Distributions sur autres fonds propres, après impôt	-	-	-86	-86	-	-	-86
Emission d'autres instruments de fonds propres (note 43)	-	-	-	-	3 217	-	3 217
Rachat d'actions privilégiées (note 40)	1 840	-	-1 840	-	-	-	-
Restructuration du capital (note 40)	-37 373	-	37 373	-	-	-	-
Apport en capital reçu	-	-	323	323	-	-	323
Retour d'apports en capital	-	-	-441	-441	-	-	-441
Autres variations dans les participations minoritaires	-	-	-	-	-	282	282
Total transactions avec les propriétaires	-35 533	-	32 289	-3 244	3 217	253	226
Solde au 31 décembre 2016	1 574	8 484	36 231	46 289	3 217	745	50 251

Banque	Imputable aux actionnaires			Autres instruments de fonds propres millions £	Total millions £
	Capital et primes millions £	Autres Réserves millions £	Bénéfices non affectés millions £		
Bilan au 1er janvier 2015	37 107	1 121	7 102	-	45 330
Résultat global					
Bénéfice de l'exercice	-	-	10 911	-	10 911
<i>Autres éléments du résultat global</i>					
Réévaluation des plans de retraite à prestations déterminées, net d'impôt	-	-	30	-	30
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles, net d'impôt	-	-330	-	-	-330
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie, net d'impôt	-	-203	-	-	-203
Ecarts de conversion de devises (impôt : zéro)	-	-13	-	-	-13
Total autres éléments du résultat global	-	-546	30	-	-516

Total résultat global	-	-546	10 941	-	10 395
Transactions avec les propriétaires					
Dividendes (note 44)	-	-	-1 080	-	-1 080
Apports en capital reçu	-	-	283	-	283
Retour sur apports en capital	-	-	-600	-	-600
Total transactions avec les propriétaires	-	-	-1 397	-	-1 397
Solde au 31 décembre 2015	37 107	575	16 646	-	54 328
Résultat global					
Bénéfice de l'exercice	-	-	1 953	-	1 953
<i>Autres éléments du résultat global</i>					
Réévaluation du régime de retraite à prestations déterminées, net d'impôt	-	-	-498	-	-498
Mouvements de la réserve de réévaluation concernant les actifs cessibles (net d'impôt)	-	1 208	-	-	1 208
Mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie, net d'impôt	-	791	-	-	791
Ecart de conversion de devises (impôt : zéro)	-	19	-	-	19
Total autres éléments du résultat global	-	2 018	-498	-	1 520
Total résultat global	-	2 018	1 455	-	3 473
Transactions avec les propriétaires					
Dividendes (note 44)	-	-	-3 040	-	-3 040
Distributions sur autres fonds propres, après impôt	-	-	-86	-	-86
Emission d'autres instruments de fonds propres (note 43)	-	-	-	3 217	3 217
Rachat d'actions privilégiées (note 40)	1 840	-	-1 840	-	-
Restructuration du capital (note 40)	-37 373	-	37 373	-	-
Apport en capital reçu	-	-	323	-	323
Retour d'apports en capital	-	-	-441	-	-441
Total transactions avec les propriétaires	-35 533	-	32 289	3 217	-27
Solde au 31 décembre 2016	1 574	2 593	50 390	3 217	57 774

Etat des flux de trésorerie

De l'exercice au 31 décembre 2016

	Note	Groupe		Banque	
		2016 millions £	2015 millions £	2016 millions £	2015 millions £
Bénéfice avant impôt		2 556	1 372	2 030	10 968
Ajustements concernant :					
Variations de l'actif d'exploitation	53(a)	-3 300	34 961	-20 951	27 936
Variations dans le passif d'exploitation	53(b)	-2 525	-10 990	20 757	-21 446
Postes non monétaires et autres postes	53(c)	13 871	-7 049	-1 913	-10 687
Impôt reçu (payé)		-130	-100	654	768
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation		10 472	18 194	577	7 539
Trésorerie générée par les activités d'investissement					
Achat d'autres instruments de fonds propres émis par les filiales		-	-	-	-1 500
Achat d'actif financier		-4 930	-19 354	-4 664	-7 903
Produit de la vente et de l'exigibilité des actifs financiers		6 335	22 000	6 429	7 055
Achat d'immobilisations		-3 760	-3 417	-1 122	-1 279
Produit de la vente d'immobilisations		1 684	1 537	19	61
Injections supplémentaires de capitaux dans les filiales	53(e)	-	-	-81	-64
Dividendes reçus de la part des filiales		-	-	3 984	12 820
Acquisition d'entreprises, après déduction de la trésorerie acquise	53(e)	-20	-5	-	-
Cession d'entreprises, après déduction de la trésorerie cédée	53(f)	5	-4 071	3	850
Trésorerie nette (employée dans) fournie par les activités d'investissement		-686	-3 310	4 568	10 040
Trésorerie générée par les activités de financement					
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires		-3 040	-1 080	-3 040	-1 080
Distributions d'autres instruments de fonds propres		-119	-	-119	-
Dividendes payés aux actionnaires minoritaires		-29	-52	-	-
Retour d'apports en capital		-441	-600	-441	-600
Intérêts payés sur passif subordonné		-2 003	-2 307	-1 516	-1 755
Produit de l'émission de titres supplémentaires de Catégorie 1		3 217	-	3 217	-
Produit de l'émission de passif subordonné		2 753	-	2 753	-
Remboursement de passif subordonné		-15 207	-4 002	-13 200	-1 266
Emprunts accordés par la société mère		305	1 157	-	1 157
Remboursements à la société mère		-4 585	-1 155	-3 387	-1 155

Autres variations dans les participations minoritaires		297	-41	-	-
Trésorerie nette employée dans des activités de financement		-18 852	-8 080	-15 733	-4 699
Effet des variations des taux d'intérêt sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		21	2	2	-
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		-9 045	6 806	-10 586	12 880
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		71 953	65 147	55 852	42 972
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	53(d)	62 908	71 953	45 266	55 852

(1) Le bénéfice avant impôt du Groupe comprend £1,977 millions de livres sterling pour les activités poursuivies et £579 millions pour les activités non poursuivies.

(2015 : £1,227 millions pour les activités poursuivies et £145 millions pour les activités non poursuivies).

Les notes font partie intégrante des états financiers

Activités non poursuivies

L'impact des activités non poursuivies du groupe sur les états des flux de trésorerie ci-dessus est le suivant :

	Groupe	
	2016 millions £	2015 millions £
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	804	1 341
Trésorerie nette générée par les activités d'investissement	471	479
Trésorerie nette employée dans les activités de financement	-417	-1 096
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	858	724

1 Base de préparation

Les états financiers de Lloyds Bank plc ont été préparés selon les normes IFRS [International Financial Reporting Standards] adoptées par l'Union Européenne (UE) et appliquées selon les dispositions du Companies Act 2006. Les normes internationales de reporting financier comprennent les normes IFRS proprement dites publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et les normes dites IAS, publiées par l'organisme prédécesseur de l'IASB, ainsi que les interprétations publiées par l'IFRS Interpretations Committee (IFRS IC) et son prédécesseur. La version de l'IAS 39 Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation assouplit certaines règles en matière de comptabilité de couverture ; le Groupe, toutefois, n'a pas profité de cet assouplissement, et il n'y a, donc, aucune différence entre l'application au Groupe des IFRS telles qu'adoptées par l'UE et les IFRS publiées par l'IASB. Les informations financières ont été préparées selon la convention du coût historique, telle que modifiée par la réévaluation des biens d'investissement, des actifs financiers cessibles, des valeurs négociables et de certains autres éléments d'actif et de passif financier comptabilisés à leur juste valeur, par le biais du compte de résultat et tous les contrats en produits dérivés.

La continuité de l'activité de la Banque et du Groupe dépend de leur capacité de financer correctement leurs bilans respectifs et de conserver des niveaux de capitalisation suffisants. Afin de s'assurer que la Banque et le Groupe possèdent des ressources adéquates pour pouvoir continuer à fonctionner dans un futur prévisible, les administrateurs ont pris en compte un certain nombre de facteurs clés figurant dans la rubrique Principaux risques et incertitudes du Chapitre Financement et Liquidités, page 5, et ont examiné les projections en termes de capitalisation et de financement du Groupe. En tenant compte de tous ces facteurs, les administrateurs estiment qu'il est préférable de continuer à adopter le principe de continuité de l'activité dans la préparation des états financiers.

Pendant l'exercice, le Groupe a procédé à l'examen des titres d'état détenus, qui ont été classés en tant que titres détenus jusqu'à l'échéance en tenant compte de l'environnement actuel, à faible taux d'intérêt et en reclassant ces titres en tant qu'actifs cessibles ; ceci a donné lieu à un crédit de £1,544 millions sur la réserve de réévaluation des actifs cessibles (£1,127 millions après impôt) pour le Groupe et pour la Banque.

En 2016, la Société a également revu le traitement de certaines actions privilégiées of émises en faveur de sa société mère, Lloyds Banking Group plc. Suite à cela, les montants dus par les entités du Groupe Lloyds Banking et le passif subordonné ont augmenté de £585 millions ; les chiffres comparatifs ont été modifiés en conséquence.

Les détails des interprétations des IFRS applicables au Groupe, qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 décembre 2015 et qui n'ont pas été appliquées dans la préparation des présents états financiers, figurent à la note

2 Politiques comptables

Les politiques comptables figurent ci-dessous Ces politiques comptables ont été appliquées de manière cohérente.

a Consolidation

L'actif, le passif et le résultat des entités membres du Groupe (y compris les entités structurées) figurent dans les états financiers sur la base des comptes préparés à la date de reporting. Les entités du Groupe incluent les filiales, les entités associées et les joint-ventures. Vous trouverez des informations détaillées sur les filiales et les autres entités apparentées du Groupe aux pages 140 à 148.

(1) Filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par le Groupe. Le groupe contrôle une entité quand il exerce un pouvoir sur celle-ci, quand il est exposé à ou a droit à des rendements variables suite à son implication dans des activités exercées avec ladite entité et quand il est en mesure d'affecter ces rendements par l'exercice de son pouvoir. Ceci implique, généralement, la détention d'une participation représentant plus de la moitié des droits de vote, bien que parfois une participation inférieure puisse également permettre au Groupe d'exercer un pouvoir. L'existence et l'effet de droits de vote potentiels actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte dans l'évaluation du contrôle exercé ou non par le Groupe. Le Groupe vérifie si l'exercice d'un pouvoir, de sa part, sur une certaine entité est effectif lorsque certains faits ou circonstances indiquent que les éléments ci-dessus ont subi des changements. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date de transfert du contrôle au Groupe et sont déconsolidées dès la cessation du contrôle.

Le Groupe consolide les organismes de placement collectif si les participations détenues lui accordent le droit effectif de révoquer le gestionnaire externe du fonds en charge des activités d'investissement du fonds. Lorsqu'une filiale du Groupe est le gestionnaire du fonds d'un organisme de placement collectif, le Groupe prend en compte toute une série de facteurs afin de déterminer s'il agit en qualité de mandant, et, par conséquent, s'il exerce un contrôle sur ledit organisme, y compris: l'évaluation de l'étendue du pouvoir de décision que le Groupe exerce sur l'organisme d'investissement; les droits détenus par d'autres parties, y compris des droits effectifs de révocation sans cause du mandat du Groupe en tant que gestionnaire du fonds; la rémunération à laquelle le Groupe a droit en qualité de responsable et l'exposition

du groupe à des rendements variables générés par la participation détenue dans l'organisme d'investissement. La consolidation peut être appropriée lorsque le Groupe ne détient pas une participation majoritaire. Lorsqu'un organisme de placement collectif est consolidé, les participations des autres parties en dehors du Groupe sont comptabilisées dans "autre passif" et les mouvements survenus dans ces participations sont comptabilisés dans les intérêts débiteurs.

Les entités structurées sont conçues de manière à ce que leurs activités ne soient pas régies par le biais de droits de vote. Dans l'évaluation du pouvoir exercé par le Groupe sur les entités dans lesquelles il détient une participation, le Groupe prend en compte des éléments tels que l'objet social et la structure de l'entité ; sa propre capacité effective de diriger les activités de l'entité ; la nature des relations entretenues avec l'entité et la taille de son exposition au caractère variable des rendements de l'entité.

Le traitement des transactions avec des participations minoritaires dépend du fait de savoir si, suite à la transaction, le Groupe perd ou non le contrôle de la Filiale. Les variations des participations détenues par la société mère dans une filiale qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres ; tout écart entre le montant de l'ajustement des participations minoritaires et la juste valeur de la contrepartie versée ou reçue est comptabilisé directement dans les fonds propres et attribué aux propriétaires de l'entité mère. Lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale, le montant de toute participation minoritaire détenue dans l'ancienne filiale est décomptabilisé, à la date de la perte de contrôle, et l'investissement détenu dans l'ancienne filiale est réévalué à sa juste valeur ; la perte ou le gain comptabilisé(e) dans le compte de résultat lors de la cession partielle de la filiale inclut le gain ou la perte réalisé(e) sur la réévaluation de la participation détenue.

Les opérations intersociétés, les soldes ainsi que les pertes ou les plus-values non réalisé(e)s sur les transactions effectuées entre les sociétés du Groupe sont éliminé(e)s.

La méthode comptable de l'acquisition est utilisée pour la comptabilisation des regroupements d'entreprises réalisés par le Groupe. La contrepartie de l'acquisition d'une filiale est égale à la juste valeur des actifs transférés, du passif encouru et des participations émises par le Groupe. Cette contrepartie inclut la juste valeur de l'actif ou du passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. Les frais relatifs aux acquisitions sont comptabilisés dans les dépenses lorsqu'ils sont encourus, à l'exception des frais relatifs à l'émission d'instruments obligataires (cf. 2e (5)) ou de capital (cf. 2p). Les actifs identifiables acquis et le passif assumé dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont initialement mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

(2) Joint-ventures et entreprises associées

Les contrats relatifs à la constitution de joint-ventures sont des contrats conjoints dans le cadre desquels le Groupe exerce un contrôle commun, avec d'autres Parties, et a droit aux actifs nets résultant des accords conclus. Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence significative, mais non pas un contrôle proprement dit ou un contrôle commun, en termes de politiques financières et d'exploitation. L'on entend par influence significative le pouvoir de participer aux décisions en matière de politiques financières et d'exploitation de l'entité, sans exercer, toutefois, un contrôle ou un contrôle commun sur lesdites décisions ; cela représente une participation comprise entre 20 et 50 % du capital de l'entité, assortie de droit de vote.

Le Groupe utilise l'exonération accordée sur le capital-risque pour les investissements impliquant une influence ou un contrôle conjoint et dans le cadre desquels l'unité opérationnelle fonction en tant que société de capital-risque. Ces investissements sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur comptabilisation initiale, dans le compte de résultat. Sinon, les investissements du Groupe dans des joint-ventures et des entreprises associées sont comptabilisés par la méthode de la mise en équivalence.

b Goodwill

Le goodwill résulte des regroupements d'entreprises, y compris de l'acquisition de filiales, et de l'acquisition de participations dans des joint-ventures et des entreprises associées ; le goodwill représente la différence positive entre le coût d'une acquisition et la juste valeur de la part d'actif, de passif et de passif éventuel acquise par le Groupe. Lorsque cette juste valeur est supérieure au coût d'acquisition, la différence est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat.

Le goodwill est comptabilisé dans l'actif, au coût, et testé au moins une fois par an en termes de dépréciation. Toute dépréciation constatée dans la valeur comptable du goodwill est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat et cette écriture n'est pas contrepassée par la suite. Le goodwill résultant des acquisitions d'entreprises associées ou de joint-ventures est inclus dans les investissements du Groupe dans des joint-ventures et des entreprises associées. A la date de cession d'une filiale, la valeur nette comptable du goodwill attribuable est incluse dans le calcul du bénéfice ou de la perte à la date de cession.

c Autre actif incorporel

L'actif incorporel qui est censé avoir une durée de vie déterminée est amorti sur une base linéaire sur sa durée de vie estimée, comme suit : jusqu'à 7 ans pour les logiciels immobilisés ; 10 à 15 ans pour les marques et les autres actifs incorporels.

Les actifs incorporels dotés d'une durée de vie déterminée sont examinés à chaque date de reporting afin de détecter d'éventuels signes de dépréciation. Si tel est le cas, on procède à la détermination du montant recouvrable de l'actif et, si la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à son montant recouvrable, la dépréciation est enregistrée immédiatement. Les marques auxquelles a été attribuée une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties. Ces actifs incorporels sont réévalués annuellement pour vérifier si l'attribution d'une durée de vie indéterminée est toujours justifiée. Dans le cas contraire, une durée de vie déterminée est définie et l'actif est soumis à un test de dépréciation.

d Comptabilisation des recettes

Les intérêts débiteurs et créditeurs sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers productifs d'intérêts, par la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception de ceux qui sont comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat. La méthode du taux d'intérêt effectif permet de calculer le coût amorti d'un élément d'actif ou de passif financier et d'affecter les intérêts créditeurs ou débiteurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'escompte exact des futurs paiements ou encaissements estimés au comptant sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une plus brève période, par rapport à la valeur nette comptable de l'élément d'actif ou de passif en question, y compris les commissions de rachat anticipé, et les pénalités s'y rapportant ; ainsi que les primes et les escomptes faisant partie du rendement global. Tous les frais de transaction directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la cession d'un instrument financier sont également pris en compte dans le calcul.

Les frais et les commissions ne faisant pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif sont généralement comptabilisés une fois que le service a été fourni. Les commissions d'engagement sur des prêts susceptibles d'être utilisés sont différées (avec les frais directs s'y rapportant) et comptabilisées en tant qu'ajustement aux taux effectif d'intérêt sur le prêt, une fois que celui-ci a été utilisé. Lorsqu'il est improbable que les engagements de prêt soient utilisés, les frais correspondants sont comptabilisés sur la durée de vie de la facilité de crédit.

Le produit des dividendes est comptabilisé une fois que le droit de recevoir le paiement correspondant a été établi.

Les politiques de comptabilisation des recettes relatives à l'activité d'assurance-vie et d'assurance générale sont détaillées ci-dessous (cf. (m) ci-dessous) ; celles relatives aux locations figurent au point j (2) ci-dessous.

e Actif et passif financier

Lors de leur comptabilisation initiale, les éléments d'actif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, dans le Compte de Résultat, dans les Actifs financiers cessibles, les investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou les Prêts et créances. Le passif financier est mesuré pour son coût amorti, sauf le passif détenu à des fins de transaction et les autres éléments de passif inscrits au Compte de résultat à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale et détenus à la juste valeur. Le Groupe comptabilise initialement les Prêts et créances, dépôts, Titres obligataires en émission et le passif subordonné lors de l'acceptation des conditions contractuelles relatives à l'instrument. Les achats et les ventes de titres selon les modalités habituelles ainsi que les autres actifs financiers et passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la date de négociation, à savoir la date à laquelle le Groupe s'est engagé à acheter ou vendre un élément d'actif.

Les éléments d'actif financier sont décomptabilisés à la date d'expiration du droit contractuel de recevoir les flux de trésorerie générés par ces derniers ou après le transfert, par le Groupe, de son droit de recevoir des flux de trésorerie générés par les actifs ainsi que: Après le transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété; après le transfert du contrôle par le Groupe, même si celui-ci n'a transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages.

Les éléments de passif financier sont décomptabilisés après leur extinction (à savoir une fois que l'obligation a été acquittée), leur annulation ou leur expiration.

(1) Instruments financiers détenus à des fins de transaction inscrits à leur juste valeur au compte de résultat

Les éléments de passif financier sont comptabilisés, à leur juste valeur, dans le compte de résultat lorsqu'il s'agit de valeurs mobilières ou lorsqu'ils sont inscrits au compte de résultat par la Direction, à leur juste valeur. Les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur (cf. point (f) ci-dessous).

Instruments financiers détenus à des fins de transaction — Les titres détenus à des fins de transaction sont des titres obligataires et des actions principalement acquis en vue de leur vente à court terme ou faisant partie d'un portefeuille géré en vue de la réalisation de plus-values à court terme. Ces titres sont classés en tant que valeurs mobilières et inscrites au bilan à leur juste valeur. Les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés.

Actifs classés à leur juste valeur dans le compte de résultat — Les autres éléments d'actif et de passif comptabilisés pour leur juste valeur sur le compte de résultat sont désignés comme tels par la Direction, lors de la comptabilisation initiale. Ils sont inscrits au bilan pour leur juste valeur et les plus/moins-values résultant des variations de la juste valeur, ainsi que les coupons d'intérêts et les revenus des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat, au poste "résultat net des opérations de négoce" sur la période pendant laquelle ils sont réalisés. Les éléments d'actif et de passif financier sont comptabilisés à leur juste valeur, sur le compte de résultat, lors de l'acquisition, dans les cas suivants :

- En cas d'élimination ou de réduction significative du traitement incohérent qui résulterait, autrement, de la mesure de l'actif et du passif ou de la comptabilisation des plus-values et des pertes sur des bases différentes. Le type d'actif financier le plus fréquemment comptabilisé par le Groupe à sa juste valeur dans le compte de résultat est représenté par les actifs adossés aux contrats d'assurance et aux contrats de placement émis par la branche assurance-vie du Groupe. La comptabilisation à la juste valeur permet d'enregistrer les modifications apportées à la juste valeur de ces actifs dans le compte de résultat avec les variations de valeur des éléments de passif correspondants, atténuant, ainsi, de manière significative l'incohérence qui se produirait si les actifs étaient classés comme Actifs financiers cessibles.

- Si les éléments d'actif et de passif font partie d'un ensemble de postes qui est géré et dont le rendement est évalué sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion du risque ou d'investissement, les informations communiquées par la Direction étant également élaborées sur cette base.

- Si les éléments d'actif et de passif comportent un ou plusieurs instruments dérivés intégrés, qui modifient de manière significative les flux de trésorerie résultant du contrat et qui doivent être comptabilisés séparément.

La juste valeur des éléments d'actif et de passif négociés sur des marchés actifs se fonde, respectivement, sur l'offre actuelle et les prix de l'offre. Si le marché n'est pas actif, le Groupe fixe la juste valeur à l'aide de techniques d'évaluation. Cf. note 48(3) (Instruments financiers : Actif et passif comptabilisé à sa juste valeur) pour plus de détails sur les techniques d'évaluation et les apports significatifs aux modèles d'évaluation.

(2) Actif financier cessible

Les titres obligataires et les actions non comptabilisés comme valeurs mobilières, à leur juste valeur, dans le compte de résultat, ou comme investissements détenus jusqu'à la date d'échéance ou en tant que Prêts et créances sont classés comme "Actifs financiers cessibles" et sont inscrits au Bilan à leur juste valeur, incluant les frais de transaction. Les actifs financiers cessibles sont destinés à être détenus pendant une période indéterminée et peuvent être revendus pour couvrir des besoins de liquidités ou des variations de taux d'intérêts, de taux de change ou des prix des actions. Les plus/moins-values résultant des variations dans la juste valeur des investissements classés comme cessibles sont comptabilisés directement dans "autres éléments du résultat global", jusqu'à la vente, la dépréciation ou l'échéance de l'actif financier en question, lorsque la plus/moins-value globale précédemment comptabilisée dans "autres éléments du résultat global" est comptabilisée dans le compte de résultat. Les intérêts calculés par la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les plus/moins-values sur change de titres obligataires libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Le Groupe a le droit de transférer un élément d'actif financier du poste "Actifs cessibles" au poste "Prêts et créances" lorsque le poste d'actif en question aurait été conforme à la définition des Prêts et créances lors de sa réaffectation s'il n'avait pas été classé comme actif cessible et lorsqu'il existe l'intention et la possibilité de détenir ledit actif financier pendant un futur proche. La réaffectation d'un élément d'actif financier de la catégorie des "actifs cessibles" à la catégorie des actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance est autorisée lorsque le Groupe a la possibilité et l'intention de conserver l'actif en question jusqu'à sa date d'échéance. Les réaffectations s'effectuent à la juste valeur applicable à la date de réaffectation. La juste valeur devient le nouveau coût ou le coût amorti, selon les cas. Les taux d'intérêts effectifs pour les actifs financiers réaffectés en Prêts et créances et les actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance sont fixés à la date de réaffectation. Les plus/moins-values précédemment réalisées sur un élément d'actif transféré comptabilisé dans les fonds propres sont amorties sur le compte de résultat sur la durée de vie restante de l'investissement par la méthode du taux d'intérêt effectif ou jusqu'à la dépréciation de l'actif. Tout écart entre le nouveau coût amorti et les flux de trésorerie prévisionnels est également amorti sur la durée de vie résiduelle de l'actif par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lorsqu'une perte par dépréciation est comptabilisée pour les actifs cessibles transférés, le solde non amorti de toute réserve non cessible restant dans les fonds propres est transféré au compte de résultat et enregistré en tant que partie intégrante de la perte par dépréciation.

(3) Prêts et créances

Le poste "Prêts et créances" inclut les Prêts et avances en faveur des banques et des clients et les actifs admissibles, y compris ceux transférés dans cette catégorie à partir du compte de résultat dans lequel ils étaient comptabilisés à leur juste valeur ou à partir des Actifs financiers cessibles. Les Prêts et créances sont initialement comptabilisés lorsque les liquidités sont mises à la disposition des emprunteurs, à leur juste valeur incluant les frais de transaction ou, pour les actifs admissibles transférés dans cette catégorie, à leur juste valeur applicable à la date de transfert. Les éléments d'actif financier classés comme Prêts et créances sont comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. ci-dessus) moins la provision pour dépréciation (cf. h ci-dessus).

Le Groupe a conclu des transactions de titrisation ou d'autres transactions similaires pour financer certains prêts et avances en faveur des clients. Lorsque les entités de titrisation sont financées par l'émission de titres obligataires, à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages du portefeuille de prêts titrisés reviennent au Groupe, ces prêts et ces avances continuent à être comptabilisés par le Groupe, avec l'enregistrement d'une obligation correspondante relative au financement.

(4) Investissements détenus jusqu'à l'échéance

Les investissements détenus jusqu'à l'échéance sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements fixes ou variables et de dates d'échéance fixes que la Direction du Groupe a la ferme intention et capacité de détenir jusqu'à leur date d'échéance, à l'exception de: Ceux comptabilisés par la Direction, lors de la comptabilisation initiale, en tant qu'actifs enregistrés à leur juste valeur dans le compte de résultat; Ceux qui ont été désignés comme étant cessibles par le Groupe, et ceux qui sont conformes à la définition de Prêts et créances.

Ceux-ci sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, incluant les frais de transaction directs et progressifs, et sont ensuite mesurés au coût amorti, par la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour dépréciation.

La vente ou la réaffectation d'un montant non négligeable d'investissements détenus jusqu'à l'échéance donnerait lieu à la réaffectation d'investissements détenus jusqu'à l'échéance en Actifs financiers cessibles.

(5) Emprunts

Les emprunts (qui comprennent les dépôts bancaires, les dépôts des clients, les titres obligataires en émission et le passif subordonné) sont comptabilisés initialement à la juste valeur, à savoir leur valeur d'émission après déduction des frais de transaction. Ces instruments sont ensuite comptabilisés à leur coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actions privilégiées et les autres instruments assortis d'un coupon obligatoire ou qui sont rachetables à une date donnée sont comptabilisés comme passif financier. Le coupon sur ces instruments est comptabilisé sur le compte de résultat, dans les intérêts débiteurs. Un échange de passifs financiers à des conditions substantiellement différentes est comptabilisé comme extinction de l'obligation financière initiale et l'enregistrement d'une nouvelle obligation. La différence entre le montant comptabilisé d'un élément de passif financier éteint et le montant de la nouvelle obligation financière est comptabilisée dans le compte de résultat avec les coûts et les commissions encouru(e)s.

Lorsqu'un élément de passif financier est échangé contre un instrument de fonds propres, le nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé à la juste valeur et tout écart entre la valeur comptable initiale de la dette et la juste valeur du nouvel instrument de fonds propres est comptabilisé dans le compte de résultat.

(6) Contrats de vente et rachat

Les titres vendus dans le cadre de contrats de rachat (repos) sont toujours inscrits au bilan lorsque la quasi-totalité des risques et des avantages sont conservés. Les fonds encaissés dans le cadre de ces contrats sont inclus dans les dépôts bancaires, dépôts de la clientèle ou dans le passif détenu à des fins de transaction. En revanche, les titres achetés dans le cadre de contrats de revente (reverse repos), en vertu desquels le Groupe n'acquiert pas la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, sont comptabilisés comme Prêts et créances ou valeurs négociables. La différence entre le prix de vente et de rachat est traitée comme intérêt et amortie sur la durée des contrats par la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les transactions de prêt et d'emprunt de titres sont généralement garanties par des titres ou des sommes au comptant avancées ou encaissées. Les titres prêtés à des contreparties sont inscrits au bilan. Les titres empruntés ne sont pas inscrits au bilan, à moins qu'ils ne soient vendus à des tiers, auquel cas l'obligation de les retourner est enregistrée à la juste valeur dans le passif détenu à des fins de transaction. La garantie au comptant fournie ou reçue est considérée comme un prêt ou une créance ou comme un dépôt par les clients.

f Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Les instruments dérivés sont classés comme instruments détenus à des fins de transaction, à l'exception de ceux désignés comme instruments de couverture selon les critères de l'IAS 39. Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. Ils sont inscrits au bilan, en tant qu'actif, lorsque leur juste valeur est positive et tant que passif lorsque ladite valeur est négative. Reportez-vous à la note 48(3) (Instruments financiers : actif et passif financier comptabilisé à sa juste valeur) pour une description détaillée des techniques de valorisation et des données significatives pour les modèles de valorisation.

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés ne faisant pas partie d'une relation de couverture sont immédiatement comptabilisées dans le compte de résultat.

Les produits dérivés intégrés dans des instruments financiers et des contrats d'assurance (à moins que le produit dérivé ne soit un contrat d'assurance) sont traités comme des produits dérivés séparés lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas directement liés à ceux du contrat hôte et que le contrat hôte n'est pas comptabilisé à la juste valeur dans le compte de résultat. Selon l'IFRS 4 Contrats d'assurance, la possibilité, pour le titulaire d'une police d'assurance, de revendre un contrat d'assurance contre paiement d'une somme préalablement fixée n'est pas considérée comme un produit dérivé intégrée.

La méthode de comptabilisation des mouvements de la juste valeur des instruments dérivés dépend du fait qu'ils soient désignés ou non comme instruments de couverture et, dans ce cas, de la nature du poste couvert. La comptabilité de couverture permet de désigner un certain instrument financier - généralement un instrument dérivé tel qu'un swap, en tant que couverture d'un autre instrument financier comme un prêt ou un dépôt ou un portefeuille desdits instruments. Au début de la relation de couverture, un document officiel, expliquant la stratégie de couverture, le poste couvert, l'instrument de couverture et la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture dans la compensation des variations de la juste valeur ou de la trésorerie du risque couvert. L'efficacité de la relation de couverture est testée au début et pendant toute sa durée et si l'on estime, à n'importe quel moment, qu'elle n'est plus suffisamment efficace en vue de la réalisation de l'objectif poursuivi, la comptabilité de couverture sera abandonnée.

(1) Couvertures de la juste valeur

Les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignées et qualifiées comme couvertures de la juste valeur sont enregistrées au compte de résultat, avec les variations de la juste valeur de l'élément d'actif ou de passif couvert attribuables au risque couvert ; ceci s'applique également si l'actif couvert est classé comme un actif cessible. Si la couverture ne remplit plus les critères applicables à la comptabilité de couverture, les variations de la juste valeur imputable au risque couvert ne sont plus inscrites au compte de résultat. L'ajustement cumulé apporté à la valeur comptable du poste couvert est amorti sur le compte de résultat par la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à l'échéance.

(2) Couverture des flux de trésorerie

La fraction efficace des variations de la juste valeur des produits dérivés désignés et admissibles comme couverture de trésorerie est comptabilisée dans les "autres éléments du résultat global" de la réserve de couverture des flux de trésorerie. La plus/moins-value relative à la fraction inefficace est immédiatement comptabilisée dans le compte de résultat. Les montants cumulés dans les fonds propres sont réaffectés au compte de résultat sur les exercices pendant lesquels le poste couvert affecte les bénéfices ou les pertes. Lors de l'expiration ou de la vente d'un instrument de couverture, ou lorsqu'une couverture ne correspond plus aux critères de la comptabilité de couverture, les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres à ladite date restent dans les fonds propres et sont comptabilisées au compte de résultat lorsque la transaction prévisionnelle est définitivement comptabilisée dans le compte de résultat. Lorsqu'une transaction prévisionnelle n'est plus censée se réaliser, la plus/moins-value cumulée comptabilisée dans les fonds propres est immédiatement transférée au compte de résultat.

(3) Couvertures investissements nets

Les couvertures des investissements nets réalisés dans des entités étrangères sont comptabilisées de manière similaire à celle des couvertures des flux de trésorerie. Les plus/moins-values réalisées sur l'instrument de couverture relatif à la fraction efficace de la couverture sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global", the plus/moins-values relatives à la fraction inefficace étant immédiatement comptabilisées au compte de résultat. Les plus/moins-values cumulées dans les fonds propres sont incluses dans le compte de résultat lors de la cession de l'entité étrangère. Les instruments de couverture utilisés pour la couverture des investissements nets peuvent inclure des instruments financiers dérivés et non-dérivés.

g Compensation

Les éléments d'actif et passif financier sont compensés et le montant net est comptabilisé dans le bilan s'il existe un droit légalement applicable de compensation et s'il existe l'intention de procéder au règlement net ou à réalisation de l'actif de façon concomitant (e) avec le règlement de l'obligation. La garantie au comptant sur des transactions en produits dérivés cotés en Bourse est présentée en tant que montant brut à moins que les flux de trésorerie relatifs à la garantie ne soient toujours réglés net avec les flux de trésorerie résultant des instruments dérivés. Dans certains cas, même s'il existe un contrat-cadre de compensation, si la Direction n'a pas l'intention de régler sur une base nette les résultats relatifs à l'actif et au passif financier seront inscrits au bilan pour leur montant brut.

h Dépréciation de l'actif financier*(1) L'actif est comptabilisé au coût amorti*

A chaque date de bilan, le Groupe évalue s'il existe, suite à l'occurrence d'un ou plusieurs événements après la date de comptabilisation initiale du poste d'actif financier et avant la date du bilan, une preuve objective de la dépréciation d'un actif ou d'un ensemble d'actifs financier(s).

Si un tel événement a eu un impact sur les futurs flux de trésorerie estimés du poste ou de l'ensemble de postes d'actif financier, on procède à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation dont le montant est égal à la différence entre la valeur comptable de l'élément d'actif et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Si l'actif a un taux d'intérêt variable, le taux d'escompte utilisé pour mesurer la provision pour dépréciation est le taux d'intérêt effectif en vigueur.

Suite à la comptabilisation d'une perte par dépréciation sur un ou plusieurs élément (s) d'actif financier, les intérêts créditeurs continuent à être comptabilisés sur la base du taux d'intérêt effectif, sur la valeur nette comptable de l'actif après déduction des provisions pour dépréciation. Si, par la suite, le montant de la perte par dépréciation diminue et que cette diminution peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la dépréciation, telle que l'amélioration de la cote de crédit de l'emprunteur, la provision sera réajustée et le montant de la contre-passation sera enregistré dans le compte de résultat.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées individuellement pour l'actif financier considéré comme étant significatif individuellement. Ladite évaluation individuelle est principalement utilisée pour le portefeuille de prêts commerciaux du Groupe. Les provisions pour dépréciation pour les portefeuilles de prêts homogènes d'un moindre montant, tels que la plupart des prêts immobiliers résidentiels, des prêts personnels et des soldes de cartes de crédit des portefeuilles au détail du Groupe dans les Divisions Détail et Crédits à la consommation, qui sont en dessous des seuils d'évaluation individuelle, ainsi que pour la couverture des pertes sur prêts qui ont été encourues mais qui n'ont pas été identifiées séparément à la date du bilan, sont déterminées collectivement.

Dans certains cas, le Groupe renégociera les termes d'un prêt accordé à un client, dans le cadre des relations courantes ou suite à un changement négatif dans la situation de l'emprunteur. Lorsque la renégociation des conditions de paiement des intérêts et du capital ne suffit pas à recouvrer la valeur comptable initiale de l'actif concerné, celui-ci continue à être comptabilisé comme impayé et à être considéré comme étant déprécié. Dans le cas contraire, le prêt n'est plus comptabilisé comme impayé ou déprécié, à condition que des paiements soient effectués conformément aux nouvelles conditions applicables. La renégociation peut entraîner la décomptabilisation du prêt et de la provision correspondante et la comptabilisation d'un nouveau prêt, qui sera initialement comptabilisé à sa juste valeur.

Un prêt ou une avance est généralement radié(e), en tout ou en partie, par rapport à la provision correspondante lorsque le produit de la réalisation des garanties disponibles a été encaissé ou lorsqu'il n'existe aucune probabilité réaliste de recouvrement et que le montant de la perte a été dûment estimé. Le recouvrement ultérieur des postes radiés vient en déduction des pertes par dépréciation comptabilisées au compte de résultat. Qu'il s'agisse de prêts au détail garantis ou non garantis, la radiation a lieu uniquement après la mise en place de toute une série de processus de recouvrement, ou lorsque l'état du compte indique, selon les politiques en vigueur, que l'octroi d'un délai de grâce n'est plus approprié. Pour les prêts commerciaux, la radiation a lieu en cas de restructuration du prêt contracté par le client, ou si l'actif est sous administration et que les seuls montants susceptibles d'être perçus sont ceux qui ont été estimés par l'administrateur, en cas de cession de l'actif sous-jacent, s'il a été décidé qu'aucune autre somme ne sera perçue à titre de règlement, ou en présence d'éléments probants provenant de sources externes (par exemple, des évaluations effectuées par des sociétés externes), qui montrent une baisse irréversible des flux de trésorerie prévus.

(2) Actif financier cessible

Le Groupe évalue, à chaque date de bilan, l'éventuelle existence d'éléments probants évidents de la dépréciation d'un actif cessible. Outre les critères applicables aux actifs financiers comptabilisés au coût amorti, comme indiqué plus haut, cette évaluation inclut un examen de la situation financière actuelle (y compris de la solvabilité) est des futures perspectives de l'émetteur, en tenant compte des flux de trésorerie prévisionnels et, pour les titres de participation, d'une éventuelle baisse significative et prolongée de la juste valeur de l'actif en-dessous de son coût. En cas de perte par dépréciation, la perte cumulée, mesurée en tant que différence entre le coût d'acquisition (après le remboursement et l'amortissement du capital) et la juste valeur actuelle, moins la perte par dépréciation constatée sur l'actif précédemment comptabilisé, est réaffectée à partir des fonds propres au compte de résultat. Pour les instruments obligataires dépréciés, les pertes par dépréciation sont comptabilisées sur les périodes suivantes lorsqu'un impact négatif ultérieur a été constaté sur la trésorerie prévisionnelle ; la réduction de la juste valeur causée par l'élargissement généralisé des différentiels de crédit ne peut entraîner, à elle toute seule, une ultérieure dépréciation. Si, sur une période suivante, la juste valeur de l'instrument obligataire classé comme cessible augmente et si ladite augmentation peut être objectivement reliée à un événement survenu après la comptabilisation de la perte par dépréciation, un montant égal ou inférieur à la perte par dépréciation initiale est crédité sur le compte de résultat ; toute différence supplémentaire est affectée aux "autres éléments du résultat global". Les pertes par dépréciation comptabilisées, sur le compte de résultat, dans les instruments obligataires ne sont pas contre-passées par le biais du compte de résultat.

i Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (autres que les biens d'investissement) sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé. La valeur du terrain (avec les locaux) n'est pas amortie. L'amortissement sur les autres actifs est calculé selon la méthode linéaire en vue de l'affectation de la différence entre le coût et la valeur résiduelle sur la durée de vie de l'immobilisation, comme suit :

Locaux (sauf terrain) :

- En pleine propriété/location de longue ou courte durée : moins de 50 ans et la durée résiduelle du bail ;
- Améliorations locatives : moins de 10 ans et, si le renouvellement du bail n'est pas probable, la durée du bail restant à courir. Equipements :
- Installations et mobilier : 10-20 ans.
- Autres équipements et véhicules : 2-8 ans.

La valeur résiduelle et la durée de vie du bien sont réexaminées - et modifiées, si nécessaire – à chaque date de bilan.

Les éléments d'actifs sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou un changement de situation laissent supposer que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur comptable d'un élément d'actif se révèle supérieure à son montant recouvrable, elle fait immédiatement l'objet d'une réduction. Le montant recouvrable et le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif moins les frais de vente et sa valeur d'usage.

Les biens d'investissement comprennent les terrains et les bâtiments en pleine propriété et en location de longue durée détenus soit en vue de la perception d'un loyer ou en vue de la réalisation d'une plus-value en capital ou les deux, principalement dans les fonds d'assurance-vie. Conformément aux orientations publiées par la Royal Institution of Chartered Surveyors, les investissements immobiliers sont inscrits au bilan à leur juste valeur sur la base des prix en vigueur pour des biens similaires, ajustés pour tenir compte des caractéristiques spécifiques du bien (tels que la localisation ou l'état). Si cette information n'est pas disponible, le Groupe applique d'autres méthodes d'évaluation telles que des projections des flux de trésorerie actualisés ou les prix récemment observés sur des marchés moins actifs. Ces évaluations sont revues au moins une fois par an par un expert indépendant. Les biens d'investissement restructurés en vue de la poursuite de leur utilisation en tant que tels ou pour lesquels le marché s'est montré moins actif continuent à être mesurés à la juste valeur.

j Contrats de location

(1) En qualité de preneur

Les contrats de location signés par le Groupe sont, en générale, des contrats de location-exploitation. Les loyers des contrats de location-exploitation payables sont enregistrés dans le compte de résultat selon la méthode linéaire, sur la durée du contrat.

En cas de résiliation du contrat de location avant l'expiration de sa durée, les paiements effectués en faveur du bailleur au titre des pénalités sont comptabilisés dans les dépenses sur la période pendant laquelle la résiliation a eu lieu.

(2) En qualité de bailleur

Les actifs loués aux clients sont classés dans les actifs financiers si le contrat de location prévoit le transfert en faveur du preneur de la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété, mais non pas nécessairement du titre de propriété légal. Tous les autres contrats de location sont considérés comme des contrats de location-exploitation. Lorsque les actifs font l'objet d'un contrat de leasing financier, la valeur actuelle des loyers perçus, ainsi que la valeur résiduelle non garantie, sont comptabilisées, après déduction des provisions, dans "Prêts et avances en faveur des banques et des clients". La différence entre la créance brute et sa valeur actuelle est comptabilisée comme revenu de location financière constaté d'avance. Le revenu des locations financières est comptabilisé dans les intérêts créditeurs sur toute la durée de la location, par la méthode de l'investissement net (avant impôt) de manière à fournir un taux de rendement constant sur l'investissement net relatif aux contrats de location. Les valeurs résiduelles non garanties sont régulièrement vérifiées pour détecter une éventuelle dépréciation.

L'actif faisant l'objet de contrats de location-exploitation est inclus dans les immobilisations corporelles, au coût, et amorti sur sa durée de vie, à savoir la durée de vie du contrat de location, après prise en compte des valeurs résiduelles prévisionnelles. Le revenu locatif de la location-exploitation est comptabilisé de manière linéaire sur la durée de vie du contrat de location.

Le Groupe évalue les accords ne concernant pas la location, tels que les contrats d'externalisation ou autres contrats similaires, pour déterminer s'ils contiennent une composante locative, qui est ensuite comptabilisée séparément.

k Avantages sociaux

Les avantages sociaux à court terme, tels que les salaires, les congés payés, les primes en espèces basées sur le rendement et les charges de sécurité sociale sont comptabilisées sur toute la durée du service de l'employé.

(1) Régimes de retraite

Le Groupe gère toute une série de plans de retraite, pour ses employés, incluant des plans à prestations déterminées ou indéterminées. Les plans de retraite à prestations déterminées définissent le montant de la retraite que percevra l'employé après son départ à la retraite, en fonction d'un ou plusieurs facteurs, tels que l'âge, l'ancienneté et le salaire. Le Groupe verse, pour ce type de plan des cotisations fixes et n'est tenu de payer aucune autre cotisation, que ce soit en vertu d'une obligation légale ou d'une obligation implicite.

Les actifs du régime sont comptabilisés à leur juste valeur tandis que le passif du régime est mesuré sur une base actuarielle, à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées. Le passif du régime est actualisé en appliquant des taux équivalents aux taux de rendement du marché à la date du bilan pour des obligations d'entreprise de première qualité libellées dans la devise de paiement des prestations, ayant des échéances similaires à celles l'élément de passif lié au plan correspondant.

La charge comptabilisée sur le compte de résultat du Groupe inclut le coût actuel du service nécessaire pour la fourniture des prestations de retraite, le coût du service passé, les intérêts débiteurs (créditeurs) nets et des frais d'administration du plan qui ne sont pas déduits du rendement généré par l'actif du plan. Le coût des services passés, qui représente la variation de la valeur courante de l'obligation de paiement des prestations déterminées résultant d'une modification ou d'une limitation du plan, est comptabilisé lors de l'occurrence de la modification ou de la limitation. Le montant net des intérêts débiteurs (créditeurs) est calculé par l'application du taux d'actualisation en vigueur au début de la période à l'actif ou au passif net relatif à la prestation déterminée.

Les réévaluations, incluant les plus-moins-values actuarielles, le rendement des actifs du plan (sauf les montants inclus dans les intérêts débiteurs (créditeurs) nets (et après déduction du coût de gestion des actifs du plan), ainsi que l'effet des variations des plafonds du plan (le cas échéant) sont immédiatement pris en compte dans le bilan par la comptabilisation d'une charge ou d'une créance dans "autres éléments du résultat global" sur la période d'occurrences. La réévaluation comptabilisée dans "autres éléments du résultat global" est immédiatement enregistrée dans les bénéfices non distribués et ne sera pas reclassée par la suite dans le compte de résultat.

Le bilan du Groupe inclut la plus/moins-value nette, à savoir la juste valeur des actifs du plan et la valeur actualisée du passif du plan à la date du bilan. Le trop-payé est comptabilisé uniquement dans la mesure où il peut être recouvré par le biais d'une future réduction des cotisations ou de remboursements de la part du gestionnaire du plan. Dans l'évaluation de la probabilité de recouvrement, tient compte de son droit effectif au remboursement ou à la réduction des futures cotisations, sans prévoir les actes qui pourraient être accomplis, à l'avenir, par des tiers et qui seraient susceptibles de modifier le montant du trop-payé définitivement recouvré.

Le coût des plans à prestations déterminées du Groupe est inscrit au compte de résultat sur la période pendant laquelle il a été encouru. La comptabilisation des rémunérations en actions figure est décrite point (l) ci-dessous.

(2) Rémunération en actions

Le Groupe Lloyds Banking gère un certain nombre de plans de rémunération en actions réglées en instruments de capitaux propres, destinés à rémunérer les services rendus par certains salariés. La valeur des services rendus par les salariés en échange de ladite rémunération en actions faisant l'objet de ces plans est comptabilisée

dans les dépenses pendant la période d'acquisition des instruments, avec une augmentation correspondante enregistrée dans les fonds propres. Cette dépense est déterminée par rapport à la juste valeur du nombre d'instruments de fonds propres dont l'acquisition est prévue. La juste valeur des instruments de fonds propres alloués se fonde sur les prix de marché, si disponibles, en vigueur à la date d'allocation. En l'absence des prix de marché, la juste valeur des instruments à la date d'allocation est estimée à l'aide d'une technique d'évaluation adéquate, telle que le modèle de calcul du prix des options de Black-Scholes ou la simulation Monte Carlo. La détermination de la juste valeur ne prend pas en compte l'impact des conditions d'acquisition étrangères au marché, qui sont incluses dans les hypothèses adoptées pour l'estimation du nombre d'options qui pourraient être acquises. Cette estimation est réexaminée et modifiée, si nécessaire, à chaque date de bilan. Les modifications de l'estimation initiale sont comptabilisées dans le compte de résultat avec un ajustement correspondant des fonds propres. L'annulation, par les salariés, de leur participation aux plans d'épargne d'entreprise [Save As You Earn] du Groupe est traitée comme une condition de non-acquisition et le Groupe comptabilise, sur l'exercice pendant lequel a eu lieu l'annulation, le montant de la dépense qui aurait été comptabilisée, autrement, sur la période d'acquisition restant à courir. Les modifications sont évaluées à la date de modification, tandis que l'augmentation des charges est enregistrée sur le compte de résultat.

l) Imposition

L'impôt sur le revenu courant payable sur les bénéfices imposables est comptabilisé dans les dépenses sur la période pendant laquelle les bénéfices sont générés.

Le Groupe constitue une provision pour d'éventuelles dettes fiscales se rapportant aux montants dus à l'administration fiscale, y compris suite à une interprétation et une application différente, par l'Administration Fiscale Britannique, d'une certaine norme fiscale. Les provisions se fondent, en fonction de leur degré de complexité, sur l'interprétation des normes fiscales adoptée par la Direction, ainsi que sur les précédents et sur un conseil fiscal externe. La provision correspond à la meilleure estimation possible du montant qui serait requis pour régler une certaine obligation en tenant compte du jugement apporté par la Direction concernant les risques et les incertitudes envisageables.

En ce qui concerne les activités d'assurance de longue durée du Groupe, la charge d'impôt est analysée en tenant compte de l'impôt payable sur le rendement du titulaire de la police et celui payable sur le rendement des actionnaires. Cette répartition se fonde sur une évaluation des taux applicable aux rendements selon les normes fiscales britanniques actuellement en vigueur.

L'impôt différé est entièrement provisionné, par la méthode du passif fiscal, sur la base des écarts temporaires entre la base imposable des éléments d'actif et de passif et leurs valeurs comptables figurant dans les états financiers consolidés. Cependant, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il résulte de la comptabilisation initiale d'un élément d'actif ou de passif dans le cadre d'une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui n'affecte, à la date de la transaction, ni le bénéfice imposable ou les pertes. L'impôt différé est déterminé en appliquant le taux adopté ou substantiellement adopté à la date du bilan et qui devrait s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé est réalisé ou le passif d'impôt différé est réglé.

L'actif d'impôt différé est comptabilisé lorsqu'il est probable qu'il y aura un futur bénéfice imposable par rapport auquel les différences temporelles pourront être utilisées. L'impôt sur le revenu payable sur les bénéfices est comptabilisé dans les dépenses sur la période pendant laquelle le bénéfice a été généré. Les effets fiscaux des pertes disponibles pour le report sont comptabilisés dans l'actif lorsqu'il est probable qu'il y aura un futur bénéfice imposable par rapport auquel ces pertes pourront être utilisées. Les impôts différés et à court terme relatifs aux plus/moins-values réalisées sur la réévaluation de la juste valeur des investissements cessibles et des couvertures des flux de trésorerie, lorsque ces plus/moins-values sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global", sont également comptabilisés dans "autres éléments du résultat global". Cet impôt est ensuite transféré au compte de résultat avec la plus/moins-value.

L'actif et le passif d'impôt différé et courant sont compensés, lorsqu'ils sont encourus, dans la même catégorie de reporting fiscal lorsque le droit de compensation est légalement établi en cas de règlement sur base nette ou de réalisation de l'actif concomitante avec le règlement du passif.

m Assurance

Le Groupe exerce à la fois l'activité d'assurance-vie et d'assurance générale. Les contrats d'assurance et d'investissement participatif sont comptabilisés selon l'IFRS 4 Contrats d'assurance, qui autorise (avec certaines exceptions) la poursuite de l'application des pratiques comptables pour l'évaluation des contrats d'assurance et d'investissement participatif qui étaient applicables avant l'adoption des IFRS. Par conséquent, le Groupe continue à comptabiliser ces produits en utilisant les Normes Comptables Généralement Acceptées au Royaume Uni [UK GAAP], y compris la FRS 27 Assurance-Vie, ainsi que les pratiques couramment appliquées au Royaume Uni.

Les produits vendus par la branche assurance-vie sont répartis en 3 catégories :

- Contrat d'assurance : ces contrats transfèrent un risque d'assurance significatif et peuvent également transférer un risque financier. Le Groupe définit le risque d'assurance significatif comme le risque de devoir payer, lors de l'occurrence d'un sinistre assuré, des prestations bien plus élevées que celles qui seraient payables si l'événement assuré ne se produisait pas. Ces contrats peuvent inclure ou non des composantes participatives discrétionnaires.
- Les contrats d'investissement contenant une composante participative discrétionnaire (contrats d'investissement avec participation) : ces contrats ne transfèrent aucun risque d'assurance significatif, mais contiennent un droit contractuel qui confère au détenteur le droit de recevoir, outre les avantages garantis, des avantages discrétionnaires supplémentaires ou des primes susceptibles de représenter une part importante de l'ensemble des avantages contractuels, dont le montant et les dates sont fixés à la discrétion du Groupe, avec les contraintes en matières de termes et conditions applicables à l'instrument et sur la base du rendement de certains actifs spécifiques.
- Contrats d'investissement non participatif : ces contrats ne transfèrent aucun risque d'assurance significatif et ne contiennent pas de composante participative discrétionnaire.

La branche assurance générale émet uniquement des contrats d'assurance.

(1) Branche assurance-vie

(i) Comptabilisation des contrats d'assurance et d'investissement avec participation

Primes et sinistres

Les primes encaissées au titre des contrats d'assurance et d'investissement avec participation sont comptabilisées dans les revenus à leur date d'échéance, à l'exclusion des contrats en unités de compte sur lesquels des primes sont comptabilisées en tant que revenus lors de la réception. Les sinistres sont enregistrés dans les dépenses à la date la plus proche entre la date d'échéance ou la date de notification du sinistre.

Passif

Les variations des fonds with profit du Groupe sont comptabilisées dans le compte de résultat, dans les demandes de règlement des sinistres.

- Contrats d'assurance et d'investissement avec participation dans les fonds « with profit » du Groupe

Les dettes du Groupe vis-à-vis des fonds avec participation aux bénéfices, y compris les garanties et les options intégrées dans les produits souscrits par ces fonds, sont comptabilisées selon leurs valeurs réalistes conformément au "realistic capital regime" de la Prudential Regulation Authority, à l'exception du fait que les transferts prévus hors du fonds vers d'autres fonds du Groupe sont enregistrés dans le surplus non affecté (cfr.ci-dessous).

- Contrats d'assurance et d'investissement avec participation qui ne sont pas des contrats en unité de compte ou dans les fonds « with profit » du Groupe

Une dette est enregistrée, lors de la comptabilisation des primes, pour les avantages contractuels dont on prévoit qu'ils seront encourus à l'avenir. Cette dette est calculée sur la base de l'estimation des futurs flux de trésorerie sur la durée des polices en vigueur, avec actualisation à la date d'évaluation et en prenant en compte la probabilité d'occurrence. La dette variera en fonction des fluctuations des taux d'intérêt et du coût de l'assurance-vie and ainsi que des prestations de rente, lorsque la future mortalité ne peut être établie avec certitude.

Les hypothèses sont formulées en tenant compte de tous les facteurs significatifs affectant les futurs flux de trésorerie, et notamment les futurs taux d'intérêt et de mortalité et les coûts. Les variations de la valeur de ces éléments de passif sont comptabilisées dans le compte de résultat par le biais des déclarations de sinistre.

- Contrats d'assurance et d'investissement avec participation de type « unit-linked »

Les dettes relatives aux contrats d'assurance en unité de compte et aux contrats et d'investissement avec participation sont comptabilisées à la valeur du cours acheteur des unités plus une provision supplémentaire, les cas échéant (par ex. si les futures dépenses sont supérieures aux charges). La dette augmente ou diminue en fonction des variations des prix unitaires ; les frais d'administration de la police, de risque-décès et de rachat et les éventuels retraits viennent en déduction de la dette. Les variations de la valeur de la dette sont comptabilisées dans le compte de résultat, sur les déclarations de sinistre. Les demandes de prestations supérieures aux soldes des comptes encourus pendant la période sont également imputées sur les déclarations de sinistre. Le produit est constitué des commissions déduites au titre des frais de risque-décès, d'administration de la police et des frais de rachat.

Excédent non affecté

Tout montant faisant partie du fonds avec participation non encore désigné comme étant dû aux titulaires des polices ou aux actionnaires est comptabilisé séparément des dettes, comme surplus non affecté résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissements avec participation.

(ii) Comptabilisation des contrats d'investissement sans participation

Les contrats d'investissement sans participation du Groupe représentent principalement des contrats en unité de compte. Ces contrats sont comptabilisés en tant qu'éléments de passif financier dotés d'une valeur liée contractuellement aux justes valeurs des actifs financiers des fonds d'investissement unitisés du Groupe. La valeur des éléments de passif financier en unité de compte par l'application des prix unitaires courants multipliés par le nombre d'unités attribuées aux titulaires du contrat à la date du bilan. Leur valeur n'est jamais inférieure au montant payable à la date de rachat, actualité sur la période de préavis requise, si nécessaire. Le rendement des investissements (y compris les variations de la juste valeur et le produit des investissements) alloué auxdits contrats est comptabilisé dans les déclarations de sinistre.

Les dépôts et les retraits ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat, mais directement dans le bilan en tant qu'ajustements de l'obligation contractuelle relative aux contrats d'investissement sans participation.

Le Groupe encaisse des commissions de gestion des investissements sous la forme d'ajustement initial ou de charge sur le montant investi. Ces commissions rémunèrent les services fournis dans le cadre de l'émission et de la gestion des contrats d'investissement lorsque le Groupe gère activement la contrepartie reçue de la part de ses Clients pour financer un rendement basé sur le profil d'investissement choisi par le client lors de la souscription du contrat. Ces services comprennent un nombre indéterminé d'actes accomplis pendant la durée de vie du Contrat : par conséquent, le Groupe reporte ces commissions et les comptabilise sur les durées de vie estimée des contrats, conformément à la prestation de services de gestion des investissements.

Les coûts directement imputables à l'obtention de nouveaux contrats d'investissement sans participation non garantis sont reportés. Cet élément d'actif est ensuite amorti sur la période de prestation des services de gestion des investissements et est soumis à un test de dépréciation lorsque sa valeur comptable risque de ne pas pouvoir être recouvrée. Si la valeur de l'élément d'actif est supérieure au montant recouvrable, elle fait immédiatement l'objet d'une réduction dans les "dépenses relatives aux frais et aux commissions" du compte de résultat. Tous les autres coûts sont comptabilisés dans les dépenses quand ils sont encourus

(iii) Valeur des activités en cours

Le Groupe comptabilise dans l'actif la valeur des activités en cours en matière de contrats d'assurance et de contrats d'investissement avec participation. L'actif représente la valeur actuelle de la participation des actionnaires aux bénéfices qui devraient être générés par lesdits contrats, comptabilisés à la date du bilan. Cette valeur est déterminée après la formulation des hypothèses adéquates concernant la future conjoncture économique et les futures conditions d'exploitation, concernant, entre autres, les taux de mortalité et les taux de conservation, et inclut des provisions pour les risques autres que de marché et la valeur réaliste des options financières et des garanties. Chaque flux de trésorerie est estimé par l'application d'un taux d'actualisation conforme à celui appliqué au même flux de trésorerie sur les marchés des capitaux. Dans le bilan consolidé, l'élément d'actif est présenté avant déduction d'impôt et les variations relatives à l'actif sont enregistrées dans "autre produit d'exploitation", dans le compte de résultat.

Le droit contractuel du Groupe aux avantages générés par la prestation de services de gestion des investissements concernant des contrats d'investissement sans participation acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises et de transferts de portefeuille sont mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'actif qui ne résulte est amorti sur la durée estimée du contrat. Une évaluation est effectuée à chaque date de reporting pour détecter d'éventuels indicateurs de dépréciation. En cas de dépréciation, la valeur comptable de l'actif fait l'objet d'une réduction du montant recouvrable et la perte par dépréciation est comptabilisée dans le compte de résultat.

(2) Activité d'assurance générale

Le Groupe souscrit et agit en qualité de courtier pour la vente de produits d'assurance générale. Les primes de souscription sont incluses dans le produit des primes d'assurance, après déduction des remboursements, sur la période pendant laquelle la couverture d'assurance est fournie au client ; les primes encaissées pour les futures périodes sont reportées sur le bilan, dans le passif généré par les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation et ne sont créditées sur le compte de résultat que quand elles sont acquises. La commission de courtage est comptabilisée lorsque l'assureur accepte le risque lié à la fourniture de la couverture d'assurance en faveur du client. Si nécessaire, une provision est constituée pour les futures résiliations de polices sur la base de l'historique existant.

L'activité de souscription comporte une provision pour le coût estimé des sinistres notifiés mais non encore réglés et des sinistres subis mais non encore déclarés à la date du bilan. La provision relative au coût des sinistres notifiés mais non encore réglés se fonde sur la meilleure estimation du coût de règlement des sinistres non encore réglés après prise en compte des faits connus. Dans les cas dans lesquels les informations disponibles sont insuffisantes pour déterminer la provision requise, des méthodes statistiques, prenant en compte le coût des sinistres récemment réglés et des hypothèses relatives à la future évolution des affaires en cours, sont employées. Des méthodes statistiques similaires sont utilisées pour déterminer la provision à constituer pour les sinistres subis mais non encore déclarés à la date du bilan. Le passif relatif aux sinistres n'est pas actualisé.

(3) Test d'adéquation du passif

A chaque date de bilan, des tests d'adéquation du passif sont effectués afin d'assurer l'adéquation du passif lié aux contrats d'assurance et d'investissement avec participation après déduction de l'actif de coût différé et de la valeur des affaires en cours. Les meilleures estimations des futurs flux de trésorerie actualisés contractuels et des frais de traitement des sinistres et d'administration des polices, ainsi que le produit d'investissement des actifs auxquels sont adossés ces éléments de passif, sont employés dans le cadre de la réalisation de ces tests. Les éventuels déficits sont immédiatement enregistrés sur le compte de résultat, initialement par la radiation des éléments d'actif correspondants, puis par la constitution d'une provision pour les pertes éventuellement constatées dans le cadre des tests d'adéquation du passif

(4) Réassurance

Les Contrats signés par le Groupe avec des réassureurs, en vertu desquels le Groupe est remboursé pour les prestations payables sur un ou plusieurs contrats émis par le Groupe sont comptabilisés comme éléments d'actif résultant des contrats de réassurance détenus. Lorsque les contrats sous-jacents émis par le Groupe sont classés en tant que contrats d'assurance et que le contrat de réassurance transfère au réassureur un risque d'assurance significatif relatif auxdits contrats, les actifs résultant des contrats de réassurance détenus sont classés en tant que contrats d'assurance. Lorsque les contrats sous-jacents émis par le Groupe sont classés en tant que contrats d'investissement sans participation et que le contrat de réassurance transfère au réassureur un risque financier sur lesdits contrats, les actifs résultant des contrats de réassurance détenus sont comptabilisés en tant que contrats d'investissement sans participation.

Actifs générés par les contrats de réassurance détenus – Classés comme contrats d'assurance

Les montants recouvrables de la part des ou dus aux réassureurs sont évalués de manière conforme aux montants associés aux contrats réassurés conformément aux termes de chaque contrat de réassurance et sont régulièrement soumis à un test de dépréciation. Les primes payables pour les contrats de réassurance sont comptabilisées dans les dépenses, à la date d'échéance du paiement, dans les produits des primes d'assurance. Les variations des actifs de réassurance recouvrables sont comptabilisées dans le compte de résultat, dans les déclarations de sinistre.

Actifs générés par les contrats de réassurance détenus – Classés comme contrats d'investissement sans participation

Ces contrats sont comptabilisés en tant qu'actifs financiers dont la valeur contractuelle est liée aux justes valeurs des actifs financiers des fonds d'investissement des réassureurs. Les rendements des investissements (y compris les variations des justes valeurs et des produits des investissements) affectés à ces contrats sont comptabilisés dans les déclarations de sinistre. Les dépôts et les retraits ne sont pas comptabilisés dans le compte de résultat, mais sont directement inscrits au bilan dans les produits des investissements, en tant qu'ajustements apportés aux actifs générés par les contrats de réassurance détenus.

n Conversion en devises étrangères

Les postes inscrits dans les états financiers de chaque entité du Groupe sont évalués à l'aide de la devise de fonctionnement de l'entité utilisée dans son environnement économique principal (la "devise de fonctionnement"). Les états financiers consolidés sont présentés en livres sterling, à savoir la devise fonctionnelle et de présentation de la Société.

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la devise de fonctionnement adéquate en appliquant les taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les plus/moins-values de conversion de devises résultant du règlement de ces transactions et de la conversion, au taux en vigueur à la fin de l'exercice, de l'actif et du passif monétaire libellé en devises étrangères sont comptabilisées dans le compte de résultat, à moins qu'elles ne soient enregistrées dans "autres éléments du résultat global" en tant que flux de trésorerie admissibles ou couverture des investissements nets. Les actifs non monétaires mesurés à leur juste valeur sont convertis au taux de change en vigueur à la date de détermination de la juste valeur. Les écarts de conversion des fonds propres et autres éléments non monétaires similaires comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat sont inscrits au compte de résultat dans les plus/moins-values de la juste valeur. Les écarts de conversion sur l'actif financier non monétaire cessible, tels que les participations, sont inclus dans la réserve de juste valeur des fonds propres sauf si l'actif en question fait l'objet d'une couverture de la juste valeur.

Les résultats et la situation financière de toutes les entités du Groupe dotées d'une devise de fonctionnement différente de la devise de présentation sont convertis dans la devise de présentation comme suit : L'actif et le passif des activités menées à l'étranger, y compris les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère, sont convertis en livres sterling au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les recettes et les dépenses des activités menées à l'étranger sont converties en livres sterling à des taux de change moyens, à moins que ceux-ci ne soient proches des taux de change en vigueur à la date des transactions, auquel cas les recettes et les dépenses sont converties aux dates de réalisation des transactions.

Les écarts de conversion des activités menées à l'étranger, résultant de la conversion d'une activité menée à l'étranger sont comptabilisées dans "autres éléments du résultat global" et cumulées dans une composante séparée des fonds propres avec les écarts de conversion résultant de la conversion des emprunts et autres instruments en devises désignés en tant que couverture desdits investissements (cf. f (3) ci-dessus). Lors de la cession ou de la liquidation d'une activité étrangère, le montant global des écarts de conversion relatifs à ladite activité est réaffecté à partir des fonds propres et pris en compte dans la détermination des bénéfices ou des pertes résultant de la cession ou de la liquidation.

o Provisions et passif éventuel

Des provisions sont comptabilisées au titre des obligations présentes résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable que des sorties de ressources seront nécessaires pour régler lesdites obligations et que le montant desdites ressources peut être estimé.

Le passif éventuel est représenté par des obligations potentielles dont l'existence dépend de l'issue de certains futurs événements ou desdites obligations présentes lorsque les sorties de ressources sont incertaines ou ne peuvent pas être mesurées de manière fiable. Bien que n'étant pas présenté dans les états financiers, le passif éventuel fait l'objet d'une publication, à moins qu'il ne se réfère à une date éloignée.

Une provision est constituée au titre des engagements de prêt irrévocables non utilisés, si l'utilisation de la facilité est probable et donnera lieu à la comptabilisation d'un actif à un montant inférieur au montant avancé.

p Capital - actions

Les frais supplémentaires directement imputables à l'émission de nouvelles actions ou options ou à l'acquisition d'une activité figurent dans les fonds propres en déduction du produit, après impôt. Les dividendes versés sur les actions ordinaires du Groupe sont comptabilisés en déduction des fonds propres sur la période pendant laquelle ils ont été payés.

q Trésorerie et équivalents de trésorerie

Aux fins de l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent la trésorerie et les soldes non obligatoires détenus auprès des banques centrales et les montants dus par des banques à une échéance inférieure à trois mois.

r Investissements dans des filiales

Les investissements dans des filiales sont effectués au coût historique, moins les provisions pour dépréciation.

s Groupes cessibles et activités non poursuivies

Les groupes destinés à la cession sont comptabilisés en tant qu'actifs cessibles si le Groupe recouvrera la valeur nette comptable principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par la poursuite de l'utilisation et si la vente est considérée comme hautement probable. Les groupes destinés à la cession classés comme actifs détenus en vue de leur vente sont comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur moins le coût de la vente. L'actif et le passif des groupes cessibles classés comme actifs destinés à la vente (cessibles) sont inscrits séparément au bilan.

Une activité non poursuivie est une unité ou un ensemble d'unités génératrice(s) de flux de trésorerie qui a été cédée(e), ou qui est comptabilisé comme cessible et qui (a) représente une activité ou une zone géographique d'activité de premier plan, (b) relève d'un plan coordonné de cession d'une activité ou une zone géographique d'activité de premier plan, ou (c) est une filiale qui a été achetée uniquement en vue de sa revente. Les résultats après impôt des activités non poursuivies sont présentés en tant que poste unique dans le compte de résultat.

3 Estimations comptables déterminantes et jugements

La préparation des états financiers selon les normes IFRS requiert, de la part de la Direction, la formulation de jugements, estimations et hypothèses dans l'application des politiques comptables, qui affectent les montants déclarés de l'actif, du passif, des recettes et des dépenses. Compte tenu de l'incertitude inhérente à la formulation des estimations, les résultats déclarés sur les exercices ultérieurs peuvent se fonder sur des montants qui diffèrent des estimations. Les estimations, jugements et hypothèses sont régulièrement évalués et se fondent sur l'historique et d'autres facteurs, dont la prévision de futurs événements potentiellement plausibles compte tenu des circonstances.

Les jugements significatifs formulés par la Direction dans l'application des politiques comptables du Groupe et les sources essentielles de l'incertitude inhérente aux estimations relatives aux présents états financiers, qui sont jugés globalement essentiels pour les résultats et la situation financière du Groupe, sont les suivants :

- Provision pour pertes par dépréciation sur prêts et créances (note 19) ;
- Valorisation de l'actif et du passif des activités d'assurance (notes 22 et 31) ;
- Obligations relatives aux régimes de retraite à prestations déterminées (note 35) ;
- Recouvrabilité de l'actif d'impôt différé (note 36) ;
- Provisions pour assurance de protection des paiements et autres provisions réglementaires (note 37); et
- Juste valeur des instruments financiers (note 48).

Analyse par segments

Le Groupe Lloyds Bank fournit une vaste gamme de services bancaires et financiers au Royaume Uni et dans certains pays étrangers.

Le Comité Exécutif du Groupe Lloyds Banking Group a été désigné comme le principal organe de décision du Groupe en matière d'exploitation. Les segments opérationnels du Groupe reflètent ses structures organisationnelles et de gestion. Le Comité Exécutif du Groupe examine le reporting interne segment par segment, en vue de la vérification des performances et de l'allocation des ressources. GEC comptabilise les intérêts créditeurs et débiteurs sur une base nette ; par conséquent, le total des intérêts débiteurs et créditeurs de tous les segments faisant l'objet du reporting est présenté net. Les segments sont différenciés par type de produit fourni, et par type de clientèle, à savoir particuliers ou entreprises.

Suite au transfert de HBOS au groupe, le 1er janvier 2010, toutes les activités commerciales de Lloyds Banking Group sont réalisées au sein du Groupe et, par conséquent, le principal organe décideur en matière d'exploitation analyse les performances du Groupe par rapport à celles de Lloyds Banking Group ; ceci a été le cas également en 2015 et 2016. Puisque la vérification effectuée par le principal organe de décision du Groupe en matière d'exploitation inclut l'activité d'assurance de Lloyds Banking Group, le groupe Scottish Widows n'est pas considéré comme une activité non poursuivie aux fins du reporting par segments de la Banque.

Les résultats et les données comparatives par segment sont présentés sur une base sous-jacente, à savoir celle examinée par l'organe de décision principal du Groupe en matière d'exploitation. Les effets des postes suivants sont exclus du calcul du bénéfice sous-jacent :

- les pertes sur rachat des Enhanced Capital Notes et la volatilité de la valeur de la composante de conversion des fonds propres intégrée ;
- la volatilité du marché et d'autres éléments, incluant les effets de la vente de certains actifs, la volatilité de la dette propre du Groupe et des dispositifs de couverture ainsi que celle résultant des activités d'assurance, la majoration des assurances, la désactualisation des ajustements de la juste valeur liés aux acquisitions et l'amortissement de l'actif incorporel acquis ;
- les frais de restructuration, incluant les frais de licenciement liés au programme de Simplification annoncé en octobre 2014 et les frais de mise en œuvre de la réforme de la réglementation et de séparation de la comptabilité ;
- les frais de création et de double gestion de TSB et les pertes relatives à la vente de TSB en 2015 ; et
- l'assurance de protection des paiements et les autres provisions relatives à la gestion.

Les activités du Groupe sont réparties en quatre segments de reporting financier : Banque Privée ou Détail ; Banque Commerciale ; Crédit à la consommation et Assurance. Le portefeuille de prêts personnels non garantis du Groupe, qui faisait précédemment partie de la Banque Privée, est géré, maintenant, par le Crédit à la Consommation, tandis que des éléments de l'activité du Groupe dans les Îles Anglo-Normandes et dans l'Île de Man ont été transférés de la Banque Privée à la Banque Commerciale ; les chiffres comparatifs ont été modifiés en conséquence.

Le segment Banque Privée offre une vaste gamme de produits et services financiers, incluant les comptes courants, l'épargne, les prêts personnels et les prêts immobiliers, aux clients basés au Royaume Uni, y compris en ce qui concerne la gestion de patrimoine et les services aux petites entreprises. Il distribue également des assurances, des produits de protection et des cartes de crédit ainsi que toute une gamme de produits d'épargne à long terme et de placement.

Le segment Banque Commerciale est centré sur la clientèle des PME, Marché Intermédiaires, Grandes Entreprises Multinationales et Etablissements Financiers. Il fournit des produits de Prêt ou des services pour les Transactions Bancaires Internationales, les Opérations sur les Marchés Financiers et les Marchés des capitaux obligataires ainsi que le financement de capitaux privés par le biais de Lloyds Development Capital.

Le segment Crédit à la Consommation comprend tous les produits de crédit à la consommation du Groupe, y compris le financement de l'achat de véhicules, les cartes de crédit et les prêts personnels non garantis dans le cadre de son activité en Europe.

Le segment Assurance fournit toute une série de produits de protection, retraite et investissement conformes aux exigences de la clientèle.

Le poste "Autres" inclut certains actifs qui avaient été précédemment désignés comme étant exclus du périmètre de propension au risque du Groupe ainsi que les résultats et les plus-values réalisées sur les ventes des entreprises cédées. Ce poste inclut également les recettes et les dépenses non refacturées aux divisions, y compris le coût de certaines fonctions centrales et du siège et le coût de gestion des plateformes technologiques du Groupe, du patrimoine immobilier de la succursale et du siège, des opérations (paiements, opérations bancaires et recouvrements) et de l'approvisionnement, dont le coût est principalement refacturé aux divisions.

Les services inter-segments sont généralement refacturés au coût, à l'exception des accords de paiement des commissions internes entre la succursale britannique et les autres réseaux de distribution et des activités de production des produits d'assurance internes au Groupe, pour lesquels une marge est également facturée. Les prêts et les dépôts inter-segment sont généralement conclus au taux du marché, à l'exception des soldes non productifs d'intérêts dont le prix est calculé à un taux qui prend en compte le rendement externe éventuellement généré par lesdits fonds.

Pour la plupart de ces contrats de produits dérivés conclus par des unités opérationnelles à des fins de couverture du risque, l'unité opérationnelle comptabilise les intérêts créditeurs ou débiteurs nets sur la base de la comptabilité d'exercice et transfère le reliquat du mouvement de la juste valeur du produit dérivé au segment central du groupe qui gère la volatilité comptable qui en résulte, si possible par la mise en place de relations de comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur de l'instrument couvert imputables au risque couvert sont également enregistrées dans le segment central du groupe. Cette imputation de la juste valeur de

l'instrument dérivé et du changement de juste valeur de l'instrument couvert imputable au risque couvert évite une asymétrie dans le traitement comptable des résultats des segments et génère une volatilité comptable, qui est gérée de manière centralisée et comptabilisée dans Autres.

	Détail £m	Commercial Activité bancaire £m	Prêts à la consommation £m	Assurance £m	Autres £m	Total base sous-jacente £m
Exercice au 31 décembre 2016						
Intérêts créditeurs nets	6 497	2 735	1 941	-146	408	11 435
Autres revenus, après déduction des indemnités d'assurance	1 053	1 987	1 338	1 755	-68	6 065
Total revenus sous-jacents, après déduction des indemnités d'assurance	7 550	4 722	3 279	1 609	340	17 500
Amortissement des contrats d'exploitation-location	—	-105	-775	—	-15	-895
Revenu net	7 550	4 617	2 504	1 609	325	16 605
Frais d'exploitation	-4 174	-2 133	-939	-772	-75	-8 093
Dépréciation	-373	-16	-282	—	26	-645
Bénéfice (perte) sous-jacent(e)	3 003	2 468	1 283	837	276	7 867
Revenu externe	8 460	3 668	3 885	1 311	176	17 500
Revenu inter-segments	-910	1 054	-606	298	164	—
Revenus sous-jacents, après déduction des indemnités d'assurance	7 550	4 722	3 279	1 609	340	17 500
Actif externe du segment	300 085	188 296	40 992	153 936	134 484	817 793
Dépôts client du segment	271 005	132 628	7 920	—	3 907	415 460
Passif externe du segment	275 006	221 395	12 494	146 836	113 247	768 978
Autres postes du segment pris en compte dans le compte de résultat ci-dessus :						
Amortissement	459	286	888	168	579	2 380
Valeur des activités de portefeuille	—	—	—	472	—	472
Charges des régimes à prestations déterminées	134	45	10	13	85	287
Autres postes du segment						
Acquisitions d'immobilisations	278	126	2 086	481	789	3 760
Investissements dans des joint-ventures et des entreprises associées à la fin de l'exercice	1	—	5	—	53	59

(1) Après déduction des bénéfices réalisés sur la cession d'actifs de location-exploitation d'un montant de £58 millions.

	Détail £m	Banque Commerciale £m	Prêts à la consommation £m	Assurance £m	Autres £m	Total base sous-jacente £m
Exercice au 31 décembre 2015						
Intérêts créditeurs nets	6 664	2 576	1 954	-163	451	11 482
Autres revenus, après déduction des indemnités d'assurance	1 115	2 072	1 359	1 827	-218	6 155
Total revenus sous-jacents, après déduction des indemnités d'assurance	7 779	4 648	3 313	1 664	233	17 637
Amortissement des contrats d'exploitation-location	—	-30	-720	—	-14	-764
Revenu net	7 779	4 618	2 593	1 664	219	16 873
Frais d'exploitation	-4 339	-2 162	-977	-702	-131	-8 311
Dépréciation	-349	22	-235	—	-6	-568
TSB	—	—	—	—	118	118
Bénéfice sous-jacent	3 091	2 478	1 381	962	200	8 112
Revenu externe	8 545	3 636	3 772	2 065	-381	17 637
Revenu inter-segments	-766	1 012	-459	-401	614	—
Revenus sous-jacents, après déduction des indemnités d'assurance	7 779	4 648	3 313	1 664	233	17 637
Actif externe du segment	307 887	178 838	36 501	143 217	140 245	806 688
Dépôts client du segment	273 719	131 998	11 082	—	1 527	418 326
Passif externe du segment	278 933	226 106	15 462	137 233	101 974	759 708
Autres postes du segment inscrits au compte de résultat ci-dessus :						
Amortissement	408	204	839	124	537	2 112
Diminution de la valeur des activités de portefeuille	—	—	—	-162	—	-162
Charges des régimes à prestations déterminées	123	30	9	11	142	315
Autres postes du segment						
Acquisitions d'immobilisations	383	153	1 752	343	786	3 417
Investissements dans des joint-ventures et des entreprises associées à la fin de l'exercice	1	—	4	—	42	47

(1) Repris – cf. page 32.

(2) Après déduction des bénéfices réalisés sur la cession d'actifs de location-exploitation d'un montant de £66 millions.

Rapprochement de la base sous-jacente avec les résultats statutaires

Exercice au 31 décembre 2016	Lloyds Bank Group			Impact des autres entités du Groupe £m	Suppression de :				Base sous-jacente £m
	Activités poursuivies £m	Activités non poursuivies £m	Ajustements £m		Volatilité et autres éléments £m	Majoration assurance £m	PPI £m	Autres prévisions de conduite £m	
Intérêts créditeurs nets	11 194	-2 147	30	197	263	1 898	—	—	11 435
Autres revenus, après déduction des indemnités d'assurance	3 286	3 853	-516	1 370	121	-2 110	—	61	6 065
Total revenus, après déduction des indemnités d'assurance	14 480	1 706	-486	1 567	384	-212	—	61	17 500
Amortissement des contrats					-895	—	—	—	-895
Revenu net	14 480	1 706	-486	1 567	-511	-212	—	61	16 605
Frais d'exploitation	-11 751	-1 127	486	-235	1 948	212	1 350	1 024	-8 093
Dépréciation	-752	—	—	—	107	—	—	—	-645
Bénéfice avant impôt	1 977	579	—	1 332	1 544	—	1 350	1 085	7 867

Exercice au 31 décembre 2015	Groupe Lloyds Bank			Impact des autres entités du Groupe (1) £m	Suppression de :					Base sous-jacente £m
	Activités Poursuivies £m	Activités non poursuivies £m	Ajustements £m		Volatilité et autres éléments (5) £m	TSB (6) £m	Suppression de majoration Assurance £m	PPI £m	Autres pré- visions de gestion £m	
Intérêts créditeurs nets	11 014	-263	—	567	318	-192	38	—	—	11 482
Autres revenus, après dé- duction des indemnités d'assurance	5 205	1 356	-454	-4	209	-31	-126	—	—	6 155
Total revenus, après déduc- tion des indemnités d'assu- rance	16 219	1 093	-454	563	527	-223	-88	—	—	17 637
Amortissement des contrats					-764	—	—	—	—	-764
Revenu net	16 219	1 093	-454	563	-237	-223	-88	—	—	16 873
Frais d'exploitation	-14 602	-948	454	-291	2 065	86	88	4 000	837	-8 311
Dépréciation	-390	—	—	—	-197	19	—	—	—	-568
TSB					—	118	—	—	—	118
Bénéfice avant impôt	1 227	145	—	272	1 631	—	—	4 000	837	8 112

(1) Ceci prend en compte l'inclusion dans les résultats vérifiés par le principal organe de décision en matière d'exploitation des obligations des filiales apparentées de la Banque et de l'obligation de sa société mère, Lloyds Banking Group plc

(2) Comprend la radiation de l'instrument dérivé ECN intégré et la prime payée pour le rachat des effets restants au premier trimestre (perte de £790 millions); l'effet de la vente d'actifs (plus-value de £217 millions); les postes volatiles (plus-value de £99 millions); la gestion de la volatilité (plus-value de £123 millions); l'amortissement de l'actif incorporel acheté (£340 millions); les frais de restructuration (£622 millions, incluant principalement les frais de licenciement liés à la phase II du Programme de Simplification); et la désactualisation de la juste valeur ainsi que d'autres éléments (perte de £231 millions).

(3) Les comptes de résultat des activités d'assurance du Groupe incluent les recettes et les dépenses imputables aux titulaires de polices des fonds d'assurance à long terme du Groupe. Ces postes n'ont aucun impact global sur les actionnaires et, afin de fournir une vision plus claire des tendances sous-jacentes de l'activité, ces postes figurent nets dans les résultats sous-jacents.

(4) Après déduction du bénéfice réalisé sur la cession d'actifs de location-exploitation de £58 millions (2015 : £66 millions ; 2014 : £67 millions).

(5) Comprend les mouvements du marché de l'instrument dérivé ECN intégré (perte de £101 millions) ; l'effet de la vente d'actifs (plus-value de £54 millions) ; les postes volatiles (perte de £107 millions) ; la gestion du passif (perte de £28 millions) ; l'amortissement de l'actif incorporel acheté (£342 millions) ; les frais de restructuration (£170 millions) ; les frais liés à TSB (£745 millions) et la désactualisation de la juste valeur ainsi que d'autres éléments (perte de £192 millions).

(6) Comprend les résultats sous-jacents de TSB.

Suite à la réduction des activités du Groupe hors Royaume Uni, l'analyse comparative entre les activités réalisées au Royaume Uni et hors Royaume Uni n'est plus fournie.

5 Intérêts créditeurs nets

	Moyenne pondérée du taux d'intérêt effectif		2016 £m	2015 £m
	2016 %	2015 %		
Intérêts et revenus similaires				
Prêts et avances aux clients	3,35	3,54	15 344	16 423
Prêts et avances aux banques	0,35	0,33	243	242
Titres obligataires détenus comme prêts et créances	2,37	3,18	90	68
Intérêts à recevoir sur prêts et créances	2,96	3,10	15 677	16 733
Actif financier cessible	1,88	1,77	763	725
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	1,44	1,49	231	197
Total intérêts et revenus similaires	2,84	2,97	16 671	17 655
Intérêts et dépenses similaires				
Dépôts des banques, sauf passif généré par des contrats de vente et rachat	0,69	0,41	-68	-43
Dépôts des banques, sauf passif généré par des contrats de vente et rachat	0,75	0,93	-2 716	-3 522
Titres obligataires en émission	0,95	0,67	-785	-560
Passif subordonné	11,49	9,16	-1 870	-2 482
Passif généré par les contrats de vente et rachat	0,49	0,61	-38	-34
Total intérêts et dépenses similaires	1,14	1,31	-5 477	-6 641
Intérêts créditeurs nets			11 194	11 014

(1) Inclut £51 millions (2015 : £zéro) d'intérêts débiteurs sur actif avec taux d'intérêt négatifs.

(2) L'impact des dispositifs de couverture du Groupe est inclus dans ce poste ; sans cet impact, la moyenne pondérée du taux d'intérêt effectif pour les titres obligataires en émission serait de 2.76 % (2015 : 2.78 %).

Les intérêts et autres recettes similaires comprennent £205 millions (2015 : £248 millions) d'actif financier déprécié. Les intérêts créditeurs nets incluent également un crédit de £531 millions (2015 : crédit de £983 millions) transféré à partir de la réserve de couverture des flux de trésorerie (cf. note 41).

6 Après déduction des recettes nettes des frais et commissions

	2016 £m	2015 £m
Recettes des frais et commissions		
Comptes courants	753	803
Commissions sur cartes de débit et de crédit	875	918
Autres	1 216	1 355
Total recettes nettes des frais et commissions	2 844	3 076
Dépenses relatives aux frais et commissions	-943	-986
Recettes nettes des frais et commissions	1 901	2 090

Les redevances et commissions faisant partie intégrante du taux d'intérêt effectif font partie du produit net d'intérêts créditeurs figurant à la note 5. Les redevances et commissions relatives aux instruments comptabilisés à leur juste valeur dans le compte de résultat sont incluses dans le produit net des opérations de négoce figurant à la note 7.

7 Intérêts créditeurs nets

	2016 £m	2015 £m
Plus-values de conversion de devises	761	28
Plus-values d'opérations de change	535	322
Total opérations de change	1 296	350
Plus-values des investissements immobiliers (note 24)	2	7
Plus(moins)-values sur titres et autres plus(moins)-values (cf. ci-dessous)	-356	1 171
Intérêts créditeurs nets	942	1 528

Les plus-values sur titres et autres plus-values comprennent les plus-values générées par des postes d'actif et de passif détenus à leur juste valeur sur compte de résultat et à des fins de transaction, comme suit :

	2016 £m	2015 £m
Recettes (dépenses) nettes sur actifs détenus à des fins de transaction sur compte de résultat		
Titres obligataire, prêts et avances	85	348
Actions du capital	263	386
Produit net total résultant des actifs comptabilisés à leur juste valeur sur le compte de résultat	348	734
Recettes (dépenses) nettes sur passif détenu à sa juste valeur sur compte de résultat : titres obligataires en émission	-154	14
Total recettes (dépenses) nettes sur actifs et passif inscrits à leur juste valeur sur compte de résultat	194	748
Plus(moins)-values nettes sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	-550	423
Plus(moins)-values sur titres et autres plus(moins)-values	-356	1 171

8 Autre revenu d'exploitation

	2016 £m	2015 £m
Produit des contrats de location-exploitation	1 225	1 165
Revenu locatif des investissements immobiliers (note 24)	3	8
Plus(moins)-values sur cession d'actifs financiers cessibles (note 41)	575	51
Gestion du passif	(2 019)	(28)
Part des résultats de joint-ventures et sociétés associées	(1)	(3)
Autre produit	660	394
Total autres produits d'exploitation	443	1 587

Gestion du passif

Des pertes de £2,019 millions (2015 : pertes de £28 millions) ont été générées par des transactions réalisées dans le cadre de la gestion du financement de gros et du capital du Groupe ; la perte, en 2016, concerne principalement des transactions liées aux offres publiques de Lloyds Banking Group et aux rachats de ses Enhanced Capital Notes, complétés en mars 2016 ; une perte de £1,026 millions a été générée par la restructuration des instruments de capital de la Banque en juin 2016.

9 Frais d'exploitation

Frais de personnel	2016 £m	2015 £m
Salaires	2 609	2 684
Rémunération basée sur les performances	475	409
Charges sociales	345	335
Régimes de retraite et autres régimes de prestations post-retraite (note 35)	525	522
Frais de restructuration	241	103

Autres frais de personnel	433	421
	4 628	4 474
Loyers et équipements		
Loyers et charges	363	363
Réparation et maintenance	186	173
Autres	118	152
	667	668
Autres frais		
Communications et traitement de données	846	891
Frais de publicité et de promotion	197	252
Frais et honoraires de conseil	233	257
Cession de TSB	–	665
Autres	609	592
	1 885	2 657
Amortissement		
Amortissement d'immobilisations corporelles (note 24)	1 759	1 555
Amortissement d'autres actifs incorporels (note 23)	541	496
	2 300	2 051
Total frais d'exploitation, sauf provision pour assurance de protection des paiements	9 480	9 870
Provisions réglementaires		
Provision pour assurance de provision des paiements (note 37)	1 350	3 991
Autres provisions réglementaires (note 37)	921	741
	2 271	4 732
Total frais d'exploitation	11 751	14 602

L'effectif moyen du Groupe pendant l'exercice a été le suivant :

	2016	2015
Royaume Uni	76 914	82 247
Etranger	812	781
Total	77 726	83 028

Frais et honoraires des commissaires aux comptes

	2016 £m	2015 £m
Frais et honoraires dus pour l'audit des comptes annuels de la Banque	3,0	2,8
Frais et honoraires dus pour d'autres services		
Audit légal des filiales de la Banque	10,6	11,3
Autres services requis en vertu de la loi	2,6	1,6
Autres services - frais et honoraires d'audit	0,1	0,6
Services de conseil fiscal	0,2	0,2
Tous les autres services	0,2	0,2
Total frais et honoraires dus aux commissaires aux comptes de la Banque	16,7	16,7

	2016 £m	2015 £m
Audits des régimes de retraite de la Banque	0,3	0,3
Audit des sociétés d'investissement à capital variable non consolidées gérées par le Groupe	0,4	0,4
Vérification de la situation financière des emprunteurs institutionnels et des autres emprunteurs	–	0,1
Due diligence relative aux acquisitions et autres prestations réalisées pour des investissements potentiels en capital-risque	1,0	–

10 Dépréciation

	2016 £m	2015 £m
Pertes par dépréciation sur prêts et créances		
Prêts et avances aux clients	592	443
Titres obligataires détenus comme prêts et créances	–	-2
Total pertes par dépréciation sur prêts et créances (note 19)	592	441
Dépréciation d'actif financier cessible	173	4
Autres provisions pour risque de crédit	-13	-55
Dépréciation totale comptabilisée sur compte de résultat	752	390

11 Imposition

a Analyse de la charge fiscale de l'exercice

	2016 £m	2015 £m
Impôt sur les sociétés britannique		
Impôt à court terme sur les bénéfices de l'exercice	-460	-247
Ajustements relatifs aux exercices précédents	155	-104
	-305	-351
Impôt étranger		
Impôt courant sur le bénéfice pour l'année	-20	-25
Ajustements pour les années antérieures	2	26
	-18	1
Charge d'impôt à court terme	-323	-350
Impôt différé (note 36)		
Création et reprise d'écarts temporaires	-376	-318
Suite à la modification de la loi britannique relative à l'impôt sur les sociétés	-241	-83
Ajustements relatifs aux exercices précédents	-7	57
	-624	-344
Charge fiscale	-947	-694

La charge d'impôt sur les bénéfices de l'exercice 2016 est basée sur un taux d'imposition britannique de 20% (2015 20.25%).

b Facteurs affectant la charge fiscale de l'exercice

Ci-dessous, le rapprochement de la charge qui résulterait de l'application du taux d'impôt sur les sociétés standard britannique de 20% sur le bénéfice avant impôt avec la charge d'impôt réelle de l'exercice :

	2016 £m	2015 £m
Bénéfice avant impôt - activités poursuivies	1 977	1 227
La charge fiscale a été calculée selon un taux d'imposition des sociétés britannique de 20% (2015 : 20.25 %)	-395	-248
Facteurs affectant la charge		
Effet de la majoration bancaire	-266	-
Impact de la modification du taux d'imposition des sociétés au Royaume Uni	-241	-83
Postes non déductibles	-433	-575
Postes non imposables	147	127
Différences par rapport aux taux d'imposition applicables à l'étranger	11	-8
Plus-values exonérées	18	114
Pertes fiscales non précédemment comptabilisées	62	-
Ajustements relatifs aux exercices précédents	150	-22
Effet sur les bénéfices des joint-ventures et entreprises associées	-1	-1
Autres éléments	1	2
Charge fiscale sur les bénéfices des activités poursuivies	-947	-694

Le Finance (No. 2) Act 2015 a introduit des restrictions sur la déductibilité fiscale des provisions pour frais de gestion encourus après le 8 juillet 2015. Ceci a donné lieu à une charge d'impôt supplémentaire inscrite au bilan de £289 millions (2015 : £459 millions).

Le Finance (No. 2) Act 2015 a introduit une majoration supplémentaire de 8 % sur les bénéfices bancaires à compter du 1er janvier 2016.

La modification de l'impôt sur les sociétés a entraîné une réduction de l'actif d'impôt différé du Groupe de au 31 décembre 2016 de £199 millions, comprenant une charge de £241 millions de livre inscrite au compte de résultat et un crédit de £42 millions comptabilisé dans les fonds propres.

12 Groupe cessible

Le Groupe compte mener à bien la vente du groupe Scottish Widows à sa holding ultime, Lloyds Banking Group plc, au cours des 12 prochains mois. Cela représente l'intégralité des activités d'assurance du Groupe. L'actif et le passif associés à ces opérations sont, doc, classés en tant que groupe cessible destiné à la vente au 31 décembre 2016 et sont inscrits séparément au bilan.

Le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation pour les groupes cessibles comptabilisés comme postes détenus en vue de leur vente en 2016.

Ces activités ont été classées dans les activités non poursuivies et le bénéfice après impôt généré par celles-ci a été comptabilisé au même poste dans le compte de résultat du Groupe.

Afin de rendre compte de manière précise des résultats et de la situation financière des activités poursuivies du Groupe ainsi que de ses activités non poursuivies, les transactions entre les activités poursuivies et les activités non poursuivies figurent au poste prévu à cet effet dans le compte de résultat ou dans le bilan du Groupe, la transaction correspondante étant comptabilisée dans le compte de résultat ou le bilan des activités non poursuivies du groupe cessible. Toutes ces transactions sont entièrement éliminées dans le cadre de la consolidation statutaire du Groupe et n'ont pas d'impact sur le bénéfice avant impôt ou sur les fonds propres.

(1) Compte de résultat

	2016 Millions £	2015 Millions £
Intérêts et revenus similaires	78	173

Intérêts et dépenses similaires	-2 225	-436
Intérêts créditeurs nets	-2 147	-263
Recettes des frais et commissions	465	535
Dépenses relatives aux frais et commissions	-676	-815
Recettes nettes des frais et commissions	-211	-280
Revenu net des transactions (cf.(a) ci-dessous)	17 590	2 418
Revenu des primes d'assurance (cf.(b) ci-dessous)	8 068	4 792
Autre produit d'exploitation	750	155
Autre produit	26 197	7 085
Produit total	24 050	6 822
Indemnités d'assurance (cf.(c) ci-dessous)	-22 344	-5 729
Total revenus, après déduction des indemnités d'assurance	1 706	1 093
Frais d'exploitation	-1 127	-948
Bénéfice avant impôt	579	145
Imposition	-406	81
Bénéfice après impôt - activités non poursuivies	173	226

(a) Intérêts créditeurs nets

	2016 £m	2015 £m
Plus-values de conversion de devises	293	-157
Plus-values d'opérations de change	7	14
Total opérations de change	300	-143
Plus-values sur investissements immobiliers	-85	409
Plus-values sur titres et autres plus-values (cf. ci-dessous)	17 375	2 152
Intérêts créditeurs nets	17 590	2 418

Les plus-values sur titres et autres plus-values comprennent les plus-values générées par des postes d'actif et de passif détenus à leur juste valeur sur compte de résultat et à des fins de transaction, comme suit :

	2016 £m	2015 £m
Recettes nettes sur actifs détenus à des fins de transaction sur compte de résultat		
Titres obligataire, prêts et avances	4 714	108
Actions du capital	12 269	2 000
Total recettes nettes sur actifs inscrits à leur juste valeur sur compte de résultat	16 983	2 108
Plus-values nettes sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	392	44
Plus -values sur titres et autres plus-values	17 375	2 152

(b) Revenus des primes d'assurance

	2016 £m	2015 £m
Assurance-vie		
Primes brutes :		
Vie et retraites	5 613	3 613
Rentes	1 685	430
	7 298	4 043
Primes de réassurance cédées	-88	-122
Primes nettes encaissées	7 210	3 921
Assurance non-vie		
Primes nettes encaissées	858	871
Total primes nettes encaissées	8 068	4 792

Les recettes générées par les primes, en 2015, ont diminué suite à la déduction d'une charge de £1,959 millions relative à la reprise par un assureur tiers d'un portefeuille de polices précédemment réassuré par le Groupe.

(c) Indemnités d'assurance

Les indemnités d'assurance comprennent	2016 £m	2015 £m
Contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation		
Sinistres et rachats	-8 617	-7 983
Variations dans contrats d'assurance et d'investissement avec participation	-14 160	2 898
Comptabilité relative aux contrats d'investissement sans participation	679	-438
	-22 098	-5 523
Part des réassureurs	106	101

Variations dans l'excédent non affecté	-21 992	-5 422
Total contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation	14	63
Assurances non-vie	-21 978	-5 359
Total indemnités d'assurance non-vie, après réassurance	-366	-370
Total indemnités d'assurance	-22 344	-5 729
Les indemnités et les rachats bruts des contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation peuvent également être analysés comme suit :		
Décès	-635	-631
Echéances	-1 347	-1 348
Rachats	-5 444	-4 811
Rentes	-949	-902
Autres	-242	-291
Total indemnités et rachats bruts des contrats d'assurance	-8 617	7 983

(2) Bilan

L'actif et le passif du groupe cessible sont les suivants :

Actif	2016 Millions £	2015 Millions £
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat (cf. (a) ci-dessous)	109 687	—
Instruments financiers dérivés	3 800	—
Prêts et créances		
Prêts et avances aux banques	21 319	—
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 015	—
	23 334	—
Goodwill (cf.(b) ci-dessous)	1 836	—
Valeur des activités de portefeuille (cf. note 22)	5 042	—
Autre actif incorporel	161	—
Immobilisations corporelles	3 678	—
Impôt à court terme recouvrable	—	—
Actif d'impôt différé	—	—
Autre actif (cf.(c) ci-dessous)	10 656	—
Total actif du groupe cessible	158 194	—

Passif	2016 Millions £	2015 Millions £
Dépôts de banques	695	—
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 386	—
Instruments financiers dérivés	3 008	—
Titres obligataires en émission	1 746	—
Passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation (cf. note 31)	94 409	—
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation (cf. note 33)	20 112	—
Autre passif (cf. (d) ci-dessous)	24 767	—
Obligations relatives aux prestations de retraite	130	—
Passif d'impôt à court terme	97	—
Passif d'impôt différé	935	—
Autres provisions	285	—
Passif subordonné	2 368	—
Total passif du groupe cessible	150 938	—

(a) Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

Titres obligataires	2016 £m
Titres d'état	13 776
Autres titres du secteur public	1 324
Titres adossés à des actifs	
Titres adossés à des prêts immobiliers	660
Autres titres adossés à des actifs	7 813
Obligations d'entreprise et autres obligations	18 537
Total titres obligataires	42 110
Actions du capital	67 577
Total actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	109 687

Ceci comprend les contrats d'assurance et les contrats d'investissement adossés à des actifs financiers désignés comme tels parce que le passif correspondant comporte des flux de trésorerie contractuellement basés sur les performances de l'actif ou parce qu'il s'agit de contrats dont la valorisation tient compte des conditions

actuelles du marché, pour lesquels, autrement, des incohérences significatives en termes de valorisation se produiraient. Ces actifs incluent des investissements dans des entités structurées non consolidées d'un montant de £15,611 million (cf. note 18).

(b) Goodwill

Le goodwill inscrit au bilan du Groupe est soumis au moins une fois par an à un test de dépréciation.

Le montant recouvrable du goodwill relatif à Scottish Widows se fonde sur un calcul de la valeur d'utilité. Le calcul utilise des projections avant impôt des futurs flux de trésorerie basés sur les budgets et les plans approuvés par la Direction pour une période de 5 ans, et un taux d'actualisation de 10%. Les budgets et les plans se fondent sur l'historique ajusté pour prendre en compte les modifications prévisionnelles des volumes de vente, du mix de produits et des marges, compte tenu de la conjoncture du marché prévue et de l'activité des concurrents. Le taux d'actualisation est déterminé en faisant référence aux mesures internes et aux informations sectorielles disponibles. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés par application d'un taux de croissance de 3 %, qui n'est pas supérieur au taux moyen à long terme en vigueur sur le marché de l'assurance-vie. La Direction estime que toute modification raisonnablement possible des hypothèses essentielles n'entraînerait pas une baisse du montant recouvrable de Scottish Widows en-dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

(c) Autre actif

	2016 £m
Actif résultant des contrats de réassurance détenus	714
Acquisitions différées et frais de création	81
Actifs des régimes de retraite de l'entreprise	6 645
Autres actifs et paiements anticipés	3 216
Total autre actif	10 656

(d) Autre passif

	2016 £m
Participations des détenteurs d'unités dans des Sociétés d'Investissement à capital variable	22 947
Excédent non affecté des activités d'assurance	243
Autres créanciers et comptes de régularisation	1 577
	24 767

Les autres éléments du résultat global relatifs aux activités non poursuivies concernant un déficit de £184 millions (2015 : un déficit de £121 millions).

13 Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Trading actif	45 824	42 670	46 787	47 400
Autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur le compte de résultat	5 374	98 479	1 522	4 664
Total	51 198	141 149	48 309	52 064

	Groupe				Banque			
	2016		2015		2016		2015	
	Actif détenu à des fins de transaction £m	Autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat £m	Actif détenu à des fins de transaction £m	Autre actif financier inscrit à sa juste valeur dans compte de résultat £m	Actif détenu à des fins de transaction £m	Autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat £m	Actif détenu des fins de transaction £m	Autre actif financier à sa juste valeur dans compte de résultat £m
Prêts et avances aux clients	31 050	–	30 109	–	31 993	–	34 830	–
Prêts et avances aux banques	2 606	–	3 065	–	2 606	–	3 065	–
Titres obligataires								
Titres d'état	11 828	1 127	8 269	13 848	11 828	1 127	8 269	4 664
Autres titres du secteur public	–	–	–	2 039	–	–	–	–
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	244	–	135	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs								
Titres adossés à des prêts immobiliers	47	–	516	842	47	–	516	–
Autres titres adossés à des actifs	69	–	85	762	69	–	85	–
Obligations d'entreprise et autres obligations	224	3 397	621	19 704	244	395	635	–
	12 168	4 768	9 491	37 330	12 188	1 522	9 505	4 664
Actions du capital	–	586	5	61 075	–	–	–	–
Bons du trésor et autres papiers monétaires	–	20	–	74	–	–	–	–
Total	45 824	5 374	42 670	98 479	46 787	1 522	47 400	4 664

Au 31 décembre 2016 £15,141 millions (2015 : £92,525 millions) d'actif détenu à des fins de transaction et autres actifs financiers à la juste valeur sur compte de résultat du Groupe et £13,151 millions (2015 : £12,593 millions) of pour la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Les autres postes d'actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat du Groupe incluent des investissements de fonds propres de £2,245 millions (2015 : £2,415 millions) gérés et évalués à leur juste valeur selon une gestion documentée des risques ou une stratégie d'investissement et ont été communiqués à la Direction sur cette base.

Au 31 décembre 2015, les autres actifs financiers inscrits à leur juste valeur au compte de résultat incluaient des contrats d'assurance adossés à des actifs et des contrats d'investissement de £90,492 millions, qui ont été désignés comme tels parce que le passif correspondant comporte des flux de trésorerie contractuellement basés sur les performances de l'actif ou parce qu'il s'agit de contrats dont la valorisation tient compte des conditions actuelles du marché, pour lesquels, autrement, des incohérences significatives en termes de valorisation se produiraient. Ces actifs représentaient des investissements dans des entités structurées non consolidées d'un montant de £13,282 millions (cf. note 18).

cf. note 51.

14 Instruments financiers dérivés

Les justes valeurs et les montants notionnels des instruments dérivés figurent au tableau suivant

Groupe	2016			2015		
	Montant Notionnel/ contractuel £m	Actif à la juste valeur £m	Passif à la juste valeur £m	Montant Notionnel/ contractuel £m	Actif à la juste valeur £m	Passif à la Juste valeur £m
Négociation						
Contrats de taux de devises						
Spot, forwards et futures	30 515	1 090	1 293	39 817	852	774
Swaps de devises	289 161	6 903	6 486	293 536	5 585	4 323
Options achetées	15 192	808	–	20 352	751	–
Options souscrites	17 878	–	985	22 708	–	984
	352 746	8 801	8 764	376 413	7 188	6 081
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps de taux d'intérêt	2 150 066	18 440	18 107	2 316 071	14 442	13 083
Contrats à terme	628 962	13	87	1 159 099	6	57
Options achetées	38 254	2 793	–	55 962	3 003	–
Options souscrites	39 847	–	3 227	52 202	–	3 116
Futures	113 557	2	–	105 475	7	8
	2 970 686	21 248	21 421	3 688 809	17 458	16 264
Instruments dérivés de crédit	7 671	364	656	4 566	295	407
Contrats de fonds propres et autres contrats	7 074	734	801	14 174	1 295	1 145
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	3 338 177	31 147	31 642	4 083 962	26 236	23 897
Couverture						
Instruments dérivés désignés comme couverture de la juste valeur						
Swaps de devises croisés	1 454	19	22	2 649	52	107
Swaps de taux d'intérêt (y compris options de swap)	195 889	1 462	1 027	121 331	1 572	737
Dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie :						
Swaps de devises croisés	8 121	417	36	11 228	243	72
Swaps de taux d'intérêt	384 182	814	1 166	460 829	816	1 534
Futures	53 115	–	3	150 085	3	–
	642 761	2 712	2 254	746 122	2 686	2 450
Total actif/passif dérivé détenu comme couverture	642 761	2 712	2 254	746 122	2 686	2 450
Total actif/passif dérivé comptabilisé	3 980 938	33 859	33 896	4 830 084	28 922	26 347

Le montant notionnel du contrat ne représente pas l'exposition effective du Groupe au risque de crédit, qui est limitée au coût actuel de remplacement des contrats avec une valeur positive pour le Groupe en cas de défaut de la contrepartie. Pour atténuer son risque de crédit, le Groupe utilise une série de techniques de rehaussement du crédit telles que la compensation et la collatéralisation, fournissant une garantie contre l'exposition Cf. note 51 - Risque de Crédit

Le Groupe détient des instruments dérivés dans le cadre des stratégies suivantes :

- Stratégie centrée sur le client : les instruments dérivés sont détenus dans le cadre de la fourniture aux Clients du Groupe de produits de gestion du risque ;
- En vue de la gestion et de la couverture du risque de taux d'intérêt et de change du Groupe résultant de l'activité bancaire courante. La stratégie de comptabilité de couverture adoptée par le Groupe consiste à associer des approches basées sur la juste valeur et des approches basées sur la trésorerie telles que décrites à la note 52 ; et
- Les instruments sont détenus dans des fonds de titulaires de polices comme le permettent les stratégies d'investissement desdits fonds.

Les principaux instruments dérivés utilisés par le Groupe sont les suivants :

- Les taux d'intérêts liés aux contrats comprennent les swaps de taux d'intérêt, les contrats à terme et les options. Un swap de taux d'intérêt est un contrat conclu entre deux parties en vue de l'échange de paiements à taux fixe et à taux variable, sur la base de taux d'intérêt définis dans le contrat, sans échange de montants en capital sous-jacents. Les contrats à terme sont des contrats relatifs au paiement des écarts entre un taux d'intérêt spécifique et un taux de référence, appliqué à un montant en capital nominal à une certaine date, dans le futur. Une option de taux d'intérêt offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de fixer le taux d'intérêt sur un futur prêt ou dépôt, pendant une certaine période, à partir d'une future date expressément fixée.
- Les contrats de taux de change incluent les contrats à terme en devises étrangères, les swaps de devises étrangères et les options. Un contrat à terme en devises étrangères concerne l'achat ou la vente d'un certain montant de devises étrangères à une date future préalablement fixée, à un taux préétabli. Les swaps de devises impliquent, généralement, l'échange d'obligations de paiement d'intérêts libellées dans différentes devises ; l'échange du montant en capital peut être fictif ou réel. Une option en devises, offre à l'acheteur, contre paiement d'une prime, le droit (sans aucune obligation) de vendre certains montants de devises à des taux de change préétablis, avant une certaine date à venir.
- Les dérivés de crédit, à savoir principalement des contrats d'échange sur défaut, sont utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de négociation en pour la

gestion de son propre risque de crédit. Un contrat d'échange sur défaut est un swap dans le cadre duquel l'une des contreparties reçoit une prime, à une fréquence préétablie, en échange de la garantie d'effectuer un certain paiement en cas d'occurrence d'un certain événement négatif en termes de crédit. Le Groupe utilise ce type de contrat, associé à un financement externe, également pour garantir des prêts accordés aux entreprises et par la division Banque Commerciale d'un montant de £455 millions (2014 : £611 millions).

- Les dérivés d'actions sont également utilisés par le Groupe dans le cadre de son activité de fourniture de produits en actions au détail, afin d'éliminer l'exposition du groupe aux fluctuations de différents indices boursiers internationaux. L'achat d'options sur actions liées aux indices donne au Groupe le droit, sans aucune obligation, d'acheter ou vendre un certain nombre d'obligations ou un ensemble d'obligations, sous la forme d'indices publiés avant une certaine date à venir.

Flux de trésorerie couverts

Pour les couvertures des flux de trésorerie désignées comme telles, le tableau suivant montre les occurrences prévues des flux de trésorerie objet de la couverture et les dates auxquelles les revenus en seront affectés

2016	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts prévus									
Flux de trésorerie entrants prévisionnels	172	198	415	372	391	1 215	102	45	2 910
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-565	-722	-692	-599	-429	-1 541	-806	-262	-5 616
Impact des flux de trésorerie prévisionnels couverts sur le compte de résultat :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	211	223	418	363	472	1 070	99	54	2 910
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-777	-713	-671	-521	-415	-1 477	-787	-255	-5 616

2015	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts à venir :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	363	298	499	500	376	1 876	137	75	4 124
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-1 235	-758	-714	-667	-440	-1 116	-532	-145	-5 607
Impact des flux de trésorerie prévisionnels couverts sur le compte de résultat :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	381	439	515	453	345	1 777	136	78	4 124
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-1 261	-741	-715	-671	-440	-1 115	-523	-141	-5 607

La comptabilité de couverture n'a dû être annulée pour aucune transaction en 2016 ou 2015 suite à la non-occurrence prévue de flux de trésorerie dont l'occurrence avait été jugée hautement probable

Au 31 décembre 2016, l'actif dérivé total comptabilisé de £28,744 millions pour le Groupe et le passif dérivé total comptabilisé de £29,062 millions du Groupe (2015 : £24,406 millions d'actif et £21,824 millions de passif) avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Banque	2016			2015		
	Montant contractuel/Notionnel £m	Juste valeur actif £m	Passif comptabilisé à sa juste valeur £m	Montant contractuel/notionnel £m	Actif de juste valeur £m	Passif de juste valeur £m
Transactions						
Contrat de taux de change						
Spot, forwards and futures	28 541	1 228	1 282	34 851	877	639
Swaps de devises	306 726	7 438	7 160	318 189	6 082	5 139
Options achetées	15 073	800	—	20 257	746	—
Options souscrites	17 717	—	979	22 577	—	979
	368,057	9,466	9,421	395,874	7,705	6 757
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps de taux d'intérêt	2 364 053	22 736	22 198	2 829,018	18 703	17 668
Contrats à terme	634 121	14	88	1 198 211	20	68
Options achetées	39 297	2 665	—	54 872	2 681	—
Options souscrites	39 711	12	2 989	51 795	—	2 850
Futures	107 599	2	—	147 036	1	6
	3 184 781	25 429	25 275	4 280 932	21 405	20 592
Instruments dérivés de crédit	8 123	378	664	4 365	306	408
Contrats de fonds propres et autres contrats	7 422	369	471	6 788	770	750
Total actif/passif dérivé détenu à des fins de transaction	3 568 383	35 642	35 831	4 687 959	30 186	28 507
Couverture						
Instruments dérivés désignés comme couverture de la juste valeur						
Swaps de devises croisés	1 442	19	22	2 443	38	100
Swaps de taux d'intérêt (y compris options sur swaps)	204 068	938	2 695	129 062	693	2 400
Instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie						
Swaps de devises	8 121	—	—	—	—	—
Swaps de taux d'intérêt	381 662	115	40	164 826	72	33
Futures	50 299	—	3	77 400	3	—
Total actif/passif dérivé détenu à des fins couverture	645 592	1 072	2 760	373 731	806	2 533
Total actif/passif dérivé comptabilisé	4 213 975	36 714	38 591	5 061 690	30 992	31 040

Flux de trésorerie couverts

Le tableau ci-dessous indique, pour les couvertures de flux de trésorerie désignées, à quelle date lesdits flux de trésorerie sont censés se réaliser et à quelle date ils vont avoir un effet sur le résultat.

2016	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie couverts prévisionnels censés se réaliser									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	96	49	210	158	189	813	33	7	1 555
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-79	-69	-23	-11	-3	-1	-15	-42	-243
Impact des flux de trésorerie prévisionnels couverts sur le compte de résultat :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	145	66	231	152	239	690	26	6	1 555
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-103	-48	-22	-9	-3	-	-16	-42	-243

2015	0-1 ans £m	1-2 ans £m	2-3 ans £m	3-4 ans £m	4-5 ans £m	5-10 ans £m	10-20 ans £m	Plus de 20 ans £m	Total £m
Flux de trésorerie prévisionnels couverts à venir :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	73	340	427	461	402	1 684	163	20	3 570
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-69	-80	-34	-34	-16	-7	-	-51	-291
Impact des flux de trésorerie prévisionnels couverts sur le compte de résultat :									
Flux de trésorerie prévisionnels entrants	202	394	463	461	369	1 516	148	17	3 570
Flux de trésorerie prévisionnels sortants	-87	-65	-35	-32	-15	-6	-	-51	-291

La comptabilité de couverture n'a dû être annulée pour aucune transaction en 2016 ou 2015 suite à la non-occurrence prévue de flux de trésorerie dont l'occurrence avait été jugée hautement probable.

Au 31 décembre 2016, £31,616 millions d'actif dérivé comptabilisé de la Banque et £33,390 millions de passif dérivé total de la Banque (2015 : £26,366 millions d'actif et £25,983 millions de passif) avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

15 Prêts et avances aux banques

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Prêts aux banques	2 438	2 273	1 843	1 006
Placements effectués sur le marché monétaire auprès des banques	3 145	22 844	2 536	1 619
Total prêts et avances aux banques	5 583	25 117	4 379	2 625

Au 31 décembre 2016, £3,403 millions (2015 : £4,472 millions) de prêts et avances consentis aux banques pour le Groupe et £2,959 millions (2015 : £2,002 millions) pour la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.
cf. note 51.

16 Prêts et avances aux clients

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Agriculture, forêts et pêche	6 860	6 924	3 018	2 936
Alimentation en eau et en énergie	2 320	3 247	2 037	2 966
Fabrication	7 285	5 953	6 556	5 211
Bâtiment	4 535	4 952	2 859	3 256
Transport, distribution et hôtels	13 320	13 526	10 041	9 942
Postes et télécommunications	2 564	2 563	2 009	2 343
Sociétés immobilières	29 243	32 228	22 266	21 866
Services financiers, commerciaux et autres services	46 077	43 072	36 677	29 958
Personnel				
Prêts immobiliers	306 484	312 877	55 489	61 636
Autres	20 761	20 579	9 939	10 194
Leasing financier	2 628	2 751	571	435
Location-achat	11 617	9 536	10 735	8 597
Total prêts et avances aux clients avant provision pour pertes par dépréciation	453 694	458 208	162 197	159 340
Provision pour pertes par dépréciation (note 19)	-2 412	-3 033	-1 036	-1 223
Total prêts et avances aux clients	451 282	455 175	161 161	158 117

Au 31 décembre 2016, £383,165 millions (2015 : £397,831 million) de prêts et avances consentis aux banques pour le Groupe et £116,962 millions (2015 : £123,855 millions) pour la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.
cf. note 51.

Les prêts et avances consentis aux clients incluent les créances relatives aux contrats de location-exploitation, qui peuvent être analysés comme suit :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Investissement brut dans des contrats de leasing financier, créances				
À 1 an maximum	551	497	130	73
A plus d'un an et à moins de 5 ans	1 618	1 225	391	274
A plus de 5 ans	1 561	2 407	166	158
	3 730	4 129	687	505
Futur revenu financier non réalisé sur leasing financier	-1 038	-1 316	-99	-60
Loyers encaissés d'avance	-64	-62	-17	-10
Investissement net dans des contrats de leasing financier	2 628	2 751	571	435

L'investissement net dans des contrats de leasing financier représente des montants recouvrables comme suit :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
A 1 an maximum	361	319	112	85
A plus d'un an et à moins de 5 ans	1 282	859	357	265
A plus de 5 ans	985	1 573	102	85
Investissement net dans des contrats de leasing financier	2 628	2 751	571	435

Les équipements loués aux clients dans le cadre de contrats de leasing financier concernent principalement des transactions de financement structuré pour le financement de l'achat d'avions, navires et autres équipements à forte valeur. Aucun loyer conditionnel n'a été comptabilisé sur l'exercice 2016 et 2015, sur le compte de résultat, pour des leasings financiers. Aucune provision pour créance douteuse sur leasing financier n'a été enregistrée dans la provision pour pertes par dépréciation du Groupe (2015 : £zéro). En 2015 et 2016 aucune location éventuelle n'a été comptabilisée dans le compte de résultat pour des contrats de leasing financier. Aucune provision pour créances douteuses sur leasing financier n'a été incluse dans la provision pour pertes par dépréciation du Groupe (2015 : zéro£).

17 Titrisations et obligations couvertes

Programmes de titrisation

Les prêts et avances consentis aux clients et les titres obligataires désignés comme Prêts et créances incluent les prêts sécurisés dans le cadre des programmes de titrisation du Groupe, dont la majorité ont été vendus par les sociétés du Groupe à des entités structurées constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite. Les entités structurées étant financées par l'émission d'obligations à des conditions prévoyant que la majorité des risques et des avantages liés au portefeuille reviennent à l'entité du Groupe, les entités structurées sont entièrement consolidées et la totalité de ces prêts sont inscrits au bilan du Groupe, les effets en émission correspondants étant inclus dans Titres obligataires en émission.

Programmes d'obligations couvertes

Certain Prêts et avances consentis aux clients ont été assignés à des entités à responsabilité limitée constituées pour être hors d'atteinte en cas de faillite à titre de garantie des émissions d'obligations sécurisées par le Groupe. Le Groupe conserve tous les risques et les avantages liés à ces prêts et les entités sont entièrement consolidées dans le bilan du groupe, tandis que les obligations en émission correspondantes faisant l'objet de la couverture sont incluses dans les Titres obligataires en émission.

Les principaux programmes de titrisation et d'obligations couvertes du Groupe, avec les soldes des avances soumises à ces dispositifs et la valeur comptable des effets émis au 31 décembre, figurent ci-dessous. Cf. note 30.

	2016		2015	
	Prêts et avances couvertes £m	Effets en émis- sion £m	Prêts et avances couvertes £m	Effets en émis- sion £m
Programmes de titrisation				
Prêts immobiliers Royaume Uni	35 146	17 705	39 154	20 931
Prêts commerciaux	7 395	8 179	9 345	8 720
Créances relatives aux cartes de crédit	7 610	5 723	7 305	5 277
Prêts immobiliers Pays Bas	2 033	2 081	1 981	2 044
PPP/PFI et prêts pour financement de projet	—	—	305	94
	52 184	33 688	58 090	37 066
Moins effets détenus par le Groupe		-25 751		-29 303
Total programmes de titrisation		7 937		7 763
Programmes d'obligations couvertes				
Obligations adossées à des prêts immobiliers résidentiels	33 881	30 021	43 323	29 697
Logements sociaux adossés à un prêt	2 087	1 200	2 544	1 700
	35 968	31 221	45 867	31 397
Moins effets détenus par le Groupe		-700		-4 197
Total couvert par les programmes d'obligations couvertes (note 30)		30 521		27 200
Total titrisation et programmes d'obligations couvertes		38 458		34 963

(1) Inclut des titrisations utilisant une combinaison de financement externe et swaps de défaut de crédit.

Les dépôts au comptant de £9,018 millions (2015 : £8,383 millions) auxquels sont adossées les titres obligataires émis par les entités structurées, les avances à terme relatives aux obligations et les autres obligations légales sont détenus par le Groupe. De plus, le Groupe avait en place des engagements contractuels relatifs à l'octroi de facilités de liquidités à certaines entités structurées. Au 31 décembre 2016, ces obligations n'avaient pas été activées et l'exposition maximale dans le cadre de ces

facilités s'élevait à £328 millions (2015 : £381 millions).

Le Groupe a mis en place un certain nombre de programmes d'obligations sécurisées, pour lesquels des Entités à responsabilité limitée ont été constituées pour le cantonnement de paniers d'actifs et pour garantir les obligations sécurisées émises par le Groupe. A la date de reporting, le Groupe avait sur-garanti les programmes figurant dans le tableau ci-dessus pour se conformer aux conditions des programmes, afin de garantir la cote des obligations sécurisées et d'assurer la flexibilité opérationnelle. De temps à autre, l'obligation de fourniture de la garantie incombant au Groupe peut augmenter afin de respecter les règles formelles applicables aux programmes. Le Groupe peut également apporter volontairement une garantie à l'appui de la cote des obligations sécurisées.

Le Groupe comptabilise la totalité du passif associé à la sécurisation et aux programmes de titrisation des obligations dans "Titres obligataires en émission", bien que les obligations du groupe se limitent aux flux de trésorerie générés par les actifs sous-jacents. Le Groupe pourrait être tenu de fournir un soutien supplémentaire à un certain nombre de programmes de titrisation des obligations à l'appui des cotes de crédit des obligations émises, sous la forme de l'augmentation des réserves de liquidités et de la détention de titres subordonnés. Par ailleurs, certains programmes contiennent des obligations contractuelles qui exigent, de la part du Groupe, le rachat des actifs dont la cote de crédit est susceptible de subir une détérioration.

Le Groupe n'a pas proposé spontanément de racheter les actifs faisant partie de ses programmes publics de titrisation pendant l'exercice 2016 (2015 : néant). Lesdits rachats sont effectués afin de respecter les dates d'échéance prévisionnelles des titres émis pour ces programmes.

18 Entités structurées

Les participations détenues par le Groupe dans des entités structurées sont consolidées et déconsolidées. Cf. notes 12, 17 et 35.

(A) Conduits adossés à des actifs

Outre les entités structurées dont nous avons traité à la note 17, qui sont utilisées pour la sécurisation et couvertes par les programmes d'obligations, le Groupe promeut également un conduit adossé à des actifs, Cancara, qui investit dans des titres obligataires et des créances client. L'exposition totale consolidée de Cancara au 31 décembre 2016 s'élevait à £6,840 millions (2015 : £7,295 millions), dont £6,684 millions de prêts et avances (2015 : £6,440 million) et £156 millions de titres obligataires (2015 : £855 millions).

Tous les titres obligataires et les actifs liés aux prêts détenus par le Groupe dans Cancara font l'objet de restrictions d'utilisation, car ils sont détenus par l'agent des sûretés uniquement dans l'intérêt des investisseurs dans des papiers commerciaux et des fournisseurs de liquidités. Le Groupe accorde à Cancara des facilités de trésorerie à de conditions habituellement pour l'activité de prêt standard dans le cadre de l'activité bancaire normale du Groupe. Le Groupe pourrait être tenu de fournir son apport selon les conditions contractuelles applicables à ces accords au cas où Cancara expérimenterait un déficit de financement externe, ce qui pourrait se produire en cas de perturbation des marchés. Au 31 décembre 2015, ces facilités n'avaient pas été utilisées. De plus, le Groupe promeut un autre conduit adossé à des actifs, dont il va progressivement se désengager. Ce conduit adossé à des actifs ne comporte aucun papier commercial en émission ni aucun fournisseur externe de liquidités.

Les actifs externes faisant partie de tous les conduits du Groupe sont consolidés dans les états financiers du Groupe.

(B) Véhicules de placement collectif consolidés et sociétés en commandite

L'actif et le passif de l'activité d'Assurance détenus dans des véhicules de placement collectif consolidé, tels que des Sociétés d'Investissement à Capital Variable (SICAV) et des sociétés en commandite, ne sont pas disponibles pour être directement employés par le Groupe. Cependant, l'investissement du Groupe dans la plupart de ces véhicules d'investissement est immédiatement réalisable. Au 31 décembre 2016, la valeur comptable totale de l'actif et du passif de ce véhicule de placement collectif détenu par le Groupe s'élevait à £75,669 millions (2015 : £67,122 million).

Le Groupe n'a conclu aucun accord contractuel (concernant, par ex., des facilités de trésorerie) en vertu duquel il serait tenu de fournir un support financier ou tout autre support aux véhicules de placement collectif consolidés ; le Groupe n'a pas précédemment prévu ce support et n'a pas l'intention de le faire.

(C) Véhicules de placement collectif non consolidés et sociétés en commandite

Les participations directes du Groupe dans des entités structurées non consolidées comprennent les investissements dans des véhicules de placement collectif, tels que des SICAV, et des sociétés en commandite, pour une valeur comptable totale de £15,611 millions au 31 décembre 2016 (2015 : £13,282 millions), inclus dans des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur sur le compte de résultat du groupe cessible (cf. note 12). Ces investissements incluent, à la fois, les entités gérées par des tiers et celles gérées par le Groupe. Au 31 décembre 2015, la valeur totale de l'actif de ces entités structurées non consolidées, y compris la part dans laquelle le Groupe ne détient aucune participation, s'élevait à £1,849 milliards (2015 : £603 milliards).

Le risque de perte maximal auquel est exposé le Groupe est égal à la valeur comptable de l'investissement. Cependant, les investissements du Groupe dans ces entités sont principalement détenus pour compenser le passif des titulaires de polices dans le cadre de la division Assurances, la majorité du risque relatif à la variation de la valeur de l'investissement du Groupe étant compensée par la modification des obligations des titulaires des polices. Les véhicules de placement collectif sont principalement financés par les investissements effectués par les investisseurs dans les véhicules.

Pendant l'exercice, le Groupe n'a fourni à ces entités aucun apport financier non-contractuel ou autre apport et n'a actuellement pas l'intention de le fournir. Aucun transfert n'a été effectué par/en faveur de ces véhicules de placement collectif non consolidé et entités en commandite.

Le Groupe se considère comme le sponsor d'une entité structurée lorsqu'il participe, de manière significative, à la conception et à la constitution de l'entité en question et lorsque le Groupe transfère des actifs à l'entité structurée et commercialise des produits associés à l'entité structurée en son propre nom et/ou fournit des garanties concernant la performance de l'entité structurée.

Le Groupe promeut divers fonds d'investissement et sociétés en commandite dans le cadre desquels il agit en tant que gestionnaire du fonds ou autre décideur important et commercialise le fonds sous l'une des marques du Groupe.

Le Groupe encaisse des commissions générées par la gestion des investissements faisant l'objet de ces fonds. Les commissions de gestion des fonds encaissées par le Groupe de la part de ces entités, y compris celles dans lesquelles le Groupe ne détenait aucune participation au 31 décembre 2016, figurent dans les activités non poursuivies (cf. note 12).

19 Provision pour pertes par dépréciation sur prêts et créances

Estimations et jugements essentiels

La provision pour pertes par dépréciation sur Prêts et créances constitue la meilleure estimation de la Direction en ce qui concerne les pertes encourues par le portefeuille à la date du bilan. Dans la détermination du montant nécessaire des provisions pour dépréciation, le Groupe utilise les données générées par différents modèles statistiques. Le jugement de la Direction est requis en vue de l'évaluation de la solidité des données fournies par ces modèles et, si nécessaire, de la mise en place des ajustements éventuellement nécessaires. Les provisions pour dépréciation peuvent comporter jusqu'à deux composantes, à savoir une composante globale et une composante individuelle.

Les provisions pour dépréciation individuelle sont généralement constituées pour les portefeuilles des prêts du Groupe. Les éléments d'actifs sont examinés régulièrement ceux qui présentent une vulnérabilité réelle ou potentielle sont placés sur une watch list, qui assure une plus étroite surveillance, tout impact (potentiellement) défavorable sur la capacité de remboursement étant utilisé pour évaluer l'opportunité ou non de transférer un certain actif à une Unité d'Assistance Commerciale spécifique.

Pour les actifs identifiés individuellement, on procède à l'analyse des futurs flux de trésorerie, ce qui requiert un jugement significatif de la part de la Direction concernant le montant et la date de réalisation desdits flux. Lorsque la dette est garantie, l'évaluation reflète les flux de trésorerie prévus suite à la réalisation de la garantie, après la déduction des coûts de réalisation, que la saisie ou la réalisation de la garantie soit probable ou non. La détermination des provisions pour dépréciation requiert l'exercice d'un jugement significatif de la part de la Direction sur des aspects tels que la conjoncture économique locale et les performances commerciales du client, ainsi que la valeur du titre détenu, pour lequel il peut ne pas y avoir de marché immédiatement disponible. Le montant réel des futurs flux de trésorerie ainsi que leur timing peuvent différer de manière significative des hypothèses formulées en vue de la détermination des provisions pour dépréciation : par conséquent, ces provisions peuvent être soumises à des variations au fur et progressivement à mesure que le temps passe et que la situation du client s'éclaircit.

Les provisions pour dépréciation globale sont généralement constituées pour des portefeuilles homogènes moins importants tels que les portefeuilles de détail. Pour des portefeuilles de moindre importance, des prêts homogènes, l'actif est inclus dans un ensemble d'actifs financiers assortis des mêmes caractéristiques de risque, dont la dépréciation a été testée collectivement. La segmentation prend en compte des facteurs, tels que le type d'actif, le secteur d'activité, la zone géographique, le type de garantie, l'éventuel impayé et les autres facteurs significatifs. Ces caractéristiques sont importantes pour l'estimation des futurs flux de trésorerie des ensembles desdits actifs, car elles sont indicatives de la capacité de remboursement de tous les montants dus par l'emprunteur selon les conditions contractuelles applicables aux actifs évalués.

En général, l'élément déclencheur de la dépréciation utilisé pour le calcul de la dépréciation d'un prêt ou d'un ensemble de prêts, est l'obtention du niveau de défaillance préalablement défini ou la faillite du client. Les prêts pour lesquels les contrats du Groupe prévoient la possibilité de ne pas exiger une part des intérêts ou du capital sont également considérés comme étant dépréciés et les prêts générés pour refinancer des actifs actuellement dépréciés sont également définis comme étant dépréciés.

En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires non garantis du Groupe, la provision pour dépréciation est calculée pour les prêts douteux définis comme les prêts non remboursés depuis six mois ou plus (ou dans certains cas, lorsque le client est en état de faillite ou fait l'objet d'une saisie). Les flux de trésorerie estimés sont calculés sur la base de l'expérience historique et dépendent des estimations de la valeur prévisionnelle de la garantie, qui tient compte des futurs mouvements potentiels des prix de l'immobilier résidentiel, moins le coût relatif à la vente.

Pour les portefeuilles de prêts personnels non garantis, l'élément déclencheur de la dépréciation est représenté par un arriéré de paiement d'une ou deux mensualités ou par le fait que le client présente une ou plusieurs caractéristiques parmi celles mentionnées plus haut. Alors que l'élément déclencheur se fonde sur les performances en matière de paiement ou sur la situation de chaque élément d'actif, l'évaluation des futurs flux de trésorerie a recours à l'expérience historique des cohortes de portefeuilles similaires, si bien que l'évaluation est considérée comme étant collective. Les futurs flux de trésorerie sont estimés sur la base des flux de trésorerie contractuels des actifs faisant partie de la cohorte et de l'historique des pertes relatives à des actifs similaires. La méthode et les hypothèses employées pour l'estimation des futurs flux de trésorerie sont régulièrement vérifiées par le Groupe afin d'atténuer les différences éventuelles entre les estimations des pertes et les pertes effectivement encourues. Les provisions pour dépréciation globale sont également soumises à des incertitudes en termes d'estimation et sont, notamment, sensibles aux variations de la conjoncture économique et des conditions de crédit, y compris l'interdépendance des prix de l'immobilier, les taux de chômage, les taux d'intérêt, le comportement de l'emprunteur et les tendances en matière de faillites personnelles. Il est difficile d'estimer, toutefois, de quelle manière les changements relatifs à un ou plusieurs facteurs parmi ceux évoqués ci-dessus pourraient avoir un impact sur la provision pour dépréciation collective.

L'estimation de la valeur de la garantie sur laquelle s'appuie le portefeuille de prêts immobiliers du Groupe au Royaume Uni est effectuée en appliquant les variations des indices de prix internes à la valeur initialement estimée du bien. Compte tenu de la taille relative du portefeuille de prêts immobiliers, il s'agit d'un facteur essentiel pour la détermination de la charge de dépréciation relative aux prêts et créances. Si les prix moyens des habitations étaient inférieurs de dix pour cent à ceux estimés au 31 décembre 2016, la charge de dépréciation s'élèverait à £190 millions pour les prêts immobiliers au Royaume Uni.

De plus, la provision globale inclut également une provision pour pertes inhérentes, à savoir des pertes qui ont été encourues mais qui n'ont pas été identifiées séparément à la date du bilan. Les prêts qui ne sont pas actuellement désignés comme douteux sont regroupés dans des portefeuilles homogènes, caractérisés par les facteurs de risque. Les facteurs de risque pour les prêts au détail garantis incluent le rapport prêt indexé/valeur actuel, les arriérés relatifs à de précédents prêts, les données internes relatives aux impayés tous produits confondus et les données externes des agences de crédit; pour les prêts au détail non garantis, ils incluent le respect des échéances de paiement et, dans le cas contraire, le nombre de mensualités impayées et, pour les prêts commerciaux, des facteurs tels que les taux de défaut de paiement et le taux de perte en cas de défaillance observés. La probabilité de dépréciation de chaque compte pendant la période d'émergence de la perte ainsi que la perte économique que chaque portefeuille est susceptible de générer en cas de dépréciation font l'objet d'une évaluation. La période d'émergence de la perte est déterminée, par la direction locale, pour chaque portefeuille; le Groupe a défini une série de périodes d'émergence de la perte en fonction des caractéristiques des portefeuilles. Les périodes d'émergence de la perte sont régulièrement examinées et mises à jour, si nécessaire. En général, les périodes utilisées au sein du Groupe varient entre un et douze mois, selon l'historique. Les portefeuilles non garantis ont généralement une période d'émergence de la perte plus courte que les portefeuilles garantis. Cette provision est sensible aux variations de la période d'émergence de la perte. La Direction exerce un niveau de jugement significatif dans la détermination de la provision pour dépréciation globale non identifiée, qui comporte également l'évaluation du niveau de risque global existant dans certains secteurs et l'impact d'un environnement à faible taux d'intérêt sur les périodes d'émergence des pertes. Dans le secteur Banque Commerciale, une augmentation d'un mois de la période d'émergence de la perte pour le portefeuille de prêts soumis à l'évaluation de la provision pour dépréciation globale non identifiée donnerait lieu à une augmentation de cette provision d'environ £33 millions (2015 : £36 millions).

Groupe	2016			2015		
	Prêts et avances aux clients £m	Titres obligataires £m	Total £m	Prêts et avances aux clients £m	Titres obligataires £m	Total £m
Au 1er janvier	3 033	97	3 130	6 414	126	6 540
Ajustements sur changes et autres ajustements	69	—	69	-246	—	-246
Cession d'activités	—	—	—	-82	—	-82
Avances radiées	-2 111	-22	-2 133	-4 204	-31	-4 235
Reprise d'avances radiées sur les exercices précédents	861	1	862	764	4	768
Désactualisations	-32	—	-32	-56	—	-56
Charge inscrite au compte de résultat (note 10)	592	—	592	443	-2	441

Au 31 décembre	2 412	76	2 488	3 033	97	3 130
----------------	-------	----	-------	-------	----	-------

Sur la provision totale constituée par le Groupe pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de £1,876 millions (2015 : £2,425 millions) concernait des prêts considérés (individuellement ou globalement) douteux à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée par le Groupe pour les Prêts et avances consentis aux clients, des prêts d'un montant de, £1,208 millions (2015 : £1,170 millions) ont été évalués globalement.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constituée pour les montants dus par les entités apparentées du Groupe Lloyds Banking.

Banque - prêts et avances consentis aux Clients	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	1 223	1 631
Ajustements sur changes et autres ajustements	15	-16
Avances radiées	-973	-742
Reprise d'avances radiées sur les exercices précédents	365	133
Désactualisations	-44	-76
Charge inscrite au compte de résultat	450	293
Au 31 décembre	1 036	1 223

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, un montant de, £774 millions (2015 : £931 millions) concernait des prêts considérés (individuellement ou globalement) douteux à la date de reporting.

Sur la provision totale constituée par la Banque pour les Prêts et avances consentis aux clients, £527 millions (2015 : £546 million) ont été évalués globalement.

20 Actif financier cessible

Groupe	2016 £m	2015 £m
Titres obligataires		
Titres d'état	48 714	25 329
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	142	186
Titres adossés à des actifs		
Titres adossés à des prêts immobiliers	108	197
Autres titres adossés à des actifs	317	319
Obligations d'entreprise et autres obligations	6 030	5 808
	55 311	31 839
Actions du capital	1 213	1 193
Total actif financier cessible	56 524	33 032

Banque	2016 £m	2015 £m
Titres obligataires		
Titres d'état	48 576	25 213
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	142	169
Titres adossés à des actifs		
Titres adossés à des prêts immobiliers	71	88
Autres titres adossés à des actifs	127	110
Obligations d'entreprise et autres obligations	5 475	6 083
	54 391	31 663
Actions du capital	731	813
Total actif financier cessible	55 122	32 476

Au 31 décembre 2016 £55,204 million (2015 : £31,945 million) d'actif financier cessible du Groupe et £52,302 millions (2015 : £25,277 million) d'actif financier cessible pour la Banque avaient une échéance contractuelle résiduelle supérieure à un an.

Tous les éléments d'actif ont été soumis à un test de dépréciation individuel. Les critères adoptés pour établir l'existence d'une perte par dépréciation figurent à la note 2h (2)

En 2016, des titres d'état d'une valeur, à la date de transfert, de £22,830 millions ont été reclassés à partir des investissements détenus jusqu'à l'échéance (cf. note 1). Au 31 décembre 2015, la Banque avait vendu £20 millions de titres obligataires à l'une de ses filiales, en vertu d'un contrat selon lequel la Banque avait conservé la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété ; par conséquent, ces titres ont continué à figurer dans le bilan de la Banque ; cet accord a été résilié en 2016.

21 Goodwill du Groupe

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	2 016	2 016
Transfert au groupe cessible (note 12)	-1 836	–
Au 31 décembre	180	2 016

Coûts (1)	526	2 362
Pertes par dépréciation cumulées	-346	-346
Au 31 décembre	180	2 016

(1) Pour les acquisitions réalisées avant le 1er janvier 2004, date de transition aux IFRS, le coût est inclus après déduction des montants amortis jusqu'à 31 décembre 2003.

Le goodwill inscrit au bilan du Groupe est soumis au moins une fois par an à un test de dépréciation. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est alloué à l'unité génératrice de trésorerie concernée ; sur un solde total de £180 millions (2015 : £2,016 millions), £170 millions, à savoir 94 % du total (2015 : £170 millions, 8 % du total) ont été alloués à Motor Finance. £1,836 millions, à savoir 91 %, du goodwill au 31 décembre 2015 ont été alloués à Scottish Widows ; au 31 décembre 2016 ces chiffres figurent dans les comptes du groupe cessible (cf. note 12).

Le montant recouvrable du goodwill relatif au Financement de l'actif a été également basé sur un calcul de la valeur d'utilisation à l'aide des projections des flux de trésorerie sur la base des budgets financiers et des plans approuvés par la Direction pour une période de 5 ans et un taux d'actualisation de 14 %. Les flux de trésorerie au-delà de la période de 5 ans sont extrapolés par application d'un taux de croissance de 0.5 % qui n'est pas supérieur au taux moyen à long terme en vigueur sur les marchés sur lesquels le Financement des Actifs est présent. La Direction estime que toute modification raisonnablement possible des hypothèses essentielles n'entraînerait pas une baisse du montant recouvrable du Financement des Actifs en-dessous de la valeur comptable inscrite au bilan.

22 Valeur des activités de portefeuille du Groupe

Estimations et opinions comptables essentielles

La valeur de l'actif des activités de portefeuille (2016 : £4,702 millions, inclus dans les comptes du groupe cessible (note 12) ; 2015 : £4,219 millions) représente la valeur actuelle des futurs bénéfices qui pourraient être générés par le portefeuille de contrats d'assurance-vie et d'investissement avec participation en cours. L'évaluation de cet actif nécessite la formulation d'hypothèses relatives aux futures conditions économiques et d'exploitation, qui sont intrinsèquement incertaines et qui pourraient entraîner des variations qui pourraient affecter de manière significative la valeur de cet actif. La méthode utilisée pour la valorisation de cet actif et les hypothèses qui ont été formulées pour le calcul de la valeur comptable de l'actif des activités de portefeuille en cours au 31 décembre 2016 figurent ci-dessous.

Principales hypothèses

La méthode et le processus utilisés pour la détermination des principales hypothèses prises en compte pour le calcul de la valeur des activités de portefeuille sont expliqués ci-dessous

Hypothèses économiques

Chaque flux de trésorerie est évalué par l'application d'un taux d'actualisation conforme à celui appliqué au même flux sur les marchés des capitaux. En pratique, pour atteindre le même résultat, où les flux de trésorerie sont indépendants des mouvements du marché ou varient de manière linéaire par rapport au marché, nous avons appliqué une méthode désignée sous le nom d'"équivalent certain" par laquelle l'on part du principe que tous les éléments d'actif acquièrent un taux exempt de risque et tous les flux de trésorerie sont actualisés à un taux exempt de risque. L'approche dite de l'"équivalent certain" s'applique à tous les actifs faisant l'objet de contrats d'investissement et à des contrats d'investissement avec participation, en dehors de l'activité "rentes" (qui inclut une prime de manque de liquidité, comme indiqué ci-dessous).

Une approche conforme au marché a été adoptée pour l'évaluation des options financières et des garanties, par le biais d'une technique stochastique de calcul des prix calibrée de manière à être conforme au prix de marché des options de prix à la date concernée.

Le passif de l'activité du Groupe relative aux rentes au Royaume Uni est compensé par un portefeuille de titres à intérêt fixe, incluant un grand nombre d'obligations d'entreprise et, depuis fin 2012, d'actif d'emprunt illiquides. La valeur de l'actif relatif aux affaires en cours pour l'activité relative aux rentes au Royaume Uni a été calculé après prise en compte d'une estimation de la prime d'illiquidité de marché en ce qui concerne les obligations d'entreprise détenues et l'actif d'emprunts illiquide. La détermination de la prime d'illiquidité de marché reflète l'allocation effective des actifs et les données de marché observables ; sa cohérence par rapport aux marchés a été testée. La prime d'illiquidité est estimée à 138 points de base au 31 décembre 2016 (2015 : entre 85 et 144 points base).

Le taux sans risque résulte de la courbe de swap applicable moins une déduction pour risque de crédit.

Le tableau ci-dessous montre la fourchette de rendements et les autres hypothèses essentielles, au 31 décembre :

	2016 %	2015 %
Taux sans risque (valeur de l'activité en cours autre que rentes) (1)	0.00 à 4.20	0.00 à 4.20
Taux sans risque (valeur de l'activité en cours autre que rentes) (1)	1.38 à 5.58	0.85 à 5.64
Taux sans risque (options et garanties financières) (1)	0.00 à 4.20	0.00 à 2.54
Inflation des prix au détail	3,50	3,27
Taux d'inflation des dépenses	3,73	3,65

(1) Tous les taux sans risque mentionnés correspondent à la fourchette de taux impliqués par la courbe de swap applicable

Risque hors marché

Une provision pour risque hors marché a été constituée par le choix des meilleures hypothèses d'estimation sur la base de l'expérience historique, qui fournissent, en général, le résultat financier médian escompté pour les actionnaires : par conséquent, aucune provision supplémentaire relative au risque autre que de marché n'est nécessaire. Cependant, en cas de risque d'exploitation, de défaillance du réassureur et de fonds "with profit", la fourchette des résultats potentiels pour lesquels une provision spécifique est constituée peut se révéler asymétrique.

Hypothèses non économiques

Les hypothèses relatives au futur taux de mortalité, au taux de morbidité, aux dépenses et au taux payé sont vérifiées chaque année et se fondent sur une analyse des expériences historiques et sur la vision de la Direction relative aux futures expériences. Cf. notes 31, 32

La valeur brute des activités de portefeuille est la suivante

	2016 £m	2015 £m
Valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en vigueur	340	377
Valeur des contrats d'assurance et d'investissement avec participation en cours	4 702	4 219
Total valeur des activités de portefeuille	5 042	4 596

(1) Au 31 décembre 2016 ces soldes sont inclus dans les comptes du groupe cessible (note 12).

Les mouvements de l'exercice dans la valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en vigueur sont les suivants :

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	377	418
Amortissement inscrit au compte de résultat (note 9)	-37	-41
Transfert au groupe cessible (note 12)	-340	—
Au 31 décembre	—	377

La valeur acquise des contrats d'investissement sans participation en vigueur inclut £206 millions (2015 : £228 million) relatifs à l'activité SICAV.

Les mouvements de l'exercice dans la valeur des contrats d'assurance et d'investissement avec participation en vigueur sont les suivants :

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	4 219	4 446
Ajustements sur changes et autres ajustements	11	-5
Mouvements de l'exercice		
Nouvelles activités	428	454
Activités existantes		
Retour escompté	-210	-365
Ecarts d'expérience	-137	-130
Modification des hypothèses	127	-209
Variations économiques	264	88
Mouvements dans la valeur des activités de portefeuille inscrites au compte de résultat (note 8)	472	-162
Cession d'activités	—	-60
Transfert au groupe cessible (note 12)	-4 702	—
Au 31 décembre	—	4 219

Cette ventilation montre uniquement les mouvements des activités de portefeuille en cours et ne reflète pas la part attribuable à chaque poste dans le bénéfice avant impôt. Ceci contient également les variations des autres éléments d'actif et de passif, y compris les effets des variations des hypothèses utilisées pour l'évaluation du passif, des différentes activités concernées. La présentation des variations économiques inclut l'impact de la différence entre la conjoncture des marchés financiers à la fin de l'exercice et la conjoncture prise en compte pour le calcul du rendement des nouvelles activités et de celles existantes.

23 Autre actif incorporel

	Groupe						Banque
	Marques £m	Actifs incorpo- rels constitués de dépôts de base £m	Relations de carte de crédit achetées £m	Actifs incorpo- rels liés aux clients £m	Upgradings de logiciels immobilisés £m	Total £m	Upgradings de logiciels immo- bilisés £m
Coût :							
Au 1er janvier 2015	596	2 770	315	538	1 509	5 728	1 035
Acquisitions	—	—	—	—	306	306	212
Cessions	—	—	—	—	-1	-1	-1
Au 31 décembre 2015	596	2 770	315	538	1 814	6 033	1 246
Acquisitions	—	—	—	—	463	463	338
Cessions	—	—	—	—	-110	-110	-1
Transfert au groupe cessible (note 12)	—	—	—	-67	-286	-353	—
Au 31 décembre 2016	596	2 770	315	471	1 881	6 033	1 583
Amortissement cumulé							
Au 1er janvier 2015	128	2 160	305	456	609	3 658	388
Charge de l'exercice (note 9)	21	300	4	16	196	537	138
Au 31 décembre 2015	149	2 460	309	472	805	4 195	526
Charge de l'exercice (note 9)	22	297	2	27	234	582	164
Cessions	—	—	—	—	-72	-72	—
Transfert au groupe cessible (note 12)	—	—	—	-66	-126	-192	—
Au 31 décembre 2016	171	2 757	311	433	841	4 513	690
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2016	425	13	4	38	1 040	1 520	893
Montant inscrit au bilan au jeudi 31 décembre 2015	447	310	6	66	1 009	1 838	720

Les marques ci-dessus incluent des actifs de £380 millions (2014 : £380 millions) dont la durée de vie a été désignée comme étant indéterminée et qui ne sont pas amortis. Ces marques utilisent le nom de la Bank of Scotland qui existe depuis plus de 3 siècles. Ce sont des marques de services financiers bien établies et rien ne laisse supposer que leur durée ne puisse pas être indéterminée.

L'actif incorporel de dépôts de base est l'avantage représenté par une importante base de dépôts stable, à de faibles taux d'intérêt ; le montant inscrit au bilan au 31 décembre 2016 et montré ci-dessus sera entièrement amorti en 2017.

Les relations de cartes de crédit achetées représentent l'avantage constitué par un revenu récurrent généré par le portefeuille de cartes de crédit achetées.

L'actif incorporel lié aux clients inclut les listes de clients et les avantages liés aux relations avec la clientèle qui génèrent un revenu récurrent.

Les améliorations de logiciels immobilisés de la Banque et du Groupe concernent principalement les frais de personnel interne directement affecté à ces tâches et identifiable et d'autres coûts similaires.

24 Immobilisations corporelles

	Groupe					Banque			
	Investissements immobiliers £m	Locaux £m	Equipements £m	Actif de location-exploitation £m	Total £m	Locaux £m	Equipements £m	Actif de location-exploitation £m	Total £m
Coût ou estimation									
Au 1er janvier 2015	4 492	2 893	4 843	4 606	16 834	1 692	4 320	169	6 181
Ajustements sur changes et autres ajustements	-5	-2	—	23	16	—	—	9	9
Acquisitions	—	141	1 071	1 702	2 914	73	994	—	1 067
Dépenses relatives aux investissements immobiliers	272	—	—	—	272	—	—	—	—
Variations de la juste valeur des investissements immobiliers	416	—	—	—	416	—	—	—	—
Cessions	-814	-172	-481	-1 308	-2 775	-72	-66	—	-138
Cession d'activités	—	-271	-167	—	-438	—	—	—	—
Au 31 décembre 2015	4 361	2 589	5 266	5 023	17 239	1 693	5 248	178	7 119
Ajustements sur changes et autres ajustements	13	2	6	112	133	—	1	37	38
Acquisitions	—	59	806	2 088	2 953	29	755	—	784
Dépenses relatives aux investissements immobiliers (cf. ci-dessous)	344	—	—	—	344	—	—	—	—
Variations de la juste valeur des investissements immobiliers (note 7)	-83	—	—	—	-83	—	—	—	—
Cessions	-871	-100	-113	-1 017	-2 101	-47	-82	—	-129
Transfert au groupe cessible (note 12)	-3 660	-47	-33	—	-3 740	—	—	—	—
Au 31 décembre 2016	104	2 503	5 932	6 206	14 745	1 675	5 922	215	7 812
Amortissement et dépréciation cumulés :									
Au 1er janvier 2015	—	1 374	2 083	833	4 290	977	2 102	13	3 092
Ajustements sur changes et autres ajustements	—	9	-3	7	13	—	—	1	1
Charge d'amortissement de l'exercice (note 9)	—	116	588	830	1 534	71	493	5	569
Cessions	—	-90	-444	-753	-1 287	-36	-29	—	-65
Cession d'activités	—	-162	-128	—	-290	—	—	—	—
Au 31 décembre 2015	—	1 247	2 096	917	4 260	1 012	2 566	19	3 597
Ajustements sur changes et autres ajustements	—	-1	-8	49	40	—	1	5	6
Charge d'amortissement de l'exercice (note 9)	—	136	672	953	1 761	68	583	6	657
Cessions	—	-49	-89	-410	-548	-32	-60	—	-92
Transfert au groupe cessible (note 12)	—	-32	-30	—	-62	—	—	—	—
Au 31 décembre 2016	—	1 301	2 641	1 509	5 451	1 048	3 090	30	4 168
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2016	104	1 202	3 291	4 697	9 294	627	2 832	185	3 644
Montant inscrit au bilan au 31 décembre 2015	4 361	1 342	3 170	4 106	12 979	681	2 682	159	3 522

Les dépenses relatives aux investissements immobiliers se décomposent comme suit

	2016 £m	2015 £m
Acquisitions de nouveaux biens	251	165
Frais supplémentaires sur biens existants	93	107
	344	272

Le revenu locatif de £229 millions, dont £226 millions relatif à des activités non poursuivies, (2015 : £268 millions, dont £260 millions concernait des activités non poursuivies) et les frais d'exploitation directs résultant des biens qui génèrent le revenu locatif de £26 millions, dont £26 millions relatifs à des activités non poursuivies, (2015 : £27 millions, dont £27 millions pour les activités non poursuivies) ont été comptabilisés dans le compte de résultat.

Les investissements dans des biens immobiliers ayant fait l'objet d'un contrat, mais non encore pris en compte dans les états financiers s'élevaient à £65 millions (2015 : £37 millions).

Le tableau ci-dessus analyse les mouvements dans les investissements immobiliers, qui sont tous classés en Niveau 3 Cf. note 48 pour les détails relatifs à la hiérarchie de la juste valeur.

Au 31 décembre les futurs loyers minimums encaissables par le Groupe pour des contrats de location-exploitation non annulables étaient les suivants :

	2016 £m	2015 £m
Encaissable à 1 an	1 120	1 003
1 à 5 ans	1 373	1 163
A plus de 5 ans	347	172
Total des futurs loyers minimum à recevoir	2 840	2 338

Les équipements faisant l'objet des contrats de location-exploitation avec les clients concernent principalement la location de véhicules. En 2015 et 2016, aucune location conditionnelle n'a été comptabilisée dans le compte de résultat pour des contrats de location-exploitation

Par ailleurs, un revenu futur total minimum des sous-locations, qui s'élève à £82 millions pour le Groupe et £26 millions pour la Banque au 31 décembre 2016 (£72 millions pour le Groupe et £11 millions pour la Banque au 31 décembre 2015) devrait être encaissé en vertu de contrats de sous-location irrévocables.

25 Investissements dans des filiales de la Banque

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	39 241	38 818
Injections supplémentaires de capitaux et transferts	310	1 665
Cessions	-231	-711
Dépréciation	-563	-531
Investissements détenus en vue de leur revente	-7 622	–
Au 31 décembre	31 135	39 241

1 L'investissement détenu en vue de sa revente figure dans le bilan en tant que poste séparé.

Certaines filiales possèdent, actuellement, des réserves de distribuables insuffisantes pour effectuer des paiements de dividendes: cependant, aucune autre restriction significative n'a empêché les filiales de la Société de payer des dividendes ou rembourser des prêts ou des avances. Toutes les filiales réglementées du secteur des banques et de l'assurance doivent conserver des niveaux de capitaux préalablement fixés par les organes de régulation compétents, ce qui pourrait avoir un impact sur leur possibilité d'effectuer des distributions.

26 Autre actif

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif résultant des contrats de réassurance détenus (notes 31 et 33) (1)	–	675	–	–
Frais d'acquisition et création différés	–	106	–	–
Soldes de règlement	533	264	416	95
Actif des régimes de retraite d'entreprise (1)	–	7 725	–	–
Investissements dans des joint-ventures et entreprises associées	59	47	5	5
Autres actifs et acomptes	1 549	5 142	747	816
Total autre actif	2 141	13 959	1 168	916

(1) Au 31 décembre 2016, ces soldes sont détenus dans le groupe cessible (cf. note 12).

27 Dépôts de banques

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	7 279	7 061	2 758	7 044
Autres dépôts de banques	8 411	9 864	6 692	6 570
Total dépôts de banques	15 690	16 925	9 450	13 614

Au 31 décembre 2016, des dépôts de banques d'un montant de £8,255 millions (2015 : £3,130 millions) pour le Groupe et £2,139 millions (2015 : £1,575 millions) pour la Banque avaient une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an.
cf. note 51.

28 Dépôts de clients

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Comptes courants non productifs d'intérêts	61 804	48 518	42 478	30 440
Comptes courants productifs d'intérêts	90 978	85 491	55 509	54 771
Comptes d'épargne et d'investissement	208 227	224 137	74 946	75 700
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	2 462	–	2 462	–
Autres dépôts de clients	51 989	60 180	37 740	44 806
Total dépôts de clients	415 460	418 326	213 135	205 717

Au 31 décembre 2016, des dépôts de clients d'un montant de £20,851 millions (2015 : £23,896 millions) of pour le Groupe et £3,942 millions (2015 : £2,503 millions) pour la Banque avaient une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an.

cf. note 51.

Les montants ci-dessus incluent de dépôts, pour le Groupe, de £219,106 millions (2015 : £230,110 millions), qui sont protégés par l'UK Financial Services Compensation Scheme.

29 Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Passif détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	9 425	7 879	9 423	7 878
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	42 067	38 431	43 011	42 359
Autres dépôts	530	1 113	860	1 655
Positions courtes en titres	2 482	4 440	2 482	4 440
	45 079	43 984	46 353	48 454
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	54 504	51 863	55 776	56 332

Au 31 décembre 2016, le Groupe détenait £10,133 millions (2015 : £10,369 millions) et la Banque £10,182 millions (2015 : £10,418 millions) de passif détenu à des fins de transaction et autre passif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat, doté d'une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an.

Le passif inscrit à la juste valeur au compte de résultat représente principalement des Titres obligataires en émission contenant des instruments dérivés significatifs intégrés – qui, autrement, devraient être comptabilisés et mesurés à leur juste valeur séparément des titres obligataires correspondants -, ou qui sont comptabilisés à leur juste valeur afin d'atténuer de manière significative le risque d'incohérence comptable.

Le montant dû par contrat à l'échéance des titres obligataires inscrits, à leur juste valeur, au compte de résultat s'élevait, au 31 décembre 2016, à £16,079 millions (2015 : £12,034 millions), à savoir £6,656 millions de plus que la valeur comptable inscrite au bilan (2015 : + £4,156 millions). Au 31 décembre 2016 une augmentation cumulée de £95 millions (2015 : +£67 millions) de la juste valeur de ces actifs, imputable aux variations du risque de différentiel de crédit, a été constatée ; ce chiffre est calculé par rapport aux différentiels de crédits propres de la Banque. Sur le montant cumulé, une augmentation de £28 millions a été enregistrée en 2016 et une diminution de £114 millions a été constatée en 2015.

Cf. note 51.

30 Titres obligataires en émission

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Titres à moyen terme émis	24 867	29 329	23 571	27 625
Obligations couvertes (note 17)	30 521	27 200	41 037	35 216
Certificats de dépôt émis	8 127	11 101	8 126	11 269
Effets de titrisation (note 17)	7 937	7 763	501	772
Papiers commerciaux	3 281	6 663	1 131	3 548
Total titres obligataires en émission	74 733	82 056	74 366	78 430

Au 31 décembre 2016, des titres obligataires en émission de £49,888 millions (2015 : £56,986 millions) pour le Groupe et de £54,985 millions (2015 : £57,437 millions) pour la Banque avaient une échéance résiduelle contractuelle supérieure à un an.

31 Passif du Groupe résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation

Le passif résultant de contrats d'assurance et contrats d'investissement avec participation se décompose comme suit :

	2016			2015		
	Brut £m	Réassurance £m	Net £m	Brut £m	Réassurance £m	Net £m
Assurance-vie (cf. (1) ci-dessous)						
Contrats d'assurance	79 812	-671	79 141	66 145	-629	65 516
Contrats d'investissement avec participation	13 984	–	13 984	13 460	–	13 460
	93 796	-671	93 125	79 605	-629	78 976
Contrats d'assurance non-vie (cf. (2) ci-dessous) :						
Primes non acquises	404	-14	390	461	-12	449
Sinistres non réglés	209	–	209	251	–	251
	613	-14	599	712	-12	700
Total	94 409	-685	93 724	80 317	-641	79 676

(1) Au 31 décembre 2016, ces soldes sont inclus dans le groupe cessible (cf. note 12).

(2) Les soldes de réassurance sont comptabilisés dans les comptes du groupe cessible (note 12) au 31 décembre 2016 et dans autre actif (note 26) au 31 décembre 2015.

(1) Assurance-vie

	Contrats d'assurance £m	Contrats d'investissement avec participation £m	Brut £m	Réassurance £m	Net £m
Au jeudi 1 janvier 2015	72 191	14 102	86 293	-636	85 657
Nouvelles activités	2 422	28	2 450	-4	2 446
Modifications des activités existantes	-4 681	-667	-5 348	11	-5 337
Variations du passif inscrit au compte de résultat	-2 259	-639	-2 898	7	-2 891
Ajustements sur changes et autres ajustements	39	-1	38	-	38
Cession d'activités	-3 826	-2	-3 828	-	-3 828
Au 31 décembre 2015	66 145	13 460	79 605	-629	78 976
Nouvelles activités	4 422	28	4 450	-5	4 445
Variations relatives aux activités existantes	9 210	496	9 706	-37	9 669
Variations du passif inscrit au compte de résultat	13 632	524	14 156	-42	14 114
Ajustements sur changes et autres ajustements	35	-	35	-	35
Transfert au groupe cessible	-79 812	-13 984	-93 796	671	-93 125
Au 31 décembre 2016	-	-	-	-	-

(1) Les soldes de réassurance sont comptabilisés dans les comptes du groupe cessible (note 12) au 31 décembre 2016 et dans autre actif (note 26) au 31 décembre 2015.

Le passif des contrats d'assurance-vie et des contrats d'investissement avec participation peut être réparti en passif des fonds "with profit", comptabilisé selon le régime dit "PRA realistic capital régime" (passif réaliste), et en passif des fonds "non-profit", qui est comptabilisé selon une méthode actuarielle prospective des flux de trésorerie actualisés, comme suit :

	2016			2015		
	Fonds « with profit » £m	Fonds « non-profit » £m	Total £m	Fonds « with profit » £m	Fonds « non-profit » £m	Total £m
Contrats d'assurance	9 147	70 665	79 812	9 023	57 122	66 145
Contrats d'investissement avec participation	8 860	5 124	13 984	9 341	4 119	13 460
Total	18 007	75 789	93 796	18 364	61 241	79 605

(1) Les soldes au 31 décembre 2016 sont inclus dans le groupe cessible (cf. note 12).

Passif réaliste relatif aux fonds « with profit »**(i) Description de l'activité**

Scottish Widows Limited possède les seuls fonds « with profit » du Groupe Le but principal de l'activité conventionnelle et unitaire des fonds with-profit est la fourniture, aux titulaires de polices, d'un véhicule d'investissement simple, capable de les protéger des fluctuations à court terme du marché Les remboursements peuvent être soumis à un remboursement minimum garanti si certaines conditions applicables à la police sont respectées Les titulaires de polices de fonds with profit ont droit à au moins 90 % des bénéfices distribués, les actionnaires recevant le solde Les titulaires des polices bénéficient également, en règle générale, d'une assurance-décès et la police peut comporter une option de rente garantie à la retraite

(ii) Méthode de calcul du passif

Le passif with-profit est déterminé selon une valeur réaliste, dont les principales composantes sont les suivantes

- Une réserve de prestations With-profit constituée, le total des quotes-parts d'actifs des polices with-profit
- Le coût des options et des garanties (y compris les options de rentes garanties)
- Les déductions prélevées sur les quotes-parts
- Les augmentations prévues de la réserve de prestations with-profits constituée ; et
- L'impact de la politique de « lissage »

(iii) Hypothèses

Les principales hypothèses prises en compte dans le calcul du passif with-profit et les processus de détermination de ces hypothèses sont les suivants

Rendement des investissements et taux d'actualisation

Le passif des fonds with-profit doit être évalué sur une base conforme à la valeur de marché, par l'utilisation d'un modèle d'évaluation qui évalue le passif selon des valeurs calibrées sur des contrats d'option négociables sur le marché et d'autres données observables sur le marché. Les options financières des fonds with profit et des garanties sont évaluées à l'aide d'un modèle stochastique où tous les actifs sont supposés gagner, en moyenne, le rendement sans risque et tous les flux de trésorerie sont actualisés à l'aide du taux de rendement sans risque. Le rendement sans risque est défini en tant que rendement spot résultant de la courbe spot, ajusté pour prendre en compte le risque de crédit.

Taux d'option de rente garantie

Certains contrats de retraite contiennent des options de rente garantie permettant au détenteur de la police de bénéficier d'une rente à la retraite, à des taux garantis au début du contrat. Pour des contrats contenant lesdites options, les hypothèses prises en compte pour la détermination du coût de l'option sont la conjoncture économique dans le cadre de laquelle l'option est exercée, les taux de mortalité et les taux d'utilisation des autres options. L'impact financier dépend de la valeur des investissements correspondants, des taux d'intérêt et du taux de longévité à la date de comptabilisation.

Volatilité de l'investissement

Le calibrage du modèle de simulation stochastique utilise les volatilités implicites des dérivés, chaque fois que possible, ou la volatilité historique lorsque des prix significatifs ne peuvent pas être observés.

Mortalité

Les hypothèses relatives à la mortalité, y compris les provisions pour l'amélioration de la longévité des bénéficiaires de la rente, sont fixées par rapport à l'expérience réelle du Groupe, lorsque celle-ci est significative, et, dans le cas contraire, par rapport aux données du secteur.

Taux de résiliation (conservation)

Les taux de résiliation se rapportent au taux de résiliation des polices ou au taux d'interruption du paiement des primes dues par les titulaires de la police.

L'historique de conservation est analysé à l'aide de techniques statistiques. L'expérience pouvant varier de manière significative selon le type de produit et les contrats qui ont été en vigueur sur les différentes périodes, les données sont réparties en catégories largement homogènes aux fins de cette analyse.

L'expérience la plus récente est prise en compte ainsi que les résultats des précédentes analyses et les opinions de la Direction concernant les futures expériences, en prenant en compte les modifications potentielles des futures expériences pouvant résulter de la prise de valeur des options ou des garanties dans des conditions de marché défavorables, afin de déterminer une 'estimation optimale' du futur taux de conservation potentiel. Dans la détermination de l'estimation optimale, un certain nombre de facteurs seront pris en compte, y compris la crédibilité des résultats (qui seront affectés selon le volume des données disponibles), les éventuels événements exceptionnels survenus pendant la période concernée, les tendances connues pour prévues des données sous-jacentes et les données de marché publiées.

(iv) Options et garanties dans les fonds with profit

Les options et les garanties les plus significatives fournies par les Fonds with profit concernant les prestations minimum au comptant sur les polices décès, retraiter ou certains anniversaires de polices, et les options relatives aux rentes garanties à la retraite sur certaines polices d'assurance retraite.

Pour les polices Scottish Widows pré-démütualisation contenant des options et des garanties potentiellement importantes, selon les termes du Régime, un compte d'ordre séparé a été créé, dans le Fonds With-Profit initialement détenu dans Scottish Widows plc et transféré dans Scottish Widows Limited ; ce compte est désigné Compte Complémentaire et est disponible, entre autres, pour la couverture des frais supplémentaires de fourniture de prestations garanties pour lesdites polices. Le Compte Complémentaire avait une valeur, au 31 décembre 2015, de £2.5 milliards (2014 : £2.6 milliards). Le coût éventuel de fourniture de prestations sur des polices souscrites avant et après la démutualisation dépend d'un grand nombre de variables, dont les futur(e)s taux d'intérêt et valeurs des actions, les facteurs démographiques, tels que le taux de mortalité, et le pourcentage de titulaires de polices qui exercent leurs options. Par conséquent, le coût définitif ne sera connu avant plusieurs années.

Passif de fonds non-profit**(i) Description de l'activité**

Le Groupe souscrit principalement les types suivants de contrats d'assurance-vie dans le cadre de ses fonds non-profit. Les bénéfices des actionnaires sur ces types d'activités résultent des commissions de gestion et des autres charges applicables aux polices.

Activité en unités de compte – Ceci inclut les pensions en unités de compte et les obligations en unités de compte, dont le but principal est fournir un véhicule d'investissement grâce auquel le détenteur de la police est également assuré contre le décès.

Assurance-vie – Le détenteur de la police est assuré contre le décès ou l'invalidité permanente, généralement pour des montants préalablement déterminés. Cette activité inclut les assurances vie entière et les assurances à terme ainsi que les assurances crédit à long terme.

Rentes – Le titulaire de la police aura droit à des paiements pendant toute la durée de son existence et est donc assuré au cas où il vivrait plus longtemps que prévu.

(ii) Méthode de calcul du passif

Le passif du fonds non-profit est déterminé selon des méthodes actuarielles reconnues, conformes à l'approche requise par la réglementation applicable. Les méthodes utilisées comportent l'estimation des futurs flux de trésorerie liés à la police, sur la durée du portefeuille de polices en cours et l'actualisation rétroactive des flux de trésorerie jusqu'à la date d'évaluation, avec la prise en compte de probabilités d'occurrence.

(iii) Hypothèses

En général, les hypothèses prises en compte pour l'évaluation du passif des fonds "non-profit" sont prudentes et contiennent, donc, une marge pour écart défavorable, qui se fonde sur le jugement de la Direction et reflète l'opinion de la Direction sur le niveau inhérent d'incertitude. Les principales hypothèses prises en compte pour la mesure des fonds "non-profit" sont :

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sont déterminés en faisant référence à un certain nombre de facteurs, dont le taux de rachat actuariel sur l'actif d'intérêt fixe à la date d'évaluation.

Des marges de risque sont prises en compte dans les taux d'intérêt adoptés, selon les limites fixées dans les règles applicables au niveau local, notamment les réductions applicables aux rendements disponibles, afin de prévoir un risque de défaut basé sur la cote de crédit des titres alloués au passif de l'assurance.

Taux de mortalité et de morbidité

Les hypothèses relatives à la mortalité et à la morbidité, y compris les provisions pour l'amélioration de la longévité des bénéficiaires des rentes, sont formulées en prenant en compte l'expérience réelle du Groupe, lorsque celle-ci offre une base fiable, et, dans les autres cas, les données sectorielles, et incluent une marge d'écart défavorable.

Taux de résiliation (conservation)

Les taux de résiliation sont prévus sur certains contrats relatifs aux fonds non-profit. Le processus de fixation de ces taux est décrit pour le passif with-profit : toutefois, un scénario prudent est prévu par l'inclusion d'une marge d'écart défavorable dans le passif du fonds non profit.

Frais de conservation

Les futurs frais relatifs à la police sont expressément prévus. Les dépenses sont déterminées par rapport à une analyse interne des frais courants et des frais prévisionnels plus une marge d'écart défavorable. Le taux d'inflation des futurs frais est expressément pris en compte.

Principales modifications des hypothèses

Une vérification détaillée des hypothèses du Groupe en 2015 a eu les principaux impacts suivants sur le bénéfice avant impôt :

- Modification des hypothèses relatives à la conservation des polices (diminution de £ 48 millions).
- Modification des hypothèses relatives aux taux de mortalité présents et futurs (augmentation de £194 millions).
- Modification des hypothèses relatives aux dépenses (diminution de £ 109 millions).

Ces montants incluent les impacts des mouvements du passif et de la valeur des affaires en cours concernant les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation.

(iv) Options et garanties hors Fonds With-Profit

Un certain nombre de garanties générales sont fournies hors Fonds With-Profit, telles que les paiements garantis lors du décès (par ex. les assurances à terme) ou les revenus garantis à vie (par ex. les rentes). De plus, certains détenteurs de polices de retraite personnelles Scottish Widows, pour lesquels la réintégration dans leur régime de retraite professionnel n'était pas prévue, ont reçu la garantie que la valeur de leurs prestations de retraite et autres prestations correspondra à celle des presta-

tions relatives à leurs régimes de retraite professionnels. Les principales hypothèses affectant la valeur définitive de la garantie sont la future augmentation des salaires, le rendement des gilts à la retraite, la mortalité des bénéficiaires à la date de la retraite, l'état civil à la date de la retraite et le futur rendement des investissements. Une provision de £82 millions, calculée sur une base déterministe, est actuellement en cours (2015 : £68 millions) in pour ces garanties.

(2) Assurances non-vie

Pour les contrats d'assurance non-vie, la méthode et les hypothèses pour la détermination des bases des primes encaissées et les niveaux de provisionnement des sinistres sont fixées pour chaque produit souscrit. Les hypothèses sont censées être des estimations neutres des résultats les plus probables ou prévus. Les méthodes et les hypothèses adoptées pour la constitution des réserves n'ont pas changé.

31 Les mouvements du passif des contrats d'assurance non-vie et des actifs de réassurance de l'exercice sont les suivants :

	2016 £m	2015 £m
Provisions pour primes non acquises		
Provision brute au 1er janvier	461	424
Augmentation pendant l'exercice	827	934
Reprises pendant l'exercice	-884	-897
Variations dans la provision pour primes non acquises inscrite au compte de résultat	-57	37
Provision brute au 31 décembre	404	461
Part des réassureurs	-14	-12
Transfert au groupe cessible (note 12)	-390	-
Provision nette au 31 décembre	-	449

Ces provisions représentent le passif relatif aux contrats d'assurance de courte durée au regard desquels les obligations du Groupe n'ont pas expiré à la fin de l'exercice.

	2016 £m	2015 £m
Sinistres non réglés	251	224
Sinistres bruts non réglés au 1er janvier		
Trésorerie employée pour le paiement des sinistres pendant l'exercice	-408	-342
Augmentation (diminution) du passif	366	369
Variations du passif inscrit au compte de résultat	-42	27
Montant brut des sinistres non réglés au 31 décembre	209	251
Part des réassureurs	-	-
Transfert au groupe cessible (note 12)	-209	-
Montant net des sinistres non réglés au 31 décembre	-	251
Sinistres notifiés	122	217
Encourus mais non déclarés	87	34
Montant net des sinistres non réglés au 31 décembre	209	251

(1) Dont une augmentation de £363 millions (2015 : £393 millions) concernant les sinistres de l'exercice en cours et une augmentation de £3 millions (2015 : diminution de £23 millions) concernant les sinistres de l'exercice précédent.

(2) Au 31 décembre 2016, ces soldes sont inclus dans le groupe cessible (cf. note 12).

32 Analyse de sensibilité de l'assurance-vie du Groupe

Estimations et opinions comptables essentielles

Les éléments des évaluations du passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation nécessitent la formulation d'hypothèses sur les futurs retours sur investissement, les futurs taux de mortalité et le futur comportement des titulaires de polices et sont soumis à des jugements significatifs de la Direction et à une incertitude des estimations. La méthode utilisée pour l'évaluation de ce passif et les principales hypothèses adoptées pour le calcul de leur valeur comptable figurant à la note 31.

Le tableau ci-dessous montre l'effet des modifications raisonnablement possibles relatives aux hypothèses de base concernant le bénéfice avant impôt et les fonds propres figurant dans les présents états financiers, en partant du principe que les autres hypothèses restent inchangées. En réalité, il est improbable que cela se produise et les modifications de certaines hypothèses peuvent être corrélées. Ces montants tiennent compte des variations de l'actif, du passif et de la valeur des affaires en cours concernant les contrats d'assurance et les contrats d'investissement avec participation en cours. L'impact est montré dans une seule direction, mais l'on peut raisonnablement imaginer qu'il soit symétrique.

31 décembre 2016	Variation taux variable	2016		2015	
		Augmentation (diminution) du bénéfice avant impôt £m	Augmentation (diminution) du capital £m	Augmentation (diminution) du bénéfice avant impôt £m	Augmentation (diminution) du capital £m
Mortalité hors bénéficiaires de rentes	Réduction 5%				
Mortalité des bénéficiaires de rentes	Réduction 5%	-287	-238	-190	-156
Taux de résiliation	Réduction 10%	48	40	85	70
Futures dépenses de maintenance et investissement	Réduction 10%	318	264	231	190
Taux sans risque	Réduction 0,25%	-74	-62	-44	-37
Souscriptions d'options de rentes garanties	Acquisition 5%	-12	-10	2	2
Volatilité de l'investissement de fonds propres	Acquisition 1%	-10	-8	-7	-5

Elargissement du différentiel de crédit sur obligations d'entreprise	Acquisition 0,25%	-200	-166	-183	-151
Augmentation de la prime d'illiquidité	Acquisition 0,10%	152	126	120	98

Les hypothèses ont été assouplies sur la base utilisée pour le calcul de la valeur des activités de portefeuille en cours et de réserves légales et réalistes.

(1) Cette sensibilité montre l'impact de la réduction à 95 % du taux prévu des taux de mortalité et de morbidité sur l'activité non-rentes

(2) Cette sensibilité montre l'impact de la réduction à 95 % du taux prévu des taux de mortalité et de morbidité sur l'activité rentes et rentes différées

(3) Cette sensibilité montre l'impact de la réduction à 90% du taux prévu des taux de résiliation et de rachat.

(4) Cette sensibilité montre l'impact de la réduction des frais de maintenance et d'investissement à 90% du taux prévu.

(5) Cette sensibilité montre l'impact sur la valeur des affaires en cours, des frais d'options et de garantie, des réserves légales et des actifs de la réduction du taux d'intérêt sans risque de 25 points de base

(6) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation forfaitaire de 5 % du taux escompté

(7) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation forfaitaire de 5 % du taux escompté

(8) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation forfaitaire de 1 % du taux escompté. Les courbes de swap, le taux sans risque et les primes d'illiquidité sont censés rester inchangés

(9) Cette sensibilité montre l'impact d'une augmentation de 10 points de base dans la provision pour prime d'illiquidité. Cela implique que les différentiels globaux sur les actifs restent inchangés, tout comme les valeurs de marché. Les courbes de swap et les taux sans risque de l'activité non-rentes sont censés rester inchangés. L'augmentation de la prime d'illiquidité fait augmenter le taux sans risque de l'activité rentes

33 Passif du Groupe résultant des contrats d'investissement sans participation

Les mouvements dans le passif résultant des contrats d'investissement sans participation peuvent être analysés comme suit :

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	22 777	27 248
Nouvelles activités	560	539
Variations relatives aux activités existantes	-3 225	-4 461
Cession d'activités	—	-549
Transfert au groupe cessible (note 12)	-20 112	—
Au 31 décembre	—	22 777

Les soldes ci-dessus incluent la réassurance. Au 31 décembre 2016, les soldes de réassurance correspondants se sont élevés à £29 millions (2015 : £34 millions) ; les soldes de réassurance sont comptabilisés dans les comptes du groupe cessible (note 12) au 31 décembre 2016 et dans le poste "autre actif" (note 26) au 31 décembre 2015. Le passif résultant des contrats d'investissement sans participation est classé en Niveau 2 Cf. note 48.

34 Autre passif

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Soldes de règlement				
Participations des détenteurs d'unités dans des Sociétés d'Investissement à capital variable				
Excédent non affecté dans l'activité d'assurance	—	257	—	—
Autres créanciers et comptes de régularisation	4 386	6 852	3 043	2 920
	4 732	30 197	3 295	2 988

(1) Au 31 décembre 2016, ces soldes sont inclus dans le groupe cessible (cf. note 12).

35 Obligations relatives aux prestations de retraite

	2016 £m	2015 £m
Charge inscrite au compte de résultat du Groupe		
Régimes de retraite à prestations déterminées	263	290
Autres régimes de prestations post-retraite	8	8
Total régimes à prestations déterminées	271	298
Régimes de retraite à cotisations déterminées	254	224
Total charge inscrite au compte de résultat -activités poursuivies (note 9)	525	522

(Cf. note 12)

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Montants inscrits au bilan				
Actif des prestations de retraite	342	901	254	402
Obligations relatives aux prestations de retraite	-692	-365	-399	-148
Total montants inscrits au bilan	-350	536	-145	254

Le montant total inscrit au bilan concerne :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Régimes de retraite à prestations déterminées	-114	736	-23	363
Autres régimes de prestations post-retraite	-236	-200	-122	-109
Total montants inscrits au bilan	-350	536	-145	254

Régimes de retraite

Régimes de retraite à prestations déterminées

Estimations et opinions comptables essentielles

La valeur du passif des régimes à prestations déterminées du Groupe nécessite la formulation d'un certain nombre d'hypothèses de la part de la Direction. Les principaux domaines d'incertitude sont représentés par les taux d'actualisation appliqués aux futurs flux de trésorerie et l'espérance de vie des adhérents. Le taux d'actualisation doit être fixé par rapport aux rendements applicables sur le marché au terme de l'exercice, pour des obligations de première qualité, dans la devise et avec une échéance compatible avec les obligations imposées par les régimes de retraite à prestations déterminées. La durée moyenne des obligations est d'environ 20 ans. Le marché des obligations dotées d'une durée similaire est illiquide et, par conséquent, la Direction doit émettre des jugements significatifs afin de déterminer une courbe de rendement adéquate sur laquelle calculer le taux d'actualisation. Le coût des prestations dues en vertu du régime dépendra également de l'espérance de vie des adhérents. Le Groupe prend en compte les plus récentes pratiques de marché et l'expérience réelle dans la définition des hypothèses adéquates à la fois en termes de mortalité prévisionnelle et d'amélioration du taux de mortalité. Compte tenu des progrès réalisés dans le domaine médical, il est impossible de dire si ce taux d'amélioration va se poursuivre et, par conséquent, l'expérience réelle pourrait différer des prévisions. L'effet sur l'excédent ou le déficit net comptable et sur la charge pour retraites dans le compte de résultat du Groupe de la modification des principales hypothèses actuarielles est décrit au paragraphe (iii) ci-dessous.

(i) Caractéristiques et risques associés aux régimes de retraite du Groupe

Le Groupe a mis en place un certain nombre de plans de retraite à prestations déterminées au Royaume Uni et à l'étranger. Tous les principaux régimes sont basés au Royaume Uni, les trois régimes le plus significatifs étant les parties à prestations déterminées des Régimes de retraite de Lloyds Bank n° 1 et n°2 et le Régime de Retraite basé sur le Salaire Final de HBOS. Ces régimes prévoient des prestations de retraite calculées en pourcentage du salaire final ouvrant droit à la retraite, en fonction de l'ancienneté ; l'âge minimum de la retraite selon les règles des régimes en vigueur au 31 décembre 2015 est, en règle générale, de 55 ans, bien que, pour certaines catégories contractuelles à la retraite puisse être accordé à partir de 50.

Le Groupe gère un certain nombre de plans de retraite financés et non financés, dont la plupart, y compris les trois principaux régimes, sont des plans financés au Royaume Uni. Tous les régimes sont exploités en tant qu'entités juridiques à part entière, par des fiduciaires, selon la loi sur les fiducies. Tous les régimes en vigueur au Royaume Uni sont financés conformément au Pensions Act 2004. Un test d'évaluation est effectué pour chaque régime au moins une fois tous les trois ans : les actifs du régime sont mesurés selon la valeur de marché, tandis que le passif ('Provisions Techniques') est testé selon les hypothèses prudentielles. En cas de constatation d'un déficit, un plan de redressement est défini et soumis à l'examen de l'Organisme de Régulation en charge des Pensions [Pensions Regulator]. Le résultat de ce processus d'évaluation, y compris la définition du plan de redressement, est défini d'un commun accord entre le Groupe et le Fiduciaire du régime. Le Groupe n'a pas provisionné ces déficits de cotisations, car les futurs avantages économiques résultant de ces cotisations devraient revenir au Groupe. Les régimes de retraite à prestations déterminées du Groupe en vigueur à l'étranger sont soumis à la législation locale.

Les évaluations complètes les plus récentes des trois principaux régimes remontent au 30 juin 2014 ; les résultats ont été mis à jour au 31 décembre 2015 par des actuaires indépendants agréés. Les évaluations complètes les plus récentes des autres régimes de retraite du Groupe ont été effectuées à plusieurs dates différentes et ont été mises à jour au 31 décembre 2016 par des actuaires indépendants agréés.

En 2009, le Groupe a versé une contribution unique au Plan de retraite 1 de Lloyds Bank et au Plan de Retraite n°2 de Lloyds Bank sous la forme de participations dans des sociétés en commandite par chacun des deux plans, qui détiennent des actifs destinés à garantir les obligations du Groupe vis-à-vis des deux régimes. Au 31 décembre 2016, les sociétés en commandite détenaient des actifs d'environ £5.4 milliards. Ces sociétés sont entièrement consolidées dans le bilan du Groupe (cf. note 18).

Le Groupe a également procédé à la constitution de trois sociétés à responsabilité limitée qui détiennent des actifs à titre de garantie des obligations incombant au Groupe vis-à-vis du Régime de Retraite basé sur le Salaire Final de HBOS, d'une partie du Régime de Retraite n°1 de Lloyds Bank et du Régime de Retraite Offshore de Lloyds Bank. Au 31 décembre 2016, ces sociétés détenaient des actifs d'un montant total approximatif de £4.8 milliards ; elles n'effectuent aucune distribution en faveur des régimes de retraite et sont entièrement consolidées dans le bilan du Groupe. Selon les termes de ces accords, le Groupe est tenu de conserver des actifs dans ces véhicules pour un montant minimum convenu d'un commun accord, afin de garantir les obligations vis-à-vis des régimes de retraite du Groupe. Le Groupe a satisfait cette exigence en 2016.

Le Groupe prévoit, actuellement, de devoir payer £560 millions de livres sterling pour ses régimes de retraite à prestations déterminées, pour 2017.

La gouvernance des régimes de retraite à prestations déterminées financés par le Groupe relève des Fiduciaires en charge des Pensions. Chacun des régimes de retraite à prestations déterminées financés par le Groupe au Royaume Uni est géré par un Comité Fiduciaire (le Fiduciaire) qui est chargé d'assurer l'administration des Régimes selon les règles et la législation applicables et de protéger les actifs dans l'intérêt de tous les adhérents et les bénéficiaires. Le Fiduciaire est uniquement responsable de la définition de la politique et de la détermination des besoins en financement d'un commun accord avec l'employeur, par le biais d'un processus d'évaluation triennal. Le Comité Fiduciaire doit être composé de représentants de la Société et d'adhérents au plan, conformément au règlement du Régime.

(ii) Montants figurant dans les états financiers

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Montant inscrit au bilan				
Valeur actuelle des obligations financées	-44 363	-36 903	-27 924	-19 542
Juste valeur des actifs du régime	44 249	37 639	27 901	19 905
Montant net inscrit au bilan	-114	736	-23	363

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m

Montant net inscrit au bilan				
Au 1er janvier	736	890	363	268
Charge nette des retraites à prestations déterminées	-279	-307	-133	-160
Gains (pertes) actuariel(le)s sur obligations de prestations déterminées	-8 770	607	-8 293	370
Retour les actifs du régime	7 455	-879	7 624	-336
Cotisations patronales	623	427	420	232
Ajustements sur changes et autres ajustements	-9	-2	-4	-11
Transfert au groupe cessible (note 12)	130	—	—	—
Au 31 décembre	-114	736	-23	363

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Mouvements relatifs à l'obligation de prestations déterminées				
Au 1er janvier	-36 903	-37 243	-19 542	-19 742
Coût actuel du service	-257	-302	-121	-150
Intérêts débiteurs	-1 401	-1 340	-864	-805
Revalorisation				
Gains actuariels -expériences	535	195	306	106
Gains (pertes) actuariel(le)s -hypothèses démographiques	195	-747	115	-422
Gains (pertes) actuariel(le)s -hypothèses financières	-9 500	1 159	-8 714	686
Prestations payées	1 580	1 371	921	796
Coût des services passés	-20	-12	-3	-4
Cotisations salariales	—	-1	—	—
Règlements	12	8	—	—
Ajustements sur changes et autres ajustements	-63	9	-22	-7
Transfert au groupe cessible	1 459	—	—	—
Au 31 décembre	-44 363	-36 903	-27 924	-19 542

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Analyse de l'obligation de prestations déterminées				
Adhérents actifs	-9 533	-7 530	-5 233	-3 339
Adhérents avec retraite différée	-16 368	-12 723	-10 385	-6 792
Retraités	-16 956	-15 312	-11 170	-8 539
Personnes à charge	-1 506	-1 338	-1 136	-872
	-44 363	-36 903	-27 924	-19 542

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Variation de la juste valeur des actifs du régime				
Au 1er janvier	37 639	38 133	19 905	20 010
Retour sur l'actif du régime, sauf montants inclus dans les intérêts créditeurs	7 455	-879	7 624	-336
Intérêts créditeurs	1 441	1 383	879	816
Cotisations patronales	623	427	420	232
Cotisations salariales	—	1	—	—
Prestations payées	-1 580	-1 371	-921	-796
Règlements	-18	-14	—	—
Frais administratifs payés	-36	-30	-24	-17
Ajustements sur changes et autres ajustements	54	-11	18	-4
Transfert au groupe cessible	-1 329	—	—	—
Au 31 décembre	44 249	37 639	27 901	19 905

Groupe	2016			2015		
	Cotés £m	Non cotés £m	Total £m	Cotés £m	Non cotés £m	Total £m
Instruments de fonds propres	1 114	—	1 114	947	—	947
Instruments obligataires						
Obligations d'état à intérêts fixes	5 663	—	5 663	4 841	—	4 841
Obligations d'état indexées	13 999	—	13 999	9 944	—	9 944
Obligations d'entreprise et autres obligations	7 452	—	7 452	7 243	—	7 243
Titres adossés à des actifs	100	—	100	74	—	74
	27 214	—	27 214	22 102	—	22 102
Biens immobiliers	—	497	497	—	439	439

Véhicules de placement collectif	3 569	12 115	15 684	3 464	10 620	14 084
Instruments du marché monétaire, dérivés, comptant et autres éléments d'actif et de passif	1 435	-1 695	-260	525	-458	67
Au 31 décembre	33 332	10 917	44 249	27 038	10 601	37 639

(1) Sur le total des instruments obligataires, un montant de £25,219 millions (31 décembre 2015 : £18,428 millions) correspondait à une catégorie d'investissement (cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB').

Banque	2016			2015		
	Cotés £m	Non cotés £m	Total £m	Cotés £m	Non cotés £m	Total £m
Instruments de fonds propres	405	–	405	288	–	288
Instruments obligataires						
Obligations d'état à intérêts fixes	768	–	768	721	–	721
Obligations d'état indexées	10 546	–	10 546	6 008	–	6 008
Obligations d'entreprise et autres obligations	4 419	–	4 419	3 709	–	3 709
Titres adossés à des actifs	–	–	–	–	–	–
	15 733	–	15 733	10 438	–	10 438
Biens immobiliers	–	13	13	–	17	17
Véhicules de placement collectif	2 873	8 992	11 865	2 181	6 106	8 287
Instruments du marché monétaire, dérivés, comptant et autres éléments d'actif et de passif	298	-413	-115	183	692	875
Au 31 décembre	19 309	8 592	27 901	13 090	6 815	19 905

(1) Sur le total des instruments obligataires, un montant de £14,222 millions (31 décembre 2015 : £8,338 millions) correspondait à une catégorie d'investissement (cotes de crédit égales ou supérieures à 'BBB').

(2) L'actif de tous les plans financés est détenu séparément des autres actifs du Groupe, dans d'autres fonds administrés par des fiduciaires

Les véhicules d'investissement collectif des plans de retraite comprennent

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Fonds propres	2 628	2 412	2 244	1 588
Organismes de placement collectif et hedge funds	2 347	2 078	1 118	899
Fonds monétaires	484	918	2	2
Fonds obligataires	3 032	2 807	2 837	2 098
Autres	7 193	5 869	5 664	3 700
Au 31 décembre	15 684	14 084	11 865	8 287

Les recettes/dépenses inscrites au compte de résultat au 31 décembre comprennent :

	Groupe	
	2016 £m	2015 £m
Coût du service actuel	257	302
Montant net des intérêts	-40	-43
Crédits et réductions relatifs aux services passés	–	–
Règlements	6	6
Coût des services passés - modification du régime	20	12
Frais d'administration du régime encourus sur l'exercice	36	30
Total des frais relatifs aux régimes à prestations déterminées	279	307

(1) Sur le total des frais relatifs aux plans de retraite à prestations déterminées, un montant de £16 millions (2015 : £17 million) fait partie des activités non poursuivies (cf. note 12).

Hypothèses

Les principales hypothèses actuarielles et financières employées dans l'évaluation des plans de retraite à prestations déterminées sont les suivantes

	2016 %	2015 %
Taux d'actualisation	2,76	3,87
Taux d'inflation		
Inflation des prix au détail	3,23	2,99
Indice des Prix à la Consommation	2,18	1,99
Taux d'augmentation des salaires	0,00	0,00
Taux moyen pondéré de l'augmentation des retraites en cours de paiement	2,74	2,58

	2016 Ans	2015 Ans
Espérance de vie des adhérents âgés de 60 ans à la date de valorisation :		

Hommes	28,1	28,1
Femmes	30,3	30,4
Espérance de vie des adhérents âgés de 60 ans, 15 ans après la date de valorisation :		
Hommes	29,3	29,5
Femmes	31,7	31,9

Les hypothèses relatives à la mortalité utilisées dans l'évaluation des régimes se fondent sur des barèmes standards publiés par l'Institute and Faculty of Actuaries, et ajustés selon l'historique spécifique de chaque régime de retraite. Selon le tableau, un adhérent qui part à la retraite à 60 ans au 31 décembre 2016 devrait vivre, en moyenne, 28,1 ans pour un homme et 30,3 ans pour une femme. En pratique, il y aura plus de différence entre les individus, mais ces hypothèses devraient être adéquates pour tous les adhérents. L'on part de l'hypothèse que les adhérents les plus jeunes vivront plus longtemps à la retraite que ceux qui partent à la retraite maintenant. Ceci est conforme à la prévision selon laquelle les taux de mortalité continueront à baisser au fil du temps au fur et à mesure des progrès médicaux et de l'amélioration des conditions de vie. Afin de montrer le degré d'amélioration pris comme hypothèse, le tableau montre également l'espérance de vie des adhérents âgés de 45 ans à la date d'aujourd'hui, quand ils partiront à la retraite dans 15 ans, à l'âge de 60 ans.

(iii) Montant, échéance et incertitude des futurs flux de trésorerie

Exposition au risque des régimes à prestations déterminées

Bien que le Groupe ne soit pas exposé à des risques inhabituels, spécifiques à une entité ou à un régime en ce qui concerne ses régimes à prestations déterminées, il est tout de même exposé à un certain nombre de risques significatifs, détaillés ci-dessous :

Risque de taux d'inflation : la majorité des obligations de paiement des prestations du plan est liée à l'inflation, à la fois en termes d'étalement et de paiement. Si l'inflation augmente les obligations augmenteront aussi, même si cette augmentation est partiellement compensée par la détention de gilts liés à l'inflation et, dans la plupart des cas, si des plafonds ont été mis en place pour contrer l'augmentation de l'inflation et éviter qu'elle atteigne des niveaux extrêmes

Risque de taux d'intérêt : l'obligation de paiement de prestations déterminées est calculée en employant un taux d'actualisation résultant des rendements sur des obligations d'entreprise dotées d'une cote AA. Une baisse de ces rendements entraîne l'augmentation des obligations relatives au plan partiellement compensée par l'augmentation de la valeur des obligations détenues

Risque de longévité : la majorité des obligations liées au régime étant payables pendant toute la durée de vie de l'adhérent, l'augmentation de l'espérance de vie donne lieu à une augmentation des obligations liées au plan

Risque d'investissement : les actifs du régime sont investis dans un portefeuille diversifié de titres obligataires, actions et autres actifs productifs de rendement. Si le taux d'actualisation effectif des actifs est inférieur à celui utilisé pour le calcul de l'obligation liée à la prestation déterminée, cela donnera lieu à une baisse de l'excédent ou à une augmentation du déficit. La volatilité des valeurs des actifs et le taux d'actualisation entraîneront une volatilité de l'obligation nette relative aux pensions inscrites au bilan du Groupe et dans les autres éléments du résultat global. Dans une moindre mesure, ceci entraînera également la volatilité des dépenses liées aux retraites inscrites au compte de résultat du Groupe.

Le coût définitif, pour le Groupe, des obligations de paiement des prestations déterminées dépendra des futurs événements réels plutôt que des hypothèses formulées. Il est peu probable que les hypothèses formulées soient confirmées dans la situation réelle et, par conséquent, le coût pourrait être supérieur ou inférieur aux prévisions.

Analyse de sensibilité

Vous trouverez ci-dessous l'effet des variations raisonnablement possibles des hypothèses formulées concernant la valeur des obligations liées au régime de retraite et à la charge qui en résulte pour le Groupe en termes de compte de résultat ainsi que concernant la valeur de l'obligation nette relative au plan à prestations déterminées, pour les trois principaux régimes gérés par le Groupe. Les sensibilités adoptées se fondent sur le principe selon lequel toutes les autres hypothèses et la valeur des actifs du régime resteraient inchangées, et ne sont pas censées représenter des variations extrêmes. Les calculs sont de nature approximative; par conséquent, des calculs entièrement détaillés pourraient mener à des résultats différents. Il est peu probable que des modifications isolées de certaines hypothèses se produisent en réalité. En raison de la corrélation des hypothèses, l'agrégation des effets de ces modifications isolées pourrait ne pas mener à une estimation raisonnable de l'effet réel de certains changements simultanés d'hypothèses multiples.

	Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables			
	Augmentation (diminution) du passif net des régimes de retraite à prestations déterminées		Augmentation (diminution) de la charge sur compte de résultat	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Inflation (y) : (1)				
Augmentation 0.1 %	19	17	491	363
Diminution de 0.1 %	(14)	(16)	(458)	(346)
Taux d'actualisation : (2)				
Augmentation 0.1 %	(30)	(29)	(821)	(605)
Diminution de 0.1 %	30	30	847	621
Espérance de vie prévisionnelle des adhérents :				
Augmentation d'un an	42	43	1 213	952
Diminution d'un an	(37)	(41)	(1 178)	(927)

(1) Au 31 décembre 2016, le taux d'inflation RPI pris en compte est de 3.23 % et le taux d'inflation CPI est de 2.18 % (2015 : RPI 2.99 % CPI 1.99 %).

(2) Au 31 décembre 2016, le taux d'actualisation pris en compte est de 2.76 % (2015 : 3.87 per cent).

Méthode de l'analyse de sensibilité et hypothèses s'y rapportant

L'analyse de sensibilité ci-dessus reflète l'impact sur les trois principaux régimes du Groupe, qui représentent plus de 90 % des obligations à prestations déterminées incombant au Groupe. Bien que des différences dans les profils des obligations sous-jacentes des autres plans de retraite du Groupe puissent entraîner une différence de sensibilités par rapport aux variations de ces hypothèses, les sensibilités indiquées ci-dessus sont indicatives de l'impact sur le Groupe dans son ensemble.

La sensibilité relative à l'hypothèse d'inflation s'applique, à la fois, aux taux d'augmentation prévu de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) et de l'Indice des Prix au Détail (IPD), et inclut l'impact produit sur le taux d'augmentation des pensions, avant et après le départ à la retraite. Ces augmentations des retraites sont liées à

l'inflation (de l'IPC ou de l'IPD), sous réserve de certains seuils maximaux et minimaux.

L'analyse de sensibilité (y compris la sensibilité à l'inflation) n'inclut pas l'impact des changements du taux d'augmentation des salaires, puisque les salaires ouvrant droit à la retraite sont gelés depuis le 2 avril 2014.

L'hypothèse liée à l'espérance de vie a été appliquée en prenant en compte une augmentation /diminution d'un an de l'espérance de vie à partir de 60 ans, sur la base de la moyenne pondérée approximative de l'âge pour chaque régime de retraite. Bien qu'il s'agisse d'une approche approximative qui n'est pas susceptible de donner le même résultat qu'une augmentation de l'espérance de vie d'un an à chaque âge, elle fournit, néanmoins, une indication appropriée de l'impact potentiel d'une variation de l'espérance de vie sur les régimes de retraite.

Les méthodes et les hypothèses utilisées dans la préparation de l'analyse de sensibilité n'ont subi aucune modification par rapport à l'exercice précédent.

Stratégies d'appariement actif-passif

Les principaux actifs du régime sont investis dans un portefeuille diversifié, consistant principalement de titres obligataires. La stratégie d'investissement n'est pas statique et évolue pour prendre en compte la structure des obligations liées à chaque régime. Des stratégies spécifiques d'appariement actif-passif sont définies de manière indépendante pour chaque plan par l'organe de gouvernance compétent, de concert avec l'employeur.

L'un des buts essentiels des stratégies d'appariement de l'actif et du passif adoptées par les régimes du Groupe est la réduction de la volatilité causée par la fluctuation des prévisions du marché en termes d'inflation et de taux d'intérêt. Dans le cadre des principaux régimes, cet objectif est atteint par l'investissement des actifs du régime dans des obligations – principalement des gilts à taux d'intérêt fixe et des gilts liés à un indice – et par des swaps de taux d'intérêt et de taux d'inflation. Ces investissements sont structurés de manière à prendre en compte le profil des obligations du régime et sont gérés de manière active pour prendre en compte à la fois la fluctuation de la conjoncture de marché et la modification du profil des obligations.

Au 31 décembre 2016 la stratégie d'appariement actif-passif a atténué 89 % de la sensibilité du passif aux fluctuations des taux d'intérêt et 102 % de la sensibilité du passif aux variations de l'inflation. La sensibilité résiduelle aux taux d'intérêt est atténuée par la détention de titres obligataires d'entreprise et d'autres titres obligataires.

Profil de l'échéance des obligations de fourniture de prestations déterminées

	Groupe		Banque	
	2016 ans	2016 ans	2016 ans	2016 ans
Durée de l'obligation de versement de prestations déterminées	20	19	19	18

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Analyse des échéances des prestations à payer				
Prestations à payer à 12 mois	1 549	1 370	951	820
Prestations à payer entre 1 et 2 ans	1 156	1 121	811	753
Prestations à payer entre 2 et 5 ans	3 889	3 759	2 706	2 514
Prestations à payer entre 5 et 10 ans	7 852	7 710	5 338	5 047
Prestations à payer entre 10 et 15 ans	9 212	9 102	6 051	5 730
Prestations à payer entre 15 et 25 ans	19 615	19 882	12 217	11 791
Prestations à payer entre 25 et 35 ans	18 090	18 631	10 766	10 451
Prestations à payer entre 35 et 45 ans	12 915	13 878	7 270	7 307
Prestations à payer à plus de 45 ans	7 122	8 857	3 541	4 007

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le Groupe gère une série de plans de retraite à cotisations déterminées au Royaume Uni et à l'étranger, principalement Your Tomorrow et les parties à cotisations déterminées du Régime de Pension n°1 de Lloyds Bank

Pendant l'exercice 2016, la charge inscrite au compte de résultat des activités poursuivies pour les régimes à prestations déterminées s'élevait à £254 millions (2015 : £224 millions), correspondant aux cotisations patronales payables pour chaque régime. De plus, £14 millions (2015 : £9 millions) ont été inscrits dans les charges des activités non poursuivies (cf. note 12).

Autres régimes de prestations post-retraite

Le Groupe gère une série de régimes qui fournissent des prestations de santé post-retraite et de prêts immobiliers concessionnaires à certains salariés, anciens salariés retraités et à leurs personnes à charge. Le régime principal, qui concerne les anciens salariés de Lloyds Bank, prévoit le paiement, par le Groupe, des frais de santé post-retraite pour les anciens salariés partis à la retraite avant le 1er janvier 1996 (et leurs personnes à charge). Le Groupe a conclu un contrat d'assurance pour la fourniture de ces prestations et une provision a été constituée pour le coût estimé des futures primes d'assurance dues.

La dernière évaluation actuarielle de l'obligation relative au régime principal de santé post-retraite a été réalisée au 31 décembre 2014 par des actuaires indépendants agréés. Les principales hypothèses prises en compte correspondent à celles décrites ci-dessus, à l'exception de l'hypothèse relative à l'augmentation des primes de santé, qui a été fixée à 6.84% (2015 : 6.59%).

Mouvements relatifs à l'obligation de paiement des autres prestations post-retraite

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	-200	-196	-109	-107
Perte actuarielle	-33	-2	-13	-3
Primes d'assurance payées	7	6	5	5

Charge de l'exercice	-8	-8	-3	-4
Ajustements sur changes et autres ajustements	-2	—	-2	—
Au 31 décembre	-236	-200	-122	-109

36 Impôt différé

Estimations et opinions comptables essentielles

La principale catégorie d'actifs d'impôt différé est constituée par les pertes fiscales reportées. La recouvrabilité de l'actif d'impôt différé du Groupe par rapport aux pertes reportées se fonde sur l'évaluation du futur niveau de bénéfice imposable qui pourrait être réalisé et compensé avec les pertes. Les prévisions du Groupe concernant le niveau du futur bénéfice imposable tiennent compte des plans financiers et stratégiques à long terme du Groupe et des futurs ajustements fiscaux prévisionnels.

On tient compte, dans cette évaluation, des plans économiques, du plan d'exploitation quinquennal approuvé par le Conseil d'administration et des futures perspectives économiques, ainsi que des risques associés aux futures modifications de la réglementation applicable.

L'actif total d'impôt différé du Groupe s'élève à £4,254 millions (2015: £4,890 millions), tandis que celui de la Banque s'élève à £2,606 millions (2015: £3,192 million) concernant les pertes d'exploitation reportées. Les pertes fiscales ont été générées par des entités juridiques séparées et seront utilisées lorsque lesdites entités généreront un actif d'impôt différé, bien que la quasi-totalité des pertes d'impôt non utilisées pour lesquelles un actif d'impôt différé a été comptabilisé soient générées par Bank of Scotland plc et par la Banque.

L'actif d'impôt différé devrait être utilisé sur différentes périodes de reporting, pour chacune des entités qui a subi une perte. Selon la législation fiscale britannique actuellement en vigueur, les pertes d'impôt non utilisées ne viennent pas à expiration. Après la promulgation du Finance Act 2015, une restriction est maintenant imposée sur le montant des bénéfices qui peut être compensé avec certaines pertes reportées aux fins du calcul de l'impôt sur les sociétés dû. Les pertes devraient être entièrement utilisées entre 2025 et 2031.

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif au 1er janvier	3 985	4 136	3 490	3 691
Ajustements sur changes et autres ajustements	-14	8	-2	10
Cessions	—	-74	—	—
Charge inscrite au compte de résultat pour les activités poursuivies (note 11)	—	—	—	—
Due au changement de l'impôt sur les sociétés au Royaume Uni et aux impacts qui en résultent	-241	-83	-160	-101
Création et reprise d'écarts temporaires	-383	-261	-749	-16
	-624	-344	-909	-117
Crédit (charge) inscrit(e) au compte de résultat pour les activités non	-309	193	—	—
Montant crédité (débité) sur les fonds propres :				
Réévaluation du régime de retraite à prestations déterminées	320	59	184	-1
Actif financier cessible (note 41)	-246	-10	-219	-17
Couverture des flux de trésorerie (note 41)	-444	17	-258	-76
	-370	66	-293	-94
Transfert au groupe cessible (note 12)	935	—	—	—
Actif au 31 décembre	3 603	3 985	2 286	3 490

La position statutaire reflète l'actif et le passif d'impôt différé tel qu'inscrit au bilan consolidé, en tenant compte de l'impossibilité de compenser l'actif et le passif en l'absence d'un droit légal de compensation.

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Position statutaire				
Actif d'impôt différé	3 603	4 018	2 286	3 490
Passif d'impôt différé	—	-33	—	—
Actif net d'impôt différé	3 603	3 985	2 286	3 490
Données fiscales				
Actif d'impôt différé	5 394	6 350	3 296	4 027
Passif d'impôt différé	-1 791	-2 365	-1 010	-537
Actif d'impôt différé net	3 603	3 985	2 286	3 490

La charge d'impôt différé inscrite au compte de résultat comprend les écarts temporaires suivants :

	2016 £m	2015 £m
Amortissement accéléré	-128	385
Retraites et autres régimes de prestations post-retraite (note 35)	-102	-38
Activité d'assurance de longue durée	—	—
Provision pour pertes par dépréciation	—	7
Pertes de négociation reportées	-613	-762
Impôt sur la juste valeur des actifs acquis	86	166

Autres écarts temporaires	133	-102
Charge d'impôt différé comptabilisée sur compte de résultat	-624	-344

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif d'impôt différé				
Retraites et autres prestations post-retraite	111	–	49	–
Autres provisions	40	29	36	38
Pertes de négociation reportées	4 254	4 890	2 606	3 192
Amortissement accéléré	937	1 089	577	688
Autres écarts temporaires	52	342	28	109
Total actif d'impôt différé	5 394	6 350	3 296	4 027
Passif d'impôt différé :				
Retraites et autres prestations post-retraite	–	-72	–	-44
Activité d'assurance de longue durée	–	-641	–	–
Impôt sur la juste valeur des actifs acquis	-745	-891	–	–
Réévaluation des actifs cessibles	-233	-11	-225	–
Instruments dérivés	-656	-431	-648	-389
Autres écarts temporaires	-157	-319	-137	-104
Total passif d'impôt différé	-1 791	-2 365	-1 010	-537

Le Finance (No. 2) Act 2015 (la Loi), entré en vigueur le 26 octobre 2015, a introduit une majoration de 8% sur les bénéfices bancaires à compter du 1er janvier 2016.

La modification de l'impôt sur les sociétés a entraîné une réduction de l'actif net d'impôt différé du Groupe au 31 décembre 2016 de £199 millions, incluant une charge de £241 millions inscrite au compte de résultat et un crédit de £42 millions comptabilisé dans les fonds propres.

Actif d'impôt différé non comptabilisé

L'actif d'impôt différé de £92 million pour le Groupe (2015 : £140 millions) et de £72 millions pour la Banque (2015 : £60 millions) n'a pas été comptabilisé pour les pertes en capital reportées, car aucun bénéfice en capital n'est prévu. Les pertes en capital peuvent être reportées à durée indéterminée.

L'actif d'impôt différé de £84 millions (2015 : £893 million) pour le Groupe et de zéro £ (2015 : zéro) pour la Banque n'a pas été comptabilisé pour les pertes d'exploitation reportées, principalement en ce qui concerne les écarts temporaires enregistrés par certaines entités étrangères. Les pertes d'exploitation peuvent être reportées à durée indéterminée, sauf aux Etats Unis où la durée de report est de 20 ans.

De plus, l'actif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé pour les impôts étrangers sans allègement reportés, au 31 décembre 2016, s'élevant à £46 millions pour le Groupe (2015 : £76 million) et £7 millions (2015 : £37 millions) pour la Banque, car aucun futur bénéfice imposable n'est prévu qui puissent être compensés avec le crédit d'impôt étranger sans allègement. Ces crédits d'impôt peuvent être reportés à durée indéterminée.

37 Autres provisions

Estimations et opinions comptables essentielles

Au 31 décembre 2016, le Groupe a constitué des provisions d'un montant de £3,723 millions (2015 : £4,463 millions) pour le coût des dédommagements en faveur des clients et les frais administratifs s'y rapportant suite à des violations de la réglementation commises dans le passé, principalement en ce qui concerne la vente abusive d'assurances de protection des paiements (2016 : £2,602 millions ; 2015 : £3,458 millions).

La détermination du montant de ces provisions, qui représente la meilleure estimation effectuée par la Direction du coût de règlement de ces demandes, requiert l'exercice d'un jugement significatif et comporte, souvent, la formation d'une opinion sur des questions intrinsèquement incertaines, telles que l'étendue des vérifications requises par les autorités de régulation, le nombre de futures plaintes, le nombre de plaintes qui seront maintenues, le coût moyen du dédommagement et l'impact des décisions de justice éventuellement applicables aux demandes reçues. Par conséquent, l'adéquation permanente des hypothèses sous-jacentes est régulièrement vérifiée par rapport à l'expérience effective et aux autres éléments probants et des ajustements sont apportés aux provisions, chaque fois que nécessaire.

Groupe	Provisions pour engagements £m	Assurance de protection des paiements £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens immobiliers inoccupés £m	Autres £m	Total £m
Au 1er janvier 2016	50	3 458	1 005	37	1 137	5 687
Ajustements sur changes et autres ajustements	19	–	10	4	64	97
Provisions employées	–	-2 200	-761	-14	-282	-3 257
Charge (reprise) de l'exercice	-13	1 350	1 085	24	245	2 691
Transfert au groupe cessible (note 12)	–	-6	-218	–	-61	-285
Au 31 décembre 2016	56	2 602	1 121	51	1 103	4 933

Banque	Provisions pour engagements £m	Assurance de protection des paiements £m	Autres provisions réglementaires £m	Biens locatifs inoccupés £m	Autres £m	Total £m
Au 1er janvier 2016	24	2 138	322	10	927	3 421
Ajustements sur changes et autres ajustements	–	–	11	2	4	17
Provisions employées	–	-1 577	-561	-5	-180	-2 323
Charge (reprise) de l'exercice	-3	952	527	22	220	1 718

Au 31 décembre 2016	21	1 513	299	29	971	2 833
----------------------------	-----------	--------------	------------	-----------	------------	--------------

Provisions pour engagements

Ces provisions sont constituées lorsque le Groupe a contracté un engagement irrévocable d'avancer des fonds supplémentaires, mais que la capacité du client de respecter son obligation de remboursement suscite des doutes

Assurance de protection des paiements

Le Groupe a augmenté sa provision pour frais de PPI d'un montant supplémentaire de £1,350 millions en 2016, portant ainsi la provision totale à £17,375 millions.

La charge de la provision, en 2016, a été due, en grande partie, à l'augmentation du volume total des plaintes prévues suite à la prolongation de la date limite fixée par la Financial Conduct Authority (FCA) jusqu'à fin août 2019 et à la modification des règles et des orientations applicables dans le traitement des plaintes PPI déposées par les entreprises, à la lumière de la décision rendue par la Cour suprême, au Royaume Uni, dans l'affaire Plevin v Paragon Personal Finance Limited [2014] UKSC 61 (Plevin). Les règles et orientations définitives ont été publiées par la FCA le 2 mars 2017 (PS 17/3).

Au 31 décembre 2016, une provision de £2602 millions relative aux plaintes et aux frais administratifs annexes était encore inutilisée. Le total des paiements au comptant s'est élevé à £2200 millions pour l'exercice au 31 décembre 2016. La dépense ne cesse de baisser suite à la conclusion du réexamen des affaires précédemment traitées (réparation).

Cette provision semble conforme au volume total escompté de plaintes réactives de 5.2 millions (y compris les plaintes relevant de la jurisprudence et des règles Plevin) à la lumière de la Prise de Position Définitive PS 17/3 de la FCA. Le nombre hebdomadaire des plaintes, en 2016, a été d'environ 8,300 contre environ 8,600 au cours du premier semestre, et cela devrait varier de manière sensible tout au long de la période de prolongation, dont la date limite est fixée à août 2019.

Sensibilités

Le Groupe estime avoir vendu environ 16 millions de polices depuis 2000, incluant les polices ne faisant pas l'objet d'une vente abusive. Depuis le début du programme de redressement des PPI, en 2011, le Groupe pense avoir contacté, réglé ou provisionné environ 49% des polices vendues depuis 2000, ce qui couvre, à la fois, les plaintes déposées par les clients et les campagnes de mailing lancées par le Groupe, y compris dans le cadre de la PBR.

Le montant total provisionné pour l'Assurance de Protection des Paiements représente la meilleure estimation du futur coût probable. Il reste, toutefois, un certain nombre de risques et d'incertitudes, notamment en ce qui concerne les futurs volumes. Le coût pourrait différer de manière sensible de l'estimation du Groupe et des hypothèses sous-jacentes et pourrait requérir une provision plus importante. Une incertitude significative concerne l'impact de la campagne menée dans les médias par la FCA et les CMC et l'activité des clients pendant la période antérieure à la date de prescription.

Le tableau ci-dessous montre les principaux indicateurs de mesure et sensibilités :

Sensibilités (Sauf plaintes non liées à des polices PPI)	Chiffres à ce jour	Prévisions (3)	Sensibilité (3)
Plaintes entamées par les clients depuis le début (m) (1)	3,9	1,3	0.1 = £190m
Taux de conservation moyen par police (2)	74%	89%	1% = £35m
Redressement moyen par police conservée (2)	£1 700	£1 250	£100 = £150m
Frais administratifs (m£)	3 190	490	1 case = £375

(1) La sensibilité inclut les frais de traitement des plaintes.

(2) Les chiffres réels à ce jour se fondent sur le dernier semestre 2016.

(3) Les sensibilités prévues sont impactées par le pourcentage de plaintes et plaintes reconventionnelles relevant de la jurisprudence Plevin selon la Prise de Position de la FCA Policy PS 17/3.

Autres dispositions réglementaires

Comptes bancaires packagés

Sur l'exercice 2016, le Groupe a provisionné £280 millions supplémentaires pour les plaintes relatives à une prétendue vente abusive de comptes packagés portant ainsi le montant total de la provision à £505 millions. Au 31 décembre 2016, un montant de £215 millions sur cette provision restait inutilisé. Le montant total provisionné représente la meilleure estimation du Groupe concernant le coût futur probable, bien qu'un certain nombre de risques et d'incertitudes restent, notamment en ce qui concerne les futurs volumes.

Activités liées au traitement des arriérés de paiement

Suite à un examen des activités de traitement des arriérés garantis et non garantis du Groupe, ce dernier a mis en place un certain nombre d'actions d'amélioration dans ce domaine. Suite à cela, le Groupe a provisionné £261 millions supplémentaires en 2016 (ce qui porte la provision totale à £397 millions), afin de couvrir les coûts d'identification et de rectification de certains frais et de certaines activités de gestion des arriérés. Au 31 décembre 2016, la provision inutilisée s'élevait à £383 millions (31 décembre 2015 : £136 millions).

Plaintes des clients concernant l'activité d'assurance de la succursale allemande

Le Groupe a continué à recevoir un certain nombre de plaintes de la part des clients pour les polices émises par Clerical Medical Investment Group Limited (renommée par la suite Scottish Widows Limited). Cette affaire relative aux périodes de "réflexion" contractuelles a donné lieu à un nombre croissant de plaintes en 2016. Par conséquent, une provision supplémentaire de £94 millions a été comptabilisée sur l'exercice 2016, portant la provision totale à £639 millions ; la provision restante inutilisée au 31 décembre 2016 s'élève à £168 millions (31 décembre 2015 : £124 millions). La validité des plaintes relève des faits et circonstances spécifiques à chaque plainte. Par conséquent, les conséquences financières, qui pourraient différer largement des provisions actuelles, ne seront connues qu'une fois que les plaintes auront été réglées.

Autres actions en justice et affaires de nature réglementaire

Dans le cadre de son activité, le Groupe a entamé des discussions avec la PRA, la FCA et d'autres organismes de régulation britanniques et étrangers et d'autres organisations gouvernementales, sur toute une série de questions. Le Groupe reçoit également des plaintes et des demandes de la part de clients concernant sa conduite passée : à cet effet, des provisions ont été constituées en vue de la couverture des frais qui pourraient être encourus en fonction des conclusions atteintes. En 2016, le Groupe a constitué une provision supplémentaire de £450 millions pour des affaires concernant les différentes divisions. Au 31 décembre 2016, détenait des provisions inutilisées de £573 millions pour ces actions et d'autres actions en cours.

Biens locatifs inoccupés

Des provisions pour les biens locatifs inoccupés sont constituées selon une estimation prudente du revenu sous-locatif prévisionnel, par rapport au loyer principal, et de la possible cession de la part détenue par le Groupe dans la location, en tenant compte de la conjoncture du marché immobilier. Ces provisions sont réévaluées tous

les deux ans et seront, normalement, liquidées pendant la période de sous-recouvrement des loyers concernés, qui est actuellement, en moyenne, de 3 ans ; lors de la cession d'un bien avant la date prévue, le reliquat du solde de la provision en cours est libéré.

Autres

Suite à la vente de TSB Banking Group plc (TSB, cf. note 55), le Groupe a constitué une provision de £665 millions pour le Contrat de Services Transitionnel conclu entre Lloyds Bank plc et TSB et l'apport à verser à TSB pour le passage à une prestation alternative de services informatiques ; un montant de 661 £ restait inutilisé au 31 décembre 2016

Les provisions sont constituées pour le personnel et d'autres frais relatifs à des initiatives de restructuration du Groupe à la date à laquelle le Groupe s'engage formellement et irrévocablement à engager la dépense. Au 31 décembre 2016, des provisions de 239 millions £ étaient encore détenues (31 décembre 2015 : 201 millions £)

Les autres provisions incluent également les provisions relatives à l'insolvabilité d'une contrepartie d'assurance, encore exposé à des plaintes en matière d'amiante et de pollution aux Etats Unis. Le coût et la date définitifs de ces paiements sont incertains. La provision constituée, s'élevant à £35 millions au 31 décembre 2016, représente la meilleure estimation actuelle du coût faite par la Direction compte tenu des estimation actuarielles des futures pertes.

38 Passif subordonné

Groupe	Titres privilégiés £m	Passif subordonné non daté £m	Passif subordonné daté £m	Total £m
Au 1er janvier 2015	6 265	2 486	23 222	31 973
Rachats effectués pendant l'exercice				
Effets subordonnés 2015 à 4.875%	—	—	-723	-723
Titres de capital à durée indéterminée à paliers, à 5.125%, rachetables en 2015	—	-560	—	-560
Effets subordonnés 2015 à 6.625%	—	—	-350	-350
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe ou variable, à 6.9625% 2020, rachetables en 2015	—	—	-737	-737
Titres privilégiés en livres sterling, à paliers, sans droits de vote, non cumulés, à 7.834%, rachetables en 2015	-5	—	—	-5
Titres privilégiés à durée indéterminée, non cumulés, à 8.117% (catégorie A)	-250	—	—	-250
Effets subordonnés à paliers non datés, à taux variable	—	-29	—	-29
Effets subordonnés à taux fixe ou variable, non datés, à 6.05%	—	-18	—	-18
Effets subordonnés à taux fixe ou variable, à 5.125%, non datés	—	-50	—	-50
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe ou variable, à 5.109% 2017,	—	—	-14	-14
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe ou variable, à 6.305% 2017,	—	—	-35	-35
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 6.50% 2020,	—	—	-764	-764
Effets subordonnés 2033 à 6%	—	—	-191	-191
Effets garantis subordonnés, rajustés, à taux fixe ou variable, à durée indéterminée, à 4.25%	—	-276	—	-276
	-255	-933	-2 814	-4 002
Conversion de devises et autres mouvements	247	48	-76	219
Au 31 décembre 2015	6 257	1 601	20 332	28 190
Emis pendant l'exercice				
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 4.293% 2021, 824 millions \$)	—	—	605	605
Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.503% 2021, (1353 millions \$)	—	—	993	993
Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.553% 2021, (1500 millions \$)	—	—	1 155	1 155
			2 753	2 753
Rachats effectués pendant l'exercice				
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-367	—	—	-367
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-844	—	—	-844
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs, rachetables, à taux fixe ou variable, à 6.267%, 2016	-675	—	—	-675
Titres à durée indéterminée de Niveau 1 à 7.286% (Série A)	—	—	—	-150
Titres privilégiés à durée indéterminée à dividendes non cumulatifs, sans droit de vote, à 4.939%	-32	—	—	-32
Titres de capital non datés à taux variable				
Série 1	—	-101	—	-101
Série 3	—	-142	—	-142
Série 2	—	-110	—	-110
Effets subordonnés non datés à paliers à 5.125% rachetables en 2016	—	-2	—	-2
Obligations garanties subordonnées non datées à paliers à 6% rachetables en 2032	—	-114	—	-114
Effets subordonnés non datés à paliers à 7.5%	—	-5	—	-5
Instruments subordonnés non datés à 4.25%	—	-7	—	-7
Titres de capital à taux variable	—	-108	—	-108
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 13% 2021, rachetables en 2016	—	—	-244	-244
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,125% 2021, rachetables en 2016	—	—	-233	-233
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 11,875% 2021, rachetables en 2016	—	—	-960	-960
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,75% 2021, rachetables en 2016	—	—	-466	-466
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 9,875% 2021, rachetables en 2016	—	—	-456	-456
Effets subordonnés 2020 à 10.25%	—	—	-388	-388
Effets subordonnés 2020 à 10.26%	—	—	-417	-417
Groupe	Titres privilégiés £m	Passif non daté subor- donné	Passif subordonné daté £m	Total £m

		£m		
Prêt subordonné non productif d'intérêt avec préavis glissant de 6 ans	-	-	-150	-150
Effets subordonnés 2019 à 10.23%	-	-	-894	-894
Effets subordonnés 2020 à 10.31%	-	-	-748	-748
Effets subordonnés 2020 à 10.38%	-	-	-653	-653
Effets subordonnés 2020 à 10.42%	-	-	-532	-532
Effets subordonnés 2022 à 10.45%	-	-	-93	-93
Effets subordonnés 2019 à 10.54%	-	-	-91	-91
Effets subordonnés 2019 à 10.56%	-	-	-297	-297
Effets subordonnés 2019 à 10.59%	-	-	-4	-4
Effets subordonnés 2020 à 10.58%	-	-	-196	-196
Effets subordonnés 2019 à 10.60%	-	-	-136	-136
Effets subordonnés 2023 à 10.62%	-	-	-97	-97
Effets subordonnés 2020 à 10.59%	-	-	-61	-61
Effets subordonnés 2024 à 10.62%	-	-	-79	-79
Effets subordonnés 2020 à 10.64%	-	-	-138	-138
Effets subordonnés 2024 à 10.65%	-	-	-37	-37
Effets subordonnés 2020 à 10.66%	-	-	-39	-39
Effets subordonnés 2024 à 10.73%	-	-	-85	-85
Effets subordonnés 2023 à 10.88%	-	-	-53	-53
Effets subordonnés 2023 à 10.91%	-	-	-66	-66
Effets subordonnés 2029 à 11.14%	-	-	-89	-89
Effets subordonnés 2032 à 11.19%	-	-	-81	-81
Effets subordonnés 2020 à 10.25%	-	-	-251	-251
Effets subordonnés 2020 à 10.27%	-	-	-779	-779
Effets subordonnés 2020 à 10.30%	-	-	-601	-601
Effets subordonnés 2020 à 9.95%	-	-	-28	-28
Effets subordonnés 2020 à 10.22%	-	-	-56	-56
Effets subordonnés 2020 à 10.29%	-	-	-140	-140
Effets subordonnés 2021 à 10.36%	-	-	-171	-171
Effets subordonnés 2019 à 9.84%	-	-	-400	-400
Effets subordonnés 2020 à 10.19%	-	-	-82	-82
Effets subordonnés 2029 à 10.76%	-	-	-86	-86
Effets subordonnés à taux variable rachetables 2016	-	-	-186	-186
Effets subordonnés à taux variable rachetables 2016	-	-	-144	-144
Effets subordonnés rachetables 2016	-	-	-382	-382
	-2 068	-589	-11 089	-13 746
Conversion de devises et autres mouvements	577	199	1 653	2 429
Transfert au groupe cessible (note 12)	-18	-586	-1 764	-2 368
Au 31 décembre 2016	4 748	625	11 885	17 258

ICf. note 1

Banque	Titres Privilégiés £m	Passif non daté subordonné £m	Passif non daté subordonné £m	Total £m
Au 1er janvier 2015	4 575	807	16 208	21 590
Rachats effectués pendant l'exercice				
Effets subordonnés 2015 à 6.625%	-	-	-350	-350
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe ou variable, à 6.9625% 2020, rachetables en 2015	-	-	-737	-737
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 6.50% 2020,	-	-	-764	-764
	-	-	-1 851	-1 851
Conversion de devises et autres mouvements	141	25	-196	-30
Au 31 décembre 2015	4 716	832	14 161	19 709
Emis pendant l'exercice				
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 4.293% 2021, 824 millions \$)	-	-	605	605
Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.503% 2021, (1353 millions \$)	-	-	993	993
Effets subordonnés, à taux fixe, à 4.553% 2021, (1500 millions \$)	-	-	1 155	1 155
Rachats effectués pendant l'exercice	-	-	2 753	2 753
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-367	-	-	-367
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables en 2013	-844	-	-	-844
Actions privilégiées à dividendes non cumulatifs, rachetables, à taux fixe ou variable, à 6.267%, 2016	-675	-	-	-675
Titres de capital non datés à taux variable				
Série 1	-	-101	-	-101

Série 3	—	-142	—	-142
Série 2	—	-110	—	-110
Effets subordonnés non datés à paliers à 5.125% rachetables en 2016	—	-2	—	-2
Obligations garanties subordonnées non datées à paliers à 6% rachetables en 2032	—	-114	—	-114
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 13% 2021, rachetables en 2016	—	—	-244	-244
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,125% 2021, rachetables en 2016	—	—	-233	-233
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 11,875% 2021, rachetables en 2016	—	—	-960	-960
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 10,75% 2021, rachetables en 2016	—	—	-466	-466
Effets subordonnés rachetables, à taux fixe, à 9,875% 2021, rachetables en 2016	—	—	-456	-456
Effets subordonnés 2020 à 10.25%	—	—	-388	-388
Effets subordonnés 2020 à 10.26%	—	—	-417	-417
Prêt subordonné non productif d'intérêt avec préavis glissant sur 6 ans	—	—	-150	-150
Effets subordonnés 2019 à 10.23%	—	—	-894	-894
Effets subordonnés 2020 à 10.31%	—	—	-748	-748
Effets subordonnés 2020 à 10.38%	—	—	-653	-653
Effets subordonnés 2020 à 10.42%	—	—	-532	-532
Effets subordonnés 2022 à 10.45%	—	—	-93	-93
Effets subordonnés 2019 à 10.54%	—	—	-91	-91
Effets subordonnés 2019 à 10.56%	—	—	-297	-297
Effets subordonnés 2019 à 10.59%	—	—	-4	-4
Effets subordonnés 2020 à 10.58%	—	—	-196	-196
Effets subordonnés 2019 à 10.60%	—	—	-136	-136
Effets subordonnés 2023 à 10.62%	—	—	-97	-97
Effets subordonnés 2020 à 10.59%	—	—	-61	-61
Effets subordonnés 2024 à 10.62%	—	—	-79	-79
Effets subordonnés 2020 à 10.64%	—	—	-138	-138
Effets subordonnés 2024 à 10.65%	—	—	-37	-37
Effets subordonnés 2020 à 10.66%	—	—	-39	-39
Effets subordonnés 2024 à 10.73%	—	—	-85	-85

Banque	Preferred securities £m	Undated subordinated liabilities £m	Dated subordinated liabilities £m	Total £m
Effets subordonnés 2023 à 10.88%	—	—	-53	-53
Effets subordonnés 2023 à 10.91%	—	—	-66	-66
Effets subordonnés 2029 à 11.14%	—	—	-89	-89
Effets subordonnés 2032 à 11.19%	—	—	-81	-81
Effets subordonnés 2020 à 10.25%	—	—	-251	-251
Effets subordonnés 2020 à 10.27%	—	—	-779	-779
Effets subordonnés 2020 à 10.30%	—	—	-601	-601
Effets subordonnés 2020 à 9.95%	—	—	-28	-28
Effets subordonnés 2020 à 10.22%	—	—	-56	-56
Effets subordonnés 2020 à 10.29%	—	—	-140	-140
Effets subordonnés 2021 à 10.36%	—	—	-171	-171
Effets subordonnés 2019 à 9.84%	—	—	-400	-400
Effets subordonnés 2020 à 10.19%	—	—	-82	-82
Effets subordonnés 2029 à 10.76%	—	—	-86	-86
Conversion de devises et autres mouvements	-1 886	-469	-10 377	-12 732
Au 31 décembre 2016	3 094	450	7 031	10 575

ICf note 1

En cas de dissolution de l'émetteur, ces titres seront subordonnés aux créances des déposants et de tous les autres créanciers de l'émetteur, en dehors des créanciers dont les créances sont de même rang ou de rang inférieur à celui des détenteurs de créances du passif subordonné. La subordination de l'engagement spécifique subordonné est déterminée par rapport à l'émetteur et aux garants de l'obligation. Les créances des détenteurs d'actions et titres privilégiés sont généralement de rang inférieur à celui des créances des détenteurs de passif subordonné non daté, qui sont de rang inférieur, à leur tour, à celui des créances des détenteurs de passif subordonné daté. Le Groupe et la Banque n'ont enregistré aucun défaut de remboursement de capital ou intérêt ni aucune autre défaillance relative à leur passif subordonné au cours de l'exercice (2015: néant).

39 Capital-actions

(1) Capital-actions autorisé

	Groupe et Banque	
	2016 £m	2015 £m
<i>Livre sterling</i>		
1,650 millions d'actions ordinaires à 1£ chacune	1 650	1 650
1 action privilégiée cumulative à taux variable à 1£	-	-
100 actions privilégiées à dividendes non cumulatifs rachetables à 6 %, d'une valeur de £1 chacune	44	44
175 millions d'actions privilégiées à 25p chacune	1 694	1 694
dollars US	US\$m	US\$m
160 millions d'actions privilégiées à 25 cents chacune	40	40
Euro	gm	Gm
160 millions d'actions privilégiées à 25 cents chacune	40	40
Yen japonais		
50 millions d'actions privilégiées à ¥25 chacune	1 250	1 250

(2) Actions ordinaires émises et entièrement payées

	2016 Nombre d'actions	2015 Nombre d'actions	2016 £m	2015 £m
Livre sterling				
Actions ordinaires à 1£ chacune				
Au 1er janvier et au 31 décembre	1 574 285 751	1 574 285 751	1 574	1 574

Capital et participations

Aucune restriction n'est applicable au transfert d'actions de la Banque, en dehors des restrictions établies par les Statuts et de certaines restrictions éventuellement imposées par la loi et la réglementation.

Actions ordinaires

Les détenteurs d'actions ordinaires, qui détenaient 100% des actions ordinaires du capital au 31 décembre 2016, ont le droit de recevoir les comptes et les rapports de gestion, d'assister à, intervenir et voter lors des assemblées générales et de désigner des mandataires pour l'exercice de leurs droits de vote. Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent également recevoir des dividendes (sous réserve des termes des Statuts de la Banque) et ont droit à la répartition des actifs de la Banque en cas de dissolution de celle-ci.

Actions privilégiées émises et entièrement payées

Cf. note 38

40 Compte de primes de souscription

	Groupe et Banque	
	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	35 533	35 533
Rachat d'actions privilégiées (1)	1 840	-
Restructuration du capital (2)	-37 373	-
Au 31 décembre	-	35 533

(1) Pendant l'exercice 2016, la Banque a racheté la totalité de ses actions privilégiées rachetables à dividendes non-cumulatifs et à taux variable 2016 (1,000 millions\$), de ses actions privilégiées à dividendes non cumulatifs à 7.875% rachetables 2013 (€500 millions) et de ses actions privilégiées à dividendes non cumulatifs, rachetables, à 7.875% 2013 (US\$1,250 millions) qui avaient été comptabilisées comme passif subordonné. Lors du rachat, un montant de £1840 millions a été transféré à partir des bénéfices non distribués au compte de primes d'émission.

(2) En 2016, the Bank a réduit le montant de son compte de primes d'émission suite à l'adoption d'une Résolution spéciale confirmer par une ordonnance de la High Court of Justice, Chancery Division du 23 novembre 2016. Le solde crédité sur le compte de primes d'émission, d'un montant de £37,373 millions, a été transféré aux bénéfices non distribués.

41 Autres réserves

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Les autres réserves incluent				
Réserve de fusion	6 348	6 348	-	-
Réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles	92	-1 105	667	-541
Réserve de couverture des flux de trésorerie	2 224	915	1 845	1 054
Réserve de conversion de devises	-180	-171	81	62
Au 31 décembre	8 484	5 987	2 593	575

Les mouvements des autres réserves sont les suivants :

Réserve de fusion	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier et au 31 décembre	6 348	6 348	–	–

Réserve de réévaluation concernant les actifs financiers cessibles	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	-1 105	-736	-541	-211
Ajustement des transferts effectués à partir du portefeuille détenu jusqu'à l'échéance	1 544	-	1 544	-
Impôt différé	-417	-	-417	-
	1 127	-	1 127	-
Variation de la juste valeur de l'actif financier cessible	356	-313	268	-300
Impôt différé	-25	-21	-20	-20
Impôt à court terme	-3	2	–	–
	328	-332	248	-320
Transferts au compte de résultat				
Cessions (Cf. note 8)	-575	-51	-507	-14
Impôt différé	196	3	218	3
Impôt à court terme	-52	-1	-50	–
	-431	-49	-339	-11
Dépréciation	173	4	172	1
Impôt différé	-	8	-	-
	173	12	172	1
Au 31 décembre 2016	92	-1 105	667	-541

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Réserve de couverture de la trésorerie				
Au 1er janvier	915	1 357	1 054	1 257
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture	2 284	524	1 290	294
Impôt différé	-583	-183	-321	-161
	1 701	341	969	133
Transferts au compte de résultat	-531	-983	-241	-421
Impôt différé	139	200	63	85
Au 31 décembre	2 224	915	1 845	1 054

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Réserve de conversion de devises				
Au 1er janvier	-171	-127	62	75
Ecart de conversion de devises de l'exercice	-115	-61	-62	-23
Plus-values sur devises étrangères sur couverture des investissements nets (impôt £ zéro)	106	17	81	10
Au 31 décembre	-180	-171	81	62

42 Bénéfices non distribués

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	3 868	4 828	16 646	7 102
Profit for the year (1)	1 102	663	1 953	10 911
Dividendes payés (note 44)	-3 040	-1 080	-3 040	-1 080
Distributions sur autres instruments de fonds propres, après impôt	-86	–	-86	–
Rachat d'actions privilégiées (note 40)	-1 840	–	-1 840	–
Restructuration du capital (note 40)	37 373	–	37 373	–
Réévaluation des régimes de retraite à prestations déterminées	-1 028	-215	-498	30
Apports en capital reçus	323	271	323	283
Valeur des prestations des employés	–	1	–	–
Retour sur apports en capital	-441	-600	-441	-600
Au 31 décembre	36 231	3 868	50 390	16 646

(1) La banque n'a pas présenté son compte de résultat, comme l'autorise le paragraphe 408 du Companies Act 2006.

43 Autres instruments de fonds propres

	Groupe et Banque	
	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	—	—
Autres titres de Niveau 1 émis pendant l'exercice :		
Effets en livres sterling (1376 millions £ en valeur nominale)	1 376	—
Effets en euros (736 millions d'euros en valeur nominale)	612	—
Effets en dollars US (1642 £ en valeur nominale)	1 229	—
	3 217	—

Les principales conditions associées à ce titre sont les suivantes :

- Ces titres sont de rang inférieur aux créances détenues vis-à-vis de la Banque par des détenteurs de créances non subordonnées, en cas de Liquidation.
- Ces titres sont productifs d'intérêt à taux fixe jusqu'à leur date de remboursement. En cas de non-rachat après la date de remboursement initiale, les titres AT1 seront productifs d'intérêts à des taux fixés périodiquement, de façon anticipée, pour des périodes de 5 ans, au taux mid-swap à 5 ans en vigueur plus le spread initial
- Les intérêts sur ces titres seront dus et exigibles uniquement à la discrétion de la Banque, laquelle pourra décider à tout moment d'annuler, en tout ou en partie, un Paiement d'Intérêts, qui serait dû à une certaine Date de Paiement des Intérêts. Certaines restrictions s'appliquent également aux paiements des intérêts, comme indiqués dans les conditions applicables.
- Les titres ne sont pas datés et sont remboursables, à la discrétion de la Banque, en totalité à la première date de remboursement, ou à toute Date de Paiement des Intérêts ultérieure. De plus, les titres AT1 sont remboursables, à la discrétion de la Banque, en totalité, afin de respecter certaines obligations fiscales ou réglementaires. Tout remboursement nécessite l'autorisation préalable de la PRA.
- Les titres seront soumis à une Réduction de valeur permanente en cas de baisse du ratio Loaded Common Equity de Niveau 1 de la Banque en dessous d'un pourcentage de 7.0 %.

44 Dividendes d'actions ordinaires

	2016 £m	2015 £m
Les dividendes suivants ont été versés au cours de l'exercice :		
Dividendes définitifs de l'exercice précédent versés pendant l'exercice en cours	—	540
Dividendes intermédiaires	3 040	540
	3 040	1 080

45 Rémunérations en actions

Au cours de l'exercice 2016, Lloyds Banking Group plc a exploité un certain nombre de plans de rémunération en actions destinés aux salariés du Groupe réglés par les fonds propres. Les détails de tous les plans exploités par Lloyds Banking Group plc figurent ci-dessous ; ils ont gérés et exploités à tous les niveaux du Groupe Lloyds Banking. Le montant inscrit au compte de résultat du Groupe au titre des plans de rémunération en actions de Lloyds Banking Group plc, et inclus dans les frais de personnel (note 9), s'élevait à £420 millions (2015 : £370 million) £22 millions supplémentaires (2015 : £17 millions) étant comptabilisés dans les activités non poursuivies (cf. note 12).

Plans de primes à paiement différé

Le Groupe Lloyds Banking gère plusieurs plans de primes à paiement différé payés par les fonds propres. Les primes liées aux performances des salariés en 2016 ont été comptabilisées dans les charges au prorata du pourcentage de la période de report effectuée

Plans d'épargne salariale

Les salariés admissibles peuvent signer des contrats d'épargne [Save As You Earn] permettant d'économiser jusqu'à £500 par mois ; à l'expiration d'une période fixe de trois ou cinq ans les salariés ont la possibilité d'employer l'épargne cumulée dans un délai de six mois à compter de la date d'expiration de la période fixe en vue de l'acquisition d'actions de Lloyds Banking Group à un prix réduit égal ou supérieur à 80% du prix de marché en vigueur au début de la période de proposition

Les mouvements intervenus dans le nombre d'options de souscription d'actions disponibles dans le cadre du plan d'épargne SAYE figurent ci-dessous

	2016		2015	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)
En circulation au 1er janvier	850 146 220	50,99	783 626 383	48,73
Attribuées	454 667 560	47,49	156 797 949	60,70
Exercées	(401 286 043)	40,74	(32 683 177)	41,83
Confisquées	(10 590 490)	56,02	(27 740 207)	48,69
Annulées	(204 238 535)	60,23	(24 943 674)	56,04
Expirées	(10 005 816)	57,08	(4 911 054)	48,34
En circulation au 31 décembre	678 692 896	51,76	850 146 220	50,99
Exercables au 31 décembre	—	—	533 654	180 66

La moyenne pondérée du prix des actions à la date d'exercice des options 2016 était de £0.67 (2015 : £0.77). La moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante des options en circulation au terme de l'exercice était de 2.9 années (2015 : 01,9 ans)

La moyenne pondérée de la juste valeur des options SAYE octroyées en 2016 était de £0.13 (2015 : £0.17). Les justes valeurs des options SAYE ont été calculées sur la base d'un modèle Black-Scholes classique

Pour les plans d'épargne en actions HBOS, aucune option n'a été exercée en 2016 ou 2015 et les options en circulation ont expiré au 31 décembre 2016. Les options en circulation au 31 décembre 2015 avaient un prix d'exercice de £1.8066 et une échéance résiduelle contractuelle de 0.4 ans.

Plan d'options d'achat d'actions

Plan de rémunération en actions destiné aux cadres du Groupe Lloyds Banking

Le Plan, qui accorde des options de souscription d'actions aux cadres du Groupe, a été adopté en décembre 2003. Les options faisant l'objet de ce plan ont été expressément accordées pour favoriser le recrutement et n'étaient, donc, pas soumises à des conditions de performances. Ce Plan est utilisé non seulement pour compenser les nouvelles recrues pour l'éventuelle perte d'attributions d'actions, mais aussi pour allouer des avantages à des membres du personnel clés afin de les conserver : dans certains cas, l'allocation peut être soumise à des conditions de performances.

Pour les options accordées le 27 mars 2014 selon le Plan de Transformation de la Banque Commerciale (CBTP), le nombre d'actions pouvant être allouées en mars 2017 pouvait varier d'un facteur de 0 à 4 par rapport à l'allocation initiale "sur objectif", en fonction du niveau de satisfaction des objectifs de performances. Une acquisition "sur objectif" est soumise à la réalisation, par la division Banque Commerciale, d'un bénéfice sous-jacent de £2.5 milliards et d'un rendement de 2% sur les Actifs pondérés en fonction des risques ('RoRWA') au 31 décembre 2016. Les paiements prévus par le Plan seront effectués en cas de réalisation d'un bénéfice compris entre £1.9 milliards et £3 milliards de Bénéfice sous-jacent et entre 1.6% et 2.5% RoRWA.

Les Participants n'ont pas droit aux dividendes versés pendant la période d'acquisition des options.

	2016		2015	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)	Nombre d'options	Moyenne pondérée du prix d'exercice (pence)
En circulation au 1er janvier	221 397 597	Néant	233 389 084	Néant
Accordées	4 298 701	Néant	9 813 363	Néant
Exercées	-2 700 679	Néant	-13 313 421	Néant
Confisquées	-3 863 477	Néant	-8 374 250	Néant
Expirées	-169 861	Néant	-117 179	Néant
En circulation au 31 décembre	218 962 281	Néant	221 397 597	Néant
Exercables au 31 décembre	4 504 392	Néant	3 972 911	Néant

La moyenne pondérée de la juste valeur des options accordées en 2016 était de £0.68 (2015 : £0.75). Les justes valeurs des options SAYE ont été calculées sur la base d'un modèle Black-Scholes classique. La moyenne pondérée du prix des actions à la date d'exercice des options 2016 était de £0.64 (2015 : £0.83). La moyenne pondérée de la durée de vie contractuelle restante des options en circulation au terme de l'exercice était de 5.1 années (2015 : 6.1 ans).

Autres plans d'options d'achat d'actions

Plan de primes à long terme destiné aux cadres de Lloyds Banking

Selon le Plan de Primes à long terme [Long-Term Incentive Plan (LTIP)], mis en place en 2006, l'attribution d'actions est liée à l'amélioration des résultats de Lloyds Banking Group sur une période triennale. Les allocations sont effectuées dans les limites établies par les règles du Plan, selon lesquelles le nombre maximum d'actions attribuables est égal à trois fois le salaire annuel. Dans des cas exceptionnels, cette valeur pourra atteindre quatre fois le salaire annuel. Dans des cas exceptionnels, le montant peut atteindre 4 fois le salaire annuel.

Les participants auront droit aux dividendes payés pendant la période d'acquisition si les conditions liées aux résultats sont respectées. Un montant d'une valeur égale à celle des dividendes payés entre la date d'attribution et la date à laquelle le Comité des Rémunérations détermine que les conditions relatives aux résultats ont été remplies pourra être versé sur la base du nombre d'actions acquises. Le Comité des Rémunérations déterminera si les dividendes doivent être payés au comptant ou en actions.

Au terme de la période de performances relative à l'allocation 2013, les objectifs n'ayant pas été entièrement remplis, les allocations ont été acquises en 2016 au taux de 94.18%.

	2016	2015
	Nombre d'actions	Nombre d'actions
En circulation au 1er janvier	398 066 746	522 836 111
Accordées	132 194 032	121 676 131
Acquises	-140 879 465	-196 193 904
Confisquées	-33 713 900	-50 251 592
Attribution de dividendes	2 560 615	—
En circulation au 31 décembre	358 228 028	398 066 746

Les actions relatives au plan d'allocation 2014 seront acquises en 2017 à un taux de 55 %.

La moyenne pondérée de la juste valeur des options accordées sur l'exercice s'élevait à £0.64 (2015 : £0.78).

Le calcul de la juste valeur au 31 décembre 2016 effectué, pour les allocations effectuées pendant l'exercice, à l'aide de modèles Black-Scholes et de simulation Monte Carlo, se fonde sur les hypothèses suivantes :

	Save-As-You-Earn	Plans d'options d'achat d'actions 2003	LTIP	Commercial Transformation bancaire Plan
Moyenne pondérée du taux d'intérêt sans risque	0.25%	0.36%	0.39%	0.43%
Moyenne pondérée de la durée de vie prévue	3,2 ans	1,9 ans	3,0 ans	0,8 ans
Moyenne pondérée de la volatilité prévue	30%	26%	24%	33%
Moyenne pondérée du rendement des dividendes prévu	4.5%	3.1%	0.0%	4.5%
Moyenne pondérée du prix des actions	£0.59	£0.69	£0.73	£0.78
Moyenne pondérée du prix d'exercice	£0.47	Néant	Néant	Néant

La volatilité escomptée mesure l'amplitude de la fluctuation prévue du prix des actions de Lloyds Banking Group pendant la durée de vie d'une option. La volatilité escomptée est estimée sur la base de la volatilité historique du prix journalier de clôture de l'action sur la période la plus récente par rapport à la durée de vie escomptée de l'option. La volatilité historique est comparée à la volatilité implicite générée par les options négociées sur le marché relatives aux actions du Groupe Lloyds.

Banking, afin d'évaluer la plausibilité de la volatilité historique et l'adéquation des ajustements effectués.

Actions supplémentaires

Lloyds Banking Group s'engage à appairer les actions achetées par les salariés jusqu'à une valeur mensuelle de £45 ; ces actions d'appariement sont détenues en fiducie, pour le compte du salarié, pendant une période impérative de trois ans pendant laquelle le salarié aura droit aux dividendes payés sur les actions en question. L'allocation est soumise à des conditions non liées au marché : en cas de départ d'un salarié pendant la période de trois ans pour tout autre motif qu'une 'juste cause, la totalité des actions d'appariement sera confisquée. De même, si un salarié revend ses actions dans un délai de trois ans, ses actions d'appariement seront confisquées.

Le nombre d'actions attribuées concernant des actions appariées en 2016 s'élevait à 35,956,224 (2015 : 18,001,413), avec une juste valeur moyenne de £0.61 (2015 : £0.78), sur la base des prix de marché en vigueur à la date de l'attribution.

Attributions fixes d'actions

Les allocations fixes d'actions ont été mises en place en 2014 pour faire en sorte que l'allocation fixe totale soit proportionnelle à la fonction et offre une rémunération compétitive à certains salariés de Lloyds Banking Group, avec un juste équilibre entre rémunération fixe et rémunération variable, conformément à la réglementation. Les allocations fixes sont constituées d'actions de Lloyds Banking Group, libérées sur une période de 5 ans, à raison de 20% par an à compter de l'année d'attribution. Le nombre d'actions achetées en 2016 s'élève à 10.031.272 (2015 : 8,237,469).

L'allocation fixe d'actions n'est soumise à aucune condition de performances, adéquation des performances ou récupération. Si un salarié quitte le Groupe, le délai de libération des actions ne change pas

46 Transactions avec des parties apparentées Dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes chargées de la planification, de la direction et du contrôle des activités d'une entité ; ils font partie du Comité Exécutif de Lloyds Banking Group plc avec les Administrateurs non-exécutifs.

	2016 £m	2015 £m
Rémunération		
Salaires et autres avantages à court terme	17	14
Avantages postérieurs à l'emploi	–	–
Rémunération en actions	23	18
Rémunération totale	40	32

Le montant total des émoluments versés aux administrateurs s'élevait à £13.6 millions (2015 : £11.0 millions).

L'apport total de la société aux plans de retraite à cotisations déterminées destinés aux principaux dirigeants était de £0.1 million (2015 : £0.1 million).

Le montant total versé au dirigeant de niveau hiérarchique le plus élevé (António Horta-Osório) était de £6,289,000 (2015 : (António Horta-Osório) £5,161,000) ; ce chiffre n'inclut pas les plus-values réalisées sur l'exercice des options d'actions Lloyds Banking Group plc sur ces deux exercices.

	2016 million	2015 million
Options d'achat d'actions de Lloyds Banking Group plc	9	13
Au 1er janvier		
Attribuées, avec certains ajustements (y compris les droits des principaux dirigeants en charge)	3	3
Exercées/Expirées (y compris les droits des principaux dirigeants en charge)	-9	-7
Au 31 décembre	3	9

	2016 million	2015 million
Plans de rémunération en actions réglés en actions de Lloyds Banking Group plc		
Au 1er janvier	82	102
Accordées, y compris certains ajustements (cela comprend les droits de certains dirigeants en charge)	29	37
Exercées/expirées (cela comprend les droits de certains anciens dirigeants)	-46	-57
Au 31 décembre	65	82

	2016 £m	2015 £m
Prêts		
Au 1er janvier	5	3
Avances (y compris les droits des principaux dirigeants désignés)	3	4
Remboursements (y compris les prêts consentis à d'anciens dirigeants)	-4	-2
Au 31 décembre	4	5

Les prêts peuvent être garantis et non garantis et doivent être remboursés au comptant. Les prêts ont produit des intérêts compris entre 2.49% et 23.95% en 2016 (2015 : 3.99 % and 23.95 per cent).

Aucune provision n'a été comptabilisée pour les prêts accordés aux dirigeants (2015 £zéro)

	2016 £m	2015 £m
Dépôts		
Au 1er janvier	13	16

Placés (y compris les dépôts des anciens dirigeants)	41	58
Retraits (y compris les dépôts des anciens dirigeants)	-42	-61
Au 31 décembre	12	13

Les dépôts placés par les principaux dirigeants ont été productifs d'intérêts jusqu'à 4.0 % en 2016 (2015 : 4.7 %).

Au 31 décembre 2015 et 2016, le Groupe n'a pas fourni de garanties pour ses principaux dirigeants (2015 : none).

Au 31 décembre 2016, les transactions, accords et contrat conclus par le Groupe et ses filiales bancaires avec des administrateurs et d'autres personnes liées à ces derniers incluaient des montants non encore remboursés relatifs à des prêts et des transactions payées par carte de crédit d'un montant de £ £0.4 millions avec cinq administrateurs et deux personnes apparentées (2015 : £1 million avec quatre administrateurs et six personnes apparentées).

Soldes et transactions avec des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking

Soldes et transactions entre membres du Groupe Lloyds Bank

Conformément à la norme IFRS10 "Etats financiers consolidés", les transactions et les soldes entre la Banque et ses filiales et entre les filiales elles-mêmes ont été éliminés par consolidation et ne sont donc pas comptabilisées comme transactions entre parties apparentées membres du Groupe.

La Banque, en sa qualité de société mère d'un Groupe bancaire, réalise un grand nombre de transactions avec différentes filiales, qui sont incluses dans le Bilan de la Banque, comme suit :

	2016 £m	2015 £m
Actifs inclus dans :		
Instruments financiers dérivés	9 512	9 701
Actif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	963	4 733
Prêts et créances : montants dus par des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	148 619	121 683
Actif financier cessible	1 872	4 261
	160 966	140 378
Passif inclus dans		
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	82 545	67 198
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	1 273	4 773
Instruments financiers dérivés	8 544	9 741
Titres obligataires en émission	19 670	17 929
Passif subordonné	60	65
	112 092	99 706

Compte tenu du volume et de l'importance des transactions qui transitent par ces comptes, il n'est pas facile ni indispensable de divulguer des informations concernant les flux d'entrée et de sortie bruts. En 2016, la Banque a encaissé des intérêts créditeurs sur les soldes d'actifs ci-dessus de £2,484 million (2015 : £2,468 million) et a encouru des intérêts débiteurs sur les soldes de passif susmentionnés de £1,025 millions (2015 : £1,193 million).

De plus, la Banque a collecté des montants refacturés pour £922 millions (2015 : £1,037 millions) de la part de ses filiales, au titre des frais encourus et a encaissé des commissions de £135 millions (2015 : £232 millions) ; elle a également payé un montant de £104 millions (2015 : £113 millions), pour différents services fournis entre la Banque et ses filiales.

Les données détaillées concernant le passif éventuel et les engagements conclus pour le compte d'entités apparentées membres du Groupe Lloyds Banking figurent à la note 47.

Soldes et transactions avec Lloyds Banking Group plc et avec les filiales de la Banque

La Banque et ses filiales ont des dettes et des créances vis-à-vis de la société mère de la Banque, Lloyds Banking Group plc et des entités apparentées de la Banque, qui figurent au bilan comme suit. Ces dettes et ces créances sont inscrites au bilan comme suit :

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif inclus dans :				
Prêts et créances : montants dus par des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	5 624	11 630	3 641	11 101
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	1 911	9	577	11
Instruments financiers dérivés	195	–	195	–
	7 730	11 639	4 413	11 112
Passif inclus dans				
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	5 444	5 926	4 258	3 458
Instruments financiers dérivés	1 787	46	1 533	46
Titres obligataires en émission	818	–	18	–
Passif subordonné	3 815	10 890	3 614	10 358
	11 864	16 862	9 423	13 862

Ces soldes incluent les accords bancaires de Lloyds Banking Groupe ; compte tenu du volume et de l'importance des transactions qui transitent par ces comptes, il n'est pas facile ni indispensable de divulguer des informations concernant les flux d'entrée et de sortie bruts. En 2016, le Groupe a encaissé £110 millions et la Banque £56 millions d'intérêts créditeurs sur les soldes d'actifs ci-dessus (2015 : Groupe £130 millions ; Banque £112 millions) ; le Groupe a encouru £576 millions et la Banque £505 millions d'intérêts débiteurs sur les soldes de passif ci-dessus (2015 : Groupe £1,105 millions ; Banque £1,033 millions).

Au cours de l'année, la Banque a engagé des dépenses à l'avantage de ses filiales, qui n'ont pas été refacturées.

Autres transactions avec des parties apparentées

Fonds de pension

Le Groupe fournit des services bancaires et de gestion des investissements à certains de ses fonds de pension. Au 31 décembre 2016, des dépôts de clients d'un montant de £171 millions (2015 : £145 millions) et un passif lié à des contrats d'assurance et d'investissement d'un montant de £406 millions (2015 : £694 millions), comptabilisés dans les comptes du groupe cessible au 31 décembre 2016 (cf. note 12), concernaient les fonds de pension du Groupe.

Véhicules de placement collectif

Le groupe gère, par le biais de ses activités non poursuivies, 139 (2015 : 168) véhicules de placement collectif, tels que des SICAV, dont 83 (2015 : 95) sont consolidés. Le Groupe a investi £265 millions (2015 : £818 million) et a racheté £826 millions (2015 : £616 millions) dans les véhicules de placement collectif non consolidés, au cours de l'exercice, et détenait des investissements, comptabilisés à leur juste valeur, de £2,405 millions (2015 : £2,129 millions) au 31 décembre. Le Groupe a encaissé £192 millions générés par les véhicules de placement collectif non consolidés pendant l'exercice 2016 (2015 : £187 million).

Joint-ventures et entreprises associées

Au 31 décembre 2016 les prêts et avances aux clients non encore remboursés s'élèvent à £173 millions (2015 : £225 millions) et les soldes relatifs aux dépôts des clients s'élèvent à £15 millions (2015 : £8 millions) concernant les joint-ventures et les entreprises associées.

Outre les soldes ci-dessus, le Groupe détient, par le biais de son activité de capital-risque, un certain nombre d'autres entreprises associées qui sont comptabilisées à leur juste valeur sur le compte de résultat. Au 31 décembre 2016, ces sociétés détenaient des actifs d'environ £4,712 millions (2015 : £3,911 million), un passif total d'environ £5,033 millions (2015 : £4,104 millions), un chiffre d'affaires, au 31 décembre 2016, d'environ £4,401 millions (2015 : £4,660 millions) et avaient enregistré une perte nette d'environ £27 millions (2015 : perte nette £181 millions). De plus, le Groupe a versé un financement de £1,550 millions (2015 : £1,710 millions) à ces sociétés, sur lequel il a encaissé £127 millions (2015 : £125 millions) d'intérêts créditeurs, sur l'exercice.

47 Passif éventuel et engagements

Commissions interbancaires

En ce qui concerne les commissions multilatérales d'échange, le Groupe Lloyds Banking n'est pas directement impliqué dans les enquêtes et les litiges en cours (décrits ci-dessous), qui concerne des sociétés de cartes de crédit comme Visa et MasterCard. Cependant, le Groupe Lloyds Banking est membre de Visa, MasterCard, et d'autres systèmes de cartes.

Visa Inc a mené à bien son acquisition de Visa Europe le 21 juin 2016. La part du produit de la vente revenant à Lloyds Banking Group comprend une contrepartie au comptant d'environ £330 millions (dont environ £300 millions ont été encaissés lors de la conclusion de la vente et £30 millions seront payés dans trois ans) et des actions privilégiées, qui ont été évaluées par Lloyds Banking à la juste valeur. Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires de catégorie A de Visa Inc ou leur équivalent, en cas d'occurrence de certains événements. Dans le cadre de cette transaction, le Groupe Lloyds Banking et d'autres banques britanniques ont également signé une convention de partage des pertes avec Visa Inc, qui indique clairement les modalités de répartition des dettes entre les parties, au cas où l'issue du litige évoqué ci-dessus établirait que Visa Inc est responsable de dommages payables par Visa Europe. L'obligation maximale pouvant être imputée au Groupe Lloyds Banking conformément à la convention de partage des pertes se limite à la contrepartie au comptant qui lui revient. Visa Inc peut également avoir recours à une indemnité générale, actuellement prévue par les réglementations d'exploitation de Visa Europe, en ce qui concerne les demandes d'indemnisation relatives à des activités interrégionales ou régionales d'établissement des commissions interbancaires.

LIBOR et autres taux

En juillet 2014, le Groupe Lloyds Banking annonçait qu'il était parvenu à un règlement de 217 millions de livres (selon les taux de change du 30 juin 2014) visant à régler avec les autorités britanniques et les autorités fédérales américaines une affaire, remontant à quelques années, relative à la manipulation des taux LIBOR (London Interbank Offered Rate) et du Taux Repo Sterling soumis par plusieurs entreprises du Groupe Lloyds Banking à la British Bankers' Association (BBA). Le Groupe Lloyds Banking continue à coopérer avec d'autres gouvernements et d'autres autorités de contrôle, comme le Serious Fraud Office, la Commission de la Concurrence Suisse et plusieurs Procureurs Généraux d'États américains, en relation à leurs enquêtes concernant les données soumises par des membres du panel aux organismes en charge de la fixation du LIBOR et d'autres taux interbancaires proposés.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking, ainsi que plusieurs autres banques membres du Panel, ont également été assignées en tant que défenderesses dans le cadre de poursuites judiciaires privées, dont plusieurs recours collectifs initiés aux États-Unis et liés à leur rôle de banques du Panel de fixation des taux d'intérêt LIBOR du Dollar américain, du Yen japonais et de la livre Sterling. Les poursuites, qui concernent des accusations globalement similaires, font état de violations du Sherman Antitrust Act, du Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act et du Commodity Exchange Act, ainsi que de plusieurs lois d'état et de plusieurs principes de common law. Certaines demandes des plaignants, y compris celles établies en vertu des lois antitrust américaines, ont été rejetées par le Tribunal Fédéral Américain du District Sud de New York (Tribunal de District). Les plaintes du plaignant concernant les taux de change et les marchés OTC ont été rejetées en novembre 2015 en raison de l'incompétence du tribunal à juger le Groupe Lloyds Banking.

Certaines entreprises du Groupe Lloyds Banking ont également été assignées pour des plaintes déposées au Royaume Uni faisant état de manipulations du LIBOR pour des produits de couverture des risques de taux et de change.

Pour l'instant, il est impossible de prédire l'ampleur et l'issue, pour le Groupe, des différentes enquêtes réglementaires en cours qui n'ont pas fait l'objet du règlement susmentionné, de toutes les poursuites judiciaires entamées par des particuliers ou de tout obstacle à l'interprétation ou à la validité des accords contractuels du Groupe, y compris en ce qui concerne leur calendrier et leur échelle.

Litige avec des actionnaires britanniques

En août 2014, le Groupe Lloyds Banking et plusieurs anciens administrateurs ont été assignés dans le cadre d'une plainte déposée devant la Haute Cour de Justice par plusieurs plaignants ayant détenu des actions chez Lloyds TSB Group PLC (LTSB) avant l'acquisition de HBOS PLC. Les plaignants affirmaient l'existence de violations d'obligations fiduciaires et de négligences relatives aux informations fournies aux actionnaires concernant l'acquisition et la recapitalisation de LTSB. Il est impossible, pour l'instant, de déterminer l'impact final éventuel pour le Groupe, mais le Groupe Lloyds Banking entend contester vigoureusement ces accusations.

Plan d'indemnisation des clients des services financiers

Le Financial Services Compensation Scheme (FSCS) est le fonds de compensation réglementaire indépendant britannique de dernier recours, pour les clients de sociétés prestataires de services financiers autorisés. Ce fonds indemnise les clients si une société n'est pas en mesure ou ne semble pas être en mesure de payer des demandes de dédommagement déposées à son encontre. Le FSCS est financé par des prélèvements effectués auprès des entreprises du secteur des services financiers autorisés. Chaque institution de dépôt contribue au FSCS, en fonction de la part du total des dépôts protégés détenue par elle au 31 décembre de l'année qui précède l'année du programme, qui se déroule du 1er avril au 31 mars.

En 2008, suite au défaut de paiement de plusieurs dépositaires, le FSCS a emprunté des fonds au Trésor de sa Majesté, afin de régler les frais d'indemnisation des clients de ces sociétés. Au 31 mars 2016, à savoir à la date de clôture du dernier exercice du fonds FSCS pour lequel des comptes ont été publiés, le solde en capital non remboursé sur ces emprunts s'élevait à £15,655 millions (31 mars 2015 : £15,797 millions). Bien que la majorité de ce prêt soit remboursée via les fonds réalisés par le FSCS suite à la vente d'actifs, par des liquidités excédentaires ou par d'autres recouvrements effectués sur les actifs des sociétés défaillantes, tout déficit sera financé par les dépositaires qui adhèrent au FSCS. Le montant des futurs prélèvements payables par le Groupe dépend de plusieurs facteurs, dont les montants recouverts par le FSCS et provenant de la vente d'actifs, la participation du Groupe au marché des banques de dépôt au 31 décembre, le niveau de dépôts protégés et le nombre de dépositaires participants.

Administration fiscale

Le Groupe constitue une provision pour d'éventuelles dettes fiscales se rapportant aux montants dus à l'administration fiscale, y compris suite à une interprétation et une application différente, par l'Administration Fiscale Britannique, d'une certaine norme fiscale. Le Groupe Lloyds Banking est impliqué dans une procédure en cours concernant un dégrèvement de groupe des pertes subies par son ancienne filiale bancaire irlandaise, dont les activités ont cessé le 31 décembre 2010. En 2013, HMRC a informé le Groupe Lloyds Banking que, selon sa propre interprétation de la réglementation britannique autorisant le dédommagement de ces pertes, sa demande devait être rejetée. La Direction estime que, si la position de HMRC était acceptée, cela entraînerait une augmentation des passifs d'impôts actuels d'environ 600 millions de livres et à une réduction d'environ 400 millions de livres des actifs d'impôts différés du Groupe Lloyds Banking (impact général pour le Groupe : 200 millions de livres). Le Groupe Lloyds Banking ne partage pas la position de HMRC et, après avoir demandé l'avis d'un expert, il estime que cette affaire ne devrait pas entraîner des impôts supplémentaires. Il existe plusieurs autres procédures en cours pour lesquelles le Groupe Lloyds Banking est en pourparlers avec HMRC ; aucune d'entre elles ne devrait avoir un impact significatif sur la situation financière du Groupe.

Reprise de prêts immobiliers

En août 2014, la Haute Cour d'Irlande du Nord a donné raison à des emprunteurs dans le cadre de trois cas types de prêts immobiliers résidentiels, concernant certains aspects des pratiques du Groupe Lloyds Banking relatives au nouveau calcul des mensualités contractuelles des clients en retard de paiement. La FCA est activement engagée dans le secteur en ce qui concerne ces questions. Lloyds Banking Group Le Groupe Lloyds Banking répondra de manière appropriée dans le cadre de cette affaire et à toute enquête, procédure ou mesure réglementaire qui pourrait être entamée, en temps voulu, par rapport à ces questions. La FCA a émis une consultation sur les nouvelles orientations relatives au traitement des clients défaillants en matière de prêts immobiliers. Cela concerne les mesures de réparation vis-à-vis des clients qui ont pu être affectés par les modalités de calcul des mensualités sur les prêts immobiliers. Le résultat de cette consultation devrait être disponible au premier trimestre 2017.

Mise à jour relative à l'Annonce faite par la FCA concernant le délai de prescription des plaintes relatives aux assurances ADI (Assurance Décès Invalidité), et Plevin v Paragon Personal Finance Limited

Le 2 août 2016, la Financial Conduct Authority (FCA) a publié un autre document de consultation (CP16/20 : Règles et orientations sur les plaintes relatives aux assurances de protection des paiements : retour sur CP15/39 et consultation ultérieure), faisant suite à la consultation initiale publiée en novembre 2015. Les documents de consultation proposaient la fixation d'un délai maximum de prescription de deux ans pour les plaintes PPI et définissaient les règles et les orientations applicables au traitement des plaintes PPI à la lumière de la décision de la Haute Cour de Justice dans l'affaire Plevin v Paragon Personal Finance Limited [2014] UKSC 61. Le 2 mars 2017, a confirmé que la date d'expiration du délai de prescription serait fixée au 29 août 2019, et que des nouvelles règles pour les plaintes Plevin entreraient en vigueur en août 2017.

Activités entreraient en vigueur en août 2017 force in August 2017n serait fixée

Le 26 mai 2016, Lloyds Banking Group a été informée du début d'une enquête de la FCA relative aux activités de traitement des arriérés de remboursement des prêts du Groupe. Cette enquête est encore en cours et il est actuellement impossible de formuler des prévisions fiables concernant les éventuelles obligations qui pourraient en résulter.

HBOS Reading – réexamen de certains dossiers

Le Groupe Lloyds Banking entreprend l'examen d'un certain nombre de cas relatifs à des clients, précédemment gérés par l'ancien Service des Créances douteuses de HBOS, basé à Reading. Ce réexamen fait suite à la conclusion d'une procédure pénale dans le cadre de laquelle un certain nombre de personnes, dont deux anciens employés de HBOS, ont été condamnées pour des faits de corruption, négociation frauduleuse et blanchiment d'argent intervenus avant l'acquisition de HBOS par Lloyds Banking Group, en 2009. Cette révision vient de commencer et il est impossible de déterminer, pour le moment, l'impact financier ultime de cette affaire sur le Groupe Lloyds Banking.

Autres actions en justice et affaires de nature r conclusion

Par ailleurs, dans le cadre normal de ses activités, le Groupe est concerné par d'autres réclamations et pourrait faire l'objet de poursuites réelles ou éventuelles (dont des recours collectifs) entamées par des employés actuels ou d'anciens employés, par des clients, par des investisseurs ou d'autres tiers, ou en leur nom. Le Groupe fait également l'objet de vérifications juridiques et réglementaires, de contestations, d'enquêtes et d'actions exécutoires, à la fois au Royaume Uni et à l'étranger. Toutes ces affaires importantes sont régulièrement réévaluées, avec l'aide d'un conseiller professionnel externe si nécessaire, afin de déterminer les probabilités que le Groupe encoure une obligation. Si l'on estime qu'il est plus probable que le Groupe encoure une telle obligation, une provision est établie en fonction des meilleures estimations de la direction relatives à son montant, à la date de clôture de l'exercice concerné. Dans certains cas, il ne sera pas possible de formuler un avis, si, par exemple, les faits ne sont pas suffisamment clairs ou si plus de temps est nécessaire pour évaluer convenablement le fond de l'affaire et qu'aucune provision n'est prévue dans ce cas précis. Toutefois, le Groupe ne s'attend pas à ce que l'issue finale de ces affaires ait un effet négatif important sur sa situation financière, sur son exploitation ou sur ses liquidités.

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Passif éventuel				
Acceptations et avals				
Autres :				
Autres postes servant de substituts de crédit direct	779	458	760	443
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions commerciales	2 237	2 123	2 091	1 979
	3 016	2 581	2 851	2 422
Total passif éventuel				
			Banque	
			2016 £m	2015 £m

Encouru au nom et pour le compte des entités apparentées de Lloyds Banking Group	5	4
--	---	---

Le passif éventuel du Groupe et de la Banque résulte du cours normal de l'activité bancaire et ne peut pas servir à quantifier leur futur effet financier.

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Engagements				
Achats d'actif à terme et dépôt à terme placés	648	421	620	397
Lignes de crédit formelles non utilisées, lignes de crédit et autres engagements de prêt				
Echéance initiale à moins d'un an :				
Offres de prêts immobiliers effectuées	10 749	9 995	697	682
Autres engagements	62 697	57 809	37 974	35 367
	73 446	67 804	38 671	36 049
Echéance initiale à 1 an ou plus d'un an	40 074	44 691	36 375	39 261
Total des engagements	114 168	112 916	75 666	75 707

	Banque	
	2016 £m	2015 £m
Encouru au nom et pour le compte des entités apparentées de Lloyds Banking Group	5 274	7 290

Sur les montants mentionnés ci-dessus au poste "Lignes de crédit confirmées inutilisées, lignes de crédit et autres engagements de prêt", £63,203 millions (2015 : £63,086 millions) pour le Groupe et £45,976 millions (2015 : £46,908 millions) pour la Banque étaient irrévocables.

Engagements relatifs aux contrats de location-exploitation

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
A 1 an maximum	264	267	141	133
A plus d'un an et à moins de 5 ans	855	885	461	455
A plus de 5 ans	944	1 049	429	490
Total des engagements relatifs aux contrats de location-exploitation	2 063	2 201	1 031	1 078

Les paiements relatifs aux engagements de location-exploitation représentent les loyers payables par le Groupe pour certains de ses biens immobiliers. Certains contrats de location-exploitation comportent des options de renouvellement et des clauses d'augmentation progressive du loyer, ayant, toutefois, un effet marginal. Aucun accord n'a été conclu pour le paiement de loyers conditionnels.

Engagements en capital

Sous réserve des engagements assumés par le Groupe pour des investissements immobiliers (note 24), les investissements ayant fait l'objet d'un contrat sans être provisionnés au 31 décembre 2016 s'élevaient à £543 million (2015 : £388 millions) pour le Groupe et £2 millions (2016 : £7 millions) pour la Banque. Of Sur le montant imputable au Groupe, £541 millions (2015 : £380 millions) concernaient des actifs faisant l'objet de contrats de leasing avec les clients. La Direction du Groupe que les futurs revenus nets et financements suffiront à couvrir ces engagements.

48 Instruments financiers

(1) Base de mesure de l'actif et du passif financier

Groupe	Dérivés désignés comme instruments de couverture £m	Comptabilisés à la juste valeur sur compte de résultat		Cessible £m	Prêts et avances £m	Détenus au coût amorti £m	Contrats d'assurance £m	Total £m
		Instruments financiers détenus à des fins de transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m					
Au 31 décembre 2016								
Actif financier								
Soldes et espèces détenus auprès des Banques Centrales	—	—	—	—	—	47 452	—	47 452
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques	—	—	—	—	—	706	—	706
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	45 824	5 374	—	—	—	—	51 198
Instruments financiers dérivés	2 712	31 147	—	—	—	—	—	33 859
Prêts et créances								
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	5 583	—	—	5 583
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	451 282	—	—	451 282
Titres obligataires	—	—	—	—	3 397	—	—	3 397
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	5 624	—	—	5 624
	—	—	—	—	465 886	—	—	465 886
Actif financier cessible	—	—	—	56 524	—	—	—	56 524
Actif des activités poursuivies	2 712	76 971	5 374	56 524	465 886	48 158	—	655 625
Actif du groupe cessible (note 12)	—	3 800	109 687	—	21 319	—	—	134 806

Total actif financier	2 712	80 771	115 061	56 524	487 205	48 158	–	790 431
Passif financier								
Dépôts de banques	–	–	–	–	–	15 690	–	15 690
Dépôts de clients	–	–	–	–	–	415 460	–	415 460
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	–	–	–	–	–	5 444	–	5 444
Eléments en cours de transmission de la part des banques	–	–	–	–	–	548	–	548
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	45 079	9 425	–	–	–	–	54 504
Instruments financiers dérivés	2 254	31 642	–	–	–	–	–	33 896
Effets en circulation	–	–	–	–	–	1 402	–	1 402
Titres obligataires en émission	–	–	–	–	–	74 733	–	74 733
Passif subordonné	–	–	–	–	–	17 258	–	17 258
Passif des activités poursuivies	2 254	76 721	9 425	–	–	530 535	–	618 935
Passif du groupe cessible (note 12)	–	3 008	–	–	–	4 809	114 764	122 581
Total passif financier	2 254	79 729	9 425	–	–	535 344	114 764	741 516

Groupe	Dérivés désignés comme instruments de couverture £m	Comptabilisés à la juste valeur sur compte de résultat		Cessible £m	Prêts et avances £m	Détenus au coût amorti £m	Contrats d'assurance £m	Dérivés désignés comme instruments de couverture £m
		Instruments financiers détenus à des fins de transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m					
Au 31 décembre 2015								
Actif financier								
Soldes et espèces détenus auprès des Banques Centrales	–	–	–	–	–	58 417	–	58 417
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques	–	–	–	–	–	697	–	697
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	42 670	98 479	–	–	–	–	141 149
Instruments financiers dérivés	2 686	26 236	–	–	–	–	–	28 922
Prêts et créances								
Prêts et avances aux banques	–	–	–	–	25 117	–	–	25 117
Prêts et avances aux clients	–	–	–	–	455 175	–	–	455 175
Titres obligataires	–	–	–	–	4 191	–	–	4 191
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	–	–	–	–	11 630	–	–	11 630
	–	–	–	–	496 113	–	–	496 113
Actif financier cessible	–	–	–	33 032	–	–	–	33 032
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	–	–	–	–	–	19 808	–	19 808
Total actif financier	2 686	68 906	98 479	33 032	496 113	78 922	–	778 138
Passif financier								
Dépôts de banques	–	–	–	–	–	16 925	–	16 925
Dépôts de clients	–	–	–	–	–	418 326	–	418 326
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	–	–	–	–	–	5 926	–	5 926
Eléments en cours de transmission aux banques	–	–	–	–	–	717	–	717
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	43 984	7 879	–	–	–	–	51 863
Instruments financiers dérivés	2 450	23 897	–	–	–	–	–	26 347
Effets en circulation	–	–	–	–	–	1 112	–	1 112
Titres obligataires en émission	–	–	–	–	–	82 056	–	82 056
Passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation	–	–	–	–	–	–	80 317	80 317
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation	–	–	–	–	–	–	22 777	22 777
Excédent non affecté des activités d'assurance	–	–	–	–	–	–	257	257
Passif subordonné	–	–	–	–	–	28 190	–	28 190
Total passif financier	2 450	67 881	7 879	–	–	553 252	103 351	734 813

(1) Cf. note 1

Banque	Instruments dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture £m	Comptabilisés à la juste valeur sur compte de résultat or loss		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Total £m
		Détenus pour transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m				
Au 31 décembre 2016							
Actif financier							
Soldes et espèces détenus auprès des Banques Centrales	–	–	–	–	–	44 595	44 595
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques	–	–	–	–	–	512	512
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	46 787	1 522	–	–	–	48 309
Instruments financiers dérivés	1 072	35 642	–	–	–	–	36 714
Prêts et créances							

Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	4 379	—	4 379
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	161 161	—	161 161
Titres obligataires	—	—	—	—	2 818	—	2 818
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	152 260	—	152 260
Actif financier cessible	—	—	—	55 122	320 618	—	320 618
	—	—	—	—	—	—	55 122
Total actif financier	1 072	82 429	1 522	55 122	320 618	45 107	505 870
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	9 450	9 450
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	213 135	213 135
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	86 803	86 803
Eléments en cours de transmission aux banques	—	—	—	—	—	292	292
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	46 353	9 423	—	—	—	55 776
Instruments financiers dérivés	2 760	35 831	—	—	—	—	38 591
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	74 366	74 366
Passif subordonné	—	—	—	—	—	10 575	10 575
Total passif financier	2 760	82 184	9 423	—	—	394 621	488 988

Banque	Instruments dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture £m	Comptabilisés à la juste valeur sur compte de résultat		Cessibles £m	Prêts et créances £m	Détenus au coût amorti £m	Total £m
		Détenus à des fins de transaction £m	Désignés lors de la comptabilisation initiale £m				
Au 31 décembre 2015							
Actif financier							
Soldes et espèces détenus auprès des Banques Centrales	—	—	—	—	—	55 919	55 919
Eléments en cours de recouvrement de la part des banques	—	—	—	—	—	518	518
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	47 400	4 664	—	—	—	52 064
Instruments financiers dérivés	806	30 186	—	—	—	—	30 992
Prêts et créances							
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	2 625	—	2 625
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	158 117	—	158 117
Titres obligataires	—	—	—	—	2 865	—	2 865
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	132 784	—	132 784
Actif financier cessible	—	—	—	—	296 391	—	296 391
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	—	—	—	32 476	—	—	32 476
	—	—	—	—	—	19 808	19 808
Total actif financier	806	77 586	4 664	32 476	296 391	76 245	488 168
Passif financier							
Dépôts de banques	—	—	—	—	—	13 614	13 614
Dépôts de clients	—	—	—	—	—	205 717	205 717
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	—	—	—	—	—	70 656	70 656
Eléments en cours de transmission aux banques	—	—	—	—	—	326	326
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	48 454	7 878	—	—	—	56 332
Instruments financiers dérivés	2 533	28 507	—	—	—	—	31 040
Titres obligataires en émission	—	—	—	—	—	78 430	78 430
Passif subordonné	—	—	—	—	—	19 709	19 709
Total passif financier	2 533	76 961	7 878	—	—	388 452	475 824

(1) Cf. note 1

(2) Mesure de la juste valeur

La juste valeur est le prix que l'on encaisserait sur la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'une dette dans le cadre d'une transaction réalisée dans des conditions normales, entre acteurs du marché, à la date de la mesure. La mesure est effectuée à une certaine date et peut être sensiblement différente du montant qui sera effectivement payé ou reçu à la date d'échéance ou de règlement.

Chaque fois que possible, les justes valeurs ont été calculées à l'aide des prix de marché cotés non ajustés et en vigueur sur les marchés actifs pour des instruments identiques détenus par le Groupe. Lorsque des prix de marché cotés ne sont pas disponibles ou ne sont pas fiables en raison de leur faible liquidité, les justes valeurs ont été déterminées par des techniques d'évaluation utilisant, autant que possible, des données observables sur le marché, mais, dans certains cas, des données observables provenant d'autres sources que le marché. Les techniques d'évaluation utilisées incluent l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de calcul des prix et, le cas échéant, la comparaison avec des instruments dotés de caractéristiques similaires à celles des instruments détenus par le Groupe.

Le Groupe gère des ajustements de l'évaluation pour ses expositions en instruments dérivés, sur une base nette, et détermine leurs justes valeurs sur la base de leurs expositions nettes. Dans tous les autres cas, les justes valeurs de l'actif et du passif financier mesurées à la juste valeur sont déterminées sur la base de leur exposition brute.

La valeur comptable des instruments financiers suivants constitue une approximation raisonnable de la juste valeur : en-caisse et avoirs auprès des banques centrales, Eléments en cours de recouvrement auprès des banques, éléments en cours de transmission aux banques, effets en circulation.

Etant donné la diversité des techniques d'évaluation employées et les estimations significatives effectuées, des comparaisons des justes valeurs entre les différents établissements financiers pourraient ne pas se révéler utiles. Nous conseillons, donc, aux lecteurs de ces états financiers de faire preuve de prudence dans l'utilisation de ces données pour l'évaluation de la situation financière du Groupe.

Les informations relatives à la juste valeur ne sont pas fournies pour les éléments autres que les instruments financiers ou pour d'autres éléments d'actif et de passif non-inscrits à leur juste valeur au bilan consolidé du Groupe. Ces postes incluent l'actif incorporel, tel que la valeur du réseau de succursales du Groupe, les relations à long terme avec des déposants et les relations avec des titulaires de cartes de crédit ; les locaux et les équipements et les fonds propres. Ces éléments étant essentiels, le Groupe estime que les données sur la juste valeur présentées ne reflètent pas la valeur sous-jacente du Groupe.

Cadre de contrôle de la valorisation

Les principaux éléments du cadre de contrôle pour l'évaluation des instruments financiers incluent la validation du modèle, la vérification de l'utilisation du produit et la vérification indépendante des prix. Ces fonctions sont confiées à des équipes dûment qualifiées en charge des risques et de la finance, qui sont indépendantes du secteur d'activité responsable des produits.

La validation du modèle concerne des aspects à la fois qualitatifs et quantitatifs relatifs aux nouveaux modèles. En ce qui concerne tout nouveau produit, une vérification de l'utilisation du produit est effectuée avant et après sa négociation. Les tests menés avant la négociation sont destinés à assurer que le nouveau modèle est intégré dans les systèmes du Groupe et que le reporting des bénéfices, des pertes et des risques est cohérent tout au long de la durée de vie du produit. Les tests menés après la négociation sont destinés à vérifier la valeur explicative du modèle utilisé, en contrôlant activement les paramètres du modèle et en comparant les structures de prix internes à des sources externes. Des procédures indépendantes de vérification des prix sont appliquées aux instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur. La fréquence de la vérification dépend de la disponibilité de données indépendantes, une fréquence mensuelle étant une condition requise minimum. Les écarts d'évaluation non conformes aux seuils établis sont signalés à la Direction. Les résultats de la vérification des prix par une source indépendante et des réserves d'évaluation sont analysés chaque mois par la Direction.

Des comités composés des principaux responsables des risques et de la direction financière et commerciale se réunissent au moins une fois par trimestre pour analyser et approuver les évaluations effectuées dans des domaines qui requièrent un jugement plus approfondi, notamment ce qui concerne les titres non cotés, le crédit structuré, les options négociables et la réserve d'Ajustement de l'Evaluation du Crédit

Valorisation de l'actif et du passif financier

L'actif et le passif financier comptabilisé à la juste valeur ou pour lequel des justes valeurs ont été déclarées a été réparti selon trois différents niveaux, en fonction de la qualité et de la fiabilité des informations utilisées pour la définition de la juste valeur.

(3) Actif et passif financier comptabilisé à la juste valeur

Actif financier, sauf instruments dérivés

Les méthodes d'évaluation des instruments financiers de Niveau 2 et de Niveau 3 incluent des jugements et des estimations formulés par la Direction, dont l'étendue dépend de la complexité de l'instrument et de la disponibilité des informations observables sur le marché. De plus, conformément à la pratique du marché, le Groupe applique des ajustements du crédit, du débit et du financement, dans la détermination de la juste valeur de ses postes de dérivés non garantis. Vous trouverez une description de ces ajustements à la note 70. D'autres informations détaillées sur les instruments financiers de niveau 3 et la sensibilité de leur valorisation, y compris en ce qui concerne l'effet de l'application d'autres hypothèses raisonnablement possibles dans la détermination de la juste valeur, figurent ci-dessous. Les détails sur la sensibilité au risque de marché résultant des actifs détenus à des fins de transaction et des autres positions de trésorerie figurent ci-dessous.

(A) Actif financier, sauf instruments dérivés

Hiérarchie d'évaluation

Au 31 décembre 2016, l'actif financier du Groupe comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés, s'élevait à un total de £107,722 millions (31 décembre 2015 : £174,181 millions). Le tableau ci-dessous analyse ces actifs financiers selon leur classification dans le bilan, ainsi que par type d'actif et méthode de valorisation. L'approche d'évaluation de la juste valeur est de nature récurrente. Il n'y a pas eu de transferts significatifs entre le niveau 1 et le niveau 2 au cours de l'exercice

Hiérarchie d'évaluation

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2016				
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances aux clients	–	31 050	–	31 050
Prêts et avances aux banques	–	2 606	–	2 606
Titres obligataires				
Titres d'état	12 005	950	–	12 955
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	244	–	244
Titres adossés à des actifs :				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	47		47
Autres titres adossés à des actifs	–	69		69
Obligations d'entreprise et autres titres obligataires	112	1 764	1 745	3 621
	12 117	3 074	1 745	16 936
Actions du capital	26	–	560	586
Bons du trésor et autres papiers monétaires	20	–	–	20
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	12 163	36 730	2 305	51 198
Actif financier cessible				
Titres obligataires				
Titres d'état	48 542	172	–	48 714
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	142	–	142

Titres adossés à des actifs				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	108	–	108
Autres titres adossés à des actifs	–	184	133	317
Obligations d'entreprise et autres obligations	107	5 923	–	6 030
	48 649	6 529	133	55 311
Actions du capital	435	17	761	1 213
Total actif financier cessible	49 084	6 546	894	56 524
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	61 247	43 276	3 199	107 722

	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2016 - Groupe cessible				
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Titres obligataires				
Titres d'état	12 954	822	–	13 776
Autres titres du secteur public	–	1 278	46	1 324
Titres adossés à des actifs	–	607	53	660
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	7 367	442	7 813
Autres titres adossés à des actifs	4	18 529	8	18 537
Obligations d'entreprise et autres obligations	12 958	28 603	549	42 110
	66 588	37	952	67 577
Actions du capital	79 546	28 640	1 501	109 687
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés				

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2015				
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances aux clients	–	30 109	–	30 109
Prêts et avances aux banques	–	3 065	–	3 065
Titres obligataires				
Titres d'état	20 881	1 235	1	22 117
Autres titres du secteur public	–	759	1 280	2 039
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	135	–	135
Titres adossés à des actifs	–	1 295	63	1 358
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	839	8	847
Autres titres adossés à des actifs	–	18 250	2 037	20 325
Obligations d'entreprise et autres obligations	38			
	20 919	22 513	3 389	46 821
Actions du capital	59 061	292	1 727	61 080
Bons du trésor et autres papiers monétaires	74	–	–	74
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	80 054	55 979	5 116	141 149
Actif financier cessible				
Titres obligataires				
Titres d'état	25 259	70	–	25 329
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	186	–	186
Titres adossés à des actifs	–	197	–	197
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	264	55	319
Autres titres adossés à des actifs	–			
Obligations d'entreprise et autres obligations	7	5 801	–	5 808
	25 266	6 518	55	31 839
Actions du capital	43	521	629	1 193
Total actif financier cessible	25 309	7 039	684	33 032
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	105 363	63 018	5 800	174 181

Hiérarchie d'évaluation

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2016				
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances aux clients	–	31 993	–	31 993
Prêts et avances aux banques	–	2 606	–	2 606

Titres obligataires				
Titres d'état	12 005	950	–	12 955
Titres adossés à des actifs				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	47	–	47
Autres titres adossés à des actifs	–	69	–	69
Obligations d'entreprise et autres obligations	113	448	78	639
	12 118	1 514	78	13 710
Actions du capital	–	–	–	–
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	12 118	36 113	78	48 309
Actif financier cessible				
Titres obligataires				
Titres d'état	48 406	170	–	48 576
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	142	–	142
Titres adossés à des actifs				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	71	–	71
Autres titres adossés à des actifs	–	127	–	127
Obligations d'entreprise et autres obligations	104	5 371	–	5 475
	48 510	5 881	–	54 391
Actions du capital	434	6	291	731
Total actif financier cessible	48 944	5 887	291	55 122
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	61 062	42 000	369	103 431

Hiérarchie d'évaluation

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au jeudi 31 décembre 2015				
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Prêts et avances aux clients	–	34 830	–	34 830
Prêts et avances aux banques	–	3 065	–	3 065
Titres obligataires				
Titres d'état	12 933	–	–	12 933
Titres adossés à des actifs				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	516	–	516
Autres titres adossés à des actifs	–	85	–	85
Obligations d'entreprise et autres obligations	1	545	89	635
	12 934	1 146	89	14 169
Actions du capital	–	–	–	–
Bons du trésor et autres papiers monétaires	–	–	–	–
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	12 934	39 041	89	52 064
Actif financier cessible				
Titres obligataires				
Titres d'état	25 143	70	–	25 213
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	–	169	–	169
Titres adossés à des actifs				
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	88	–	88
Autres titres adossés à des actifs	–	110	–	110
Obligations d'entreprise et autres obligations	4	6 079	–	6 083
	25 147	6 516	–	31 663
Actions du capital	41	482	290	813
Total actif financier cessible	25 188	6 998	290	32 476
Total actif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	38 122	46 039	379	84 540

Mouvements dans le portefeuille de Niveau 3

Groupe	2016			2015		
	Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Actif cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m	Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Actif cessible £m	Total actif financier, sauf dérivés £m
Au 1er janvier	5 116	684	5 800	5 104	270	5 374
Ajustements sur changes et autres ajustements	8	12	20	–	–	–
Gains comptabilisés dans le compte de résultat dans autres revenus	437	–	437	192	–	192
Plus(moins)-values comptabilisées dans autre résultat global dans la réserve de réévaluation pour les actifs financiers cessibles	–	312	312	–	302	302

Achats	833	258	1 091	965	68	1 033
Sales	-2 597	-527	-3 124	-1 070	-11	-1 081
Transferts au portefeuille de Niveau 3	186	155	341	71	55	126
Transferts au portefeuille de Niveau 3	-177	—	-177	-146	—	-146
Transfert au groupe cessible (note 12)	-1 501	—	-1 501	—	—	—
Au 31 décembre	2 305	894	3 199	5 116	684	5 800
Gains comptabilisés dans le compte de résultat, dans autre résultat, concernant la variation de la juste valeur de ces actifs détenus au 31 décembre	642	—	642	34	—	34

(1) Incluant £304 millions relatifs aux activités non poursuivies.

Banque	2016			2015		
	Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Actif cessible £m	Total actif, financier sauf dérivés £m	Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier à sa juste valeur sur compte de résultat £m	Actif cessible £m	Total actif financier sauf dérivés £m
Au 1er janvier	89	290	379	101	—	101
Ajustements sur changes et autres ajustements	—	8	8	—	—	—
Gains comptabilisés dans le compte de résultat dans autres revenus	-1	—	-1	1	—	1
Gains comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, dans la réserve de réévaluation, concernant les actifs financiers cessibles	—	281	281	—	290	290
Achats	—	156	156	7	—	7
Ventes	-10	-485	-495	-20	—	-20
Transferts au portefeuille de Niveau 3	—	41	41	—	—	—
Transferts au portefeuille de Niveau 3	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre	78	291	369	89	290	379
Gains comptabilisés dans le compte de résultat, dans autre résultat, concernant la variation de la juste valeur de ces actifs détenus au 31 décembre	-1	—	-1	1	—	1

Méthode d'évaluation de l'actif financier, sauf instruments dérivés

Prêts et avances aux clients et aux banques

Ces actifs sont principalement constitués de contrats de prise en pension. La juste valeur de ces actifs est déterminée à l'aide de techniques d'actualisation des flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes repo observables spécifiques au type de titre acheté selon la convention de prise en pension.

Titres obligataires

Les titres obligataires mesurés à leur juste valeur et classés comme des titres de Niveau 2 sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie à l'aide d'un différentiel de crédit applicable à l'instrument concerné.

Lorsque l'activité de négociation des titres obligataires est limitée, le groupe emploie des modèles d'évaluation, des informations largement partagées concernant les prix fournies par des services de fixation des prix externes ainsi que des cotations fournies par des agents de change ou des gestionnaires principaux en vue de la détermination d'une évaluation adéquate. Les titres obligataires sont classés comme Niveau 3 s'il existe des données d'évaluation significatives qui ne peuvent être corroborées par des sources de marché ou si les valeurs existantes présentent de graves incohérences. Les catégories d'actifs classées en Niveau 3 incluent principalement des obligations de prêt garanties et des titres de créance garantis.

Investissements de capitaux

Les investissements de capitaux et de fonds non cotés sont évalués à l'aide de différentes techniques selon la politique d'évaluation du Groupe et les International Privat Enquit and Venture Capital Guidelines.

En fonction des autres secteurs d'activité et des circonstances de l'investissement, les évaluations d'actions non cotées se fondent sur les multiples de bénéfices, la valeur nette de l'actif ou les flux de trésorerie actualisés.

- Un certain nombre de ratios de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation du portefeuille et notamment les multiples cours/bénéfice, bénéfice avant intérêts et impôt et bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement. Le multiple spécifiquement choisi est approprié pour le type d'activité faisant l'objet de l'évaluation et résulte, par référence, du multiple basé sur le marché actuel. On prend également en considération, dans la sélection du multiple approprié, les attributs du risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'activités comparables.
- Les évaluations des flux de trésorerie actualisés se fondent, généralement, sur les prévisions de la Direction, avec l'application de rendements de sortie ou de multiples finaux appropriés ainsi que de taux d'utilisation actualisés adéquats en fonction de l'investissement concerné, du secteur d'activité ou de taux de rendement économique les plus récents. Les transactions récentes impliquant la vente d'activités similaires peuvent être utilisées, parfois, en tant que cadre de référence pour la sélection du multiple adéquat.
- Pour les investissements de capitaux, la valeur la plus récente en compte capital calculée par le gestionnaire du fonds est employée comme base d'évaluation et ajustée, si nécessaire, pour l'alignement des techniques d'évaluation sur la politique d'évaluation du Groupe.

Les investissements en actions non cotées et ceux dans des biens de la société détenus dans le fonds d'assurance-vie sont valorisés sur la base des évaluations effectuées par des entités externes. La Direction prend en compte des informations pertinentes, telles que les transactions récemment réalisées et les informations reçues sur certains investissements, en vue de l'ajustement des informations reçues de la part de l'entité externe, si nécessaire.

(B) Passif financier, sauf instruments dérivés

Hiérarchie d'évaluation

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2016				
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				

Passif détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	9 423	2	9 425
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	42 067	–	42 067
Autres dépôts	–	530	–	530
Positions courtes en titres	2 417	65	–	2 482
	2 417	42 662	–	45 079
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	2 417	52 085	2	54 504

Groupe	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2015				
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat				
Passif détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	7 878	1	7 879
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	38 431	–	38 431
Autres dépôts	–	1 113	–	1 113
Positions courtes en titres	4 153	287	–	4 440
	4 153	39 831	–	43 984
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	4 153	47 709	1	51 863

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au samedi 31 décembre 2016				
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	9 423	–	9 423
Passif détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat				
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	43 011	–	43 011
Autres dépôts	–	860	–	860
Positions courtes en titres	2 417	65	–	2 482
	2 417	43 936	–	46 353
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	2 417	53 359	–	55 776

Banque	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Au 31 décembre 2015				
Passif financier détenu à des fins de transaction et autre passif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat				
Passif détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	–	7 878	–	7 878
Passif détenu à des fins de transaction				
Passif relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat	–	42 359	–	42 359
Autres dépôts	–	1 655	–	1 655
Positions courtes en titres	4 153	287	–	4 440
	4 153	44 301	–	48 454
Total passif financier comptabilisé à sa juste valeur, sauf instruments dérivés	4 153	52 179	–	56 332

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements du Passif financier de Niveau 3 à l'exclusion des instruments financiers. Aucun transfert n'a été enregistré vers/à partir du Niveau 3 en 2015 et 2016.

Groupe	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	1	5
Moins-values comptabilisées dans le compte de résultat, dans autre résultat	1	–
Rachats	–	-4
Au 31 décembre	2	1
Pertes comptabilisées dans le compte de résultat, dans autres revenus, concernant la variation de la juste valeur de ce passif détenu au 31 décembre.	1	–

Méthode d'évaluation du passif financier, sauf instruments dérivés

Passif détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

Ce poste comprend principalement les Titres obligataires en émission classés comme Niveau 2 et la juste valeur calculée à l'aide de techniques d'évaluation basées sur les données observables sur le marché. La valeur comptable des titres est ajustée pour prendre en compte l'effet des variations du différentiel de crédit [spreads] propre. Les plus/moins-values qui en résultent sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2016, l'ajustement du crédit propre résultant de la juste valorisation de £9,423 millions (2015 : £7,878 millions) des titres obligataires du Groupe en émission comptabilisés à leur juste valeur sur compte de résultat a donné lieu à une perte de £28 millions (2015 : plus-value de £114 millions).

Passif détenu à des fins de transaction relatif aux titres vendus dans le cadre de contrats de rachat

La juste valeur de ces éléments de passif est calculée à l'aide de techniques basées sur l'actualisation de flux de trésorerie. Les taux d'actualisation résultent des courbes

repo observables spécifiques au type de titre vendu selon un contrat de rachat.

(C) Dérivés

Groupe	2016				2015			
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actifs dérivés	2	32 458	1 399	33 859	43	27 955	924	28 922
Passif dérivé	-3	-32 933	-960	-33 896	-41	-25 583	-723	-26 347

Groupe objet de la cession	2016			
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actifs dérivés		267	3 533	—
Passif dérivé		-355	-2 653	—

Banque	2016				2015			
	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m	Total £m
Actifs dérivés	2	35 895	817	36 714	—	30 413	579	30 992
Passif dérivé	3	37 684	904	38 591	—	-30 355	-685	-31 040

Lorsque les éléments d'actif et de passif dérivé du Groupe ne sont pas négociés par un établissement boursier, ils sont évalués à l'aide de techniques d'évaluation, dont la méthode des flux de trésorerie actualisée et les modèles de simulation des prix des options, selon les cas. Les types d'instruments dérivés classés comme niveau 2 et les techniques d'évaluation incluent :

- Les swaps de taux d'intérêt évalués selon le modèle des flux de trésorerie actualisée ; les données les plus significatives de ces modèles sont les courbes de rendement des taux d'intérêt développées à partir des taux faisant l'objet d'une cotation publique.
- Les instruments dérivés de taux de change ne contenant pas d'options dont le prix est établi sur la base des taux fournis par des sources publiques
- Les instruments dérivés de crédit évalués à l'aide de modèles classiques basés sur des données observables, sauf en ce qui concerne les éléments classés comme niveau 3, qui sont évalués selon les taux officiellement publiés et les courbes de swaps de défaut de remboursements des crédits (CDS).
- Des produits moins complexes d'options sur taux d'intérêt et change de devises, qui sont évalués à l'aide de surfaces de volatilité y développées sur la base de plafonds de taux d'intérêt publiés, de swaptions et d'autres volatilités d'options ; les informations relatives à l'asymétrie de la volatilité implicite des prix des options fournies par un service de fixation des prix de marché par consensus. Pour des options plus complexes, le Groupe calibre ses modèles à l'aide de données observables at-the-money ; si nécessaire, le Groupe procède à un ajustement pour des positions out-of-the-money positions en recourant à un service de fixation des prix de marché par consensus.

Des produits complexes de taux d'intérêt et de change comportant une dispersion significative des prix fixés par consensus ou impliquant des coûts de financement implicites importants et non observables sont classés comme produits de niveau 3.

Si un dispositif de protection du crédit, généralement sous la forme d'un swap de défaut de remboursement du crédit, a été acheté ou souscrit sur des Titres adossés à des actifs, le titre est désigné comme titre adossé à des actifs sur une base négative et l'Actif ou le Passif dérivé qui en résulte est classé comme instrument de niveau 2 ou de niveau 3 selon la classification du titre adossé à des actifs sous-jacent.

Le tableau ci-dessous analyse les mouvements dans l'actif et le passif dérivé de niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur.

Groupe	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m
Au 1er janvier	924	-723	2 126	-1,456
Ajustements sur changes et autres ajustements	74	-53	-25	18
Gains (pertes) comptabilisé(e)s dans le compte de résultat,	289	-299	13	-36
Achats (acquisitions)	24	-13	72	-74
Ventes (rachats)	-91	128	-125	120
Transferts au portefeuille de Niveau 3	216	—	126	-114
Transferts au portefeuille de Niveau 3	-37	—	-1 263	819
Au 31 décembre	1 399	-960	924	-723
Plus (moins)-valeurs inscrites au compte de résultat, dans "autres recettes", gains (pertes) comptabilisé(e)s dans le compte de résultat, concernant la variation de la juste valeur de cet actif/ passif détenu au 31 décembre	284	-262	6	-12

Banque	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m	Actif dérivé £m	Passif dérivé £m
Au 1er janvier	579	-685	1 604	-1,356
Ajustements sur changes et autres ajustements	25	-51	-6	18
Gains (pertes) comptabilisé(e)s dans le compte de résultat, dans autres recettes	146	-283	-11	-30
Achats (acquisitions)	24	-13	72	-74
Ventes (rachats)	-91	128	-74	92
Transferts au portefeuille de Niveau 3	172	—	126	-114
Transferts au portefeuille de Niveau 3	-38	—	-1 132	779
Au 31 décembre	817	-904	579	-685
Gains (pertes) comptabilisé(e)s dans le compte de résultat, dans autres recettes	141	-246	-2	-11

concernant la variation de la juste valeur de cet actif/ passif détenu au 31 décembre				
---	--	--	--	--

Ajustement de l'évaluation des instruments dérivés

Les instruments financiers dérivés inscrits au bilan pour leur juste valeur sont ajustés, si nécessaire, pour prendre en compte le risque de crédit, de liquidité du marché et d'autres risques

(i) Ajustements de l'évaluation des instruments dérivés non garantis, sauf contreparties « mono-gamme »

	2016 £m	2015 £m
Au 1er janvier	598	608
Charge inscrite au compte de résultat (crédit)	163	-38
Transferts	-17	28
Au 31 décembre	744	598

Représentés par

	2016 £m	2015 £m
Ajustement de l'évaluation du crédit	685	511
Ajustement de l'évaluation du débit	-123	-78
Ajustement de l'évaluation du financement	182	165
	744	598

Les Ajustements de l'Evaluation du Débit et du Crédit (CVA et DVA) s'appliquent aux expositions en produits dérivés négociables de gré à gré du Groupe avec des contreparties non soumises à des accords de garantie interbancaire standards. Ces expositions concernent en grande partie la fourniture de solutions de gestion du risque pour les entreprises clientes de la Division Banque Commerciale.

Le CVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition positive non garantie (actif), tandis que le DVA est adopté lorsque le Groupe a une future exposition négative non garantie (passif). Ces ajustements reflètent les taux d'intérêt et les prévisions relatives à la solvabilité de la contrepartie ainsi que le différentiel de crédit propre du Groupe.

Le CVA est sensible à :

- La taille actuelle de la position mark-to-market de l'actif non garanti ;
- Les prévisions relatives à la future volatilité de l'actif sous-jacent ; et
- Les prévisions relatives à la solvabilité de la contrepartie.

Dans les cas dans lesquels l'exposition vis-à-vis d'une contrepartie devient douteuse, l'ajustement de la valorisation de tout instrument dérivé associé est transféré et soumis à une évaluation de la perte spécifique, avec les autres éléments d'actif et de passif non dérivé que la contrepartie pourrait détenir auprès du Groupe.

Les spreads de marché sur Swaps sur Défaut de Crédit (CDS) sont utilisés pour développer la probabilité de défaut de la contrepartie concernée. Pour les contreparties non cotées, les cotes de crédit internes et les courbes de marché du secteur des CDS ainsi que les taux de recouvrement sont utilisés. The La Perte en cas de défaillance (PCD) se fonde sur les taux de recouvrement du marché et les évaluations internes du crédit.

L'association de la détérioration d'un cran de la cote de crédit des contreparties en instruments dérivés et d'une augmentation de 10% de la PCD entraîne une augmentation du CVA de £30 millions de livres sterling. La valeur actuelle de marché est employée pour estimer l'exposition prévisionnelle pour les produits non gérés par le modèle, à savoir, principalement, des options de taux d'intérêt complexes négociées en très faibles volumes. Pour celles-ci, le CVA est calculé sur une base complémentaire (représentant, au total, zéro £ du Solde global de CVA au 31 décembre 2016).

Le DVA est sensible à :

- La taille actuelle de la position mark-to-market sur le passif non garanti ;
- Les prévisions relatives à la future volatilité du marché du passif sous-jacent ; et
- Le différentiel de crédit (spread) CDS propre du Groupe.

Une augmentation de 1% du spread CDS entraînerait une augmentation du DVA de £152 millions, à £275 millions.

Les expositions au risque utilisées pour le calcul du CVA et du DVA sont fortement influencées par les taux d'intérêt. Compte tenu de la nature de l'activité du Groupe, les expositions CVA/DVA sont généralement similaires, de manière à ce que les ajustements de la valorisation baissent lorsque les taux d'intérêt augmentent. Une augmentation de 1% du spread du CDS entraînerait une baisse de £221 millions de l'ajustement de la valorisation globale, à £341 millions. Le modèle de CVA utilisé par le Groupe ne prend en compte aucune corrélation entre le niveau des taux d'intérêt et celui des taux de défaut.

Le Groupe a également comptabilisé un Ajustement de l'Evaluation du Financement en vue de l'ajustement du coût net du financement des positions en instruments dérivés non garantis. Cet ajustement est calculé sur la future exposition prévue actualisée selon un coût de financement adéquat. Une augmentation de 10 points de base du coût de financement entraînerait une augmentation de l'ajustement de l'évaluation du financement d'environ £32 millions.

(ii) Liquidité du marché

Le Groupe inclut des ajustements de l'évaluation mid to bid-offer par rapport au coût prévisionnel de clôture des positions de risque de marché du Groupe dans un délai compatible avec l'activité de négociation historique et à la tendance historique des spreads enregistrés par les salles de marché dans le cadre de l'activité, dans des conditions de marché normales.

Au 31 décembre 2016, l'activité de négociation d'instruments dérivés du Groupe détenait des ajustements de la valorisation mid to bid-offer de £96 millions (2015 : £76 millions).

(D) Sensibilité des évaluations de Niveau 3

	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
--	---------------------	---------------------

			Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables			Effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables		
	Technique/base d'évaluation	Données significatives non observables	Valeur comptable €m	Variations favorables €m	Variations défavorables €m	Valeur comptable €m	Variations favorables €m	Variations défavorables €m
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat								
Titres obligataires	Flux de trésorerie	Différentiels de crédit (bps) (1bps/2bps)	29	5	-5	92	7	-7
Titres adossés à des actifs	Offre du gestionnaire principal ou du courtier	n/a	59	-	-	62	-	-
Investissements en fonds propres et capital-risque	Approche de marché	Multiple de bénéfices (0.9/10.0)	2 163	63	-68	2 279	72	-72
Actions non cotées et titres obligataires, sociétés immobilières dans les fonds d'assurance-vie	Actif sous-jacent/valeur nette comptable (y compris prix des biens immobiliers) ³	n/a	54	2	-3	145	8	-14
	Actif sous-jacent/valeur nette comptable (y compris prix des biens immobiliers) ³	n/a	-	-	-	2 538	-	-48
Actif financier cessible			2 305			5 116		
	Cotation gestionnaire		2 305			5 116		
Titres adossés à des actifs	Principal ou courtier/prix établi par consensus	n/a	133	-	-	55	-	-
Fonds propres et capital-risque investissements en capital	Actif sous-jacent/ valeur actif net (y compris prix des biens immobiliers)	n/a	761	48	-53	339	25	-27
Autres	Divers	n/a	-	-	-	290	-	-
Actif financier dérivé								
Dérivés de taux d'intérêt	Modèle de calcul Du prix de l'option	Volatilité du taux (0%/115%)	1,399	-3	-19	924	20	-19
Passif détenu à des fins de transaction et au compte de résultat								
Passif financier dérivé								
Dérivés de taux d'intérêt	Modèle de calcul du prix de l'option	Volatilité du taux d'intérêt (0%/115%)	960	-	-	723	-	-
			960			723		
Passif financier de Niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur						724		

(1) Les "fourchettes" des valeurs les plus faibles et les plus élevées utilisées pour les évaluations de niveau 3 sont mentionnées, si nécessaire.

(2) Lorsque l'exposition à une valeur observable est gérée sur une base nette, seul l'impact net figure au tableau.

(3) Les valeurs de l'actif sous-jacent /actif net représentent la juste valeur.

			Au 31 décembre 2016		
			Effets des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables		
Groupe cessible	Technique/base d'évaluation	Données significatives non observables	Valeur comptable €m	Variations favorables €m	Variations défavorables €m
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat					
Actions non cotées et titres obligataires, sociétés immobilières dans les fonds d'assurance-vie	Actif sous-jacent/ valeur de l'actif net (y compris prix des biens immobiliers) ¹	n/a	1 501	-	-32
Actif financier de Niveau 3 comptabilisé à sa juste valeur			1 501		

(1) Les "fourchettes" des valeurs les plus faibles et les plus élevées utilisées pour les évaluations de niveau 3 sont mentionnées, si nécessaire.

(2) Lorsque l'exposition à une valeur observable est gérée sur une base nette, seul l'impact net figure au tableau.

(3) Les valeurs de l'actif sous-jacent /actif net représentent la juste valeur.

Données non observables

Les données non observables significatives affectant l'évaluation des titres obligataires, les investissements dans des actions non cotées et des produits dérivés sont les suivants :

- Les taux d'intérêt et les taux d'inflation sont référencés dans certains produits dérivés pour lesquels le paiement reçu par le détenteur dépend de l'évolution des références sous-jacentes dans le temps
- Les différentiels de crédit représentent la prime au-dessus de l'instrument de référence requise pour compenser une moindre qualité du crédit ; des spreads plus élevés entraînent une juste valeur plus faible
- Les paramètres de volatilité représentent les attributs essentiels de l'évolution de l'option ; des volatilités plus élevées indiquent, en règle générale, une plus vaste gamme de résultats possibles
- Les multiples de bénéfices sont utilisés pour l'évaluation de certains investissements d'actions non cotées ; un multiple plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée.

Effets des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables

Les techniques d'évaluation appliquées à de nombreux instruments du Groupe de niveau 3 impliquent souvent l'utilisation de deux ou plusieurs données interdépendantes. Le calcul de l'effet d'hypothèses alternatives raisonnablement envisageables inclus dans le tableau ci-dessus reflète cette interdépendance. Le calcul de l'effet des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables incluses dans le tableau ci-dessus reflète lesdites relations.

Titres obligataires

Les d'hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été déterminées pour les investissements en crédit structuré du Groupe par un assouplissement du différentiel de crédit

Instruments dérivés

Des hypothèses alternatives raisonnablement envisageables ont été définies pour les swaptions faisant partie des portefeuilles d'instruments dérivés du Groupe dont les prix ont été calculés selon des modèles standards de calcul des prix du marché. Ces modèles requièrent des volatilités des taux d'intérêt qui peuvent ne pas être observables à plus long terme. Afin d'obtenir des valorisations alternatives raisonnablement envisageables, ces volatilités ont été adaptées, dans une fourchette comprise entre 0 et 115 % (2015 : 1 % et 63 %).

Investissements dans des actions non cotées, en capital-risque et dans des sociétés immobilières

Les techniques d'évaluation utilisées pour les investissements en actions non cotées et capital-risque varient en fonction de la nature de l'investissement. Les évaluations alternatives raisonnablement envisageables pour ces investissements ont été calculées en faisant référence à l'approche adoptée en tenant compte du secteur d'activité et de la conjoncture : dans cette optique, les données suivantes ont été prises en considération :

- Pour les évaluations fondées sur des multiples de bénéfices, les attributs de risque, les perspectives de croissance et l'endettement financier d'entreprises similaires sont pris en compte dans la sélection du multiple adéquat ;
- Les taux d'actualisation utilisés dans l'évaluation des flux de trésorerie ; et
- Conformément aux International Private Equity and Venture Capital Guidelines, les valeurs des investissements sous-jacents dans des portefeuilles d'investissements de capitaux.

(4) Actif et passif financier comptabilisé au coût amorti

(A) Actif financier

Hiérarchie d'évaluation

Groupe	Hiérarchie d'évaluation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2016					
Prêts et avances aux clients	451 282	451 117	—	—	451 117
Prêts et avances aux banques	5 583	5 553	—	—	5 553
Titres obligataires	3 397	3 303	—	3 288	15
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	5 624	5 624	—	—	5 624
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus				—	
Prêts et avances aux clients	8 304	8 304	—	—	8 304
Prêts et avances aux banques	437	437	—	—	437
Au 31 décembre 2015					
Prêts et avances aux clients	455 175	454 797	—	—	454 797
Prêts et avances aux banques	25 117	25 130	—	—	25 130
Titres obligataires	4 191	4 107	7	4 090	10
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	11 630	11 630	—	—	11 630
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	19 808	19 851	19 851	—	—
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus				—	
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	—
Prêts et avances aux banques	963	963	—	—	963

ICf.note 1

Groupe objet de la cession	Hiérarchie d'évaluation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2016					
Prêts et avances aux banques	21 319	21 259	—	—	21 259
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 015	2 015	—	—	2 015
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Prêts et avances aux banques	465	465	—	—	465

Banque	Hiérarchie d'évaluation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2016					
Prêts et avances aux clients	161 161	159 572	—	—	159 572
Prêts et avances aux banques	4 379	4 358	—	—	4 358
Titres obligataires	2 818	2 818	—	2 818	—
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	152 260	152 260	—	—	152 260
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Prêts et avances aux clients	8 304	8 304	—	—	8 304
Prêts et avances aux banques	437	437	—	—	437
Au 31 décembre 2015					
Prêts et avances aux clients	158 117	156 133	—	—	156 133

Prêts et avances aux banques	2 625	2 621	—	—	2 621
Titres obligataires	2 865	2 884	—	2 884	—
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	132 784	132 784	—	—	132 784
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	19 808	19 851	19 851	—	—
Prises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Prêts et avances aux clients	—	—	—	—	—
Prêts et avances aux banques	—	—	—	—	—

(1) Cf. note 1

Méthode d'évaluation

Prêts et avances aux clients

Le Groupe accorde des prêts et des avances à des entreprises, des commerces et des particuliers, à taux fixe et variable, en raison de leur nature à court terme. La Valeur comptable des prêts à taux variable et des financements par crédit-bail est réputée être la juste valeur.

Afin de déterminer la juste valeur des Prêts et avances consentis aux clients, les prêts sont séparés dans des portefeuilles dotés de caractéristiques similaires. Un certain nombre de techniques sont employées pour l'estimation de la juste valeur des prêts à taux fixe ; elles tiennent compte des pertes de crédit escomptées sur la base des tendances historiques, des taux d'intérêts, de la vigueur sur le marché et des futurs flux de trésorerie escomptés. Pour les expositions des clients de détail, la juste valeur est généralement estimée par l'actualisation des flux de trésorerie escomptés (y compris les intérêts aux taux contractuels) aux taux de marché pour des prêts similaires offerts par le Groupe et d'autres établissements financiers. Certains prêts relatifs à des biens immobiliers résidentiels sont accordés à taux fixe, pour des périodes limitées, généralement de deux à cinq ans, au terme desquelles les prêts reviennent à taux variable. La juste valeur de ces prêts est estimée aux taux de marché appliqués pour des prêts similaires, d'une durée égale à la période à taux fixe restant à courir. La juste valeur des prêts commerciaux est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus. Aucun ajustement n'est effectué pour la gestion de l'exposition du Groupe au risque de taux d'intérêt.

Prêts et avances consentis aux banques

La Valeur comptable des Prêts et avances en faveur des banques à court terme est réputée être leur juste valeur. La juste valeur de Prêts et avances en faveur des banques est estimée par l'actualisation des futurs flux de trésorerie au taux d'actualisation du marché ajuste pour prendre en compte le différentiel de crédit du débiteur ou, s'il n'est pas observable, le différentiel de crédit d'emprunteurs dotés d'une qualité de crédit similaire.

Titres obligataires

La juste valeur des titres obligataires, qui avaient été précédemment comptabilisés dans les actifs détenus à des fins de transaction et qui ont été reclassés ensuite dans les Prêts et créances, est principalement déterminée sur la base des cotations fournies par le gestionnaire principal et, lorsque celles-ci ne sont pas disponibles, par d'autres techniques, y compris par la référence au spread applicable sur des actifs similaires contractés avec le même débiteur, ou aux prix indiqués par des services de fixation des prix par consensus, aux cotations communiquées par les agents de change et à d'autres données de recherche.

Contrats de prise en pension

La valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur, compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

(B) Passif financier

Hiérarchie d'évaluation

Groupe	Hiérarchie d'évaluation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2016					
Dépôts de banques	15 690	15 679	—	15 679	—
Dépôts de clients	415 460	416 490	—	408 571	7 919
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	5 444	5 444	—	5 444	—
Titres obligataires en émission	74 733	77 198	—	76 982	216
Passif subordonné	17 258	19 280	—	19 280	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	7 279	7 279	—	7 279	—
Dépôts de clients	2 462	2 462	—	2 462	—
Au 31 décembre 2015					
Dépôts de banques	16 925	16 934	—	16 934	—
Dépôts de clients	418 326	418 512	—	407 417	11 095
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	5 926	5 926	—	5 926	—
Titres obligataires en émission	82 056	85 093	—	81 132	3 961
Passif subordonné	28 190	30 581	—	30 581	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	7 061	7 061	—	7 061	—
Dépôts de clients	—	—	—	—	—

(1) Cf. note 1

Groupe objet de la cession	Hiérarchie d'évaluation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m

Au 31 décembre 2016					
Dépôts de banques	695	716	—	716	—
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 386	2 386	—	2 386	—
Titres obligataires en émission	1 746	1 746	—	1 746	—
Passif subordonné	2 368	2 368	—	2 368	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	—	—	—	—	—

Banque	Hiérarchie d'évaluation				
	Valeur comptable £m	Juste valeur £m	Niveau 1 £m	Niveau 2 £m	Niveau 3 £m
Au 31 décembre 2016					
Dépôts de banques	9 450	9 437	—	9 437	—
Dépôts de clients	213 135	213 455	—	213 455	—
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	86 803	86 803	—	86 803	—
Titres obligataires en émission	74 366	77 767	—	77 767	—
Passif subordonné	10 575	11 971	—	11 971	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	2 758	2 758	—	2 758	—
Dépôts de clients	2 462	2 462	—	2 462	—
Au 31 décembre 2015					
Dépôts de banques	13 614	13 622	—	13 622	—
Dépôts de clients	205 717	205 744	—	205 744	—
Dettes vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	70 656	70 656	—	70 656	—
Titres obligataires en émission	78 430	82 552	—	82 552	—
Passif subordonné	19 709	21 103	—	21 103	—
Mises en pension incluses dans les montants ci-dessus					
Dépôts de banques	7 044	7 044	—	7 044	—
Dépôts de clients	—	—	—	—	—

(1) Cf.note 1

Méthode de valorisation*Dépôts de banques et dépôts de clients*

La juste valeur des dépôts des banques et des clients remboursables à la demande est censée être égale à leur Valeur comptable.

La juste valeur de tous les autres dépôts est estimée à l'aide des flux de trésorerie actualisée, par l'application des taux de marché, s'il y a lieu, ou des taux actuels applicables aux dépôts d'une durée similaire restant à courir

Titres obligataires en émission

La juste valeur des Titres obligataires en émission à court terme en émission est approximativement égale à la Valeur comptable. La juste valeur des autres titres obligataires est calculée sur la base des prix cotés sur le marché, si disponibles. Lorsque les prix cotés sur le marché ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée à l'aide de techniques d'actualisation des flux de trésorerie, à un taux conforme au taux du marché et au spread propre du Groupe.

Passif subordonné

La juste valeur du Passif subordonné à court terme est déterminée par rapport aux prix de marché cotés, si disponibles, ou par rapport aux prix de marché cotés pour des instruments similaires. Le passif subordonné est classé comme niveau 2, puisque les données utilisées pour en déterminer la juste valeur sont largement observables.

Contrats de rachat

La valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu de la nature à court terme de ces instruments.

(5) Reclassification de l'actif financier

En 2015, le Groupe a revu son approche de gestion du portefeuille de Titres d'état détenus en tant que composante séparément identifiable du portefeuille de liquidités du groupe. Puisqu'il s'agit d'un portefeuille à long terme, le Groupe a décidé que certains de ces titres pourront être détenus jusqu'à leur échéance. Par conséquent, le 1er mai 2015, des Titres d'état dotés d'une juste valeur de £19,938 millions précédemment comptabilisés comme Actifs financiers cessibles en Investissements à détenir jusqu'à leur date d'échéance, ce qui reflète l'intention et la capacité du Groupe de les conserver jusqu'à leur date d'échéance et, par conséquent, le 1er mai 2015, des titres d'état d'une juste valeur de £19,938 millions précédemment comptabilisés comme Actifs financiers cessibles ont été reclassés en Investissements à détenir jusqu'à leur date d'échéance. En 2016, le Groupe a re-testé ces titres d'état classés comme actifs détenus jusqu'à leur date d'échéance en tenant compte de l'environnement actuel caractérisé par de faibles taux d'intérêt et les a reclassés dans les actifs cessibles ; ceci a donné lieu à un crédit de £1,544 millions comptabilisés sur la réserve de réévaluation de l'actif cessible (£1,127 millions après impôt) à la fois pour le Groupe et pour la Banque.

49 Transfert d'actif financier

Informations détaillées concernant les actifs financiers transférés qui sont encore entièrement comptabilisés :

Le Groupe et la Banque concluent des transactions de rachat et de prêt de titres dans le cadre normal de l'activité, qui ne donnent pas lieu à la décomptabilisation de l'actif financier couvert puisque la quasi-totalité des risques et des avantages, y compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et les autres risques de paiement sont conservés par le Groupe. Dans tous les cas, le cessionnaire aura le droit de vendre ou de ré-nantir les actifs concernés.

Comme indiqué à la note 17, le poste Prêts et créances comprend les prêts transférés dans le cadre des plans de titrisation et de sécurisation d'obligations du Groupe. Le Groupe conservant une très grande partie des risques et des avantages associés à ces prêts, compris le risque de crédit, de taux d'intérêt, de paiement d'acompte et de liquidité, ils continuent à figurer au bilan du Groupe. Les actifs transférés aux programmes de titrisation et sécurisation d'obligations ne peuvent pas être employés pendant qu'ils font partie des programmes. Cependant, le Groupe a le droit de sortir les prêts des programmes d'obligations sécurisées lorsqu'ils dépassent les conditions requises par les programmes. De plus, lorsque le Groupe a conservé certains titres émis dans le cadre des programmes de titrisation et de sécurisation d'obligations, il peut vendre ou nantir les titres conservés.

Le tableau ci-dessous montre les valeurs comptables des actifs transférés et des éléments de passif correspondants. Pour les transactions de rachat et de prêt de titres, le passif associé représente l'obligation du Groupe de racheter les actifs transférés. Pour les programmes de sécurisation, le passif associé correspond aux titres en émission. Sauf mention contraire ci-dessous, les postes de passif figurant dans le tableau suivant n'ont pas uniquement recours aux actifs transférés.

	Groupe		Banque	
	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif correspondant £m	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif correspondant £m
Au 31 décembre 2016				
Transactions de rachat et prêt de titres				
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	4 806	3 380	5 165	3 763
Actif financier cessible	24 681	21 809	24 659	21 809
Prêts et créances				
Prêts et avances aux clients	583	—	583	—
Programmes de titrisation				
Prêts et créances				
Prêts et avances aux clients	52 184	7 937	6 984	7 768
	Groupe		Banque	
	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif correspondant £m	Valeur comptable de l'actif transféré £m	Valeur comptable du passif correspondant £m
Au 31 décembre 2015				
Transactions de rachat et de prêt de titres				
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	13 711	7 460	10 563	9 065
Actif financier cessible	18 141	14 295	18 919	14 977
Prêts et créances				
Prêts et avances aux clients	1 491	—	—	—
Titres obligataires détenus comme prêts et créances	—	—	69	—
Programmes de titrisation				
Prêts et créances				
Prêts et avances aux clients	58 090	7 763	9 004	8 379

(1) La valeur comptable du passif correspondant pour le Groupe n'inclut pas les obligations de titrisation détenues par le Groupe, d'un montant de £25,751 millions (31 décembre 2015 : £29,303 millions).

50 Compensation d'actif et de passif financier

Les données suivantes concernent l'actif et le passif financier compensés dans le bilan et ceux qui n'ont pas été compensés, mais pour lesquels le Groupe a en place des contrats-cadres de compensation avec des contreparties.

Au 31 Décembre 2016	Montants bruts de l'actif et du passif1 £m	Montants compensés dans le bilan2 £m	Montants nets inscrits au bilan £m	Montants correspondants lorsque la compensation n'est pas autorisée dans le bilan (3)		Montants nets potentiels si compensation du montant correspondant autorisé £m
				Garantie au comptant reçue/ nantie £m	Garantie non au comptant reçue/nantie £m	
Actif financier						
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur sur compte de résultat :						
Sauf prises en pension	18 119	—	18 119	—	-3 265	14 854
Prises en pension	35 298	-2 219	33 079	—	-33 079	—
	53 417	-2 219	51 198	—	-36 344	14 854
Instruments financiers dérivés	90 111	-56 252	33 859	-6 055	-17 905	9 899
Prêts et avances aux banques						
Sauf prises en pension	5 146	—	5 146	-2 826	—	2 320
Prises en pension	437	—	437	—	-437	—
	5 583	-	5 583	-2 826	-437	2 320
Prêts et avances aux clients						
Sauf prises en pension	444 614	-1 636	442 978	-1 793	-6 300	434 885

Prises en pension	8 304	—	8 304	—	-8 304	—
Titres obligataires	452 918	-1 636	451 282	-1 793	-14 604	434 885
Actif financier cessible	3 397	—	3 397	—	—	3 397
Passif financier	56 524	—	56 524	—	-21 475	35 049
Dépôts de banques						
Sauf mises en pension	8 411	—	8 411	-4 663	—	3 748
Mises en pension	7 279	—	7 279	—	-7 279	—
	15 690	-	15 690	-4 663	-7 279	3 748
Dépôts de clients						
Sauf mises en pension	415 153	-2 155	412 998	-1 391	-6 300	405 307
Mises en pension	2 462	—	2 462	—	-2 462	—
	417 615	-2 155	415 460	-1 391	-8 762	405 307
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat						
Sauf mises en pension	12 437	—	12,437	—	—	12 437
Mises en pension	44 286	-2 219	42 067	—	-42 067	—
	56 723	-2 219	54 504	—	-42 067	12 437
Instruments financiers dérivés	89 629	-55 733	33 896	-4 620	-22 819	6 457

Au 31 décembre 2015	Montants bruts de l'actif et du passif £m	Montants compensés dans le bilan ² £m	Montants nets inscrits au bilan £m	Montants correspondants lorsque la compensation n'est pas autorisée dans le bilan (3)		Montants nets potentiels si compensation du montant correspondant autorisée £m
				Garantie au comptant reçue/nantie £m	Autre garantie reçue/nantie £m	
Actif financier						
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif sur compte de résultat :						
Sauf prises en pension	107 975	—	107 975	—	-7 175	100 800
Prises en pension	39 083	-5 909	33 174	—	-33 174	—
	147 058	-5 909	141 149	—	-40 349	100 800
Instruments financiers dérivés	62 392	-33 470	28 922	-3 228	-20 091	5 603
Prêts et avances consentis aux banques						
Sauf prises en pension	24 154	—	24 154	-1,810	—	22 344
Prises en pension	963	—	963	—	-963	—
	25 117	-	25 117	-1 810	-963	22 344
Prêts et avances aux clients						
Sauf prises en pension	457 546	-2 371	455 175	-1 001	-7 250	446 924
Prises en pension	—	—	—	—	—	—
	457 546	-2 371	455 175	-1 001	-7 250	446 924
Titres obligataires	4 191	—	4 191	—	—	4 191
Actif financier cessible	33 032	—	33 032	—	-13 895	19 137
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	19 808	—	19 808	—	—	19 808
Passif financier						
Dépôts de banques						
Sauf mises en pension	9 864	—	9 864	-2 770	-1 387	5 707
Mises en pension	7 061	—	7 061	—	-7 061	—
	16 925	-	16 925	-2 770	-8 448	5 707
Dépôts de clients						
Sauf mises en pension	420 330	-2 004	418 326	-458	-7 250	410 618
Mises en pension	—	—	—	—	—	—
	420 330	-2 004	418 326	-458	-7 250	410 618
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat						
Sauf mises en pension	13 432	—	13 432	—	—	13 432
Mises en pension	44 340	-5 909	38 431	—	-38 431	—
	57 772	-5 909	51 863	—	-38 431	13 432
Instruments financiers dérivés	60 184	-33 837	26 347	-2 811	-22 586	950

(1) Après provision pour dépréciation.

(2) Les montants compensés au bilan, comme indiqué ci-dessus, représentent des produits dérivés et des contrats de rachat avec les centres de compensation conformes aux critères de compensation prévus par l'IAS 32.

(3) Le Groupe conclut des contrats d'instruments dérivés, de rachat et de mise en pension avec différentes contreparties, qui sont régis par des contrats-cadres de compensation de type standard pour le secteur. Le Groupe détient et fournit des garanties au comptant ou en titres pour des transactions en produits dérivés couvertes par ces contrats. Le droit de compenser les soldes dans le cadre de ces contrats-cadres de compensation ou de compenser des garanties au comptant ou en titres est uniquement accordé en cas d'impayé ou de défaillance et, par conséquent, ces accords ne peuvent pas faire l'objet de compensation selon l'IAS 32.

Les effets de la sur-garantie n'ont pas été pris en considération dans le tableau ci-dessus.

51 Gestion du risque financier

Les instruments financiers sont essentiels pour l'activité du Groupe et, par conséquent, les risques qui y sont associés représentent une composante significative des risques que le Groupe doit affronter.

Les données au 31 décembre 2016 figurant ci-dessous n'incluent pas les activités non poursuivies.

Les principaux risques qui affectent l'utilisation des instruments financiers par le Groupe sont les suivants : risque de crédit ; risque de marché, comprenant le risque de taux d'intérêt et le risque de change ; le risque de liquidité et le risque d'assurance. Vous trouverez ci-dessous des informations sur la gestion de ces risques par le Groupe.

(1) Risque de crédit

L'exposition au risque de crédit du Groupe concerne les instruments ci-dessous, en particulier au Royaume Uni. Le niveau de propension au risque de crédit est défini par le Conseil d'administration et est décrit et communiqué par le biais de toute une série d'indicateurs de mesure conçus à partir d'un ensemble de mesures comptables et de crédit des performances du portefeuille, incluant l'utilisation de différents systèmes de notation du risque de crédit, qui mesure le risque de crédit relatif aux Prêts et avances consentis aux clients et aux banques, au niveau de la contrepartie, à l'aide de trois facteurs, à savoir: (i) la probabilité de défaillance de la contrepartie en ce qui concerne ses obligations contractuelles; (ii) l'exposition actuelle vis-à-vis de la contrepartie et son évolution probable, d'après laquelle le Groupe définit son exposition au risque de défaut; et (iii) le ratio de perte probable sur les obligations inexécutées, la perte en cas de défaillance. Le Groupe adopte différentes approches pour l'atténuation du risque de crédit, et notamment la mise en place de procédures de contrôle interne, l'obtention de garanties, la signature de contrats-cadres de compensation et d'autres dispositifs de transfert du risque de crédit, tels que les ventes d'actifs et les transactions en produits dérivés.

A. Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit du Groupe et de la Banque en cas d'inexécution des obligations de contreparties figure ci-dessous. Les garanties détenues ne sont pas prises en compte et l'exposition maximale en termes de perte - incluant les montants détenus pour la couverture du passif lié à des contrats en unité de compte et à des fonds with-profit – est considérée comme la valeur comptable inscrite au bilan ou bien, pour les transactions hors bilan en produits non dérivés et les garanties financières, leurs montants nominaux contractuels.

Groupe	Au 31 décembre 2016			Au jeudi 31 décembre 2015		
	Exposition maximale £m	Compensation £m	Exposition nette £m	Exposition maximale £m	Compensation £m	Exposition nette £m
Prêts et créances						
Prêts et avances aux banques, net	5 583	–	5 583	25 117	–	25 117
Prêts et avances aux clients, net	451 282	-6,300	444 982	455 175	-7 250	447 925
Titres obligataires, net	3 397	–	3 397	4 191	–	4 191
	460 262	-6,300	453 962	484 483	-7 250	477 233
Actif financier cessible	55 311	–	55 311	31 839	–	31 839
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	–	–	–	19 808	–	19 808
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat						
Prêts et avances	33 656	–	33 656	33 174	–	33 174
Titres obligataires, bons du trésor et autres papiers monétaires	16 956	–	16 956	46 895	–	46 895
	50 612	-	50 612	80 069	-	80 069
Actifs dérivés	33 859	-16 538	17 321	28 922	-19,466	9 456
Actif résultant des contrats de réassurance détenus	–	–	–	675	–	675
Garanties financières	6 883	–	6 883	7 165	–	7 165
Eléments hors bilan						
Acceptations et avals	21	–	21	52	–	52
Autres postes servant de substituts de crédit direct	779	–	779	458	–	458
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions	2 237	–	2 237	2 123	–	2 123
Engagements irrévocables	63 203	–	63 203	63 086	–	63 086
	66 240	-	66 240	65 719	-	65 719
	673 167	-22 838	650 329	718 680	-26 716	691 964

Banque	Au 31 décembre 2016			Au 31 décembre 2015		
	Exposition maximale £m	Compensation (2) £m	Exposition nette £ m	Exposition maximale £m	Compensation £m	Exposition nette £m
Prêts et créances						
Prêts et avances aux banques net (1)	4 379	–	4 379	2 625	–	2 625
Prêts et avances aux clients net (1)	161 161	-2 262	158 899	158 117	-2 736	155 381
Titres obligataires nets (1)	2 818	–	2 818	2 865	–	2 865
	168 358	-2 262	166 096	163 607	-2 736	160 871
Actif financier cessible (3)	54 391	–	54 391	31 663	–	31 663
Investissements détenus jusqu'à l'échéance	–	–	–	19 808	–	19 808
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat (3)						
Prêts et avances	34 599	–	34 599	37 895	–	37 895
Titres obligataires, bons du trésor et autres papiers monétaires	13 710	–	13 710	14 169	–	14 169
	48 309	-	48 309	52 064	-	52 064
Actifs dérivés	36 714	-14 700	22 014	30 992	-16 480	14 512

Garanties financières	6 586	–	6 586	6 795	–	6 795
Eléments hors bilan						
Acceptations et avals	20	–	20	52	–	52
Autres postes servant de substituts de crédit direct	760	–	760	443	–	443
Cautions de bonne fin et autre passif éventuel lié à des transactions	2 091	–	2 091	1 979	–	1 979
Engagements irrévocables	45 976	–	45 976	46 908	–	46 908
	48 847	–	48 847	49 382	–	49 382
	363 205	-16 962	346 243	354 311	-19 216	335 095

(1) Montants comptabilisés après déduction des provisions pour dépréciation.

(2) Les postes compensés incluent les montants des dépôts disponibles pour la compensation et les montants compensables en vertu de contrats-cadres de compensation non conformes aux critères établis par l'IAS 32, afin de permettre la présentation des prêts et des avances ainsi que de l'Actif dérivé, dans les Etats Financiers, après déduction de ces soldes.

(3) Sauf actions participatives.

B. Concentrations de risques

La gestion du risque de concentration du Groupe concerne les concentrations à nom unique, sectorielles ou limitées à un pays ainsi que le contrôle de l'exposition globale du Groupe concernant certains produits.

Au 31 décembre 2016, les concentrations d'expositions les plus significatives concernaient les prêts immobiliers représentant 67% du total des prêts et avances consentis aux clients) ainsi que les services financiers, commerciaux et les autres services. Cf. note 16

C. Qualité du crédit des actifs

Prêts et créances

Les données figurant au tableau ci-dessous ont été produites selon la base sous-jacente du reporting par segments du Groupe Lloyds Banking. Le Groupe estime que, pour les périodes de reporting qui suivent immédiatement la date d'une acquisition, comme celle de HBOS en 2010, cette base sous-jacente, incluant la provision pour pertes liées aux prêts en place à la date d'acquisition de HBOS par le Groupe Lloyds Banking sur une base brute, rend compte de manière plus transparente du provisionnement sous-jacent des prêts. Les autres ajustements de la juste valeur liés aux acquisitions concernant ce prêt sont donc identifiés séparément dans ce tableau.

L'analyse des prêts entre banque de détail et banque commerciale a été réalisée en fonction du type d'exposition et non pas du segment d'activité dans lequel l'exposition a été enregistrée. Sont incluses dans le détail les expositions vis-à-vis des clients particuliers et des petites entreprises, tandis que les expositions relatives à la banque commerciale concernent les autres entreprises et les grandes institutions.

Prêts et avances - Groupe

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances aux clients				Prêts et avances à leur juste valeur dans compte de résultat £m
		Prêts immobiliers au détail £m	Détail – autres £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2016						
Non impayés et non douteux	5 577	296 105	39 478	102 886	438 469	33 656
Impayés, mais non douteux	6	7 340	386	305	8 031	–
Douteux - pas de provision requise	–	784	392	689	1 865	–
- provision détenue	–	3 536	1 038	2 056	6 630	–
Brut	5 583	307 765	41 294	105 936	454 995	33 656
Provision pour pertes par dépréciation	–	-1 696	-458	-1 378	-3 532	–
Ajustements de la juste valeur	-	-	-	-	-181	-
Valeur nette comptable inscrite au bilan	5 583				451 282	33 656

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances aux clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Détail – Prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2015						
Ni impayés ni douteux	25 006	302 063	38 886	100 001	440 950	33 174
Impayés, mais non douteux	111	8 233	393	463	9 089	–
Douteux - pas de provision requise	–	732	690	1 092	2 514	–
- provision détenue	–	3 269	911	2 896	7 076	–
Brut	25 117	314 297	40 880	104 452	459 629	33 174
Provision pour pertes par dépréciation	–	-1 617	-448	-2 107	-4 172	–

Les critères appliqués par le Groupe pour vérifier s'il existe une indication probante de l'existence d'une Perte par Dépréciation figurent à la note 2(h). Les prêts et créances incluent les avances considérées individuellement comme douteuses, d'un montant brut, avant provision pour dépréciation, de £2,870 millions (2015 : £4,406 millions).

Prêts et avances non impayés et non douteux - Groupe

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances aux clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Détail – prêts immobiliers £m	Détail – autres £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2016						
Bonne qualité	5 434	295 088	34 195	65 605		33 626
Qualité satisfaisante	87	814	4 479	30 433		30

Faible qualité	3	39	387	6 433		–
Qualité insuffisante, mais non douteux	53	164	417	415		–
Total prêts et avances non impayés et non douteux 31 décembre 2015	5 577	296 105	39 478	102 886	438 469	33 656
Bonne qualité	24 670	301 403	33 589	63 453		33 156
Qualité satisfaisante	311	527	4 448	28 899		15
Faible qualité	4	27	476	7 210		3
Qualité inférieure à la norme, mais non douteux	21	106	373	439		–
Total prêts et avances non impayés et non douteux	25 006	302 063	38 886	100 001	440 950	33 174

Les définitions de bonne qualité, qualité satisfaisante, faible qualité et inférieur à la norme, mais non douteux applicables à la banque de détail et à la banque commerciale ne sont pas les mêmes, car elles reflètent les différentes caractéristiques de ces expositions et la manière dont elles sont gérées en interne : par conséquent, les totaux ne sont pas fournis. Les prêts commerciaux ont été classés en utilisant des modèles internes de cote de probabilité de défaut, qui ont été conçus de manière à les rendre comparables aux modèles externes. Les prêts de bonne qualité comprennent les probabilités de défaut les moins élevées, les autres classifications reflétant, progressivement, des niveaux de risque de plus en plus élevés. Les classifications des prêts au détail incluent les niveaux de recouvrement prévus des prêts immobiliers, ainsi que les probabilités de défaut évaluées à l'aide de modèles de notation internes.

Prêts et avances impayés mais non douteux- Groupe

	Prêts et avances aux clients					Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
	Prêts et avances aux banques £m	Détail - prêts immobiliers £m	Détail autres £m	Commercial £m	Total £m	
31 December 2016						
0-30 jours	6	3 547	285	157	3 989	–
30-60 jours	–	1 573	75	37	1 685	–
60-90 jours	–	985	2	74	1 061	–
90-180 jours	–	1 235	6	14	1 255	–
Plus de 180 jours	–	–	18	23	41	–
Total prêts et avances impayés mais non douteux 31 December 2015	6	7 340	386	305	8 031	–
0-30 jours	111	4 066	276	248	4 590	–
30-60 jours	–	1 732	81	100	1 913	–
60-90 jours	–	1 065	9	52	1 126	–
90-180 jours	–	1 370	8	19	1 397	–
Plus de 180 jours	–	–	19	44	63	–
Total prtat et avances impayés mais non douteux	111	8 233	393	463	9 089	–

Un actif financier est « impayé » lorsque la contrepartie n'a pas effectué le paiement à la date prévue.

Prêts et avances - Banque

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances aux clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Détail- prêts immobiliers £m	Détail autres £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2016						
Non impayés et non douteux	4 378	53 950	26 841	77 503	158 294	34 599
Impayés, mais non douteux	1	953	227	168	1 348	–
Douteux - pas de provision requise	–	385	209	576	1 170	–
- provision détenue	–	201	714	470	1 385	–
Brut	4 379	55 489	27 991	78 717	162 197	34 599
Provision pour pertes par dépréciation (note 19)	–	-112	-258	-666	-1 036	–
Valeur nette comptable inscrite au bilan	4 379	55 377	27 733	78 051	161 161	34 599

	Pr 5991nette comptable inscrit £m	Détail prêts immobiliers £m	Prêts et avances désignés £m	Commercial £m	Total £m	Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
31 décembre 2015						
Ni impayés ni douteux		59 898	26 741	67 701	154 340	33 173
Impayé mais non douteux	-	1 182	212	316	1 710	–
Douteux– aucune provision requise	-	312	456	511	1 279	–
– provision constituée	-	244	643	1 124	2 011	–
Brut	2 625	61 636	28 052	69 652	159 340	33 173

Provision pour pertes par dépréciation (note 19)	-	(127)	(221)	(875)	(1 223)	-
Valeur nette comptable inscrite au bilan	2 625	61 509	27 831	68 777	158 117	33 173

(1) Sauf montants dus par les entités apparentées du Groupe Lloyds Banking Group

Les prêts et créances comprennent des avances qui ont été individuellement jugées comme douteuses, d'un montant brut avant provision pour dépréciation de £1,134 millions (2015 : £2,032 million).

Prêts et avances non impayés et non douteux - Groupe

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances aux clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Prêts immobiliers au détail £m	Détail autres £m	Commercial £m	Total £m	
31 décembre 2016						
Bonne qualité	4 307	53 934	23 444	49 503		34 569
Qualité satisfaisante	29	16	2 851	23 739		30
Faible qualité	-	-	227	4 012		-
Qualité inférieure à la norme, mais non douteux	42	-	319	249		-
Total prêts et avances non impayés et non douteux	4 378	53 950	26 841	77 503	158,294	34 599
31 Décembre 2015						
Bonne qualité	2 323	59 880	23 216	42 376		33 156
Qualité satisfaisante	285	17	2 918	21 698		14
Faible qualité	-	1	321	3 516		3
Qualité inférieure à la norme, mais non douteux	17	-	286	111		-
Total prêts et avances non impayés et non douteux	2 625	59 898	26 741	67 701	154 340	33 173

Prêts et avances impayés mais non douteux - banque

	Prêts et avances aux banques £m	Prêts et avances aux clients				Prêts et avances à leur juste valeur sur compte de résultat £m
		Prêts immobiliers au détail £m	Détail autres £m	Commercial £m	Total £m	
31 December 2016						
0-30 jours	1	461	181	98	740	-
30-60 jours	-	201	37	19	257	-
60-90 jours	-	124	-	43	167	-
90-180 jours	-	167	2	4	173	-
Plus de 180 jours	-	-	7	4	11	-
Total prêts et avances impayés et avances au détail	1	953	227	168	1 348	-
31 December 2015						
0-30 jours	-	583	161	253	997	-
30-60 jours	-	252	41	35	328	-
60-90 jours	-	147	1	15	163	-
90-180 jours	-	200	3	10	213	-
Plus de 180 jours	-	-	6	3	9	-
Total prêts et avances impayés et non douteux	-	1 182	212	316	1 710	-

Un actif financier est « impayé » lorsque la contrepartie n'a pas effectué le paiement à la date prévue.

Titres obligataires détenus comme prêts et créances

Vous trouverez ci-dessous une analyse par cote de crédit des titres obligataires classés comme prêts et créances

Titres adossés à des actifs

	2016			2015		
	Catégorie investissement £m	Autres £m	Total £m	Catégorie investissement £m	Autres £m	Total £m
Groupe						
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	2 089	-	2 089	2 528	-	2 528
Autres titres adossés à des actifs	1 192	98	1 290	1 140	94	1 234
	3 281	98	3 379	3 668	94	3,762
Obligations d'entreprise et autres obligations	29	65	94	417	109	526
Exposition brute	3 310	163	3 473	4 085	203	4 288
Provision pur pertes par dépréciation			-76			-97
Total titres obligataires classés comme prêts et créances			3 397			4 191

Banque	2016			2015		
	Catégorie investissement (1)	Autres (2) £m	Total £m	Catégorie investissement (1)	Autres (2) £m	Total £m

	£m			£m		
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	1 914	–	1 914	2 353	–	2 353
Autres titres adossés à des actifs	904	–	904	125	–	125
	2 818	–	2 818	2 478	–	2 478
Obligations d'entreprise et autres obligations	–	–	–	387	–	387
Exposition brute	2 818	–	2 818	2 865	–	2 865
Provision pour pertes par dépréciation		–	–	–	–	–
Total titres obligataires détenus comme prêts et créances			2 818	2 865	–	2 865

(1) Cote de crédit égale ou supérieure à « BBB ».

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : £91 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque ; 2015 £87 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque) et les titres non cotés (2016 : £72 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque ; 2015 £116 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque).

Actif financier cessible (sauf actions participatives)

Cf. note 20.

	2016			2015		
	Catégorie investisse- ment (1) £m	Autres £m	Total £m	Catégorie in- vestissement £m	Autres (2) £m	Total £m
Groupe						
Titres obligataires						
Titres d'état	48 714	–	48,714	25 329	–	25 329
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	142	–	142	186	–	186
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	108	–	108	197	–	197
Autres titres adossés à des actifs	312	5	317	315	4	319
	420	5	425	512	4	516
Obligations d'entreprise et autres obligations	6,030	–	6,030	5,808	–	5,808
Total titres détenus comme actifs financiers cessibles	55 306	5	55 311	31,835	4	31 839

(1) Cote de crédit égale ou supérieure à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : £5 millions ; 2015 £4 millions) et les titres non cotés (2016 : £zéro ; 2015 £zéro).

	2016			2015		
	Catégorie investisse- ment £m	Autres £m	Total £m	Catégorie investisse- ment £m	Autres2 £m	Total £m
Banque						
Titres obligataires						
Titres d'état	48 576	–	48 576	25 213	–	25 213
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	142	–	142	169	–	169
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	71	–	71	88	–	88
Autres titres adossés à des actifs	123	4	127	106	4	110
	194	4	198	194	4	198
Obligations d'entreprise et autres obligations	3 603	–	3 603	1 822	–	1 822
	52 515	4	52 519	27 398	4	27 402
Créances vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking						
Obligations d'entreprise et autres obligations			1 872			4 261
Total titres détenus comme actifs financiers cessibles			54 391			31 663

(1) Cote de crédit égale ou supérieure à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : £4 millions ; 2015 £4 millions) et les titres non cotés (2016 : £zéro ; 2015 £zéro.)

Titres obligataires, bons du trésor et autres papiers monétaires inscrits à leur juste valeur sur compte de résultat

Cf. note 13

Groupe	2016			2015		
	Investment grade (1) £m	Autre (2) £m	Total £m	Investment grade (1) £m	Autre (2) £m	Total £m
Actif détenu à des fins de transaction						
Titres d'état	11 828	–	11 828	8 269	–	8 269
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	47	–	47	516	–	516
Autres titres adossés à des actifs	69	–	69	85	–	85
	116	–	116	601	–	601
Obligations d'entreprise et autres obligations	221	3	224	582	30	612
Total titres détenus en tant qu'actifs détenus à des fins de transaction	12 165	3	12 168	9 452	30	9 482
Autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat						
Titres d'état	1 127	–	1 127	13 848	–	13 848

Autres titres du secteur public	–	–	–	2 023	16	2 039
Certificats de dépôt de banques et sociétés foncières	244	–	244	135	–	135
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	–	–	–	801	41	842
Autres titres adossés à des actifs	–	–	–	762	–	762
Titres adossés à des prêts immobiliers	71	–	71	88	–	88
Autres titres adossés à des actifs	123	4	127	106	4	110
	–	–	–	1 563	41	1 604
Obligations d'entreprise et autres obligations	1 730	1 667	3 397	17 371	2 333	19 704
Total titres obligataires détenus à leur juste valeur sur compte de résultat	3 101	1 667	4 768	34 940	2 390	37 330
Bons du trésor et autres papiers monétaires	20	–	20	74	–	74
Total autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	3 121	1 667	4 788	35 014	2 390	37 404
	15 286	1 670	16 956	44 466	2 420	46 886
Créances détenues vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking						
Obligations d'entreprise et autres obligations			–			9
Total détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat			16 956			46 895

(1) Cote de crédit égale ou supérieure à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : £3 millions ; 2015 £544 millions) et les titres non cotés (2016 : £1,667 millions ; 2015 £1,876 millions).

Le risque de crédit relatif à l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat faisant partie des fonds en unité de compte du Groupe est supporté par les titulaires des polices, et le risque lié aux fonds with-profits est supporté en grande partie par les titulaires des polices. Par conséquent, le Groupe n'a aucune exposition significative en ce qui concerne ces actifs adossés à ces obligations contractuelles.

Banque	2016			2015		
	Catégorie investissement (1) £m	Autres (2) £m	Total £m	Catégorie investissement (2) £m	Autres (2) £m	Total £m
<i>Actif détenu à des fins de transaction</i>						
Titres d'état	11 828	–	11 828	8 269	–	8 269
Titres adossés à des actifs						
Titres adossés à des prêts immobiliers	47	–	47	516	–	516
Autres titres adossés à des actifs	69	–	69	85	–	85
	116	–	116	601	–	601
Obligations d'entreprise et autres obligations	221	3	224	582	30	612
Total titres obligataires	12 165	3	12 168	9 452	30	9 482
Bons du trésor et autres papiers monétaires	–	–	–	–	–	–
Total titres détenus en tant qu'actifs détenus à des fins de transaction	12 165	3	12 168	9 452	30	9 482
<i>Autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat</i>						
Titres d'état	1 127	–	1 127	4 664	–	4 664
Obligations d'entreprise et autres obligations	395	–	395	–	–	–
Total autre actif inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	1 522	–	1 522	4 664	–	4 664
	13 687	3	13 690	14 116	30	14 146
Créances détenues vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe Lloyds Banking						
Obligations d'entreprise et autres titres obligataires			20			23
Total détenu à des fins de transaction, inscrit à sa juste valeur au compte de résultat			13 710			14 169

(1) Cote de crédit égale ou supérieure à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : £3 millions ; 2015 £30 millions) et les titres non cotés (2016 : £zéro ; 2015 £zéro).

Actifs dérivés

Une analyse des actifs dérivés figure à la note 14. Le Groupe réduit son exposition aux risques de crédit par le biais d'accords-cadres de compensation et de garanties sous la forme de liquidités ou de titres très liquides. Concernant le risque net de crédit relatif à un actif dérivé de £17,321 millions pour le Groupe et £22,014 millions pour la Banque (2015: £9,456 millions pour le Groupe et £14,512 millions pour la Banque), une garantie au comptant de £6,055 millions pour le Groupe et £4,841 millions pour la Banque (2015: £3,228 millions pour le Groupe et £1,528 millions pour la Banque) a été constituée, tandis qu'une autre garantie d'un montant de £613 millions pour le Groupe et £451 millions pour la Banque (2015: £94 millions pour le Groupe et £10 millions pour la Banque) était due par les banques de l'OCDE.

	2016			2015		
	Catégorie d'investissement (1) £m	Autres (2) £m	Total £m	Catégorie d'investissement (1) £m	Autres (2) £m	Total £m
Groupe						
Instruments détenus à des fins de transaction et autres instruments	29 361	1 786	31 147	24 764	1 472	26 236
Couverture	2 664	48	2 712	2 653	33	2 686
Total instruments financiers dérivés	32 025	1 834	33 859	27 417	1 505	28 922
Banque						
Instruments détenus à des fins de transaction et autres instruments	24 626	955	25 581	19 774	849	20 623
Couverture	1 413	13	1 426	663	5	668

Créances détenues vis-à-vis d'entités apparentées du Groupe	26 039	968	27 007 9 707	20 437	854	21 291 9 701
Total instruments financiers dérivés			36 714			30 992

(1) Cote de crédit égale ou supérieure à 'BBB'.

(2) Le poste "autres" comprend la catégorie de sous-investissement (2016 : £1,830 millions pour le Groupe et £968 millions pour la Banque ; 2015 £1,418 millions pour le Groupe et £853 millions pour la Banque) et les titres non cotés (2016 : £4 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque ; 2015 £87 millions pour le Groupe et £1 million pour la Banque.)

Garanties financières et engagements de prêt irrévocables

Les garanties financières représentent l'engagement du groupe d'exécuter les obligations assumées par un client vis-à-vis d'un tiers en cas de défaillance du client. L'engagement de prolongation du crédit concerne les parts non utilisées des autorisations de prolongation du crédit sous la forme de prêts, garanties ou lettres de crédit. Le Groupe est théoriquement exposé à la perte pour un montant égal au total des garanties ou des engagements non utilisés : cependant, le montant probable de la perte devrait être nettement inférieur ; la plupart des engagements de prolongation du crédit sont soumis à la condition du respect, par le client, de certains critères applicables au crédit.

D. Sûretés détenues à titre de garantie de l'actif financier

Le Groupe détient des garanties pour la protection des Prêts et créances et des engagements de prêt irrévocables ; des informations de nature qualitative et, si nécessaire, quantitative concernant la garantie sont fournies ci-dessous. Les garanties constituées pour la protection de l'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat ainsi que pour l'Actif dérivé figurent ci-dessous.

Prêts et créances

Le Groupe a constitué des garanties pour les Prêts et avances en faveur des banques et des clients, comme indiqué ci-dessous. Le Groupe ne fournit pas de garanties pour les titres obligataires, y compris en ce qui concerne les Titres adossés à des actifs et les Titres obligataires d'entreprises et autres titres obligataires, classés comme Prêts et créances.

Prêts et avances aux banques

Des contrats de prise en pension ont été comptabilisés en tant que prêts garantis dans le poste "prêts et avances consentis aux banques" avec une valeur comptable de £437 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £963 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque), pour lesquels le Groupe et la Banque détenaient une garantie d'une juste valeur de £371 millions (2015 : £1,009 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque).

Ces transactions ont été généralement réalisées à des conditions habituelles pour les activités normales de prêt cautionné.

Prêts et avances aux clients

Prêts au détail

Prêts immobiliers

La valeur de la garantie utilisée pour déterminer les ratios prêt/valeur a été estimée sur la base de la dernière évaluation, ajustée pour prendre en compte les mouvements ultérieurs des prix de l'immobilier, après la constitution d'une provision pour erreur d'indexation et dégradations.

Groupe

	2016				2015			
	Ni impayés ni douteux £m	Impayés, mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Ni impayés ni douteux £m	Impayés, mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Moins de 70%	220 299	5 288	2 334	227 921	211 631	4 907	1 965	218 503
70 à 80%	39 789	1 004	648	41 441	45 764	1 350	671	47 785
80 à 90%	23 589	621	495	24 705	27 529	935	528	28 992
90 à 100%	7 983	223	355	8 561	10 908	610	247	11 765
Plus de 100%	4 445	204	488	5 137	6 231	431	590	7 252
Total	296 105	7 340	4 320	307 765	302 063	8 233	4 001	314 297

Banque

	Ni impayés ni douteux £m	Impayés, mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m	Ni impayés ni douteux £m	Impayés, mais non douteux £m	Douteux £m	Brut £m
Moins de 70%	44 677	793	344	45 814	46 749	756	279	47 784
70 à 80%	5 210	90	88	5 388	7 045	182	94	7 321
80 à 90%	2 866	50	63	2 979	3 955	127	64	4 146
90 à 100%	925	16	51	992	1 677	82	66	1 825
Plus de 100%	272	4	40	316	472	35	53	560
Total	53 950	953	586	55 489	59 898	1 182	556	61 636

Autres

La majorité des prêts au détail autres qu'immobiliers n'est pas garantie. Au 31 décembre 2016, les prêts non immobiliers douteux s'élevaient à £972 millions, après déduction de la provision pour dépréciation de £458 millions (2015 : £1,153 million, après déduction de la provision pour dépréciation de £448 million). La juste valeur de la garantie détenue pour ce prêt s'élevait à £139 millions (2015 : £107 millions). Dans la détermination de la juste valeur de la garantie, aucun montant spécifique n'a été attribué au coût de réalisation et la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance non encore remboursée, afin d'éliminer les effets sur-garantie et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Un prêt au détail non-garanti non-immobilier s'est élevé à £39,864 million (2015 : £39,279 million). Les décisions en matière de prêts se fondent, en général, sur la capacité du débiteur de rembourser dans le cadre de son activité normale, plutôt que sur la fiabilité des garanties fournies. Les valeurs des garanties sont évaluées de manière rigoureuse lors de la souscription du prêt et sont ensuite vérifiées régulièrement, selon la politique de l'unité opérationnelle en matière de crédit.

Les données du groupe relatives au risque de crédit lié aux prêts au détail non immobiliers douteux font apparaître l'actif sans déduction de la garantie, montrant, donc, l'exposition maximale à la perte. Le Groupe estime qu'il s'agit d'une approche adéquate. La valeur de la garantie est réexaminée lorsque des éléments observables semblent indiquer des difficultés de la part de l'emprunteur. Les prêts au détail non immobiliers non-douteux, y compris les éventuelles garanties associées, sont gérés

client par client plutôt que sur la base d'un portefeuille global. La Direction ne dispose d'aucune information globale relative aux garanties pour la totalité du portefeuille de prêts non immobiliers non-douteux au détail.

Prêts commerciaux

Transactions de prise en pension

Au 31 décembre 2016 on comptait plusieurs contrats de prise en pension de titres, comptabilisés en tant que prêts garantis d'une valeur comptable de £8,304 millions pour le Groupe et la Banque, pour lesquels le Groupe et la Banque détenaient une garantie d'une juste valeur de £7,490 millions, dont le Groupe a été en mesure de rembourser la totalité. Ces montants comprenaient des nantissements au comptant fournis en vertu des contrats de prise en pension de titres à hauteur de £8 millions pour le Groupe et la Banque. Ces transactions étaient généralement soumises à des conditions habituelles et classiques pour des activités de prêt sécurisé standards. Aucune transaction de ce type n'a été réalisée en 2015.

Prêts garantis douteux

La valeur des garanties est testée afin de détecter de signes observables des difficultés de l'emprunteur ; cette évaluation sert à déterminer les provisions pour pertes potentielles et à définir la stratégie de la direction, en vue du redressement de l'activité de l'entreprise ou du remboursement de la dette.

Au 31 décembre 2016, les prêts commerciaux douteux garantis s'élevaient à £204 millions, net, après déduction de la provision pour dépréciation de £401 millions (2015 : £1,245 millions, après déduction de la provision pour dépréciation de £577 millions). La juste valeur des garanties détenues pour ces prêts s'élevait à £1,160 millions (2015 : £1,367 millions) pour le Groupe. Dans la détermination de la garantie totale détenue par le groupe pour les prêts commerciaux garantis douteux, la valeur de la garantie de chaque prêt a été limitée au montant en capital de l'avance en cours, afin d'éliminer les effets de tout sur-nantissement et de fournir une image plus transparente de l'exposition du Groupe.

Les prêts commerciaux garantis douteux et les garanties correspondantes concernent les prêts accordés aux sociétés foncières et aux clients du secteur financier, du secteur du commerce et d'autres secteurs, comme les transports, la distribution, l'hôtellerie et la construction.

Prêts non garantis douteux

Les prêts commerciaux garantis non-douteux s'élevaient à £36,275 millions (2015 : £51,298 millions).

Pour les prêts commerciaux garantis non douteux, le Groupe déclare ses actifs avant déduction des garanties et comptabilise, donc, son exposition maximale aux pertes. Le Groupe estime que cette approche est valide, car la valeur des garanties à l'origine et pendant une période d'activité favorable peut ne pas être représentative de la valeur des garanties, si le débiteur connaît une période de difficultés.

Les prêts commerciaux garantis non douteux sont principalement gérés sur la base des liquidités. Parfois, cela peut inclure une évaluation des garanties sous-jacentes, même si, pour les prêts douteux, cela n'implique pas forcément une évaluation sur la base de la juste valeur. Aucune information globale concernant les garanties relatives à l'intégralité du portefeuille de prêts commerciaux garantis non douteux n'a été fournie à la Direction.

Actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier détenu à sa juste valeur sur compte de résultat (sauf actions participatives)

L'actif financier détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat concerne les contrats de rachat considérés comme des prêts garantis, d'une valeur comptable de £33,079 millions pour le Groupe et la Banque (2015 : £33,174 million pour le Groupe and £37,285 million pour la Banque). Une garantie de £30,850 millions était détenue pour le Groupe et pour la Banque (2015 : £36,493 millions pour le Groupe et £37,006 millions pour la Banque), dont la totalité peut être re-nantie. Au 31 décembre 2016, un montant de £27,303 millions pour le Groupe et pour la Banque ont été re-nantis (2015 : £15,438 millions pour le Groupe et £17,876 millions pour la Banque).

De plus, les titres détenus en garantie sous la forme de titres d'emprunt s'élevaient à £47,816 millions pour le Groupe et £25,565 millions pour la Banque (2015 : £58,621 millions pour le Groupe et £46,042 millions pour la Banque). Sur ce montant, £16,204 millions pour le Groupe et £18,025 millions pour la Banque (2015 : £29,859 millions pour le Groupe et £29,360 pour la Banque) avaient été revendus ou re-nantis comme garantie des transactions propres du Groupe.

Ces transactions ont généralement été réalisées conformément à des conditions habituelles pour des activités de prêts garantis standard.

Actif dérivé, après compensation des montants dans le cadre de conventions de compensation

Le Groupe réduit son exposition aux risques de crédit par le biais de conventions de compensation et par l'obtention de garanties sous la forme de liquidités ou de titres très liquides. En ce qui concerne l'actif dérivé net après compensation des montants, selon les termes des conventions de compensation, d'un montant de £17,321 millions pour le Groupe et de £22,014 millions pour la Banque (2015 : £9,456 millions pour le Groupe et £14,512 millions pour la Banque), une garantie au comptant de £6,055 millions pour le Groupe et de £4,841 millions pour la Banque (2015 : £3,228 millions pour le Groupe et £1,528 millions pour la Banque) a été constituée.

Engagements de prêt irrévocables et autres engagements éventuels liés au crédit

Au 31 décembre 2016, on comptait plusieurs engagements de prêt irrévocables et autres engagements éventuels liés aux opérations de crédit, à hauteur de £66,240 millions pour le Groupe et £48,847 millions pour la Banque (2015 : £65,719 millions pour le Groupe et £49,382 millions pour la Banque). Une garantie était détenue, à titre de sûreté, en cas d'utilisation du prêt, sur £10,053 millions pour le Groupe et £9 millions pour la Banque (2015 : £9,551 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque), sur ces soldes.

Garanties reprises

Pendant l'exercice, un montant de £241 millions a été repris au titre de garanties (2015 : £203 millions), il s'agissait en grande partie de garanties sur des biens immobiliers résidentiels. En ce qui concerne les portefeuilles au détail, le Groupe n'a pas la possession physique des biens ou des autres actifs détenus en garantie et a recours à des agents externes chargés d'en réaliser la valeur, dans les plus brefs délais, généralement dans le cadre d'une vente aux enchères, afin de régler la dette. Tout produit excédentaire éventuel de la vente est restitué à l'emprunteur ou traité conformément aux dispositions applicables en matière d'insolvabilité. Dans certaines circonstances, le Groupe prend physiquement possession des actifs détenus en garantie dans le cadre de prêts commerciaux. Dans ces cas, les actifs sont inscrits au bilan du Groupe et sont classés en fonction des politiques comptables du Groupe.

Sûretés nanties à titre de garantie

Le Groupe nantit des actifs principalement pour des contrats de rachat et des transactions de prêt de titres, qui sont généralement réalisées conformément à des conditions habituelles pour des contrats de prêts garantis standards.

Transactions de rachat

Dépôts de banques

Les Dépôts de banques comprennent des dépôts détenus en garantie relatifs à des facilités accordées, pour une valeur comptable de £7,279 millions pour le Groupe and £2,758 million pour la Banque (2015 : £7,061 millions pour le Groupe and £7,044 millions pour la Banque) et une juste valeur de £8,395 millions pour le Groupe et £2,692 millions pour la Banque (2015 : £6,707 millions pour le Groupe et £6,707 million pour la Banque).

Dépôts de clients

Les Dépôts de Clients incluaient £2,462 millions pour le Groupe et la Banque détenus en garantie pour des facilités accordées (2015 : £zéro). Aucune garantie au comptant n'a été fournie pour les contrats de rachat (2015 : £5 millions pour le Groupe et £zéro pour la Banque).

Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat

La juste valeur des actifs nantis dans le cadre de transactions de rachat - comptabilisées comme emprunts garantis en vertu desquels la partie bénéficiaire de la garantie est autorisée, par contrat ou selon les pratiques en vigueur, à redonner les biens en garantie s'élevait à £45,702 millions pour le Groupe et £46,698 millions pour la Banque (2015 : £44,655 millions pour le Groupe et £48,172 millions pour la Banque).

Transactions de prêt de titres

	Le Groupe		La Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	1 541	6 478	1 523	1 807
Prêts et avances aux clients	583	1 491	583	–
Titres obligataires comptabilisés comme prêts et créances	–	–	–	69
Actif financier cessible	3 206	4 247	3 184	4 464
	5 330	12 216	5 290	6 340

Titrisations et obligations couvertes

Cf. notes 17 et 18.

(2) Risque de marché**Risque de taux d'intérêt**

Le risque lié aux taux d'intérêts peut résulter de différentes caractéristiques de re-tarification des actifs et des passifs. Les passifs sont soit insensibles aux fluctuations du taux d'intérêt –par exemple des dépôts de clients sans intérêts ou avec de faibles taux d'intérêts - soit sensibles aux changements de taux d'intérêts tout en étant assujettis à des taux qui peuvent varier à la discrétion du Groupe, et qui reflètent généralement, pour des raisons de compétitivité, les variations du taux de base de la Banque d'Angleterre. Les taux applicables sur les autres dépôts sont fixés par contrat pour toute la durée du dépôt.

De nombreux actifs bancaires sont sensibles aux fluctuations du taux d'intérêt : le volume des actifs à taux géré est important, comme par exemple les prêts immobiliers à taux variable, qui peuvent être considérés comme une compensation naturelle aux risques des taux d'intérêt découlant des passifs à taux gérés. Toutefois, une partie importante des titres d'emprunt, tels que de nombreux prêts personnels et immobiliers, sont assujettis à des taux d'intérêt qui sont fixés par contrat.

Le Groupe et la Banque déterminent deux types de relations comptables de couverture pour les risques de taux d'intérêt : les couvertures de juste valeur et les couvertures de flux de trésorerie. Le Groupe et la Banque sont exposés à des risques de taux d'intérêt sur juste valeur pour leurs prêts à taux fixe à la clientèle, pour leurs dépôts de clients à taux fixe et la majorité de leur passif subordonné, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt sur flux de trésorerie sur leurs prêts à taux variables et leurs dépôts, ainsi que pour leur passif subordonné à taux variable.

Au 31 décembre 2016, le montant nominal total en capital des swaps de taux d'intérêt désignés comme couverture de la juste valeur s'élevait à £195,889 millions (2015 : £121,331 millions) pour le Groupe et £204,068 millions (2015 : £129,062 millions) pour la Banque, et un actif net désigné à sa juste valeur de £435 millions (2015 : actif de £835 millions) pour le Groupe et un passif net désigné à sa juste valeur de £1,757 millions (2015 : passif de £1,707 millions) pour la Banque (note 14). Les pertes comptabilisées sur les instruments de couverture de £1,946 millions (2015 : £695 millions) pour le Groupe et £1,768 millions (2015 : pertes de £31 millions) pour la Banque. Les plus-values sur les éléments couverts imputables au risque couvert se sont élevées à £2,017 millions (2015 : £516 millions) pour le Groupe et £1,702 millions (2015 : £59 million) pour la Banque.

Par ailleurs, le Groupe détient un petit nombre de couvertures des flux de trésorerie principalement utilisées pour couvrir les variations du coût de financement dans l'activité commerciale. La Note 14 montre l'échéance à laquelle les flux de trésorerie devraient de réaliser et à laquelle ils affecteront les recettes des couvertures de flux de trésorerie désignées. Le montant notionnel en capital des swaps de taux d'intérêt of désignés comme couverture des flux de trésorerie au 31 décembre 2016 s'est élevé à £384,182 millions (2015 : £460,829 millions) pour le Groupe et £381,662 millions (2015 : £164,826 millions) pour la Banque, avec un passif net désigné à sa juste valeur de £352 millions (2015 : passif de £718 millions) pour le Groupe et un actif net désigné à sa juste valeur de £75 millions (2015 : actif de £39 millions) pour la Banque (note 14). En 2016, une plus-value liée à l'inefficacité, d'un montant de 24 millions pour le Groupe (2015 : plus-value de £3 millions) et 28 millions pour la Banque (2015 : plus-value de 30 millions), résultant de la couverture des flux de trésorerie a été inscrite au compte de résultat.

Risque de change

Les activités de banque de détail et d'entreprise encourent des risques de change dans le cadre de la prestation des services destinés à leur clientèle. Toutes les expositions non-structurelles au risque de change hors négociation sont transférées au secteur de négociation au sein duquel sont contrôlées et surveillées. Ces risques résident dans les centres de négociation autorisés, qui sont soumis à des limites d'exposition. Les limites sont vérifiées chaque jour par les centres locaux et sont signalées au service central en charge du risque de marché et de liquidité.

Des risques résultent aussi des investissements du Groupe à l'étranger. L'exposition structurelle du Groupe au risque de change est représentée par la valeur nette des fonds propres en devises étrangères et des investissements de passif subordonné dans les filiales et les succursales. Les plus/moins-values réalisées sur l'exposition structurelle au risque de change sont comptabilisées dans les réserves.

Le Groupe couvre en partie son risque de conversion de devises relatif à l'investissement net dans des activités à l'étranger à l'aide d'emprunts croisés en devises. La Banque ne couvre pas son exposition aux risques. Au 31 décembre 2016 le montant total en capital des emprunts en devises du Groupe s'élevait à £695 millions (2015 : £670 millions). En 2016, une perte par inefficacité de £2 millions avant et de £1 million après impôt (2015 : plus-value d'inefficacité de £5 millions avant et £4 millions après impôt), résultant de la couverture des flux de trésorerie, a été comptabilisée au compte de résultat.

Les principales activités du Groupe à l'étranger se déroulent en Europe et en Amérique du Nord.

Groupe	Euro £m	Dollar US £m	Autres devises non livre-sterling £m
---------------	--------------------	-------------------------	---

31 December 2016			
Exposition brute	247	479	36
Couverture nette des investissements	-216	-479	—
Exposition structurelle totale au risque de change, après couverture des investissements nets	31	—	36
31 Décembre 2015			
Exposition brute	246	447	32
Couverture des investissements nets	-254	-415	-1
Exposition structurelle totale au risque de change, après couverture des investissements nets	-8	32	31

The Bank	Euro £m	US Dollar £m	Other non- ster- ling £m
31 Décembre 2016			
Exposition brute	6	72	45
Couvertures nettes des investissements	—	—	—
Risque total structurel de change, après couvertures des investissements nets	6	72	45
31 Décembre 2015			
Exposition brute	-2	91	28
Couvertures nettes des investissements	—	—	—
Risque total structurel de change, après couvertures des investissements nets	-2	91	28

(3) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini en tant que risque que le Groupe ne possède pas de ressources suffisantes pour couvrir ses engagements à l'échéance ou qu'elle ne puisse respecter ses engagements qu'à un coût excessif. Le risque de liquidité est géré par une série de mesures, tests et états principalement basés sur l'échéance contractuelle. Le Groupe effectue des stress tests mensuels de sa position de liquidité par rapport à différents scénarios, dont ceux prescrits par le PRA. La propension du Groupe au risque de liquidité est également calibrée selon une série d'indicateurs de mesure de la liquidité en période de stress.

	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
Groupe						
Au 31 décembre 2016						
Dépôts de banques	3 232	4 154	1 541	5 883	942	15 752
Dépôts de clients	347 537	19 147	28 248	20 789	1 283	417 004
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	14 390	19 718	11 845	1 938	13 513	61 404
Titres obligataires en émission	7 661	8 808	12 628	34 928	16 987	81 012
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation	—	—	—	—	—	—
Passif subordonné	48	755	1 201	9 678	10 944	22 626
Total passif financier non-dérivé	372 868	52 582	55 463	73 216	43 669	597 798
Passif financier dérivé						
Instruments dérivés bruts réglés - sorties	33 126	24 044	25 336	52 769	35 214	170 489
Instruments dérivés bruts réglés -entrées	31 358	-22,395	-23,485	-49,111	-31,149	-157,498
Instruments dérivés bruts réglés -flux nets	1 768	1 649	1 851	3 658	4 065	12 991
Passif dérivé net réglé	21 615	44	170	536	1 127	23 492
Total passif financier dérivé	23 383	1 693	2 021	4 194	5 192	36 483
Au 31 décembre 2015						
Dépôts de banques	6 586	1 143	6 179	2 785	400	17 093
Dépôts de clients	339 387	21 234	34 012	23 932	567	419 132
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	23 400	15 465	5 404	5 921	10 662	60 852
Titres obligataires en émission	7 526	9 131	18 467	34 515	24 540	94 179
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation	429	365	1 644	4 396	15 901	22 735
Passif subordonné	425	331	3 720	9 019	14 779	28 274
Total passif financier non-dérivé	377 753	47 669	69 426	80 568	66 849	642 265
Passif financier dérivé						
Instruments dérivés bruts réglés -sorties	31 932	28 059	27 510	29 962	28 507	145 970
Instruments dérivés bruts réglés -entrées	-30,432	-26,967	-26,337	-27,883	-26,521	-138,140
Instruments dérivés bruts réglés - flux nets	1 500	1 092	1 173	2 079	1 986	7 830
Passif dérivé net réglé	16 600	115	321	953	2 587	20 576
Total passif financier dérivé	18 100	1 207	1 494	3 032	4 573	28 406

Les contrats de garantie financière du Groupe sont comptabilisés dans les instruments financiers et mesurés à leur juste valeur, lors de leur comptabilisation initiale, dans le bilan. La majorité des contrats de garantie financière du Groupe sont remboursables à première demande en cas de défaillance de la partie cautionnée. Cependant, la plupart de ces garanties devraient expirer sans avoir été utilisées. Les montants nominaux contractuels de ces garanties ont totalisé £6,883 millions au 31 décembre 2016 (2015 : £7,165 millions) dont £3,815 millions avec échéance à un an ; £667 millions entre un et trois ans ; £1,334 millions entre trois et cinq ans ; et £1,067 millions à plus de cinq ans (2015 : £4,014 millions venant à échéance à un an ; £942 millions entre un et trois ans ; £1,182 millions entre trois et cinq ans ; et £1,027 millions sur les exercices financiers suivants).

La majorité des passifs liés à des contrats d'investissement sans participation du Groupe sont adossés à des unités de compte. Ces produits adossés à des unités de compte sont investis selon les instructions du fonds libellé en unités de compte. Des clauses incluses dans la police permettent de reporter les ventes, si nécessaire, de

manière à ce que les actifs puissent être réalisés sans vente forcée.

Le passif du Groupe résultant des contrats d'assurance et d'investissement avec participation sont analysés sur la base du comportement, comme l'autorise l'IFRS 4, comme suit

	Jusqu'à 1 mois £m	1-2 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2016	1 283	1 836	6 266	23 425	61 599	94 409
Au 31 décembre 2015	1 477	1 081	4 745	10 444	62 570	80 317

En ce qui concerne les contrats d'assurance et d'investissement avec participation qui ne sont pas adossés à des unités de compte et ne sont pas inclus dans les fonds with profit du Groupe, notamment les obligations liées aux rentes annuelles, il s'agit d'investir dans des actifs de manière à ce que les flux de trésorerie générés par les investissements correspondent à ceux prévus pour les futurs passifs provisionnels.

Le montant en capital du passif subordonné non daté sans option de rachat est inclus dans la colonne « à plus de 5 ans » ; les intérêts d'environ £22 millions (2015 £38 millions) par an pour le Groupe et £ 15 millions (2015 : £22 millions) pour la Banque, payables pour ces instruments pendant toute la durée de leur émission, ne sont pas pris en compte au-delà de 5 ans.

	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
Banque						
Au samedi 31 décembre 2016						
Dépôts de banques	3 159	4 118	1 532	84	617	9 510
Dépôts de clients	187 112	13 960	8 355	3 551	429	213 407
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	14 688	20 127	12 091	1 979	13 791	62 676
Titres obligataires en émission	6 730	7 510	12 551	32 047	21 450	80 288
Passif subordonné	58	304	554	5 989	6 588	13 493
Total passif financier non-dérivé	211 747	46 019	35 083	43 650	42 875	379 374
Passif financier dérivé :						
Instruments dérivés bruts réglés -sorties	32 460	23 495	24 793	47 970	30 802	159 520
Instruments dérivés bruts réglés -entrées	-30 886	-21 902	-22 965	-44 512	-27 067	-147 332
Instruments dérivés bruts réglés - flux nets	1 574	1 593	1 828	3 458	3 735	12 188
Passif dérivé net réglé	19 104	28	84	325	883	20 424
Total passif financier dérivé	20 678	1 621	1 912	3 783	4 618	32 612

	Jusqu'à 1 mois £m	1-3 mois £m	3-12 mois £m	1-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
Au 31 décembre 2015						
Dépôts de banques	4 913	1 111	6 070	1 290	400	13 784
Dépôts de clients	182 384	12 807	8 602	1 760	386	205 939
Passif détenu à des fins de transaction et autre passif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	23 047	15 465	5 404	5 921	10 661	60 498
Titres obligataires en émission	3 759	8 003	17 838	37 932	26 341	93 873
Passif subordonné	305	1 352	3 348	11 536	7 468	24 009
Total passif financier non-dérivé	214 408	38 738	41 262	58 439	45 256	398 103
Passif financier dérivé :						
Instruments dérivés bruts réglés -sorties	31 699	27 798	26 754	27 092	23 302	136 645
Instruments dérivés bruts réglés -entrées	-30 375	-26 816	-25 596	-25 079	-21 874	-129 740
Instruments dérivés bruts réglés - flux nets	1 324	982	1 158	2 013	1 428	6 905
Passif dérivé net réglé	14 460	8	115	191	660	15 434
Total passif financier dérivé	15 784	990	1 273	2 204	2 088	22 339

Les contrats de garantie financière du Groupe sont comptabilisés dans les instruments financiers et mesurés à leur juste valeur, lors de leur comptabilisation initiale, dans le bilan. La majorité des contrats de garantie financière du Groupe sont remboursables à première demande en cas de défaillance de la partie cautionnée. Cependant, la plupart de ces garanties devraient expirer sans avoir été utilisées. Les montants nominaux contractuels de ces garanties ont totalisé £6,586 millions au 31 décembre 2016 (2015 : £6,795 millions) dont £3,690 avec échéance à un an ; £627 millions entre un et trois ans ; £1,322 millions entre trois et cinq ans ; et £947 millions à plus de cinq ans (2015 : £3,833 millions avec échéance à un an ; £916 millions entre un et trois ans ; £1,153 millions entre trois et cinq ans ; et £893 millions sur les exercices suivants).

	A 1 an £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
Groupe					
31 décembre 2016					
Acceptations et avals	20	1	-	-	21
Autre passif éventuel	1 647	466	280	623	3 016
Total passif éventuel	1 667	467	280	623	3 037
Engagements de prêt	73 443	17 212	18 775	4 090	113 520

Autres engagements	45	79	122	402	648
Total engagements	73 488	17 291	18 897	4 492	114 168
Total passif éventuel et engagements	75 155	17 758	19 177	5 115	117 205
31 décembre 2015					
Acceptations et avals	50	1	1	–	52
Autre passif éventuel	1 463	365	107	646	2 581
Total passif éventuel	1 513	366	108	646	2 633
Engagements de prêt	67 727	18 803	19 234	6 731	112 495
Autres engagements	38	4	83	296	421
Total engagements	67 765	18 807	19 317	7 027	112 916
Total passif éventuel et engagements	69 278	19 173	19 425	7 673	115 549

	A 1 an £m	1-3 ans £m	3-5 ans £m	A plus de 5 ans £m	Total £m
Banque					
31 décembre 2016					
Acceptations et avals	19	1	–	–	20
Autre passif éventuel	1 587	449	217	598	2 851
Total passif éventuel	1 606	450	217	598	2 871
Engagements de prêt	38 668	15 768	18 076	2 534	75 046
Autres engagements	45	73	112	390	620
Total engagements	38 713	15 841	18 188	2 924	75 666
Total passif éventuel et engagements	40 319	16 291	18 405	3 522	78 537
31 décembre 2015					
Avals et acceptations	50	1	1	–	52
Autre passif éventuel	1,378	360	107	577	2,422
Total passif éventuel	1 428	360	108	577	2 474
Engagements de prêt	36 049	16 231	18 301	4 729	75 310
Autres engagements	38	4	83	272	397
Total engagements	36 087	16 235	18 384	5 001	75 707
Total passif éventuel et engagements	37 515	16 596	18 492	5 578	78 181

(4) Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de réduction des revenus et/ou de la valeur du capital, suite à des pertes financières ou à un préjudice pour la réputation, suite à une fluctuation des échéances, de la fréquence et de la gravité des événements assurés/réassurés et des fluctuations dans les échéances et le montant des règlements des sinistres. Ceci inclut les variations de bénéfices suite au comportement des clients.

La propension du Groupe pour la solvabilité et les bénéfices des entités d'assurance est vérifiée et approuvée chaque année par le Conseil d'Administration. Les risques d'assurance sont mesurés à l'aide de différentes techniques dont les stress tests et les simulations de scénarios, et, si nécessaire, les modèles stochastiques. Une surveillance permanente est en place pour suivre la progression des risques d'assurance, notamment par le suivi des expériences réelles par rapport aux prévisions et par l'évaluation de l'efficacité des contrôles mis en place pour la gestion du risque d'assurance.

52 Capital

Gestion du capital

Au sein du Groupe, le capital de chaque entité est géré activement à une fréquence adéquate ; par ailleurs, les ratios réglementaires constituent un facteur essentiel dans les processus de planification et de budgétisation, les ratios prévisionnels étant mis à jour et vérifiés régulièrement pendant l'exercice par le Comité de l'Actif et du Passif de Lloyds Banking Group. Les augmentations de capital sont effectuées en tenant compte de l'évolution de la réglementation, de la croissance prévue et de la devise dans laquelle sont libellés les actifs faisant l'objet du risque. Les politiques et les procédures relatives aux capitaux sont soumises à la supervision d'une entité indépendante.

Le Groupe mesure le montant de son capital selon le cadre réglementaire défini par la Directive et le Règlement sur les exigences de fonds propres (paquet CRD IV), telle qu'appliquée au Royaume Uni par le biais de la déclaration de politique PS7/13 de la Prudential Regulation Authority (PRA). L'application du paquet CRD IV est soumise à la phase de transition autorisée par la PS7/13.

Pendant l'exercice, les différentes entités réglementées membres du Groupe et le Groupe lui-même se sont conformés à chacune des normes externes imposées en matière de disponibilité des fonds propres.

Evolution du capital réglementaire

Le cadre réglementaire à l'intérieur duquel opère le Groupe continue à évoluer au niveau mondial grâce à l'activité du Financial Stability Board (FSB) et du Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire (BCBS); au niveau européen principalement suite à la mise en œuvre du paquet de normes techniques et de directives CRD IV; et au Royaume Uni à travers la PRA et les directives du Financial Policy Committee (FPC). Le Groupe suit de très près ces évolutions, en analysant leurs impacts possibles en termes de capital, afin d'assurer le maintien d'une solide structure de capital au niveau du Groupe et de chaque entité réglementée, qui aille au-delà des exigences de base imposées et de la propension au risque du Groupe et qui soit conforme aux attentes du marché.

Ressources en capital

Le capital réglementaire est réparti en différents Niveaux en fonction du degré de permanence et de la capacité d'absorption des pertes.

Les ressources en capital transitionnelles du Groupe selon le paquet CRD IV peuvent être résumées comme suit :

	2016 £m	2015 £m
--	------------	------------

Fonds propres de base de catégorie 1	32 544	34 041
Capital supplémentaire de catégorie 1	5 732	3 584
Capital de catégorie 2	7 535	12 027
Total capital	45 811	49 652

Etat des flux de trésorerie**a Variation de l'actif d'exploitation**

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Variations des prêts et créances	1 230	6 081	-2 917	5 486
Variations des montants dus par des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	8 412	437	-16 089	-2 766
Variations des instruments financiers dérivés, de l'actif détenu à des fins de transaction comptabilisés et des autres actifs financiers à leur juste valeur dans le compte de résultat	13 954	20 557	-2 014	23 492
Variations des autres actifs d'exploitation	1 012	7 886	69	1 724
Variation de l'actif d'exploitation	3 300	34 961	-20 951	27 936

b Variation du passif d'exploitation

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Variations des dépôts de banques	-654	6 107	-4 261	5 482
Variations des dépôts de clients	-3 690	-4 252	6 602	10 893
Variations des montants dus à des entités apparentées du Groupe Lloyds Banking	2 303	636	16 029	-21 228
Variations des titres obligataires en émission	-8 950	6 218	-4 868	12 188
Variations des instruments financiers dérivés, de l'actif détenu à des fins comptabilisés à leur juste valeur de transaction et des autres actifs financiers sur compte de résultat	11 680	-16 984	6 995	-27 175
Variation du passif des contrats d'investissement	2 665	-3 922	—	—
Variations des autres éléments de passif d'exploitation	549	1 207	260	-1 606
Variation du passif d'exploitation	-2 525	-10 990	20 757	-21 446

c Postes non monétaires et autres postes

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Amortissement	2 380	2 112	821	707
Diminution permanente de la valeur des investissements dans des filiales	—	—	562	531
Dividendes reçus de la part des filiales	—	—	-3 984	-12 820
Réévaluation des propriétés immobilières	83	-416	—	—
Provision pour pertes sur prêts	592	441	450	293
Radiation de provisions pour pertes sur prêts, après déduction des recouvrements	-1 272	-3 467	-608	-609
Dépréciation de l'actif financier cessible	173	4	172	1
Variation du passif des contrats d'assurance	14 081	-2 856	—	—
Provision pour assurance de protection des paiements	1 350	4 000	952	2 550
Autres provisions réglementaires	1 085	837	527	383
Autres mouvements relatifs aux provisions	-40	337	54	-57
Charge (crédit) net(te) des régimes de retraite à prestations déterminées	287	315	142	164
Impact de la consolidation/déconsolidation de SICAV	3 157	-5 978	—	—
Désactualisation des provisions pour dépréciation	-32	-56	-44	-76
Composante de devises étrangères du bilan	648	-186	272	-902
Intérêts débiteurs sur passif subordonné	1 812	2 452	1 175	1 751
Pertes (bénéfices) sur cession d'entreprises	—	46	—	-139
Autres postes non monétaires	766	-456	159	38
Total postes non monétaires	17 460	-2 871	650	-8 185
Cotisations aux plans à prestations déterminées	630	-433	-425	-237
Paiements relatifs aux provisions pour assurance de protection des paiements	-2,200	-3 091	-1 577	-1 895
Paiements relatifs aux autres provisions réglementaires	761	-661	-561	-370
Autres	2	7	—	—
Total autres postes	3 589	-4 178	-2 563	-2 502
Postes non monétaires et autres postes	13 871	-7 049	-1 913	-10 687

(1) Ces SICAV (sociétés d'investissement à capitaux variables) sont des organismes de placement collectif, qui sont consolidés si le Groupe gère les fonds et détient une participation suffisante. Le nombre de SICAV à consolider varie à chaque date de bilan, car les investisseurs externes acquièrent et cèdent leurs participations dans les différents fonds. La consolidation de ces fonds est effectuée par l'inclusion des investissements du fonds et d'un passif correspondant pour les détenteurs d'unités ; les variations relatives aux fonds consolidés représentent un mouvement hors flux de trésorerie dans le bilan.

(2) Dans l'examen des mouvements intervenus dans chaque poste de bilan, l'impact des fluctuations des taux de change est supprimé afin de montrer l'impact des flux de trésorerie sous-jacents.

d Analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie figurant au bilan

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
En-caisse et soldes détenus auprès de banques centrales	47 452	58 417	44 595	55 919
Moins : dépôts de réserve obligatoires 1	-914	-941	-455	-485
	46 538	57 476	44 140	55 434
Prêts et avances aux banques	5 583	25 117	4 379	2 625
Prêts et avances aux banques concernant le groupe cessible (cf. note 12)	21 319	—	—	—
Moins : montants avec échéance égale ou supérieure à 3 mois	-10 532	-10 640	-3 253	-2 207
	16 370	14 477	1 126	418
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	62 908	71 953	45 266	55 852
Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	48 420	71 953	45 266	55 852
Trésorerie et équivalents de trésorerie du groupe cessible (note 12)	14 488	—	—	—
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	62 908	71 953	45 266	55 852

(1) Les dépôts de réserves obligatoires sont détenus auprès des banques centrales conformément aux obligations légales ; ces dépôts ne sont pas disponibles pour le financement des opérations courantes du Groupe.

Le poste "trésorerie et équivalents de trésorerie" du Groupe au 31 décembre 2016 s'élève à £14,477 millions (2015 : £13,545 millions) détenus dans les fonds-vie du Groupe, qui ne sont pas disponibles pour le financement des opérations courantes du Groupe.

e Acquisition d'entités et activités du groupe

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Injectons supplémentaires de capitaux dans les filiales	—	—	-81	-64
Acquisition de et investissements supplémentaires dans des entreprises associées et des joint-ventures	20	-5	—	—
Sorties nettes de trésorerie	20	-5	-81	-64

f. Cession d'entités et activités du groupe

	Groupe		Banque	
	2016 £m	2015 £m	2016 £m	2015 £m
Actif détenu à des fins de transaction et autre actif financier inscrit à sa juste valeur au compte de résultat	—	3 420	—	—
Prêts et avances aux banques	—	5 539	—	—
Prêts et avances aux clients	—	21 333	—	—
Actif financier cessible	—	654	—	—
Valeur des activités de portefeuille	—	60	—	—
Immobilisations corporelles	—	150	—	—
	—	31 156	—	—
Dépôts de clients	—	-24,613	—	—
Titres obligataires en émission	—	-9	—	—
Passif résultant des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec participation	—	-3,828	—	—
Passif résultant des contrats d'investissement sans participation	—	-549	—	—
Participations minoritaires	—	-825	—	—
Autre actif (passif) net	5	-314	—	—
	5	-30 138	—	—
Actif (passif) net cédé	5	1 018	—	—
Investissements dans des filiales cédés	—	—	3	711
Contrepartie non monétaire reçue	—	—	—	—
Pertes (bénéfices) sur la vente d'activités	—	-46	—	139
Contrepartie au comptant reçue suite à la perte de participations dans des entités et des activités du Groupe	5	972	3	850
Trésorerie et équivalents de trésorerie cédés	—	-5 043	—	—
Entrées (sorties) nettes de trésorerie	5	-4 071	3	850

54 Acquisition of MBNA Limited

Le 20 décembre 2016, le Groupe a signé un contrat avec Bank of America Merrill Lynch (BAML) pour l'achat de 100 % du capital de MBNA Limited, une société de crédit à la consommation de droit britannique, moyennant le paiement comptant de £1.9 milliards. Le Groupe devrait assumer le contrôle de MBNA Limited en 2017, après l'obtention de l'autorisation des autorités de régulation et de la concurrence.

55 Evénements postérieurs à la date du bilan

Le 2 mars 2017, la FCA a confirmé que la date limite pour le dépôt des plaintes PPI de la part des consommateurs sera le 29 août 2019 et que les règles et les orientations définitives applicables au traitement de ces plaintes à la lumière de la jurisprudence Plevin entreront en vigueur en août 2017. Le Groupe a réévalué sa provision à la lumière de ces orientations, ce qui a donné lieu à une charge supplémentaire de £350 millions, portant ainsi la charge totale de l'année au 31 décembre 2016 à £1,350 millions.

56 Futures évolutions en matière comptable

Les prises de position comptables suivantes ne s'appliquent pas à l'exercice au 31 décembre 2016 et n'ont pas été prises en compte dans la préparation des présents états financiers.

A l'exception de l'IFRS 9, approuvée en novembre 2016, au 20 mars 2017 ces prises de position sont en attente d'aval de la part de l'Union Européenne.

IFRS 9 Instruments financiers

L'IFRS 9 remplace l'IAS 39 Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation pour les exercices postérieurs au 1er janvier 2018.

Classement et mesure

Selon l'IFRS 9, l'actif financier doit être classé dans une des trois catégories d'évaluation, à savoir : juste valeur dans le compte de résultat, juste valeur dans "autres éléments du résultat global" et coût amorti. Les actifs financiers seront mesurés au coût amorti s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour but la conservation d'actifs financiers en vue du recouvrement de flux de trésorerie contractuels et si lesdits flux financiers représentant uniquement le paiement du capital et des intérêts. Les actifs financiers seront mesurés à leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global s'ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique ayant pour but le recouvrement de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers et si lesdits flux financiers représentant uniquement le paiement du capital et des intérêts. Les actifs financiers ne relevant pas de l'un de ces deux modèles économiques ainsi que tous les instruments de fonds propres (à moins qu'ils n'aient été initialement comptabilisés selon leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global) et tous les instruments dérivés sont mesurés à leur juste valeur dans le compte de résultat. Une entité pourra désigner, lors de la comptabilisation initiale, un actif financier mesuré à sa juste valeur dans le compte de résultat si cela élimine ou réduit de manière significative les probabilités d'erreur comptable.

Le Groupe a mis en place une évaluation afin de déterminer l'impact potentiel d'une modification de la méthode de classement et de mesure des actifs financiers. L'adoption de l'IFRS 9 ne devrait pas produire des modifications significatives concernant les bases de mesure des actifs existants ; cependant, l'impact définitif dépendra des faits et circonstances existants au 1er janvier 2018.

L'IFRS 9 conserve la plupart des règles existantes en matière de passif financier. Cependant, en ce qui concerne le passif financier désigné à sa juste valeur dans le compte de résultat, les plus ou moins-values imputables aux variations du risque de crédit propre pourront être présentées dans les autres éléments du résultat global. Il est probable que le Groupe décide d'adopter de façon anticipée cette présentation des plus/moins-values à compter du 1er janvier 2017. Actuellement, celles-ci sont comptabilisées dans le compte de résultat et expliquées à la note 29 relative aux états financiers.

Aperçu concernant la dépréciation

Le modèle de dépréciation prévu par l'IFRS 9 s'appliquera à tous les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, aux instruments obligataires comptabilisés à leur juste valeur dans les autres éléments du résultat global, aux créances locatives, aux engagements de prêt et aux garanties financières non mesurées à leur juste valeur dans le compte de résultat.

L'IFRS 9 remplace également l'approche actuelle de dépréciation de la 'perte encourue' par une approche de perte de crédit prévisionnelle, qui permet une comptabilisation anticipée de la perte IAS 39. Les pertes de crédit prévisionnelles correspondent à la moyenne pondérée objective de la probabilité de pertes de crédit déterminée par l'évaluation d'une série de résultats et de futures conditions économiques possibles.

Le modèle de dépréciation ECL comporte trois phases distinctes. Les entités doivent comptabiliser, lors de la comptabilisation initiale, une provision pour perte prévisionnelle sur 12 mois (phase n° 1) et une provision pour perte de crédit prévisionnelle sur la durée de vie, en cas d'augmentation significative du risque de crédit (phase 2). La Phase 3 requiert une preuve objective de la dépréciation, qui est similaire à l'orientation relative aux pertes encourues de l'IAS 39.

Selon l'IAS 39, les provisions sont comptabilisées pour les pertes qui ont été encourues, mais qui n'auraient pas pu être identifiées séparément. On procède à l'évaluation des probabilités de dépréciation des actifs à la date de bilan et de leur identification ultérieure ; le temps nécessaire à l'identification de l'occurrence de la dépréciation est désigné comme la période d'émergence de la perte. Le Groupe utilise différentes périodes d'émergence de la perte en fonction des caractéristiques du portefeuille : en moyenne, cette période est comprise, d'après l'expérience historique, entre un et douze mois. Les portefeuilles non garantis ont généralement une période d'émergence de la perte plus courte que les portefeuilles garantis. Selon l'IFRS 9, tous les prêts en phase 1 requièrent une provision pour perte mesurée selon un montant égal à une ECL de 12 mois, plus longue que la période d'émergence de la perte actuellement applicable à certains portefeuilles.

L'IAS 39 n'impose pas l'obligation de comptabiliser une ECL sur toute la durée de vie pour les prêts qui ont fait l'objet d'une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais qui ne sont pas douteux. Afin d'évaluer si un actif se trouve en phase 1 ou 2, il faut tenir compte de la variation relative de la probabilité d'occurrence d'un défaut pendant la durée de vie prévisionnelle de l'instrument, et non pas de la variation du montant des pertes de crédit prévisionnelles. Ceci implique la mise en place de tests quantitatifs associés à des indicateurs supplémentaires tels que la classification du risque de crédit. Une information prospective sera également prise en compte pour déterminer l'attribution de la phase. En générale, les actifs avec des impayés supérieurs à 30 jours, mais non douteux sont classés en phase 2.

L'IFRS 9 nécessite une plus vaste utilisation d'informations prospectives, et notamment de prévisions raisonnables et gérables sur la future conjoncture économique. La nécessité de prendre en compte différents scénarios économiques et leur possible impact sur la provision constitue un aspect très subjectif du modèle ECL. Le Groupe développe la capacité de modéliser un certain nombre de scénarios économiques et d'en saisir l'impact sur les pertes de crédit afin de faire en sorte que l'ECL global représente une répartition raisonnable des résultats économiques. Une gouvernance et une supervision adéquates seront mises en place pour ce processus.

Modèles de dépréciation selon l'IFRS 9

Pour tous les portefeuilles significatifs, le calcul de l'ECL selon l'IFRS 9 se fonde sur les systèmes, données et méthodes utilisés pour le calcul réglementaire des 'pertes prévisionnelles'. Le Groupe prévoit que la définition de défaut aux fins de l'IFRS 9 sera alignée sur celle de Bâle afin d'assurer la cohérence à tous les niveaux du Groupe. Cependant, les modèles d'ECL conformes à l'IFRS 9 diffèrent, par divers aspects, des modèles réglementaires : par ex., les actifs de phase 2 selon l'IFRS 9 comportent le montant de la perte escomptée sur la durée de vie, alors que les modèles réglementaires génèrent des pertes prévisionnelles sur 12 mois pour les prêts qui ne comportent pas d'impayés.

Impact de l'IFRS 9 sur le Groupe

L'adoption de l'IFRS 9 peut donner lieu à une augmentation significative des provisions inscrites au bilan du Groupe pour la couverture des pertes de crédit et peut donc avoir un impact négatif sur la position réglementaire du Groupe au regard du capital. L'importance de l'augmentation de ces provisions dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment de la composition des portefeuilles de prêts du Groupe et de la conjoncture économique prévue à la date de la mise en œuvre. Bien

que le Groupe soit encore en train de perfectionner sa méthode et de compléter le développement des modèles de calcul de la provision requis, il est impossible de fournir une estimation fiable de l'impact de l'adoption de l'IFRS 9. Il est également trop tôt pour estimer l'impact du modèle de dépréciation conforme à l'IFRS 9 sur les résultats financiers, bien que l'obligation de transfert des actifs d'une phase à l'autre et d'intégration de données prospectives au calcul de la perte de crédit prévisionnelle, notamment en ce qui concerne différents scénarios économiques, puissent donner lieu à des charges de dépréciation plus volatiles par rapport au modèle actuel de dépréciation selon l'IAS 39.

L'impact de l'IFRS 9 sur le capital réglementaire pourrait être affecté par la modification des règles imposées par les autorités de régulation. Le Comité de Bâle sur le Contrôle des Banques a publié deux documents sur l'impact de l'IFRS 9 sur le capital réglementaire, un document consultatif sur le 'Traitement réglementaire des provisions comptables : approche intermédiaire et dispositions transitoires' et un autre document sur les modifications à long terme. L'on ne sait pas encore avec certitude si les dispositions transitoires en matière de capital entreront en vigueur à partir du 1er janvier 2018.

Comptabilité de couverture

Les règles de comptabilité de couverture issues de l'IFRS 9 sont plus étroitement alignées sur les pratiques de gestion des risques et suivent une approche davantage basée sur les principes, que l'IAS 39. Cette norme ne traite pas de la comptabilité de macro-couverture, qui fait l'objet d'un projet IASB séparé. Le Groupe n'a pas encore pris une décision concernant la poursuite ou non de l'application de la comptabilité de couverture selon l'IAS 39 jusqu'à l'achèvement du projet de l'IASB en matière de macro-couverture. Le Groupe prévoit, pour le moment, de continuer à appliquer la comptabilité de couverture conforme à l'IAS 39 conformément à ce choix de politique comptable.

Programme de mise en application de l'IFRS 9

Le Groupe a mis en place un programme IFRS 9 pour assurer une pratique de plus grande qualité, conforme aux normes et aux orientations réglementaires. Ce programme concerne les fonctions Finance et Gestion du Risque du Groupe, sous la supervision des Comités d'orientation des Divisions et du Groupe. Les principales responsabilités de ce programme concernent la définition d'une méthode et d'une politique comptable conformes à l'IFRS 9, le développement de modèles ECL, la définition des exigences en matière de données et de systèmes et la mise en place d'un modèle d'exploitation et d'un cadre de gouvernance adéquats. Le programme progresse conformément aux plans de mise en œuvre établis.

Des méthodes ont été définies en matière de risque de crédit, tandis que la création et la validation du modèle sont en cours pour les principaux portefeuilles. Le modèle sécurisé pour la Banque de détail a été approuvé par le Comité de Gouvernance du Modèle. Les modèles et les processus applicables au risque de crédit seront testés pendant la période de fonctionnement en parallèle afin d'intégrer les changements et de contribuer à améliorer la compréhension des nouveaux modèles de dépréciation.

Des systèmes financiers et des règles de reporting sont en cours d'élaboration et de test. Les structures de contrôle et de gouvernance existantes ont été examinées et les modifications nécessaires par rapport à l'IFRS 9 ont été identifiées. Le cadre de gouvernance inclut la vérification, la comparaison et la validation d'informations prospectives concernant toute une série de scénarios économiques. Les plans de communication et de formation sont en place et l'impact sur les ressources appartenant aux Services Financiers et de gestion du Risque a été évalué, afin de s'assurer que tout est prêt pour la mise en œuvre de la nouvelle norme.

IFRS 15 Recettes générées par les contrats conclus avec les Clients

L'IFRS 15 remplace l'IAS 18 Produit des activités ordinaires et l'IAS 11 Contrats de Construction, mais ne concerne pas les instruments financiers et les contrats de location. Par conséquent, la comptabilisation des commissions liées aux cartes de crédit et aux produits packagés, par exemple, devra être revue. Cette norme ne devrait pas avoir un impact significatif sur les bénéfices du Groupe. L'adoption de l'IFRS 15 ne devrait pas avoir d'impact ou devrait avoir un impact limité sur les systèmes ou les processus. L'IFRS 15 entre en vigueur à partir du 1er janvier 2018.

IFRS 16 Contrats de bail

L'IFRS 16, qui remplace l'IAS 17 Contrats de Bail, impose aux preneurs de comptabiliser un poste d'actif pour le droit d'utilisation et un poste de passif pour les futurs paiements résultant d'un contrat de bail. Les preneurs comptabilisent une charge financière dans le passif et une charge de dépréciation dans l'actif, qui pourraient affecter la date de comptabilisation des dépenses sur les actifs loués. Cette modification devrait avoir principalement un impact sur les biens actuellement comptabilisés par le Groupe en tant que contrats de location-exploitation. Les systèmes financiers devront être modifiés pour prendre en compte les nouvelles règles et données comptables. Les règles comptables applicables au Bailleur restent alignées sur l'approche actuelle relevant de l'IAS 17. L'IFRS 16 s'appliquera aux exercices postérieurs au 1er janvier 2019.

Modifications de moindre importance applicables aux autres normes comptables

En 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 7 Etat des flux de trésorerie (qui requiert des données supplémentaires concernant les activités financières de l'entité concernée) et de l'IAS 12 Impôt sur le revenu (qui clarifie quand un actif d'impôt différé doit être comptabilisé par des pertes non réalisées) ainsi qu'un certain nombre de modifications mineures apportées aux IFRS, qui entreront en vigueur pour les exercices postérieurs au 1er janvier 2017 ou au 1er janvier 2018. Ces modifications ne devraient pas avoir d'impact significatif pour le Groupe.

57 Autres informations

Lloyds Bank plc et ses filiales constituent un groupe de services financiers leader, basé au Royaume Uni. Ses membres fournissent une vaste gamme de services bancaires et financiers, à des clients basés au Royaume Uni et dans certains pays étrangers.

La société mère directe et ultime et holding de Lloyds Bank plc est la société de droit écossais Lloyds Banking Group plc. Pour obtenir des copies des états financiers annuels consolidés et du rapport annuel consolidé de Lloyds Banking Group plc, vous pouvez adresser une demande au siège de Lloyds Banking Group, 25 Gresham Street, London EC2V 7HN. Vous pouvez également les télécharger sur le site www.LloydsBankinggroup.com.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la société.